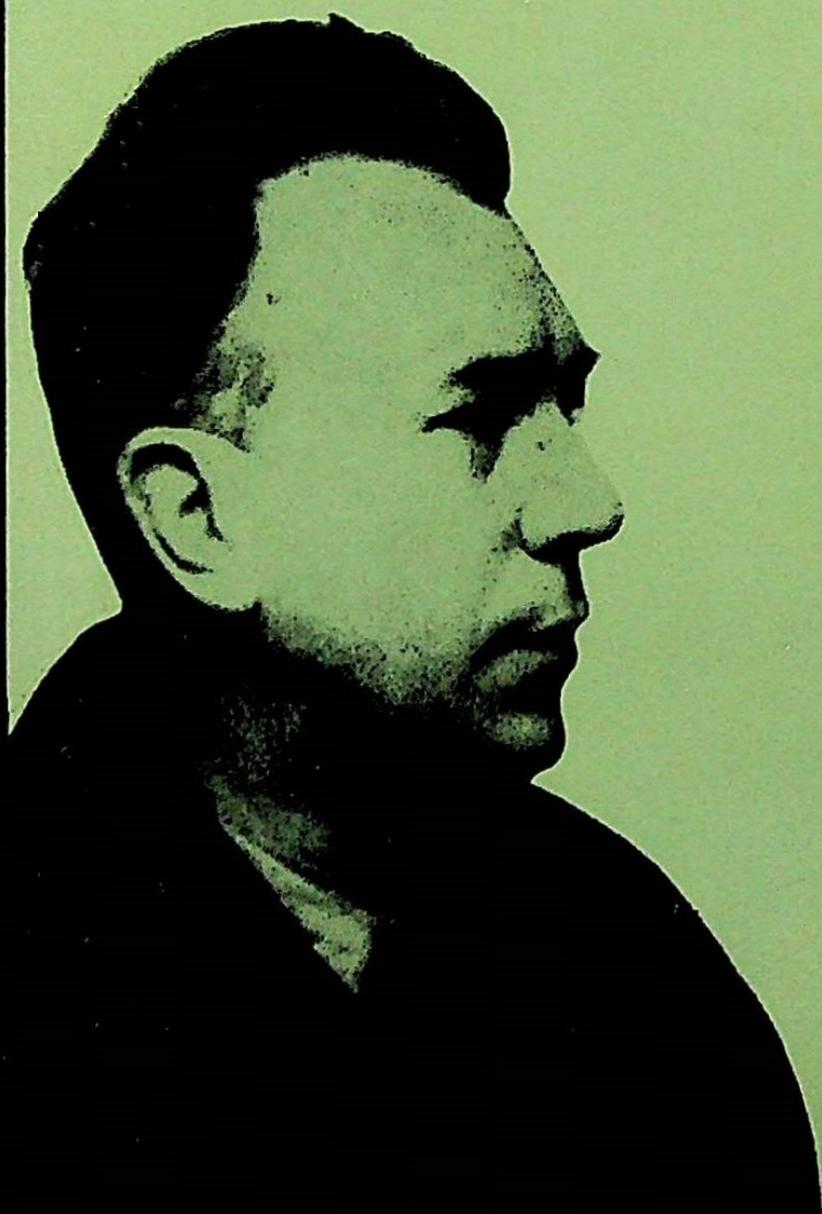


A. AZZARONI - P. NAVILLE - I. SILONE

BLASCO

PIETRO TRESSO



la vie
d'un
militant

BLASCO

ALFREDO AZZARONI

B L A S C O

LA VIE DE PIETRO TRESSO

Préface de Ignazio SILONE

DOCUMENTS ET LETTRES

Avant-propos de Pierre NAVILLE

Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline
PARIS-1965

SOMMAIRE

- I. Pierre Naville. Avant-Propos.
- II. Alfredo Azzaroni. BLASCO. Pietro Tresso, chef de l'appareil illégal du P.C. italien à l'époque de Gramsci. Préface de Ignazio Silone.
- III. Pietro Tresso. Articles, 1930-1939.
- IV. Pietro Tresso. Lettres de la prison.
- V. Le Parti communiste italien et la disparition de Pietro Tresso. Lettres à *Rinascita*.
- VI. Note de la Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline : pour une enquête sur la disparition de Blasco.

AVANT-PROPOS

Le dossier que publie aujourd'hui la Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline mérite de retenir l'attention de tous les démocrates et de tous les socialistes. Il concerne la vie et la mort de Pierre Tresso, militant dirigeant du mouvement communiste italien, disparu dans des conditions telles qu'il faut admettre son exécution par des agents staliniens. A ce titre, son exemple permet à la fois de retracer une belle figure de militant ouvrier, digne de rester dans la mémoire des socialistes, et de dénoncer des faits qui font partie des pratiques criminelles instaurées par Staline et les siens dans le mouvement ouvrier et dont la plus célèbre victime fut Léon Trotsky, assassiné à Mexico en 1939.

L'assassinat de Trotsky en 1939 et la disparition de Tresso en 1944 font partie d'un même cycle de forfaits, commis au Mexique et en France, et non en URSS. Ils sont donc pour nous l'occasion de soulever une question restée dans l'ombre depuis que Khrouchtchev a engagé la « déstalinisation » en URSS en s'en prenant au « culte de la personnalité » : celle des prolongements criminels du stalinisme hors de l'URSS.

La police politique de Staline étendait ses filets dans le monde entier. En dehors de son appareil propre, elle utilisait souvent des adhérents des partis communistes ou des sympathisants actifs, et par l'action même des partis elle créait l'atmosphère qui facilitait ses opérations. Pourtant, aucun parti communiste hors de l'URSS et des pays socialistes n'a encore osé mettre à nu les pratiques répressives utilisées contre les adversaires politiques du stalinisme, ni faire la lumière sur certains crimes qui en ont résulté. On est en droit d'affirmer que tant que ces pratiques n'auront pas été dénoncées en Europe et en Amérique comme en URSS ou en Pologne et en Hongrie, il sera difficile de croire que ces partis sont réellement entrés dans la voie de la déstalinisation.

Le sort de Pierre Tresso constitue à cet égard une

épreuve significative. On lira dans ces pages quelle fut la vie de ce militant éprouvé, dont la belle figure morale et politique traversa sans faiblir les plus dures situations. On y lira aussi quelle fut sa mort, ou du moins sa disparition. Son action et sa personne symbolisent à la fois la lutte sans défaillance pour un idéal politique socialiste sans compromissions, une fidélité totale à ses objectifs, et la résistance aux effets abominables des pratiques stalinienne dans le mouvement ouvrier. Comme tant d'autres qui devinrent les compagnons politiques de Trotsky, Pierre Tresso, que nous appelions Blasco dans l'émigration, dut subir la double répression du fascisme et de la réaction et celle de l'appareil stalinien. Tresso fait partie de cette phalange de victimes que tous les Etats finalement s'acharnèrent à détruire, l'U.R.S.S. comme l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler et la France de Vichy, parce qu'elle représentait l'avenir vivant du socialisme. Sa personnalité émerge des rangs de cette phalange avec des caractéristiques particulières de courage, d'intransigeance et en même temps d'humanité profonde. C'est un exemple dont la jeunesse a toujours besoin.

Certains de ses anciens ennemis, surtout en Italie, commencent à reconnaître tout cela, bien qu'à mots couverts. Mais en France un silence persistant prouve que tout reste à faire. Le mouvement communiste n'a pas encore entrepris sur lui-même cette auto-critique, cette déstalinisation, qui risquaient d'atteindre la plupart de ses chefs d'aujourd'hui. C'est en faisant toute la lumière sur un cas comme celui de Blasco que la déstalinisation pourrait apparaître enfin comme une action sincère. Malheureusement, nous en sommes encore loin.

C'est pourquoi nous sommes convaincus de faire aujourd'hui œuvre de salubrité en évoquant dans ce petit livre la vie d'un militant qui peut servir d'exemple. Nous l'avons constitué en réunissant divers textes qui expriment différents aspects de son œuvre et de ses idées (1). En premier lieu, nous

(1) Nous avons respecté le style français de Tresso, souvent très incorrect, utilisé dans ses articles et dans ses lettres. Ecrivant pour des publications françaises, ou sous le contrôle de la censure de la prison, il était obligé d'écrire en français, langue qu'il ne maîtrisait pas entièrement dans ces conditions. Mais il ne nous a pas semblé possible de modifier ses expressions, qui d'ailleurs sont toujours parfaitement claires.

publions la brochure d'Alfredo Azzaroni intitulée Blasco, éditée par Azione Comune en 1962, et qui a dû être réimprimée depuis. Nous avons ensuite imprimé le texte intégral de quelques articles politiques écrits par Blasco entre 1930 et 1939. Ils ont une valeur d'histoire, et montrent la capacité d'analyse politique de leur auteur. Ensuite nous avons reproduit de nombreuses lettres écrites de la prison par Blasco à sa compagne : elles traduisent avec beaucoup de noblesse, de simplicité et de perspicacité l'état d'esprit d'hommes qui vivaient sous la double menace de la répression fasciste et stalinienne. Enfin, on trouvera des pièces capitales, qui ont vu le jour après la publication du livre d'Azzaroni : il s'agit des lettres parues dans Rinascita, organe du P.C. italien, et de la polémique qu'elles ont soulevé. Cette intervention de Rinascita devait entraîner de notre part une série de questions brûlantes. Elles sont posées dans une note finale.

Certains amis penseront sans doute qu'il s'agit aujourd'hui de questions « d'histoire », c'est-à-dire d'un passé qu'ils souhaiteraient voir enterré, et qu'ils considèrent comme dépassées ou abolies. Nous leur répondrons qu'une telle conception est justement ce que Staline attendait comme résultat de ses entreprises : l'oubli « d'erreurs », ou « d'épisodes regrettables ». Sans doute, il faut faire le départ entre les erreurs ou actes politiques discutables, et ce qui ne peut être qualifié que de traitements criminels. Les erreurs ou les contestations politiques peuvent toujours être exposées et discutées au grand jour entre partisans de la même cause. Mais les crimes réclament l'ombre : on les cache et on les nie. Preuve qu'ils sont indéfendables hier comme aujourd'hui.

Sans doute, l'époque présente est et a été riche de crimes de masse, venus de différents côtés. Des millions d'être humains ont disparu, au cours des dernières dizaines d'années, sans laisser de traces. C'est pour eux qu'on a inventé le mot génocide. Mais c'est justement l'ampleur de ces sacrifices anonymes qui rend plus urgente la mise en relief d'exemples particuliers de ce qui restera inexpiable. Le sort fait à Blasco est un de ces exemples, que n'effacent pas des millions d'autres. En un moment où se profilent des risques, que l'on nous dit calculés, de voir recommencer des holocaustes gigantesques, rien de plus urgent que de proclamer hautement, pour chaque individu, les droits de l'humanité, les exigences que les hommes se sont formulées de vivre libres dans leurs opinions même quand ils ne le sont pas pleine-

ment dans leurs volontés et dans leurs actes. L'exemple toujours vivant de notre camarade Blasco atteste que cette exigence et cette protestation sont toujours possibles et nécessaires. Puisse ce livre en répandre le témoignage !

Pierre NAVILLE.

INTRODUCTION

L'ouvrage d'Alfredo Azzaroni mérite tous les éloges. Il constitue une contribution intelligente et consciencieuse à l'histoire du mouvement communiste italien projetant toute la lumière possible sur Pietro Tresso et sur certains événements politiques auxquels celui-ci fut mêlé. L'ouvrage d'Azzaroni est d'autant plus méritoire que, pour des raisons d'âge et d'appartenance politique, l'auteur s'est formé en dehors du milieu dont il traite. Il n'a donc pas été guidé, dans sa difficile enquête, par quelque ressentiment, mais par un souci généreux de la vérité.

Il ne semble pas exagéré d'affirmer que cette qualité est celle qui, à mon avis, manque le plus dans la récente historiographie du mouvement ouvrier italien, spécialement en ce qui concerne les origines du P.C.I. et la genèse de ses crises intérieures. Il est probable que la surestimation politique du rôle joué par les Conseils d'usine (Comités d'entreprise) turinois dans la naissance du P.C.I. est le fruit d'une aberration intellectuelle fréquente et, de plus, d'une nette intention apologétique. Il est en effet propre aux « intellectuels » d'attribuer une importance historique prééminente à la création ou à la conception de nouvelles formes institutionnelles, au mépris des nouveautés effectives qui se dissimulent ou se fraient le chemin derrière d'anciennes formes (comme on l'a déjà rappelé sans que cela ait été jamais démenti, dans le cas en question, l'idée qu'avait Gramsci des Comités d'entreprise dérivait clairement du syndicalisme américain). Mais le fait que cette même historiographie tient peu de compte, dans la gestation du communisme, de l'attitude des diverses fractions socialistes durant la première guerre mondiale, a une motivation exclusivement politique et provient de ce qu'en face de la guerre, la pensée initiale de Gramsci (et de Togliatti) ne fut pas des plus claires, contrairement à celle des autres socialistes de Turin.

Du travestissement des faits, plus ou moins conscient, il est facile de tomber, par une loi naturelle de gravitation, au « culte de la personnalité » sous ses formes les plus

puérides. (Exemple entre tant d'autres : un épisode lamentable. *L'Unita* de la fin d'Octobre 1947 publia une version « héroïque », entièrement inventée, d'un accident banal survenu à Togliatti dans une imprimerie de Rome, le lendemain de la « marche » historique. Avec un grand luxe de détails, le quotidien communiste racontait que Togliatti avait été libéré par une équipe armée de la fédération communiste romaine, alors qu'il allait être fusillé par un groupe de fascistes. Je venais à peine de terminer la lecture de ce récit romancé, dans un corridor de Montecitorio, quand je vis passer Togliatti : « Pourquoi permets-tu que l'on invente de telles sottises sur ton compte ? » ne puis-je m'empêcher de lui demander en lui montrant le journal. Il me répondit par un haussement d'épaules. « A la base du parti — dit-il — on aime les légendes ». Si je ne l'avais connu quand il était encore un révolutionnaire, j'aurais peut-être pu en rire).

Avec des personnages de cette trempe, il ne faut donc pas s'étonner si les épisodes de crise intérieure, qui par leur nature exaspèrent les esprits au maximum, ont été travestis suivant les nécessités de la polémique. On ne peut dire que l'état d'âme, au moins dans le P.C.I., ait changé entre temps. « Camarades — a dit Khrouchtchev au XXII^e Congrès du P.C.U.S. — il est de notre devoir de revenir sur les événements obscurs liés à l'abus de pouvoir, et ceci dans les moindres détails. Si l'on ne peut plus ressusciter les morts, il faut au moins que le Parti dise la vérité. » Mais jusqu'à présent le Parti Communiste Italien ne s'est pas montré capable d'entendre cette exhortation et de raconter sur lui-même la vérité obscurcie par les légendes. Il rassemble encore de précieuses énergies mais empêtrées dans un lourd attirail, précocement vieillies dans l'obéissance passive à la raison d'Etat russe. Le Concile de l'Eglise catholique, lui-même, grâce à la présence de fortes représentations qui semblent exemptes de la décadence concordataire, est en mesure de manifester une vie intérieure multiple et vivace que personne n'attend plus de ce parti qui s'intitule encore révolutionnaire et qui a, à peine, 40 ans de vie. Quant aux soit-disant réhabilitations, il est clair que les véritables intéressés n'en ont aucun besoin puisque, s'il en avait l'énergie, le P.C.I. devrait commencer lui-même par les réhabiliter. Mais il n'est pas à même de critiquer les erreurs du passé, étant donné que la cause principale de ces erreurs :

l'asservissement à une politique de puissance, n'est pas un fait désormais dépassé ou accidentel, mais demeure la force qui, strictement, le détermine.

Heureusement pour tous, et aussi pour les communistes, la liberté de presse est en vigueur dans ce pays et le P.C.I. ne peut empêcher que ses propres adhérents finissent par connaître ce que cachent les publications du Parti. Il me semble que ce petit volume d'Azzaroni a tout ce qu'il faut pour intéresser, en premier lieu, tout communiste de bonne foi. A beaucoup d'égards, Pietro Tresso était en effet un communiste exemplaire. Cas peu fréquent dans le mouvement ouvrier italien, il était un dirigeant d'origine prolétarienne qui conservait intactes les qualités de fraîcheur et d'activité de sa classe sociale. Bien qu'autodidacte, sa vive intelligence s'appliquait à l'étude des matières les plus différentes, même celles qui étaient étrangères aux nécessités du travail pratique que lui confiait le parti. Dans la conversation avec des amis, il aimait manifester son goût pour le savoir désintéressé. Il était courageux de nature et dans les circonstances les plus dramatiques du travail clandestin, ne perdait jamais sa bonne humeur.

La montée de Tresso, des cadres intermédiaires et techniques de l'organisation du parti jusqu'aux postes de commande, fut voulue et imposée par Gramsci, comme celle de cet autre ouvrier, le Milanais Ravazzoli, et de Camilla Ravera. Dans la direction du P.C.I., reconstituée après les arrestations de 1926, ils pouvaient être considérés comme « les Gramsciens ». Mais les différences de leur formation mentale n'empêchaient pas que les relations entre nous tous fussent amicales. Peut-être seraient-elles encore demeurées telles si, à un certain moment, la nouvelle direction stalinienne de l'Internationale Communiste ne s'était décidée à intervenir durement contre le groupe dirigeant du P.C.I. et si Togliatti, pour se sauver, n'avait offert des victimes expiatoires. Toutefois, il serait injurieux pour la mémoire de Tresso d'admettre que, sans le concours de ces circonstances exceptionnelles, il eût pu demeurer longtemps encore dans les rangs communistes en phase de stalinisation progressive. Les motifs de rébellion se seraient présentés à lui en foule. C'était un honnête homme, réfractaire à la pratique des « mensonges utiles ». Il sentait fortement son devoir de discipline vis-à-vis du parti, mais non au point d'atrophier

en lui les raisons qui l'avaient conduit au socialisme révolutionnaire.

Tresso fut exclu du P.C.I. en même temps que Ravazzoli et Leonetti dans les circonstances relatées par ce petit livre. Il est difficile d'imaginer, actuellement, ce que signifiait pour un Communiste comme Tresso l'expulsion du Parti. C'était l'équivalent exact de l'excommunication médiévale. Non point tant (il est important de le souligner) à cause des difficultés de tous genres, matérielles et légales, que l'expulsé devait affronter, mais par l'auto-isolement dans lequel il se trouvait placé par rapport à tout le monde « bourgeois », y compris les autres groupes antifascistes, isolement provenant chez lui des habitudes de rigueur morale enracinées en lui auxquelles il n'était pas disposé à renoncer. Nous avons grandi en vase clos si bien que (pour donner un exemple), même avant le fascisme, le seul fait d'appartenir à l'Association de la Presse, à côté des journalistes « bourgeois » était considéré comme un opprobre. Dans l'auto-isolement volontaire, les seules nouvelles du monde étaient les accusations de vendus, corrompus, traîtres, qui continuaient à arriver de la part des ex-camarades.

Au début, on pouvait croire que les fonctionnaires du P.C.I. s'appliquaient à cet ignoble exercice par simple devoir administratif envers Moscou ; pour calmer la rage des inquisiteurs aveugles et prouver la sincérité de leur propre résipiscence. Par la suite, on commença à comprendre qu'ils y ajoutaient un zèle qui n'étant plus d'obligation, faisait montre d'une violence verbale dont seuls des hommes de mauvaise foi peuvent être capables. Chez les exclus, la surprise prévalait sur l'indignation. Comment une dépravation si rapide était-elle possible ? Peu de temps auparavant nous étions amis, pendant des années nous avons affronté les mêmes risques. Pour certains, l'explication machiavélique pouvait suffire, mais pour les autres ? Il n'y avait — et il n'y a — qu'une seule explication : l'effet délétère de la raison d'Etat sur des esprits qui, dans la lutte clandestine, s'étaient entièrement modelés sur le moule bolchévique, qui représente certainement une des formes les plus arriérées du fanatisme politique. C'est ainsi que nous voyions réapparaître, sur le tronc de la partie la plus active du mouvement ouvrier moderne, une des plus répugnantes dégénérescences spirituelles que l'histoire humaine ait jamais connues et que nous étions habitués à considérer com-

me appartenant exclusivement au fanatisme religieux. Ayant identifié le Parti avec l'Histoire, comme d'autres identifient l'Eglise avec le Royaume de Dieu, des hommes estimés et intelligents mentaient consciemment, sévissaient contre des compagnons sans défense et se vantaient de tant de bravoure. Par-dessus tout, ce rude traitement servait de salutaire avertissement aux hésitants. Le fait est que nombre de ceux qui hésitaient à suivre les hérétiques, s'abstinrent de le faire dans la crainte de la diffamation dont ils auraient été l'objet. Subir cette diffamation, pendant des années, sans capituler, est peut-être la forme la plus difficile du courage.

Novembre 1962

Ignazio SILONE.

BLASCO

Blasco rencontra Barbara vers 1924. La jeune fille qui devait devenir la compagne fidèle du dirigeant révolutionnaire était déjà une militante communiste engagée dans la lutte contre le fascisme. Barbara travaillait pour les Jeunes Internationales et se trouvait à l'époque à Berlin (1).

La ville qui avait vu la révolte spartakiste et les funérailles de Rosa Luxembourg lui sembla froide et grise. Les gens étaient taciturnes et hostiles. L'inquiétude qui régnait parmi les camarades allemands ne paraissait s'exprimer que par un abus obstiné de bière blonde. Le soir, les théâtres paraissaient pleins de vie, mais l'image qu'ils reflétaient n'était que l'obsession grotesque d'un expressionnisme exaspéré.

Blasco revenait de Moscou où il s'était rendu au Congrès de l'Internationale Syndicale rouge. Il était en compagnie d'Umberto Terracini, élégamment vêtu comme d'habitude. Lui, au contraire, était coiffé d'un béret d'ouvrier et avait une fluxion causée par un mal de dent.

A sa jeune compagne, il parle de Moscou avec sympathie et réalisme. Il avait été frappé par la misère de la population et le nombre de voleurs. Dans le tramway on lui avait coupé sa veste sans parvenir pour autant à lui soustraire son portefeuille retenu par la doublure et à la gare on avait tenté de lui voler sa valise. En dépit de cela, il lui fallait lutter pour réaliser le communisme.

Blasco avait un tempérament de lutteur. Ses origines étaient modestes. Son père avait été métayer dans une région de la Vénétie infestée de malaria. Le médecin avait dit : « tâchez de quitter au plus tôt cette terre » ; aussi la famille Tresso s'était-elle transférée à Magré di Schio où

(1) L'anonymat nous permet d'honorer en elle ses nombreuses autres compagnes (parmi lesquelles ses deux sœurs) qui dans la conspiration se révélèrent courageuses, demeurant constamment ignorées dans les mémoires contés par leurs compagnons « arrivés ». (N.E.)

le métayer était devenu manœuvre à la manufacture de laine Rossi.

C'est dans cette nouvelle résidence que naquit Pietro, le 3 Janvier 1893. Il était le dernier de quatre enfants (deux garçons et deux filles) d'une famille pauvre. Sa sœur, à peine sortie de l'enfance, faisait déjà le métier de fileuse et Blasco, avec tendresse et douleur, se rappellera toujours les levers avant l'aube pour se rendre à la manufacture.

Il ne put faire des études régulières et à neuf ans dut abandonner l'école pour entrer comme apprenti chez un tailleur. Il avait cependant conservé l'amour et la nostalgie de l'étude et il l'entretint tout seul avec ténacité et diligence. Une sensibilité ombrageuse se développa en lui et ne l'abandonna jamais tout le long de sa vie. Mais il apprit vite à dominer ses sentiments et à ne rien se concéder.

Militant du Mouvement des Jeunesses Socialistes.

Les souvenirs de son enfance réapparaîtront plus tard dans ses moments d'abandon confidentiel, pour tisser l'unité d'une vie exemplaire tendue. Il était alors dominé par le désir d'apprendre à l'aide des opuscules populaires des Editions Sonzogno et de tous les livres qui lui tombaient sous la main.

Encore adolescent, il fit partie du Mouvement des Jeunesses Socialistes non sans heurter le catholicisme pratiquant de toute sa famille. Il étudiait tout seul les mathématiques, travaillait et s'occupait de questions syndicales. On ne tarda pas à le remarquer et un dirigeant de la *Camera del Lavoro* le proposa pour un concours en vue de l'obtention d'une bourse d'étudiant à « *l'Umanitaria* ».

Pendant deux ans, il habita Milan et y suivit un cours de législation ouvrière pour dirigeants syndicalistes ; parmi ses maîtres se trouvait Fausto Pagliari. Pendant ce temps, ses propres intérêts culturels se précisaient et il faisait connaissance avec les auteurs les plus solides du marxisme italien, subissait l'influence des pages d'Antonio Labriola. Poussé par ses lectures de Giustino Fortunato et par son expérience personnelle, il s'intéressa particulièrement au problème méridional, aussi fût-il envoyé en Sicile dans une Bourse du Travail.

Ses expériences furent toujours dures. Dans une région où opérait la mafia il vit un jour, sans pouvoir intervenir,

couper les oreilles à un homme, victime d'une impitoyable vendetta d'ordre privé. Quelques mois plus tard, dans la tranchée, il devait assister à la destruction de nombreuses vies...

Mais à travers ses épreuves, en même temps que sa volonté se faisait plus tendue et, en un certain sens, plus dure, son sens de l'humain s'élargissait à une plus grande compréhension des souffrances individuelles et collectives sans que jamais l'engagement politique ne tarisse en lui ses élans spontanés.

Doué pour le dessin, et quoique sans aucun diplôme d'études, il avait été envoyé à l'école des officiers et était devenu lieutenant. Son passé de militant n'était cependant pas ignoré. Inculpé dans le fameux procès de Pratomaso instruit par le Tribunal Militaire contre un groupe d'opposants à la guerre, il fut acquitté mais, tenu pour un esprit subversif on le renvoya au front dans un bataillon disciplinaire. Pendant 33 mois consécutifs il demeura dans les tranchées d'Asiago, puis il contracta une grave maladie pulmonaire et fut renvoyé dans ses foyers comme grand invalide de guerre. C'est ainsi qu'il revint à ses occupations politiques et qu'il milita dans la gauche du Parti Socialiste italien pour adhérer, après le Congrès de Livourne, au Parti Communiste italien.

Mais, jusque dans ce geste, il y avait en lui quelque chose qui accentuait son puritanisme fondamental, dédaigneux des choses extérieures et de toute pose romantique, son goût pour les vêtements sobres et négligés qui lui faisait refuser avec horreur même une innocente cravate fantaisie. Son caractère se distinguait surtout par l'honnêteté intellectuelle et un réalisme marqué ; ce seront ces mêmes qualités qui, plus tard, lui feront refuser les positions politiques de l'Internationale et provoqueront les heurts avec Palmiro Togliatti.

Dans le P.C.I. avec Bordiga et Gramsci.

Le petit parti à la « discipline rigide et implacable », comme l'avaient voulu Bordiga (2), Terracini, Gramsci, etc...

(2) Amadeo Bordiga, animateur et fondateur du P.C.I., en fut le premier secrétaire. Togliatti traitant de la « Formation du groupe dirigeant du P.C.I. » écrit que « celui qui assume véritablement la

avait alors déjà fait ses preuves. Le 2 Mars 1921, tandis que les événements se précipitaient en Italie, il avait lancé contre le fascisme un appel à la lutte : « Le prolétariat révolutionnaire d'Italie ne cédera pas sous les coups de la réaction... Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le terrain même où est descendu la bourgeoisie..., de répondre à la préparation par la préparation..., aux armes par les armes... » Et les peu nombreux militants avaient subi le poids des *Squadre* et les horreurs des expéditions punitives.

Mais à côté de cette lutte souvent héroïque par suite de la disproportion des forces, le parti suivait le destin tragique qui devait être celui de tous les partis bolcheviks du monde. Né sous le signe de la fidélité à la Révolution russe, il devait en suivre tous les détours et se plier à toutes ses contradictions.

En ces années-là, personne en Italie n'écoutait les postes de radio soviétiques. Mais le 8 Mars 1921, la Fête Internationale de la Femme avait été saluée par la station de Cronstadt en des termes inusités : « Nous autres Communistes de Cronstadt, au milieu du grondement des canons et des explosions lancées contre nous par les ennemis du peuple ouvrier, nous envoyons un salut fraternel à toutes les travailleuses du monde entier, nous vous envoyons un salut de Cronstadt la rouge, insurgée, du royaume de la liberté... Vivent les libres jeunes ouvrières révolutionnaires ! Vive la révolution sociale mondiale ! »

Moins de trois ans après la Révolution d'Octobre, les Communistes se trouvaient face à face avec le tragique problème de l'organisation du pouvoir et de la liberté dans une société socialiste, et ils ne trouvèrent alors, trente-cinq ans plus tard dans les rues bouleversées de Budapest, rien de mieux que la répression armée et la calomnie injurieuse accusant les ouvriers insurgés d'être les agents de l'ennemi.

C'était là les « mains sales » des communistes, leur drame le plus vrai, qui suggérait à l'anarchiste Berkman les amères paroles de son journal : « 17 Mars : Cronstadt est tombée aujourd'hui. Des milliers de marins et d'ouvriers gisent morts dans les rues. Les exécutions sommaires de prisonniers et d'otages continuent. 18 Mars : Les vainqueurs

direction (pour la Fondation du Parti) ce fut Amadeo Bordiga ». Il était doté d'une forte personnalité politique et d'une remarquable capacité de diriger (voir *Annales Feltrinelli*, 1960, p. 393). (N. de l'E.)

célébrent l'anniversaire, l'anniversaire de la commune de 1871. Trotsky et Zinoviev invectivent Thiers et Gallifet pour le massacre des rebelles de Paris. »

Mais l'écho de la tragédie qui commençait avec les canonnades de Cronstadt n'était pas encore parvenu aux oreilles des militants italiens. A cette époque, ils pensaient encore pouvoir concilier la fidélité à la Révolution avec l'autonomie des décisions et la liberté de la critique. Durant l'été 1921, Umberto Terracini avait exposé à Moscou, au III^e Congrès de l'Internationale, le point de vue des délégations italienne, allemande et autrichienne qui s'opposait au point de vue soviétique. La réponse sèche et coupante de Lénine ne s'était pas fait attendre : « Si ces opinions du camarade Terracini sont partagées par trois délégations, cela signifie que dans l'Internationale, tout ne va pas pour le mieux. »

Les « Thèses de Rome ».

Toutefois, la discipline permettait encore aux dissidents de s'exprimer et au II^e Congrès du Parti Communiste italien réuni à Rome en Mars 1922, des « thèses » contrastant avec les directives de l'Internationale avaient prévalu (3).

C'est aussi à ce moment que furent sélectionnés les meilleurs cadres du communisme et, tandis que Palmiro Togliatti, le collaborateur le plus intime de Gramsci, entrait pour la première fois dans le Comité Central, Pietro Tresso se distinguait comme l'un des hommes les mieux préparés et les plus combattifs.

Le parti était alors peu nombreux mais plein de prestige, avec un groupe de dirigeants qui semblait homogène et, en tout cas, dynamique et actif. Aussitôt après Livourne, l'engagement à la lutte avait fait apparaître les meilleurs.

(3) Les « thèses de Rome » furent élaborées sous l'influence prépondérante d'Amadeo Bordiga ; mais également acceptées par les autres dirigeants du P.C.I. Les conceptions qu'elles exprimaient étaient plus rigides que celles de l'Internationale Communiste sur un certain nombre de points essentiels : l'idée de parti, le refus d'un front unique constitué avec d'autres formations prolétariennes, la politique agraire, la tactique parlementaire, etc. Les « Thèses de Rome » sont aujourd'hui encore revendiquées par les Communistes Internationaux demeurés fidèles à Bordiga. Ils n'ont jamais accepté de se fondre avec les trotskystes (N. de l'E.).

« De ces rangs sortaient des organisateurs capables comme Pietro Tresso et Paolino Ravazzoli, de bons cadres ouvriers comme Vittorio Bardini, Domenico Ciupoli, Giovanni Roveda, des femmes combattives comme Camilla Ravera et Teresa Noce, de jeunes chefs comme Eduardo d'Onofrio, Giuseppe Berti, Secondo Tranquilli qui devait devenir célèbre sous le nom d'Ignazio Silone ».

Certains de ces noms sont à l'heure actuelle très connus en Italie, et nous les rencontrerons souvent au cours des pages de cette histoire. D'autres ont été oubliés parce que volontairement entrés dans l'ombre ou effacés par la tragédie communiste. Ils constituaient alors un petit groupe de « révolutionnaires de profession », jeunes et inconnus, décidés à ne pas se soumettre au fascisme et à affronter tous les risques.

Les « thèses de Rome » reprenaient les motifs de la scission du P.S.I., donnaient une interprétation révolutionnaire de la situation européenne et excitaient à l'intransigeance. A Moscou au contraire, on liquidait le « communisme de guerre » et une nouvelle politique économique avait été inaugurée. En avril 1922, Joseph Staline devenait secrétaire du parti bolchevik.

Ce tournant imposait donc aux jeunes partis communistes le « front unique » avec les forces sociales démocratiques européennes. Mais en Italie la chose était plus difficile qu'ailleurs, la majorité des cadres dirigeants du P.C.I. y était décidément hostile.

Ainsi débutait chez nous, sans sursauts et presque en sourdine, le long et véritable drame des communistes. Les conjonctures italiennes particulières en favorisèrent le développement, le tinrent caché aux yeux de la plupart, en diminuant la portée dans la conscience des protagonistes eux-mêmes.

Amadeo Bordiga fut arrêté Place d'Espagne à Rome, un après-midi de Février 1923, tandis qu'il attendait Ruggero Grieco auquel il avait donné rendez-vous. Terracini réussit à grand peine à se mettre à l'abri et Grieco fut pris le même jour. Le parti restait sans secrétaire tandis qu'Antonio Gramsci se trouvait à Moscou.

L'Exécutif de l'Internationale en profita pour désigner les dirigeants provisoires de la formation politique italienne. La charge échut à Palmiro Togliatti qui, sous le nom d'Ercoli, installa son propre quartier général à Angera sur le

Lac Majeur et se mit à reconstituer le réseau de l'organisation ébranlé par l'agression fasciste.

Pendant ce temps, Gramsci s'était installé dans les environs de Vienne, tout en maintenant les contacts avec les principaux militants italiens. Durant son séjour à Moscou, il s'était convaincu que le « tournant » avait été salutaire, et maintenant il cherchait par une correspondance épistolaire assidue à détacher un à un les collaborateurs de Bordiga de leur fidélité aux « thèses de Rome ». Pietro Tresso, lui-même, qui à cette époque se faisait appeler Lanzi, fut l'objet des invitations pressantes de Gramsci.

Durant l'automne 1922, Blasco avait fait partie de la délégation italienne au IV^e Congrès de l'Internationale et, à cette occasion, il avait voté à Moscou avec Bordiga contre les propositions de Zinoviev. Il ne céda pas sans résistance aux pressions de Gramsci. « Le parti — lui écrivait le leader — n'est pas un club d'amis cordiaux qui s'embrassent à tout instant et se font continuellement des déclarations d'estime réciproque... C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec toi sur ce que tu dis sur la discipline que tu me parais concevoir de façon un peu mécanique et militaire. Pour imposer une discipline, il faut posséder un centre fort qui suive une politique adéquate. »

Mais c'est une lettre de Mauro Scoccimarro qui nous fournit le résumé complet des réserves de Blasco, hostile par tempérament aux manœuvres subtiles : « Je sais que Lanzi (Blasco) t'a écrit plusieurs lettres. Son attitude est vraiment caractéristique. A son retour de Moscou, il s'était montré résolument opposé à toute l'attitude d'Amadeo (Bordiga); aujourd'hui, au contraire, il justifie beaucoup des actes de ce dernier, tout en ne partageant pas sa pensée politique. Parfois, il assume des attitudes qui, à un certain point de vue, se rapprochent davantage de la position prise par Amadeo que de la nôtre, quoiqu'il n'y ait entre lui et nous aucun dissentiment politique réel. Il voit le mal, sent la gravité de la crise du parti et ne peut se décider à trouver une porte de sortie; vis-à-vis de nous, il est un peu méfiant parce qu'il craint que nous ayons pris une position trop à droite. Il me fait l'impression d'un homme qui geint et se lamente pour des douleurs aiguës du ventre mais ne peut se résoudre à ingurgiter le purgatif qui seul pourra remettre ses viscères en place. Comment un tel changement s'est-il produit chez Lanzi? On ne peut certes l'attribuer

à l'influence personnelle d'Amadeo ; celui-ci n'est pas en relation avec lui et ils ne se sont jamais rencontrés. L'unique et véritable cause est celle-ci : ces derniers temps, Lanzi a été souvent en contact avec les camarades du Parti. Il a senti l'état d'esprit qui est en général celui de nos militants ; il en a subi l'influence et en est devenu lui-même l'expression directe. Et si telle est la situation pour un camarade qui connaît toutes nos questions jusque dans les plus infimes détails, imagine quelle peut être la situation de la grande masse des camarades qui ne sont éclairés sur rien. »

Pour le convaincre, il avait fallu toute la puissance dialectique de Gramsci et finalement Blasco avait accepté de s'attacher au char de l'intellectuel sarde, acceptant la discipline qui venait de Moscou et la lutte contre Amadeo Bordiga. Le poste en jeu ne permettait pas d'y regarder de trop près. Même si la politique du « front unique », voulue par les Russes, ne pouvait être mise en œuvre en Italie, surtout après la victoire, au Congrès de Milan du P.S.I., du mouvement autonomiste dirigé par Nenni et Vella, on lança le mot d'ordre de la « bolchévisation », qui signifiait l'alignement rigide sur la III^e Internationale et la polémique à fond contre les positions prises par Bordiga.

Alors, peut-être n'était-il pas un communiste italien qui se rendit compte qu'il faisait un pas sur un plan incliné extrêmement dangereux. Le mythe de l'Internationale, en tant que parti mondial révolutionnaire, suffisait à lui seul à faire fondre les réserves et à vaincre les résistances. Plus tard, les expériences individuelles et la vigilance des consciences se résoudreaient en crises et dissensions profondes. Mais, apparues sur le plan individuel et à une époque différente, elles seraient difficilement devenues une opposition politique large et féconde. Plus souvent, au contraire, ne devraient-elles avoir d'autre espoir que la tragique solitude du cri de Cronstadt.

Fondateur de l'organisation clandestine.

Mais à cette époque, même les incertitudes de Blasco ne parurent pas laisser de traces. Lorsque Barbara l'avait rencontré, il était plongé dans le dur travail de l'organisation clandestine, sur les positions politiques mêmes d'Antonio Gramsci.

Barbara avait derrière elle l'expérience d'événements historiquement significatifs tels que l'écroulement de l'empire habsbourgeois auquel avait succédé la tragédie de ses concitoyens de Fiume, les échos de la première révolution hongroise et des journées « d'annunziennes » qui avaient détruit pour toujours la tranquille respectabilité du vieux monde d'avant-guerre. Barbara avait abandonné ses études de médecine et partageait les risques de cet homme de haute taille, aux noms multiples, qu'elle avait commencé à aimer.

Les périls et les dures épreuves n'avaient pas assombri ce que l'aventure avait de séduisant. Les devoirs de la discipline exaltaient le sens des choix définitifs.

A la frontière, Blasco avait caché un revolver dans la manche de sa chemise et Barbara avait tremblé de peur et d'orgueil à la visite de la douane.

Puis elle avait quitté Milan pour entrer définitivement dans la clandestinité. Elle était partie par une gare secondaire pour descendre au premier arrêt ; c'était désormais une « révolutionnaire professionnelle » sans passé et sans racines qui était montée dans le rapide pour Rome.

Les premiers temps, Barbara rencontra quelquefois Blasco chez Ignazio Silone, lui aussi clandestin, chargé de l'*agit-prop* du parti. Blasco y apparaissait le soir pour boire un verre et échanger quelques impressions. Par la suite, ils louèrent une petite maison à Marino près de Rome.

1926 avait été l'année décisive.

Le long combat que le groupe Gramsci et Togliatti avait livré contre Bordiga s'était terminé cette année-là à Lyon. Quand bien même deux ans auparavant, à Côme, la fraction la plus importante du parti s'était rangée aux côtés de l'ingénieur napolitain, toute possibilité d'autonomie avait désormais objectivement disparu ; Gramsci avait enlevé un à un à Bordiga ses collaborateurs les plus valables, à commencer par Terracini et Grieco. Puis les méthodes bureaucratiques qui empêchaient le débat avaient fait le reste.

En Russie même, tout espoir d'opposition à qui détenait le pouvoir dans le parti, devait bientôt se révéler illusoire. Durant l'automne de 1924, Trotsky avait publié *Les leçons d'Octobre*, critiquant entre autre l'opportunisme de

l'Internationale, mais au printemps de l'année suivante il avait été écarté du Commissariat à la Guerre.

La discipline du parti excluait les différences d'opinion et toute attitude contraire au pouvoir exécutif était taxée de dissidente. Une nouvelle logique, dans ses syllogismes de fer, s'était désormais emparée de la vie politique communiste.

Le leader napolitain la dénonçait dans *L'Unità* ; « la polémique se fait ainsi : la gauche dit que l'Internationale se trompe. L'Internationale ne peut se tromper ; c'est donc la situation qui a tort ». Mais, dans les années 1924-1926, la première victime de cette nouvelle scholastique avait été, en Italie, Amadeo Bordiga.

Au Congrès de Lyon, il subit une défaite et, plus tard, fut déclaré traître suivant la méthode utilisée à Moscou.

Au même Congrès, Blasco était entré dans le Comité Central, prenant une place de premier plan dans le communisme italien. Parmi les 60 délégués qui s'étaient réunis dans la ville française représentant un parti durement persécuté en Italie, Blasco n'était certes pas l'un des moins courageux. A la fin du Congrès, il fut arrêté et condamné à 3 mois de détention parce qu'il était entré clandestinement en France après en avoir été expulsé une fois.

Mais le parti comptait beaucoup sur lui, sur ses qualités d'organisateur et de travailleur, sur sa préparation et son indiscutable fidélité. Aussi, en prévision d'une lutte qui devait nécessairement assumer une forme clandestine, la tâche d'organiser à Rome le Centre secret du parti fut-elle confiée à Blasco et à Silvia (pseudonyme de Camilla Ravera).

Au début, Blasco s'installa au premier étage d'une vieille maison décorative avec entrée indépendante sur le quai Lungo Tevere Ripetta. Il se faisait passer pour un représentant de commerce, déployant à travers les dangers une activité intense.

Barbara vit à ce moment pour la première fois le bureau où se préparaient les faux papiers. « Ne regarde pas autour de toi » lui avait recommandé Blasco et, en effet, elle ne vit que deux jeunes gens presque noyés dans les flacons d'encre pour timbres.

Avant tout, il fallait maintenir les relations d'organisation avec les Centres responsables du parti et l'étranger. Deux courriers faisaient continuellement la navette entre

la Suisse, la France et les centres clandestins. Les passeports étaient admirablement falsifiés et le transport des documents et du matériel de propagande exigeait diligence et imagination. Valises à double fond, livres à reliures truquées, nécessaires de voyage, serviettes de professionnels, poupées, articles de toilette, tout pouvait servir de cachette insoupçonnable pour introduire en Italie le matériel du parti.

L'attentat de Bologne.

Mais il fallait aussi pouvoir communiquer avec l'extérieur, faire comprendre à une opinion publique désorientée et intimidée qu'il existait encore une opposition au fascisme disposée à s'organiser et à résister.

Lorsqu'à son tour la Confédération Générale du Travail céda aux pressions du régime, les Communistes étaient prêts à instaurer un nouvel organisme clandestin pour diriger les luttes syndicales.

Blasco composa un soir un tract et, avec l'aide de Barbara, réussit à en tirer 30 ou 40 exemplaires en se servant du procédé par lequel on reproduit les menus des restaurants. La nuit, ils sortirent et les collèrent aux murs avec de la gomme arabique ; à chaque coin de rue, Barbara montait la garde, attentive au passage des miliciens fascistes. Ils étaient rares et le matin suivant, de petits rectangles de papier témoignèrent aux Romains que le front syndical pouvait encore résister.

Mais les risques étaient grands et Rome n'était plus sûre. Blasco changeait souvent de logement. Les rendez-vous étaient dangereux et on les fixait dans les endroits les plus hétéroclites. Parfois, Barbara passait des après-midi agenouillée dans la pénombre d'une église à attendre un message ou un signe d'un « fidèle » qui apparaissait et disparaissait aussitôt. D'autres fois, quand il y avait du danger, pour détourner les soupçons de la propriétaire de la maison, on simulait de gaies réceptions du soir. Barbara achetait alors des gâteaux et du mousseux et deux ou trois filles du parti montaient pour passer de longues heures dans le tremblement et la mélancolie.

Puis, vers la fin de l'année, la situation empira. A la

suite de l'attentat de Bologne, la réaction avait porté ses coups décisifs (4). « Un criminel — avait dit le secrétaire du parti fasciste — a attenté à la vie de son Excellence le Chef du Gouvernement. L'assassin a été lynché sur place. Le premier acte de justice a été accompli. Reste maintenant à frapper les complices et les inspireurs du crime ».

Le régime entendait abolir définitivement tout ce qui restait d'une apparence de liberté démocratique. Déjà durant l'été la police fasciste avait infligé des coups durs à l'organisation clandestine des Communistes. La rencontre entre deux courriers ayant été surprise à la gare de Pise, il avait été facile d'arrêter de nombreux dirigeants du parti, parmi lesquels Umberto Terracini et Giovanni Roveda. Le parti était maintenant déclaré hors-la-loi comme tous les autres organismes d'opposition.

L'immunité parlementaire ne pouvait même plus être une garantie suffisante. Pour Antonio Gramsci, qui avait repoussé toutes les invitations à se mettre à l'abri, l'heure était venue. Sa résistance n'était pas d'ordre politique mais psychologique, à cause de son infirmité bien connue.

Vainement un soir, Barbara avait attendu avec une autre camarade, le fondateur de *L'Ordine Nuovo* le long de la rue solitaire du « Muro Torto » où un rendez-vous avait été arrangé pour lui permettre de s'enfuir.

Antonio Gramsci avait décidé de rester chez lui et y fut arrêté la nuit du 8 Novembre tandis que la Chambre délibérait sur la déchéance du mandat parlementaire de tous les députés ayant participé à la sécession aventinienne.

L'arrestation de Gramsci eut de graves conséquences pour l'histoire future du mouvement communiste italien. Tandis que les policiers de Mussolini passaient les menottes à l'intellectuel sarde, Palmiro Togliatti, connu sous le pseudonyme d'Ercoli, se trouvait à Moscou. Le VII^e *plenum* de

(4) Le 31 octobre 1926, l'attentat perpétré par le jeune Anteo Zamboni contre Mussolini à Bologne offrit un prétexte au régime pour promulguer le 15 novembre les lois exceptionnelles qui paralysèrent toute vie politique dans le pays. Jusqu'alors, depuis 1923, le P.C.I. avait vécu dans un état de semi-légalité : le quotidien *l'Unità* et le groupe parlementaire étaient autorisés par la loi mais toute l'organisation du parti était clandestine. (N. de l'E.)

l'Internationale communiste était en cours et Togliatti y représentait le parti italien (5).

Arrestation de Gramsci — Togliatti au secrétariat politique du P.C.I.

En Russie, l'alliance entre Zinoviev, Kamenev et Staline était rompue. Trotsky désormais confiné dans une opposition sans espoir, Staline s'était fait le porte-parole des exigences des petits-bourgeois, des classes rurales et de l'administration soviétique. Depuis un an, une polémique impitoyable faisait rage. Staline s'était allié avec Boukharine et le nouveau mot d'ordre lancé aux Koulaks (paysans aisés) était : « enrichissez-vous ! »

En vain la jeunesse communiste de Leningrad, au nom des vieux idéaux, s'opposait à l'embourgeoisement de la révolution. L'opinion publique lasse et intimidée était à peu près inexistante et, à l'intérieur du parti, les décisions bureaucratiques étouffaient tout débat politique. Grégoire Zinoviev qui avait eu tant d'influence sur l'esprit de Gramsci avait été, en Juillet, expulsé par le Politburo du parti bolchevik.

Tandis que Palmiro Togliatti présidait l'Assemblée du VII^e *plenum*, Zinoviev se voyait contraint de donner sa démission de la présidence de l'Internationale. A sa place, était élu le nouvel allié de Staline, Nicolas Boukharine.

Togliatti, qui avait appris depuis longtemps à demeurer fidèle sans réserve à toute décision de la majorité bolchevique, fut nommé responsable du secrétariat politique du parti communiste italien.

Antonio Gramsci abandonnait pour toujours la direction du parti. Son dernier geste politique avait été un acte de modération. Il avait écrit à ses camarades russes en les exhortant à ne pas abuser de leur victoire et à « éviter les mesures excessives » (6) — « Vous détruisez votre œuvre, vous dégradez le rôle de direction que le parti communiste avait conquis sous l'impulsion de Lénine ; vos devoirs de

(5) Dans le langage de l'Internationale Communiste, on appelait *plenum* ou Exécutif élargi une instance où étaient représentés les partis communistes les plus importants et qui pouvait être convoquée entre deux Congrès. Elle équivalait à un Conseil Général.

(6) Parmi les épisodes d'indépendance relative qui, en ces premières années, faisaient exception à l'obéissance passive du P.C.I. envers Moscou, il faut rappeler les remontrances pour la fastueuse

militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international (7) ».

Mais désormais sa tâche était tout autre. En face de la dictature fasciste il devait témoigner par son long sacrifice de la fermeté morale d'une opposition consciente et héroïque. Sa douloureuse et sereine figure au cours de son procès demeurera indélébile dans le souvenir des Italiens.

C'est ainsi que Blasco se le rappellera toujours, même aux jours où la polémique avec Togliatti fut la plus dure, alors que celui-ci continuait pourtant la ligne gramscienne de la fidélité inconditionnée à l'Union Soviétique.

En 1937, quand Gramsci mourut et que Blasco, désormais expulsé du parti vivait en exil sa dure expérience d'irréductible combattant du fascisme, *La lutte ouvrière* publia le salut ému de Pietro Tresso à son vieux compagnon : « Après onze ans de prison, Antonio Gramsci est mort dans une clinique de Rome où la bestiale répression fasciste s'était vu obligée de le transférer il y a deux ans afin d'éviter que l'homme le plus aimé du prolétariat révolutionnaire d'Italie ne finisse de mourir au fond de sa cellule. »

Il est bon de rapporter d'autres passages de cet article pour voir comment Blasco distinguait nettement l'action politique de Gramsci et celle de Palmiro Togliatti. En évoquant cette vie comme celle « d'un grand militant », Blasco se réfère à l'atmosphère révolutionnaire et aux rêves de 1919 : « Les nouvelles qui nous viennent de la Russie sur la victoire et la consolidation du pouvoir soviétique soulèvent l'enthousiasme des masses. L'emblème de la faucille et du marteau couvre les murs des villes et des villages d'un bout à l'autre de l'Italie. Les noms de Lénine et de Trotsky

réception offerte à Mussolini par l'Ambassade soviétique de Rome le trentième jour après l'assassinat de Matteotti à une époque où tout le corps diplomatique refusait d'avoir des relations directes avec le Duce ; et la protestation contre le cérémonial effronté fasciste adopté par les autorités soviétiques d'Odessa pour l'arrivée d'une mission de l'aéronautique italienne conduite par Italo Balbo (la musique russe joua « Giovinezza » et les Russes firent le salut romain).

(7) Il s'agit de la fameuse correspondance entre Gramsci et les soviétiques. A ces reproches prophétiques, les soviétiques répondirent par le truchement de Togliatti qui tenta assez rapidement de dissuader Gramsci de rester sur ces positions critiques. Voir G. Seniga, *Togliatti e Stalin*, Ed. Sugar, p. 21.

sont acclamés comme des symboles de lutte par des millions d'ouvriers, de soldats et de petits cultivateurs. »

Blasco reconnaît maintenant la valeur et l'importance de l'œuvre de Bordiga qui cependant fut la première victime italienne de la fidélité aveugle à Moscou : « Deux noms émergent : Bordiga et Gramsci. »

L'œuvre de Gramsci.

Et encore : « la lutte de Bordiga est la lutte pour la scission d'avec les réformistes et les centristes ; la lutte pour construire le Parti de la révolution. Il est seul à se battre depuis plus d'un an pour cette fin. Gramsci ne voit pas encore cette nécessité. De l'expérience encore fraîche de la révolution d'Octobre et des révolutions des autres pays, il recueille surtout le phénomène de la croissance et du développement des *Comités d'entreprise*. Il voit dans ces Comités la forme révélée par l'histoire de l'auto-gouvernement des masses ouvrières, les cellules vivantes de l'*Ordine Nuovo*. »

Suivant Blasco, c'est là que réside l'originalité de l'œuvre de Gramsci : « Pendant deux ans, dans ses articles de forme si personnelle, mais qui reflètent tout le tourment et l'effort créateur de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat de Turin, Gramsci prodigue les trésors de son intelligence, de sa culture et de sa passion révolutionnaire pour donner une impulsion aux Comités d'entreprise, pour en démontrer la valeur destructive de l'ordre capitaliste et la nécessité en tant que cellules constitutives de l'*Ordine Nuovo*, de l'ordre socialiste et communiste. »

Après, tout sera différent : l'*Ordine Nuovo*, d'hebdomadaire se transformera en quotidien, mais sera désormais une « autre chose » que ce qu'il avait fondé. « L'autre chose » que souligne Blasco c'est le manque d'autonomie et l'opportunisme soviétique. Mais Gramsci ne peut d'aucune façon en être rendu responsable. « Les philistins et les bureaucrates, ceux qui aujourd'hui cherchent à exploiter Gramsci au profit de la trahison et des ignominies staliennes nous présentent déjà un Gramsci truqué, méconnaissable aux yeux de ceux qui l'ont connu et à ses propres yeux s'il était encore vivant. »

Le jugement veut être objectif et serein même s'il ne sait cacher l'émotion : « Nous croyons pouvoir dire, par contre, que malgré ses éminentes qualités, il s'est trompé lui-même et sur des problèmes très importants. Et nous

pouvons ajouter qu'il en avait pleinement conscience et n'avait pas honte de le dire... Nous ne savons quelle a été l'évolution de Gramsci au cours de ses onze ans de prison mais nous pouvons affirmer ceci : toute l'activité de Gramsci, toute sa conception du développement du Parti et du mouvement ouvrier s'opposent de manière absolue au stalinisme, à ses saloperies politiques, à ses honteuses falsifications... »

« Nous pouvons aussi affirmer que, tout au moins après 1931 et jusqu'à 1935, la rupture morale et politique de Gramsci avec le Parti stalinisé était complète. La preuve est donnée non seulement par le fait que durant ces années la presse du Parti a mis une sourdine à la campagne pour la libération de Gramsci, mais aussi par le fait que Gramsci avait été officiellement destitué par le Chef du Parti et qu'à sa place s'était élevé ce pantin, cet homme à tout faire qui s'appelle Ercoli. Les camarades sortis de prison nous ont communiqué qu'il y a deux ans, Gramsci avait été exclu du Parti, exclusion que la direction avait décidé de tenir cachée au moins tant que Gramsci eut été dans l'impossibilité de parler librement. »

Aujourd'hui encore, il est difficile de dire ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans cette dernière affirmation de Blasco. Mais l'amour et la nostalgie qui vibrent dans les lignes suivantes de Pietro Tresso ont certes un accent authentique :

« Gramsci est mort, mais pour le prolétariat, pour les jeunes générations qui vont à la révolution à travers l'enfer fasciste, il restera toujours celui qui, au cours de ces 25 dernières années, a mieux que tous incarné les souffrances, les aspirations et la volonté des ouvriers et des paysans pauvres d'Italie... Il restera toujours comme un exemple de droiture morale et de probité intellectuelle absolument inconcevables pour la congrégation des laveurs de vaisselle staliniens... »

« Gramsci est mort, mais après avoir su que, de nouveau, de vieux bolchéviks tels que Boukharine, Rykov et Rakovsky étaient déjà prêts pour l'abattoir.

« Gramsci est mort d'un coup au cœur. On ne saura peut-être jamais ce qui a contribué le plus à le tuer : ses onze années de souffrance dans les prisons mussoliniennes ou les coups de révolver que Staline a fait tirer dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Piatakov et de leurs compagnons dans les souterrains du Guépéou. »

Ferveur activiste.

C'est ainsi que Blasco saluait Gramsci et jugeait Togliatti en 1937. Mais en cette fin dramatique de 1926, les positions ne s'étaient pas encore définies avec autant d'apreté.

Sous la grêle des coups fascistes, le parti maintenait son unité et les dirigeants clandestins multipliaient leur ferveur et leur courage pour sauver l'organisation. Blasco avait réussi à échapper à la capture. Barbara avait un jour sauté d'un tramway en marche, se croyant suivie.

Le centre clandestin était sauf et, comme nous l'avons dit, Blasco et Barbara habitaient à Marino di Roma. Les souffrances se faisaient plus aiguës et les responsabilités plus lourdes, mais la lutte conservait encore sa saveur romantique. La bonne humeur même n'avait pas disparu. La propriétaire de la maison regardait le jeune couple avec des yeux bienveillants et pensait que ce jeune homme taciturne qui ne buvait jamais de vin était malade. Blasco et Barbara s'amusaient à le lui laisser croire.

Puis, les exigences du Parti les conduisirent à Gênes. Barbara se querellait parfois avec Blasco. Il allait à des réunions nocturnes à Quarto sur de vieux rafiots où l'on ne courait aucun danger d'être surpris. Barbara était exclue de ces réunions et se sentait frustrée de sa part d'aventure. Elle était courageuse et savait affronter les dangers. Jamais elle n'avait pleuré et elle ne pleurera pas plus tard quand aux dangers s'ajouteront les angoisses du doute et de la solitude. Mais Blasco, quand il s'agissait de discipline du parti, était inébranlable. Il relisait alors à Barbara un de ses poèmes composé dans son adolescence qui exaltait une jeune fille fragile, blonde, pauvre et abandonnée et il lui reprochait son aventureuse témérité. Puis ils se remettaient à travailler.

Togliatti était revenu de Moscou et avait installé en Suisse le Secrétariat politique du parti, collaborant avec Grieco et Tasca. Pour diriger la lutte clandestine en Italie, un organisme spécial fut constitué, formé de Blasco, Alfonso Leonetti, Paolo Ravazzoli, Camilla Ravera et Ignazio Silone. Un des sièges secrets de cette organisation était à Milan dans un appartement de la rue Nino Bixio.

Ce furent des jours et des mois d'activité frénétique avec des résultats non indifférents. Entre autre, on réussit à créer une édition milanaise clandestine de *l'Unità* dont le tirage atteignit parfois 5.000 exemplaires. Par des canaux

secrets, ces journaux parvenaient aux milieux prolétariens qui ne s'étaient pas pliés au fascisme et, de la Lombardie à l'Emilie, du Piémont à la Toscane, de Rome à l'Italie méridionale, la voix du parti, bien qu'étouffée, ne cessait d'alimenter l'opposition.

L'organisation syndicale elle-même, après la dissolution définitive de la Confédération du Travail, fut dotée d'une structure secrète efficace. Grâce à Paolo Ravazzoli surtout, on put le 20 Février 1927 réunir clandestinement rue Pastrengo à Milan, une assemblée de syndicalistes communistes, avec quelques éléments d'autres tendances. De cette réunion naquit la nouvelle organisation syndicale clandestine qui parvint, pendant un certain temps, à avoir du poids surtout à Turin et dans le Piémont.

Blasco et Barbara ne pouvaient s'offrir de moments de tendresse. Comme pendant leur période romaine, ils étaient contraints de changer continuellement de résidence. Parfois ils passaient clandestinement la frontière et le rythme de la vie normale qui désormais pour eux était celle des « autres », ne faisait que souligner la dureté de leur engagement. Le 1^{er} Mai était en Suisse une fête paysanne avec les chefs communistes masqués et une pluie de bonbons. Barbara devait se défendre de la curiosité de ses voisins quand elle passait la nuit à traduire en langage chiffré les messages à confier au courrier pour l'Italie.

L'Italie est le cadre de notre responsabilité.

Mais il n'y avait pas de place pour les regrets. L'ennemi était en face et les aventures, les risques quotidiens, n'entaient pas la conscience du devoir à accomplir. Plus tard seulement — et pour Blasco le premier — commenceront les jeux subtils des justifications à tout prix, la lutte exténuante contre une impalpable « mauvaise conscience ». Alors le travail deviendra de plus en plus un refuge, un alibi pour repousser les pensées obsédantes, pour ne pas voir. Lénine n'avait-il pas dit que le véritable révolutionnaire se reconnaît à son comportement dans son propre pays ? C'est dans ces termes que Blasco répondra à Silone qui l'informait des événements de Russie : « Notre responsabilité a pour cadre l'Italie, non la Russie. Nous ne pouvons mettre en question notre lutte contre le fascisme simplement parce que les Russes se querellent entre eux. Les conditions de

lutte en Italie et en Russie, peuvent, à première vue, paraître un point de départ et un point d'arrivée ; mais entre ces deux pôles, personne ne peut établir un rapport de fatalité absolue. C'est pourquoi nous continuons à aller de l'avant et espérons que la future révolution communiste en Italie aura une meilleure fin. »

Et cependant « la fatalité absolue » opérait désormais depuis longtemps et le parti italien s'y était enlisé depuis que toute possibilité d'autonomie avait été détruite par les méthodes expéditives qui avaient mis Bordiga hors de combat. Blasco pouvait encore tenter de s'illusionner sur la possibilité pour une « voie italienne » de repousser douloureusement l'image des Russes qui « se disputent entre eux ». Mais il s'agissait d'autre chose.

En Russie, à cette époque plus qu'en toute autre, le débat était peut-être nécessaire et vital. L'âpreté du ton pouvait aussi se justifier par la situation dramatique et l'importance des décisions à prendre. Mais c'était la façon particulière dans laquelle se développait le débat qui causait des inquiétudes et alimentait cette impression de « mauvaise conscience ».

Les Communistes militants n'étaient pas habitués à s'attarder à des questions de forme ou des préoccupations d'ordre moral. Enfermés dans leur idéologie, protégés par les immenses sacrifices qu'ils supportaient, ils étaient, comme les premiers chrétiens, des citoyens d'un autre monde. Mais la cité future pour laquelle ils combattaient avait sa citadelle terrestre dans le bastion assiégé de l'Union Soviétique. Tout ce qui se passait là ne pouvait être que modèle à imiter et comme entouré d'une auréole sacrée. La nouvelle Jérusalem n'était pas seulement descendue parmi trois millions d'hommes pour incarner l'espérance et donner un visage au mythe, mais elle s'était concrétisée en institutions et en organismes légaux. L'infinie misère des foules, la douleur muette et craintive de millions d'hommes ne pouvaient être rachetées que par le bon fonctionnement de ces institutions. Et en premier lieu par le parti, pupille des yeux de Lénine, ordre immaculé des chevaliers du Graal. Comment admettre alors l'insuffisance des institutions pour contenir et encadrer un débat en lui-même nécessaire et vital ?

Comme au temps de Cronstadt et de la nouvelle politique économique, durant les années qui virent la montée de Staline, ni la perversité des hommes, ni l'assaut capitaliste,

ni la trahison des groupes ou des individus, ne pouvaient ébranler la fermeté des militants. Mais le fait de recourir constamment à de tels motifs pour expliquer les fâcheux essais des institutions d'Etat et politiques alimentait l'insécurité et le malaise.

Lorsque les concessions successives accordées par la politique stalinienne aux classes rurales arrivaient à un embrouillamini compromettant la société soviétique toute entière, fondée sur la propriété collective, un débat en profondeur et un changement d'orientation se révélaient nécessaires. Mais ni l'un ni l'autre n'étaient sérieusement possibles. Le drame n'en était certes pas à son premier acte mais était en train d'assumer des dimensions gigantesques. Désormais ses conséquences se faisaient sentir bien au-delà du cercle restreint des initiés au communisme, et engageaient le destin de populations entières.

Le tragique épilogue de la révolution chinoise avait hâté les événements et le 12 Novembre 1927, Trotsky et Zinoviev avaient été expulsés du Parti. Puis, en Russie, le conflit social entre les classes aisées des campagnes (fortes à la fois sur le plan économique et sur le plan politique à cause de la large représentation qu'elles avaient dans le parti) et la nouvelle bureaucratie soviétique, était arrivé à sa phase aiguë. La vitalité des Koulaks demandait désormais la pleine liberté du commerce et envisageait le rétablissement de la propriété terrienne comme un but pouvant maintenant être atteint. Pendant ce temps, les récoltes n'étaient pas suffisantes pour constituer des stocks et toute la société soviétique était menacée de crise. A son tour, l'alliance Staline-Boukharine avait pris fin.

Le « non » de Tasca à la volte-face stalinienne de 1929.

En Avril 1929, lors d'une double réunion du Comité Central et de la Commission de Contrôle du parti bolchevik, le dictateur géorgien lançait le mot d'ordre de l'anéantissement des Koulaks en tant que classe. Ce fut le signal d'une croisade bolchevique dans la campagne qui signifiait la prochaine extermination en masse de millions de paysans dans les plaines infinies de l'Union Soviétique. En même temps, dans toute l'Internationale, l'aile droite des partis communistes était mise en accusation. Chez les Italiens, Angelo Tasca, entré depuis peu au secrétariat de l'Internationale,

tionale, opposa son veto. « On voulait me persuader — dirait-il plus tard — que si l'on condamnait à mort des millions de paysans russes, c'était qu'il s'agissait de bâtir le socialisme ». Mais sa voix chercha vainement à se faire entendre dans le milieu communiste. En septembre de la même année, il fut expulsé du Parti sans opposition apparente (8).

La nouvelle de cette expulsion parvint à Blasco alors qu'il n'était déjà plus en Italie. Il était en convalescence après une grave maladie pulmonaire qui l'avait contraint depuis le début de l'année à garder le lit. Il habitait Paris avec Barbara dans un modeste logement de la rue de Crimée, en plein quartier ouvrier.

Malgré les efforts et les sacrifices, l'Italie était devenue dangereuse pour les dirigeants communistes. Certains fonctionnaires arrêtés n'avaient pas résisté aux tortures et avaient révélé des secrets de l'organisation. Un rapprochement était devenu nécessaire.

En Mars 1927, la situation semblait encore soutenable. De Bâle où il s'était réuni, le Comité Central en prenait acte et exprimait une légitime satisfaction. « Le travail du parti a dû être exécuté de façon entièrement secrète. Malgré cela et quoique plusieurs centaines de militants aient été enlevés à leur poste de combat, jetés en prison ou envoyés en dépor-

(8) « L'honneur d'expulser Tasca, a écrit Ignazio Silone, échet à la direction du P.C.I. Ceux d'entre nous qui, à brève échéance, devaient suivre le même itinéraire, commirent l'erreur de ne pas prendre tout de suite sa défense. Ce ne fut pas par opportunisme. La grosse difficulté était pour nous l'absence, dans la position de Tasca, de toute référence à la situation italienne. Comment aurions-nous pu expliquer aux petits groupes clandestins engagés dans la lutte contre le fascisme, une rupture motivée par une façon différente de comprendre certaines questions allemandes et russes ? » (I. Silone, préface de la II^e Edition du livre de Tasca : *La naissance du fascisme*, Ed. La Nuova Italia, Florence, 1962).

La conséquence inévitable de la clandestinité était un certain provincialisme. Avant que Togliatti ne réussit à synchroniser le P.C.I. avec ces vicissitudes intérieures de la politique russe, les prises de position sentimentales de caractère donquichottesque n'avaient pas manqué : ainsi Garlandi (Ruggero Grieco) avait-il écrit en 1925 à Moscou, au nom du Secrétariat du P.C.I., pour proposer que le rôle de président de l'Internationale qui allait être enlevé à Zinoviev soit attribué à Trotsky ; et Botte (Pietro Secchia), à Milan en 1927, voulait réagir aux premières nouvelles concernant les procédés staliens vis-à-vis de Trotsky, donnant l'ordre à plusieurs cellules d'usine d'écrire sur les murs : « Vive Trotsky ! » Le parlement était encore loin.

tation, l'activité des organismes centraux et des formations de base s'est montrée pleinement adéquate aux besoins de la situation. Le contact a été continuellement maintenu avec toutes les organisations de la périphérie, les liens avec la masse des travailleurs n'ont pas été brisés, l'agitation est même devenue plus intense qu'auparavant, conformément aux nouvelles nécessités de la situation. La preuve en est la grande diffusion acquise par la presse du parti... mais cette diffusion représente une somme de travail telle qu'elle démontre l'inépuisable vitalité de notre parti, la capacité de résistance et la combativité régnant dans ses rangs. »

Sous la grêle des coups fascistes.

Mais aussitôt après la pression exercée par l'Etat fasciste (qui avait désormais à sa disposition une nouvelle police politique, l'OVRA, tristement célèbre) était devenue intolérable. Pour l'organisation clandestine des communistes, les coups reçus entre la fin du printemps et l'automne de 1927 avaient été décisifs.

La première rafale avait balayé le nord. A Milan, pendant une réunion du Comité de la C.G.I. présidé par Giovanni Farina au siège secret de la rue Pastrengo, des agents fascistes avaient fait irruption, arrêtant tous les assistants. Peu de temps après, entre mai et juin, Paolo Betti était arrêté à Pavie, Luigi Scarmignan à Brescia et, encore à Milan, Giovanni Parodi, Arturo Vignocchi et Altiero Spinelli.

Tous étaient dirigeants du mouvement à des postes responsables. Giovanni Parodi qui, en 1920, avait pris la place d'Agnelli dans la Fiat occupée, était devenu secrétaire de la fédération milanaise, remplaçant Terracini. La police qui le pourchassait depuis quelque temps avait réussi à le surprendre dans une laiterie non loin de la rue Nino Bixio où le Parti avait son quartier général. Avec lui avaient été arrêtés également de nombreux militants précieux en ces temps de clandestinité, et futurs dirigeants en puissance : 32 à Pavie en même temps que Betti, 26 à Brescia avec Scarmignan et bon nombre d'autres un peu partout.

Immédiatement, une seconde vague avait atteint le Nord et le Sud. Le 17 Juin, Aldo Penazzoto, responsable pour l'Italie et la Toscane, avait été arrêté à Bologne et, se basant sur les documents trouvés dans le double-fond de

ses valises, le réseau des arrestations s'était élargi et les responsables des provinces de Sienne, Pérouse, Livourne, Pise et Arezzo avaient été pris à leur tour. Le même mois, Renato Bitossi fut capturé à Varèse avec 17 militants. Dans l'Italie méridionale, tout le réseau de l'organisation avait été bouleversé par l'arrestation du responsable Vittorio Pocceca.

En peu de temps, la police avait presque complètement détruit la structure clandestine du Parti, rendant sa reconstruction presque impossible. En juillet, l'appartement de la rue Nino Bixio avait été à son tour envahi par les agents qui y avaient arrêté entre autres la femme de Bitossi et Agostino Novella.

Seuls les principaux dirigeants avaient pu échapper à la capture. Blasco, Ravazzoli (qui se faisait appeler Santini), Leonetti (Feroci), Silone et Camilla Ravera (Silvia) avaient été avertis à temps. Le centre avait été installé à Recco. Puis à son tour Blasco avait été obligé d'émigrer. Il était parti seul en Suisse.

Barbara le suivit plus tard, après avoir pourvu à l'expatriation de plusieurs collaborateurs. Elle n'avait pas même osé passer à Milan et était parvenue à Sondrio en empruntant les petites lignes provinciales.

Ils avaient rendez-vous à Bâle, à l'hôtel Storchen. Elle n'avait pas trouvé Blasco et avait erré par la ville à sa recherche puis, sur un pont du Rhin, elle avait rencontré un camarade italien, responsable du Secours Rouge Italien et candidat au C.C., l'« oncle » (Guglielmo Jona). A quelques pas, il y avait Blasco, rigide et muet : on ne pouvait même pas se fier à l'« oncle ».

Ensuite, ils étaient allés à Zurich et, enfin, à Paris. Là, à l'Hôtel de l'Université, Barbara avait éprouvé, pour la première fois depuis des années, une sensation de sécurité. Mais cela n'avait pas duré longtemps. Le travail était toujours dur et dangereux. Maintenant qu'on pouvait circuler sans battements de cœur sur la route, les jeux subtils avec leur conscience commençaient à les tourmenter. Puis, rue de Crimée, Blasco était tombé malade. Il était encore convalescent lorsqu'on lui annonça l'expulsion de Tasca.

De sa nouvelle résidence parisienne, Barbara continuait à venir clandestinement en Italie pour y accomplir des missions. Le plus important de ces voyages se fit durant la seconde quinzaine d'avril 1929. Elle descendit à Rome avec une valise à double fond et poussa jusqu'à Naples. Elle

devait y rencontrer de jeunes intellectuels italiens qui, de leur propre initiative, cherchaient à s'approcher des positions idéologiques communistes. Elle apportait des documents divers et un cliché de l'*Unità*, du 1^{er} Mai, à imprimer clandestinement.

Le groupe qui venait renforcer les rangs décimés des militants était particulièrement important à cause du rôle que certains de ses membres devaient avoir dans les aventures ultérieures du Parti. C'est ainsi que Barbara rencontra le groupe d'Emilio Sereni et de Manlio Rossi Doria. Ils parlèrent des perspectives de lutte et de la situation italienne sous la lourde oppression fasciste, puis imprimèrent l'*Unità*. Une à une, les feuilles tirées à la main séchaient sur une corde tendue.

Puis Barbara prit le chemin du retour. Elle avait fait du bon travail mais le tableau général n'était certes pas encourageant. Partout la volonté de résistance avait été affaiblie par les coups de l'OVRA et le massif appareil de l'Etat mussolinien. Privées de contacts, les jeunes générations demeuraient sans défense devant la propagande fasciste et le groupe napolitain constituait une généreuse exception.

Pour son compte, le parti communiste, fier de ses sacrifices, ne faisait rien pour sortir de son isolement dédaigneux. La lutte contre les socialistes était menée avec une dureté impitoyable. « Arracher les masses à la social-démocratie — avait écrit *Lo Stato Operaio* en Octobre 1928, — n'est pas autre chose qu'arracher les masses aux ongles ensanglantés de la bourgeoisie. »

Mais en parcourant l'Italie d'un bout à l'autre, Barbara n'avait pu voir que les tristes signes du triomphe mussolinien et de l'indifférence découragée des masses.

A Paris, Blasco, qui l'attendait à la gare, était contrairement à son habitude, en compagnie de Paolo Ravazzoli. Les deux hommes paraissaient extrêmement préoccupés et lui demandèrent aussitôt ses impressions sur la situation italienne.

L'expulsion de Tasca n'avait pas été, en effet, l'unique conséquence dans le parti de la volte-face, du tournant pris à Moscou. Avec la violente polémique qui avait assailli l'aile droite du mouvement communiste international, la ligne politique des divers partis en particulier devait être modifiée. Pour l'Italie, cela signifiait non seulement une radi-

calisation par rapport aux socialistes mais aussi une nouvelle méthode de lutte pour des objectifs immédiatement insurrectionnels et révolutionnaires. C'est pourquoi le secrétariat cherchait dans les rapports des camarades revenant d'Italie des nouvelles qui confirmer la possibilité d'une adaptation nouvelle aux positions russes.

Blasco avait commencé à nourrir des soupçons. Les impressions de Barbara, à la gare de Paris, ne pouvaient que les confirmer.

Les volte-faces de Togliatti ; de Boukharine à Staline.

Mais la « fatalité absolue » des liens auxquels Blasco affirmait encore ne pas croire avait continué à fonctionner à un rythme précipité. En Russie, au mois de Mai 1929, Rykov avait été contraint de démissionner de sa charge de Président du Conseil des Commissaires du Peuple. Puis, en Juin, Tolski avait été écarté de la direction des syndicats et Boukharine, le 3 Juillet, de la Présidence de l'Internationale. Le Komintern avait alors âprement critiqué le parti communiste d'Italie et les camarades italiens avaient en Septembre, à Liège, accepté toutes les critiques dans une réunion du Comité Central. Mais il ne semblait pas qu'on pût aller au-delà de l'expulsion de Tasca et d'une aggravation du langage utilisé vis-à-vis des socialistes (9).

(9) Le long passé boukharinien de Togliatti, la répugnance qu'il avait montrée à s'associer aux condamnations staliniennes de toute opposition russe, sa répugnance plusieurs fois exprimée à l'égard de la méthode caporaliste de direction de l'Internationale provoquèrent à cette époque une brutale réaction stalinienne contre le P.C.I., dans l'intention explicite de liquider Togliatti. Les divers Rakosi et Kuusinen de l'Internationale, s'attelèrent à une révision impitoyable de tous les documents politiques et idéologiques du P.C.I. depuis 1925, recueillant sans effort une large moisson d'hérésies et d'idées fausses. Rien ne fut sauvé. Les fameuses thèses de Gramsci sur la question méridionale, son appel au parti activiste sarde, son mot d'ordre pendant la période aventinienne : « assemblée républicaine des comités ouvriers et paysans », et nombre d'autres formules nettement gramsciennes, suscitèrent chez les sévères censeurs de la surprise et du mépris plus que de l'indignation. Togliatti ne réagit pas et hésita longuement sur l'attitude à prendre. Il se rendait compte que sa vie politique était en jeu. Peut-être aurait-il été tenté de résister s'il avait été assuré d'avoir avec lui l'unanimité du P.C.I., c'est-à-dire de son groupe de dirigeants. Mais il se méfiait de Longo, de Secchia et de Tresso. Au premier signe de ce qu'il redoutait, il se décida et fit du zèle dans le sens désiré par Moscou. Il renia Gramsci, accep-

Cependant, en Novembre, Boukharine avait été expulsé du Bureau Politique, et quelques jours plus tard il avait capitulé ainsi que Rykov et Tomski, en envoyant par lettre son auto-critique au Comité Central. Au même moment *Lo Stato Operaio* modifiait son jugement sur l'Italie en estimant que les éléments d'une nouvelle situation révolutionnaire immédiate étaient désormais mûrs. Devant le climat d'enfer qu'avaient assumé les événements russes, Togliatti avait évidemment décidé de seconder en tout la nouvelle majorité stalinienne.

Ainsi, un « courrier » complaisant rapportait-il d'un voyage à Turin la nouvelle qu'il avait vu dans cette ville des manifestes révolutionnaires. D'autres épisodes particuliers et des faits isolés étaient fébrilement montés en épingle pour présenter au parti et surtout à Moscou une réalité inexistante. A Faenza, un ouvrier avait tué deux fascistes, à Turin un autre ouvrier avait gifflé un chef de milice. Tout ceci pouvait être indiqué comme preuve de l'imminence d'une explosion révolutionnaire (10).

Pour la première fois peut-être Blasco avait senti ses doutes monter au niveau de sa conscience. Il connaissait

ta l'abominable théorie du socialfascisme, approuva l'extermination des opposants russes et réussit rapidement à se rétablir aux yeux de Staline. Et il lui demeura fidèle jusqu'à ce que les Russes, eux-mêmes, le condamnent.

(10) Il y avait eu pire. Peu de temps auparavant, le Bureau d'Organisation de l'Internationale Communiste avait envoyé en Italie, pour une tournée d'inspection, un communiste suisse, Max Hofmeyer, homme absolument privé des qualités requises pour ce rôle difficile. En effet, dès le début de la tournée, il tomba sous le contrôle de la police italienne, laquelle ne le perdit plus de vue, sans que le Suisse en eût jamais le moindre soupçon. Sa mission achevée, alors qu'il fallait repasser la frontière, il fut arrêté et malheureusement, le même jour, furent arrêtés également, chacun au siège de son centre, beaucoup d'excellents éléments de l'organisation clandestine (parmi lesquels Gastone Sozzi de Cesena). Mais à ce grave dommage causé aux individus et à l'organisation s'en ajoutait un autre, politique. En effet, la police avait eu le soin de mettre des agents provocateurs en contact avec Hofmeyer. Ceux-ci lui avaient décrit la situation italienne sous les couleurs les plus violentes en se plaignant du peu de combattivité de l'organisation clandestine du P.C.I. et demandant des armes pour l'insurrection. Hofmeyer avait journellement transmis un rapport de tout cela à Moscou, qui ne demandait rien de mieux. C'était une preuve qu'en Italie le fascisme était encore au pouvoir par la faute de l'excessive prudence de l'organisation clandestine du P.C.I.

l'Italie et les sacrifices des militants engagés dans une lutte héroïque et sans espoir immédiat. Il ne s'agissait plus — maintenant — de Russes qui se « disputaient entre eux », mais de trahir volontairement les hommes encore laissés à la merci d'un ennemi déclaré et impitoyable.

De toute façon, à cette rencontre de la Gare de Lyon, ni lui, ni Santini (Paolo Ravazzoli) n'avaient parlé, mais Barbara comprenait maintenant que les jours les plus difficiles étaient encore à venir et que, comme toujours, l'ennemi le plus implacable est celui que l'on abrite chez soi.

Lutter contre le Parti paraissait impossible. Au mois de Mai précédent *Lo Stato Operaio* avait sèchement commenté la présence, au sein de la social-démocratie, de quelques ex-communistes allemands : « ceux qui accusaient l'Internationale d'être en train de liquider le Communisme se sont spontanément liquidés... A côté du parti communiste, il n'y a pas de place pour un autre parti. La voie de ceux qui se dressent contre le Parti est toute tracée. Elle conduit à la social-démocratie et à la contre-révolution. »

Mais les événements se précipitaient. En Janvier 1930, le Bulletin du Parti Communiste d'Italie « ordonnait de passer concrètement à la préparation de la lutte armée ». « Les éléments révélateurs les plus évidents de la situation nouvelle en train de se créer en Italie (expliquait le Bulletin) sont les manifestations récentes pour la lutte dont l'importance est donnée par leur simultanéité... dans toutes les usines, dans les centres ruraux les plus importants ; la tension des masses se généralise et est prête à éclater... Dans les organisations fascistes même, on note les premiers signes de désagrégation... Aujourd'hui, la situation exige... un redoublement d'activité dans les masses et les usines... Il faut passer concrètement à la préparation de la lutte armée. » Et, toujours à Paris, une petite feuille rédigée en italien reprenait le triomphal en-tête de l'*Ordine Nuovo* avec un titre précis : « Préparons-nous à faire comme en 1917 ». Palmiro Togliatti qui n'était jamais revenu de l'exil se préparait à lancer le nouveau mot d'ordre : « tous en Italie ».

Mais la volonté d'Ercoli ne pouvait changer la réalité des faits. Giorgio Galli décrit ainsi, dans son *Histoire du P.C.I.*, la situation à cette époque : « Mais ces publications, rédigées en France, ne parviennent pas même en Italie car le réseau de diffusion du parti est encore paralysé. *Le Bulletin* lui-même affirme que « notre retard au point de vue orga-

nisation s'est encore accru par rapport à la nouvelle situation », et que « nous ne trouvons pas encore les éléments voulus pour créer de solides comités de secteur ». Pour combler cette lacune, le P.C.I. doit jeter toutes ses réserves dans la lutte qui commence et qui doit être décisive, et Togliatti affirme que le nouveau mot d'ordre doit être « tous en Italie », c'est-à-dire qu'il est nécessaire que tous les cadres disponibles soient envoyés dans le pays pour coordonner les grandes luttes de masse qui commencent déjà, pour diriger la révolte armée qui se prépare. »

Et Galli ajoute : « C'est sur ce point que les dirigeants du Centre intérieur se trouvent en opposition avec le leader du parti. »

Contre les thèses de Togliatti.

Blasco en effet avait déjà pris sa décision. Il ne se faisait très probablement pas d'illusion sur l'issue de la lutte. Plus simplement, de même que Santini et Feroci, il avait choisi d'être fidèle jusqu'au bout à ses camarades morts ou emprisonnés dans les bagnes fascistes.

Le débat avait pour siège naturel la direction ou, comme on disait alors, le Bureau Politique. La presse du Parti devait présenter les thèses opposées aux groupes militants en exil et atteindre ceux qui se trouvaient encore en Italie.

Mais la « bolchevisation » avait porté ses fruits. Depuis l'époque de Bordiga, il n'y avait pas eu d'opposition digne d'être signalée et celle de Tasca pouvait être considérée comme un cas personnel. Le secrétariat utilisa donc sans réserve à l'égard de Blasco et de ses amis, les leçons apprises dans les bureaux de Moscou. Galli raconte encore : « Pour soutenir ses positions, Togliatti renie toutes ses thèses précédentes et, appliquant un autre critère typiquement stalinien, se sert des publications du parti, interdites aux opposants, pour justifier ses propres positions. Ainsi, en Février, tandis que le débat était en plein développement au sein du Bureau Politique, l'éditorial de *Lo Stato Operaio* affirmait que « personne ne voudra nier... que la tension grandissante de la situation ne pouvait se traduire par autre chose que par une action directe des masses contre leurs oppresseurs. »

En tout cas, Blasco faisait partie du Bureau Politique et tout en n'étant pas en mesure de pouvoir faire connaître

sa position, il se préparait à livrer bataille. Barbara l'observait sans l'interroger. Il était le même homme, maître de lui et décidé. Une fois seulement dans une réunion de camarades dans une modeste maison de banlieue elle s'aperçut qu'il ne touchait pas à la nourriture. Tandis que ses amis chantaient à mi-voix : « Gare, à qui touche la Russie des Soviets », elle vit dans ses yeux, non une larme mais cette lueur rapide qui précède parfois les larmes. Cette même lueur qu'elle devait revoir dans les yeux de Blasco lorsque, arrêtés à Marseille, Barbara montait péniblement dans le camion des policiers de Vichy.

La réunion du Bureau Politique eut lieu en Février, à Paris. Étaient absents Ignazio Silone, malade en Suisse, et Grieco qui se trouvait à ce moment à Moscou. Le débat se déroula donc entre Ercoli (Togliatti), Longo, Camilla Ravera, Secchia et « les trois », Blasco, Santini et Feroci (Tresso, Ravazzoli, Leonetti).

Les forces étaient égales, car Secchia, en tant que représentant de la Fédération des Jeunes, disposait seulement d'une voix consultative. De plus Secchia comme Camille Ravera connaissait fort bien la situation italienne pour avoir travaillé aux côtés « des trois ». Mais l'heure du doute n'avait pas encore sonné pour eux et tous avaient décidé d'accepter la position du secrétariat.

Nous pouvons retrouver les argumentations de Blasco, qui ne furent pas alors diffusées dans le parti, dans un long article qu'il se décida à publier au mois de Juillet suivant, dans la *Lutte de classes* (revue théorique de l'opposition communiste) sous le titre « Les problèmes révolutionnaires d'Italie et nos divergences ». Ces pages nous offrent un tableau assez complet des positions politiques et idéologiques prises par Pietro Tresso en ces jours si décisifs pour sa vie.

Au moment où il acceptait d'engager la lutte contre Ercoli et, par conséquent, contre tout le monde staliniste soviétique, il était encore attaché au mythe. Comme tous les hérétiques, il se vantait de sa propre orthodoxie, trouvant en elle sa justification suprême : « la direction de l'I.C. et les directions officielles de ses différentes sections sont aujourd'hui poussées par la bureaucratie dominante à résoudre les problèmes du parti et de la classe ouvrière en fonction de l'instabilité des formations de la majorité et de la minorité : la méthode parlementaire et la méthode bu-

reaucratique l'emportent sur la méthode marxiste révolutionnaire. »

Mais pour lui la méthode marxiste-révolutionnaire signifiait surtout gravité dans la prise de position et rigueur scientifique. On le voit à l'examen aigu et pénétrant qu'il faisait de la situation italienne et qu'il opposait à l'examen « aventureux et opportuniste » présenté par Togliatti. « Ceux qui lisent à l'étranger la presse clandestine de notre parti en reçoivent l'impression qu'en Italie nous sommes en plein mouvement révolutionnaire de masse. Cela ne sert qu'à faire plaisir à Piatnitski à Moscou. En réalité, les masses ouvrières italiennes n'en sont aujourd'hui qu'aux premières tentatives de sortir de la passivité. Elles sont mécontentes, raillent le fascisme et en disent grand mal toutes les fois qu'elles le peuvent. Mais du sourd mécontentement à l'action ouverte de masse il y a un grand pas à franchir. »

Blasco ne niait pas la gravité de la crise italienne. Toutefois, il ne pensait pas (comme le soutenait soudain Togliatti) qu'il y eut dilemme entre fascisme et communisme. Vice-versa, la chute du régime mussolinien pouvait permettre l'instauration d'une démocratie maintenant intact l'ordre capitaliste. Ce qui, pour lui, aurait signifié une grave défaite pour le mouvement révolutionnaire ; mais l'hypothèse devait être envisagée pour ne pas sous-estimer le rôle des socialistes italiens et des antifascistes de la « Concentration » (11).

La direction du parti avait jusqu'alors mené la politique du « Front unique » avec les sociaux-démocrates et déclarait maintenant que ceux-ci étaient destinés à se fondre dans le fascisme et qu'en tout cas « ils faisaient rire ». La social-démocratie était encore, pour Blasco, une force substantiellement bourgeoise, mais était en rupture avec le fascisme et, de ce fait, en mesure d'influencer de larges couches de travailleurs. On ne pouvait lutter contre elle en l'ignorant ou en s'en moquant.

(11) La concentration d'Action antifasciste avait été fondée par le groupe dirigeant des socialistes italiens exilés en France en 1927 et dura jusqu'en 1932. Y avaient adhéré également le Parti Républicain, la Confédération Générale du Travail, la Ligue italienne des Droits de l'Homme et, en 1932, le mouvement Justice et Liberté. Le P.C.I. qui était alors en position de rupture avec le mouvement socialiste international accusé de socialfascisme lança contre la « concentration » une violente polémique.

L'ultime débat.

Une autre question séparait Blasco et ses amis du secrétariat de Togliatti :

« Nous sommes également en opposition sur le problème particulièrement important de la nature du parti de la classe ouvrière, du Parti communiste. Une telle divergence a apparemment surgi dans une circonstance occasionnelle ; en réalité elle existait même avant que la discussion avec Ercoli ne l'éclairât de manière précise et définie. Dans une récente discussion à Moscou sur la nature du parti, Ercoli a donné la définition suivante : « *Le Parti est une chose artificielle* ». Parmi toutes les définitions, celle d'Ercoli brille par son caractère aventureux, par son absence de tout lien avec la classe et avec la situation dans laquelle la classe agit et lutte... Ercoli s'est révélé le petit bourgeois qu'il a toujours été, opportuniste, imbu de lieux communs philosophiques, incapable de toute élaboration personnelle des problèmes, soucieux de toujours surnager et capable de changer d'opinion à tout instant sur la même question s'il s'aperçoit que la volte-face lui permet de rester du côté du manche... »

En plus des accusations portées contre Togliatti, Blasco attribuait à ce dernier la responsabilité des tragiques erreurs que l'on était en train de commettre :

« Avec la conception que les dirigeants actuels se font du Parti, on arrive fatalement à fausser toute chose. Même les événements réels sont adaptés et présentés sous un jour entièrement faux. Le fait que des fascistes frappent un ouvrier jusqu'au sang est décrit comme un conflit armé entre fascistes et ouvriers. Les mots d'ordre du Parti, au lieu d'être lancés en fonction de la ligne générale du mouvement en tenant compte des réels rapports de force entre le prolétariat, les masses ouvrières et leurs ennemis, sont des constructions purement abstraites. La ligne politique du parti change à chaque instant et devient incompréhensible. En un mot, on détruit le marxisme et on retourne en arrière de 80 ans, en plein utopisme contre-révolutionnaire. »

Chez Blasco, la passion était la même qu'en 1917 et 1921. A ses yeux, le mythe du parti de Lénine demeurait inaltéré et renforçait son opposition :

« Nous sommes persuadés, au contraire, que le parti communiste est et doit être l'avant-garde de la classe ou-

rière, sa partie consciente et combattive, capable de résoudre tous les problèmes en fonction des intérêts de classe du prolétariat et capable de le mener à la lutte et à la victoire. C'est, au fond, de ces deux conceptions opposées sur la nature et le rôle du Parti que proviennent les différences entre l'opposition et la bureaucratie de la direction officielle dans le P.C.I. »

Naturellement, au cours de la réunion de février, l'opposition de Blasco à Togliatti fut certainement moins radicale. Ce fut en tout cas la dernière fois que le principal organisme délibérant du parti communiste d'Italie vit se dérouler un vaste débat, avec l'opposition de deux politiques précises et distinctes.

Expulsion grâce au vote de Secchia.

Un commun point d'entente ne fut pas trouvé et le vote aurait dû donner un résultat nul : Tresso, Ravazzoli et Leonetti d'un côté, Togliatti, Longo et Camille Ravera de l'autre. Mais les « thèses » d'Ercoli, justement parce qu'elles étaient élaborées selon les volontés de Moscou, devaient nécessairement prévaloir. Le vote de Secchia, bien que consultatif, fut considéré comme valable et déterminant malgré les protestations de Blasco et de ses amis. Le mois suivant, le Comité Central expulsait « les trois » de la direction et du Comité lui-même puis, dans une nouvelle réunion, les expulsait également et définitivement du Parti.

La dure chaîne de la nécessité que Blasco refusait encore de voir quelque temps auparavant, avait rempli sa fonction à fond. Non seulement toute forme d'autonomie du communisme italien se révélait impossible, mais le débat lui-même paraissait une faute et une trahison.

En ce même mois de Juin, *Lo Stato Operaio* commentait la triple expulsion : « Au moment où la situation italienne change, se développe rapidement, offre des perspectives révolutionnaires ; au moment où les masses se réveillent, s'agitent, entrent dans la lutte ; au moment où le Parti doit... entrer en ligne... pour pousser la lutte plus avant, pour l'organiser... la mener à la victoire, à ce moment se déchaînent les opportunistes. D'une semaine à l'autre, d'un jour à l'autre... au centre du Parti on ne discute plus, on ne travaille plus... on ne peut plus travailler. La fraction des démolisseurs entre en action... L'attaque des opportunistes

visait à frapper notre parti au cœur... De là, la réaction qui nous a démontré combien notre parti est sain et fort. » (12)

Plus tard, en 1943, à l'occasion du 50^e anniversaire de Palmiro Togliatti, *Lo Stato Operaio* félicitait le leader pour avoir lutté « contre les manifestations de démoralisation, de capitulation, de lâcheté qui apparurent particulièrement aiguës vers 1929-30 et se dissimulèrent sous la théorie inventée par un groupe de traîtres à la tête desquels étaient Secondino Tranquilli (Ignazio Silone), Alfonso Leonetti (Feroci), Pietro Tresso (Blasco)... Ce groupe de capitulards et de démoralisés, de gens à double face, de lâches, fut impitoyablement combattu par Ercoli, défait et chassé des rangs de notre parti, et montra sa véritable nature en allant grossir les rangs du trotskysme contre-révolutionnaire. »

Blasco et Barbara habitaient alors un petit et modeste appartement meublé, sur le boulevard Port-Royal. Immédiatement après leur expulsion, ils reçurent la visite de Secchia (13). Il venait pour le compte du parti prélever les

(12) Il est bon d'observer que l'argumentation était développée suivant la pure méthode stalinienne : au lieu de discuter le fond du problème en question avec les camarades dissidents, on tentait de les lyncher moralement en les traitant de vendus, de traîtres, d'hommes corrompus, d'agents de l'ennemi. Ce qui rend plus évidente l'hypocrisie actuelle des dirigeants du P.C.I. lorsqu'ils déclarent n'avoir rien su des crimes de Staline. Non seulement ils savaient tout mais eux-mêmes, dans la limite de leur pouvoir, perpétreraient les mêmes crimes. Que Togliatti, Longo et Camilla Ravera aient été de mauvaise foi en accusant « les trois » de s'être laissé corrompre par la vie de l'émigration est chose plus qu'évidente puisqu'ils savaient que « les trois » appartenaient au Centre interne qui travaillait en Italie. Malheureusement, les autres camarades ne le savaient pas, ne pouvaient le savoir. Suivant la méthode stalinienne, la presse du parti qui publiait les communiqués et les articles diffamatoires, refusait de publier les rectifications des camarades accrédités (le droit de défendre son propre honneur étant considéré comme un préjugé petit bourgeois). « Les trois » furent donc obligés de diffuser eux-mêmes leurs propres communiqués. L'un d'eux fut recueilli et publié avec sympathie par le périodique trotskyste *La Vérité* et ce geste de solidarité marqua le début d'un rapprochement qui se conclut par l'adhésion des « trois » au trotskysme.

(13) Jusqu'à la rupture avec « les trois », Secchia avait partagé leur position et était particulièrement attaché à Tresso ; après l'expulsion décidée en vertu de son vote, Secchia prit part à la campagne de dénigrement qui frappa spécialement Tresso. Depuis lors, Secchia s'est montré un des principaux défenseurs de la ligne togliattienne et a, aujourd'hui encore, le courage d'écrire, quoiqu'ayant été ces dernières années diffamé par les togliattiens : « Aujourd'hui encore,

documents, le matériel, les fonds, tout en somme. Il ne resta à Blasco qu'une petite machine à écrire. Il n'avait plus de camarades pour l'aider, plus de travail, plus un sou. Il n'avait même plus de nom parce qu'il avait vécu jusqu'alors avec les faux-papiers procurés par le Parti.

Lutte sur deux fronts.

« Hier, nous sommes allés aux manifestations du Parti et de la S.F.I.O. à Vincennes ; il y avait au maximum 15.000 personnes. A la manifestation de la S.F.I.O., environ 7.000 (je m'aperçois que j'exagère en faveur du Parti !). Les compagnons de la Ligue (14) n'y étaient pas tous et n'étaient pas groupés. En dehors de moi et de ma compagne, pas même l'ombre d'un Italien. En compensation, il y avait bon nombre de camarades du Parti. Nous nous sommes mêlés à la manifestation. Nos camarades ont brandi nos journaux et se sont fait entendre. Nous avons perdu une excellente occasion de lancer le mot d'ordre de participer au meeting de la S.F.I.O. Nos camarades de la base l'ont compris tout de même et y sont allés. La police les a chargés. En outre, nos camarades et de nombreux socialistes ont été malmenés par une centaine de camelots du Roi qui ont attaqué à coups de matraque ceux qui étaient demeurés en arrière. Après une première débandade, les camarades se sont regroupés et ont passé à la contre-attaque. La police est intervenue, elle a bloqué la rue frappant fort les socialistes qui portaient l'insigne sur leur veste. »

La longue lettre de Blasco dont nous venons de citer le passage final est datée de Paris, le 12 Novembre 1932, et est adressée en Turquie au « Cher Frank » qui y faisait alors un séjour auprès de Trotsky.

Blasco, malgré son expulsion du Parti, n'avait pas

à plus de trente ans de distance, si nous réexaminons cette lutte (qui se conclut par l'expulsion du Parti, des « trois » Tresso, Ravazzoli, Leonetti — récemment revenu au P.C.I. —) nous ne pouvons que considérer fondamentalement justes nos positions politiques, tout en reconnaissant qu'elles auraient besoin d'être diversement précisées » (voir *Rivista storica del socialismo*, numéros 15-16, octobre 1962, p. 326). Fondamentalement juste aussi la théorie du socialfascisme ? Tout Khrouchtchev a son Vorochilov.

(14) Il s'agit de la Ligue Communiste, organisation trotskyste française avec laquelle Blasco prit contact au moment de son expulsion.

abandonné la lutte. Il gardait sa fermeté et son esprit activiste. Le parti communiste avec lequel il avait dû engager, depuis l'été 1930, une polémique impitoyable et surtout inégale, était encore pour lui « le Parti » en faveur duquel il était enclin à exagérer même ses succès auprès du public dans les meetings.

En fait, comme il arrive à tous les hérétiques, Blasco avait supporté la douleur de la rupture avec l'illusion d'être orthodoxe. Ses flèches les plus aiguës étaient destinées aux dirigeants officiels du mouvement, accusés, de Staline à Togliatti, d'opportunisme et de bureaucratisme. C'est pourquoi il lui avait été facile, malgré son passé gramscien, de se lier avec les organisations trotskystes et surtout d'éprouver un attrait profond politique et moral à la fois, pour le « Vieux » légendaire (Trotsky) qui avait fait désormais de ses étapes d'exil la capitale insaisissable de la Révolution mondiale.

Il préférait toutefois en appeler encore au mythe des années 1920-1928 et c'était à la doctrine de Lénine qu'il demeurait fidèle avec toute la force de son caractère.

Certes, entre les deux guerres, les conditions de la lutte politique et la diversité des influences culturelles dans la III^e République différaient profondément de l'ambiance italienne. La vivacité et en même temps les limites du sectarisme dans lequel vivait l'extrême-gauche parisienne se font suffisamment jour dans le passage cité de la lettre à Frank. De toute façon, Blasco était destiné à en être aiguilloné alors qu'il était sur la voie d'un approfondissement qui devait l'éloigner du sectarisme et le mener à une conscience critique à la fois ferme et douloureuse.

Pour l'heure, l'esprit activiste lui avait permis de surmonter les périls de l'isolement et les difficultés matérielles. Expulsé deux fois de France et privé de faux papiers que le Parti lui avait procurés jusqu'alors, il s'était contraint à reprendre son vieux métier de tailleur avec l'aide d'un camarade italien, un certain Zanchini. Barbara et lui avait dû changer de logement, se réduisant à une unique chambre dans un quartier populaire où logeaient de nombreux Algériens, mais aussi des prostituées.

Barbara elle-même avait dû affronter des problèmes ignorés de la plupart des femmes. Elle aussi était une « révolutionnaire de profession » et le parti lui offrait une charge plutôt importante à Moscou à condition qu'elle abandonnât

l'hérétique. Blasco ne l'avait pas toujours mise au courant de ses pensées ; ses décisions ne regardaient que lui. En elle s'insinuait le soupçon que sa fidélité fut de type sentimental, héritage d'une éducation bourgeoise, indigne d'une femme moderne et révolutionnaire qui est l'égale de l'homme et conserve intacte sa propre liberté de jugement.

« Dans le parti — lui avait rappelé un jour un camarade destiné à une rapide carrière dans les rangs communistes — dans le parti, tu es tout. En dehors du parti, tu n'es rien. » Et le dilemme simpliste dans son arrogante formule avait, dans ces circonstances et à la lumière des perspectives futures, son élémentaire réalité.

Barbara s'était toute seule convaincue de la solidité de la décision de Blasco et l'avait suivi.

Aussitôt avait commencé la douloureuse polémique avec les camarades de la veille. Les écrits de Blasco, en ces années, contribuent à nous donner un tableau des conditions dans lesquelles vivait en France l'émigration italienne d'extrême gauche :

Au bout de 3 ans d'expérience — écrivait-il dans un article non signé le 2 Mars 1933 dans *La Vérité* — nous croyons nécessaire de dresser un bilan et de voir les résultats concrets obtenus. En premier lieu, il faut affirmer que, pour réaliser le « tournant », on a appelé aux postes responsables de travail dans l'émigration une série d'éléments « suspects » dont la plupart n'a rien de commun avec la classe ouvrière (instituteurs qui ne font pas leur métier, déclassés, petits bourgeois authentiques, etc...) qui pour obtenir la confiance de leurs « collègues » de classe ou de clans à la tête du P.C.I. se sont imposés comme première tâche la lutte contre le trotskysme et les trotskystes. »

Déjà se faisait sentir de tout son poids la lutte intérieure contre les dissidents, dans les rangs d'une émigration formée en majorité d'ouvriers sans moyens et sans aucune possibilité.

La technique des « comités ».

« Les groupes de langue italienne dans le P.C.F. (15) ont perdu en ces trois dernières années 50 % de leurs effectifs. L'activité politique est réduite à zéro, les liens organiques

(15) Parti Communiste Français.

avec le P.C.F. c'est-à-dire avec le prolétariat français, n'ont désormais qu'un caractère administratif. La participation des camarades italiens à l'élaboration et à l'application de la politique du P.C.F. est nulle. Mais depuis que l'émigration politique italienne a commencé à affluer en France, nous n'avons jamais vu la même inertie et impuissance chez les communistes italiens organisés. La seule tâche confiée à ces camarades consiste à adopter le *credo stalinien* des ordres du jour contre les camarades de l'opposition de gauche, faute de quoi ils sont expulsés du parti et dénoncés comme contre-révolutionnaires ».

Mais il ne s'agissait pas seulement d'ordres du jour. Les accusations de Blasco se faisaient précises et circonstanciées. Pour secourir une émigration populaire et généralement pauvre, avait été créée depuis quelque temps l'organisation du Secours Rouge International (S.R.I.). Elle aussi était tombée aux mains des Stalinistes.

« Le S.R.I. au lieu d'être le soutien de toutes les victimes de la réaction capitaliste, tend à s'enfermer dans un cercle de bureaucrates du Centre et de gens qui (sous une forme encore plus restreinte) sont disposés à accepter sans discussion les formules stalinienne. Comme preuve de ce que nous avançons, nous pourrions citer des dizaines et des centaines de cas d'ouvriers révolutionnaires italiens victimes du fascisme et qui, ayant pourtant adhéré au P.C.I., ont été abandonnés à leur sort et se sont vu refuser tout secours pour la seule raison qu'ils n'étaient pas « *persona grata* » auprès des « nouvelles énergies » qui dirigent les groupes et la rédaction de la *Vie Proletarienne*. »

Depuis lors, les communistes italiens avaient pris l'habitude de transformer continuellement les comités, les changeant, sur le papier, de nom et de fonction. Cela n'échappait pas non plus à Blasco :

« Le groupe communiste de langue italienne imite aujourd'hui les « Fratellini » et se transforme, suivant les ordres venant d'en haut, en comité inter-syndical, en section ethnique, en groupe du S.R.I. et en comité d'action contre la guerre ».

Mais l'accusation la plus grave, s'appuyant sur toute une liste de noms, portait sur l'infiltration policière dans les rangs de l'émigration contrôlée par le P.C.I.

« Dans une situation aussi grave, il ne faut pas s'étonner si de nombreux camarades sont enclins à se demander

où finit la direction stalinienne et où commence celle de la Police et de l'OVRA. »

Le retour à la politique léniniste, abandonnée et trahie par Staline était alors, pour Blasco, l'objectif fondamental de sa lutte.

« La seule voie de salut est un changement radical de la politique néfaste qui a triomphé dans toutes les sections de l'Internationale Communiste. Il faut revenir à la politique léniniste et aux méthodes d'organisation qui en découlaient. Il faut chasser des rangs communistes tous les petits-bourgeois qui cherchent à introduire leur idéologie dans l'avant-garde du prolétariat.

L'OVRA dans le parti : arrestations, dissidences, expulsions.

« C'est aux Ercoli, Garlandi, Sergio Mari, Gallo, Jacopo, Pedro, Pippo-Pappa et autres maîtres rouges que vous devez demander compte de l'état actuel de votre organisation (16). Vous devez démontrer que trois années de changement d'orientation vous ont conduits à un point tel qu'il est presque impossible de distinguer, dans un organisme révolutionnaire, le policier ou le provocateur de l'OVRA du camarade ».

Durant ces années, en effet, le parti communiste avait brûlé toutes ses possibilités d'action en Italie et en était réduit de plus en plus (comme les autres groupes de bannis) à restreindre sa propre activité à celle de l'émigration italienne en France. Avec l'expulsion de Blasco, Santini et Feroci, toute possibilité de débat politique sérieux était même exclue à l'intérieur du groupe gramscien qui avait triomphé à Lyon. Le parti que Blasco avait quitté, avec l'amertume et le ressentiment d'un amoureux éconduit, était désormais autre chose que le dur organisme héroïque des années 20-30. La « bolchevisation » l'avait fermé aux ferments de l'intelligence critique et les communistes avaient cessé d'être la conscience lucide et inquiète d'une société en crise.

Nous avons vu les étapes de cette transformation. Elles peuvent se résumer aux dates des expulsions successives. A gauche, Fortichiari avait été expulsé en 1928 et Bordiga en

(16) Ercoli était Palmiro Togliatti ; Garlandi, Ruggero Grieco ; Jacopo, Giuseppe Berti ; Mari, Giulio Cerreti ; Gallo, Luigi Longo ; Pippo-Pappa, Giuseppe Dozza, futur maire de Bologne.

1930. A droite, Graziadei en 1928 et Tasca en 1929. L'épisode des « trois » avait conclu le processus avec le corollaire de l'expulsion d'Ignazio Silone, survenue en 1931 parce que — d'après le motif officiel — l'écrivain avait gardé un contact avec Blasco (17).

Les dernières lueurs d'esprit héroïque avaient flambé en Italie dans la tentative désespérée de montrer par des faits la valeur d'une thèse née dans les cartons d'un bureau de Moscou. Officiellement, le capitalisme italien devait être considéré en crise et, avec lui, le régime. Les circulaires du parti voyaient les Italiens sur la voie de l'insurrection avec les communistes à leur tête. L'ironie de l'histoire devait répondre par les célébrations chorégraphiques du X^e anniversaire de la « marche sur Rome » et par le luxe que se concéda Mussolini d'une amnistie libérant environ 600 détenus politiques.

Cependant, de nombreux camarades furent acheminés vers la déroute. Aussitôt après le vote de Paris, le « Centre intérieur » avait été reconstitué. Le poste de Blasco fut confié à Luigi Frausin, un Vénétien, qui devait plus tard, durant la Résistance, être fusillé par les S.S.

Au début de l'été 1930, un groupe important de fonctionnaires communistes avait été envoyé en Italie. Parmi ceux-ci Camilla Ravera s'était fixée à Milan, Michele Radorich à Turin, Vincenz Moscatelli à Bologne, Natalia Colarich à Trieste et Giulio Chiarelli à Rome. Mais la police fasciste était extrêmement vigilante. C. Ravera ne tarda pas à être arrêtée et en Emilie, après une manifestation qui eut

(17) Pour les motifs qu'il a lui-même expliqués dans *Uscita di sicurezza* (sortie de secours), Ed. Association italienne pour la Liberté de la Culture, Rome (3^e Ed. 1959), Silone aurait préféré cesser toute activité politique sans sortir du parti, à la condition qu'on ne lui demandât pas de participer à la campagne diffamatoire contre les néotrotskyistes. Togliatti s'efforça de faciliter cette solution. Mais comme dans les groupes communistes de l'émigration, les propagandistes de l'organisation divulguaient que Silone s'associait à la condamnation des « trois », Blasco lui écrivit personnellement pour l'informer. En réponse, Silone (outre diverses choses personnelles) lui rapporta dans quels termes avait été stipulée la possibilité de sa permanence dans le parti. Le bulletin des « trois » reproduisit, à l'insu de Blasco, une lettre précédente de Silone, qui pouvait faire penser qu'il collaborait secrètement avec l'organisation des expulsés. La suite est connue. Il est superflu d'ajouter que même sans la publication du bulletin, l'épilogue eût été identique.

lieu à Modène le 8 Septembre à l'occasion des funérailles d'un communiste, Moscatelli était pris : une vague d'arrestations s'ensuivit dans toute l'Emilie : 25 à Parme, 114 en Romagne, 18 dans la province de Ferrare.

Pendant ce temps, le parti pensait à un nouveau congrès qui devrait sanctionner la direction Togliatti et la nouvelle ligne politique. Vers la fin de 1930 Pietro Secchia fut donc envoyé en Italie. Le jeune dirigeant avait réussi à faire un bon travail, mais lui aussi avait été arrêté alors qu'il partait pour Paris.

Le congrès du parti s'était déroulé de façon plutôt morne en Avril 1931, d'abord dans un refuge près de Düsseldorf puis à Cologne. Etaient présents une cinquantaine de délégués, fonctionnaires du parti et camarades venus d'Italie. C'était le IV^e Congrès et il devait être le dernier de la période fasciste.

La discussion n'était même plus pensable. Le style stalinien, fait d'unanimité, de conformisme, de respect vis-à-vis des dirigeants, y domina pleinement pour la première fois, même si la dureté de la situation, la pensée des camarades emprisonnés, la présence invisible du risque quotidien pouvaient encore donner une illusion romantique.

Puis le travail en Italie avait recommencé bien qu'avec des objectifs plus modestes et une grande prudence. Mais les résultats ne pouvaient être différents. Battistà Santhia, ancien ouvrier de la FIAT, révolutionnaire de la vieille garde, fut désigné pour diriger le Centre Intérieur. Tout d'abord on enregistra une reprise d'activité surtout à Milan et en Emilie. Dans les provinces de Novare et de Vercelli, Teresa Noce réussit à faire parvenir aux *mondine* (18) en grève la feuille clandestine *La Risaia*. Mais, le même été, Santhia est arrêté à Milan avec ses collaborateurs et, peu après, Eugenio Reale subissait le même sort à Naples.

Le parti envoya alors en Italie Luigi Frausin qui put travailler depuis l'automne de 1931 jusqu'au printemps de 1932. Les dernières tentatives de Giancarlo Pajetta et d'Arturo Colombi se terminèrent aussi par l'arrestation.

Les communistes n'avaient plus d'organisation en Italie et le théâtre de leur action était désormais la France et les milieux de l'émigration italienne.

(18) Ouvrières employées dans les rizières.

Les prévisions de Blasco s'étaient révélées justes mais le parti n'était pas disposé pour autant à le reconnaître. Au contraire — comme nous l'avons vu — la lutte contre les dissidents anciens et nouveaux semblait devenir l'unique préoccupation de l'organisation togliattienne.

L'histoire de Blasco n'appartenait plus à celle, plus vaste, du Parti Communiste d'Italie. Mais il ne renonçait pas à l'engagement par l'action, à l'inquiétude d'un esprit qui veut se rendre compte du sens des événements (19).

Le Groupe des surréalistes — Les poèmes d'Aragon.

Quand il était avec Barbara, Blasco se détournait hâtivement. *Les voilà ! Ne te retourne pas !* »

« Ceux-là » passaient en groupe et étaient très différents des camarades italiens.

En réalité, dans le groupe parisien des surréalistes, il devait faire des rencontres stimulantes et nouer des amitiés fidèles. Sur le plan politique, le petit groupe n'avait pas eu d'expériences homogènes. L'adhésion au communisme, les rapports d'attraction et de répulsion que presque tous avaient eu avec le mythe révolutionnaire, constituaient toutefois un terrain de rencontre entre les exigences d'une culture librement créatrice et les masses ouvrières. « Nous sommes — avaient-ils écrit en 1925 — des spécialistes de la Révolte ». Malgré tous leurs « automatismes », leur manière d'être révolutionnaires se révélait — comme cela arrive généralement en France — des plus lucides et pénétrantes. L'attrait

(19) L'évolution bureaucratique et le conformisme togliattien trouvèrent une vive résistance chez les militants communistes en prison et en exil. Kodré, Turri Adamo, Nardelli, Biagini, Radaelli, pour n'en citer que quelques-uns, dénoncèrent la bureaucratisation et les dangers de dégénération du régime soviétique, en revendiquant une authentique démocratie ouvrière. Dans le même sens opérèrent d'autres groupes de l'opposition dont faisaient partie, entre autres, l'ouvrier et agitateur syndical turinois Giovanni Volpatto, Ezio Zanelli, un mineur émigré en France, homme de confiance du Secours Rouge qui, envoyé en Italie, avait été arrêté ; les militants Cagnoni, Penazato, Stefanini, Fardella, Alpi et le sénateur actuel Umberto Fiore, etc. (voir Gino Bianco : « L'Internazionale comunista e il partito di tipo nuovo » dans *Critica sociale*, 5 juillet 1962). On sait qu'Antonio Graziadei et Umberto Terracini furent expulsés du parti. Terracini, expulsé en 1939, fut admis de nouveau grâce à Togliatti, en janvier 1945.

de la révolte morale traduite en action n'était pas, pour eux, un ressort secret.

Mais le parti devint rapidement différent de ce qu'il semblait. La création d'un pouvoir bureaucratique requérait une rupture et une révolte momentanées, mais aussi le subtil philistinisme masqué de discipline révolutionnaire. Les surréalistes s'en étaient aperçus. « Que pourraient attendre de l'expérience surréaliste ceux qui ont quelque souci du poste qu'ils occuperont dans le monde?... Le surréalisme n'a pas craint de se faire un dogme de la révolte absolue, de l'insubordination totale, du sabotage en règle... » Ainsi parlait Breton, fondateur du mouvement quand, après une réunion plutôt orageuse au Bar du Château, 53, rue du Château, le 11 Mars 1929, le groupe paraissait entrer en crise à cause des discussions sur le thème des rapports avec la politique militante.

Puis Aragon avait participé au Congrès des Ecrivains à Kharkov et en était revenu staliniste. Sa poésie devenait poésie de propagande sans se détacher de l'ancien mythe :
 « ...Place de la République
 « la vague noire se formait comme un poing qui se ferme
 « les magasins mettaient leur rideau de fer devant leurs yeux
 « pour ne pas voir passer l'éclair
 « Je me souviens du premier mai... »

Mais Blasco avait déjà noué des relations avec Pierre Naville. L'ancien co-directeur de *La Révolution surréaliste* avait déjà résolu son problème entre 1925 et 1926, et avait choisi l'engagement politique. Il s'était approprié le matérialisme dialectique et avait travaillé à des études de psychologie. Bref, il était devenu un des hommes les plus qualifiés de l'extrême gauche parisienne.

Avec lui et ses amis, qui militaient tous dans l'opposition communiste, Blasco se trouvait à son aise. Ses rigueurs de militant ouvrier se tempéraient dans le climat sans préjugés de la capitale française. La psychanalyse, que le Parti communiste officiel condamnait comme bourgeoise, mais que la gauche trotskyste avait acceptée, fut la grande découverte de Blasco.

En dehors du Parti communiste, les journées étaient bien remplies. Blasco et Barbara avaient pu laisser leur premier misérable logement « d'exclus du parti » et s'étaient successivement installés rue de l'Espérance, Porte d'Italie,

et rue Pierre Bayle, dans le 20^e arrondissement. Là venait parfois les trouver Léon Sedov, fils de Trotsky, pour discuter certaines directives et apporter des nouvelles du « Vieux ». Les rares dimanches où il n'y avait pas de réunions politiques étaient consacrés aux musées et aux expositions.

Corporation de diffamateurs.

Mais l'atmosphère n'était pas détendue. Les petits groupes de l'émigration antifasciste avaient peine à établir des rapports normaux et cordiaux. L'action proprement politique demeurait difficile et souvent s'abaissait aux intrigues et aux potins. Déjà, avant la crise de Blasco, les communistes menaient une campagne antisocialiste forcenée. Leurs méthodes, faites de calomnies et de dénigrements systématiques, n'épargnaient personne et envenimaient les rapports. Pietro Nenni lui-même avait été l'objet de lourdes accusations, jamais prouvées, qui l'avaient contraint, vers la fin de 1927, à terminer une lettre à *Lo Stato Operaio* en termes non équivoques : « Avec ma plus haute considération pour votre très précieuse corporation de diffamateurs, je vous souhaite une bonne santé et je signe... »

Blasco, à cette époque, était idéologiquement opposé à la social-démocratie, mais se refusait aux insinuations et aux cancans...

Pendant, l'attention de tous se fixait sur les grands événements mondiaux auxquels ils ne pouvaient participer que sentimentalement et indirectement. Après la tragédie chinoise, sur les répercussions de laquelle s'étaient brisés les espoirs de l'opposition communiste internationale, des jours décisifs attendaient l'Allemagne.

Là encore le parti était entre de sûres mains stalinistes. Le leader, Ernst Thälmann, appliquait docilement la politique du Komintern, lançant le mot d'ordre d'une impossible « révolution populaire » tandis que le nazisme accroissait énormément le nombre de ses suffrages. L'unité syndicale fut rompue par les communistes qui, en août 1931, en Prusse en arrivèrent à mêler leurs votes à ceux des « chemises brunes » dans un referendum voulu par les nazis contre le gouvernement social-démocrate.

Encore une fois les communistes italiens en France approuvèrent cette politique. *Lo Stato Operaio* écrivait : « Qui accuse les communistes d'être les alliés des fascistes ? Ce sont

les ministres de la police de Prusse qui font fusiller les ouvriers et le signor Pietro Nenni, fasciste de la première heure. »

L'ennemi principal restait la social-démocratie, et c'était contre elle que luttaient surtout les communistes occidentaux. Aragon à Paris, exprimait leur état d'âme de haine froide et abstraite dans le poème que nous avons déjà rap- pelé :

« Feu sur Léon Blum...

« Feu sur les ours savants de la social-démocratie ».

Il avait été dénoncé et ses camarades surréalistes l'avaient défendu. Mais de là naissait une fissure destinée à se répéter indéfiniment dans les consciences individuelles, entre la culture moderne et le communisme officiel.

Dans la patrie du mythe, Staline avait renforcé son pouvoir avec la police secrète et les répressions. La formule du « socialisme dans un seul pays » vidait de tout son sens l'organisation internationale dirigée par le très fidèle ukrainien Manouïlski. Staline, depuis cette époque, s'était déjà replié sur les instruments classiques de la diplomatie traditionnelle. Les partis communistes devaient en seconder les mouvements et en couvrir les retraites. Seul, le « Vieux », de son exil en Turquie, s'efforçait de galvaniser une action prolétarienne autonome et révolutionnaire.

En décembre 1931, pendant que les Sections d'Assaut d'Hitler martelaient les organisations ouvrières, Trotsky déclarait : « La clé de la situation internationale est en Allemagne. » C'était le titre d'un long article contenant une analyse aiguë et suggestive de la situation. C'était aussi un cri d'alarme pour l'Union Soviétique en ce qu'il soulignait le péril de guerre inhérent à la constitution d'un grand Etat fasciste à l'Est du Rhin. « En cas de victoire — terminait Trotsky — Hitler deviendra un super-Wrangel. »

L'article fut publié à Paris par l'organisation de l'opposition à laquelle appartenait Blasco. Mais désormais le vieux compagnon de Lénine n'était plus qu'un prophète désarmé. Ses interventions ne servaient qu'à accroître la haine froide qui entourait de toutes parts ses peu nombreux fidèles.

Tandis que Thaelmann continuait à se montrer optimiste et que, dès l'automne 1932, la *Rote Fahne* écrivait que « partout les S.A. abandonnent les rangs hitlériens et accourent sous les insignes communistes », Hitler prenait le pouvoir. Devenu Chancelier du Reich, le 30 Janvier, il or-

donnait des élections générales pour le 5 Mars, non sans avoir transformé en agents auxiliaires les 50.000 miliciens des S.A. et des S.S. La consigne officielle donnée aux communistes vint, cette fois, de Wilhelm Pieck : « Les ouvriers doivent apprendre à être prudents pour ne pas offrir de prétextes au gouvernement... ».

Pendant ce temps, les ouvriers d'Altona, socialistes et communistes, les travailleurs des docks, au delta de l'Elbe, prenaient les armes dans une tentative de résistance désespérée. Les S.A. marchaient sur les banlieues rouges, fusillant au coin des rues les combattants prolétaires. Durant tous ces mois décisifs, la position du Komintern peut être résumée dans cette prévision rappelée plus tard par Trotsky : « Les fascistes triomphent pour l'heure. Leur victoire n'est pas durable et la révolution prolétarienne lui succédera rapidement. »

C'est au contraire à la vieille internationale de Kautsky et de Turati qu'échut de lancer, le 9 Février, un dramatique appel pour « la lutte contre le fascisme et contre la guerre, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour le socialisme. » Les sociaux-démocrates étaient disposés, sur ces bases, à traiter avec la III^e Internationale. Mais il était trop tard pour l'Allemagne. L'incendie du Reichstag, dans la nuit du 27 Février, mit en mouvement les dispositifs bien préparés de la répression. Thaelmann lui-même finit dans les prisons nazies et ne recouvra jamais la liberté.

Victor Serge, le généreux révolutionnaire de « l'opposition de gauche », envoyait de Belgique à ses amis parisiens des messages inquiétants : « j'en arrive parfois à me demander si nous ne devons pas finir assassinés, d'une façon ou d'une autre, puisqu'il y a beaucoup de façons d'arriver à cette fin. »

Ces paroles n'étaient à publier que dans le cas de la disparition de leur auteur. Elles constituaient aussi un épouvantable témoignage : « on respire le mensonge comme l'air ! ».

Pour Blasco, c'étaient les amères années des vérifications inutiles de ses pronostics. Les événements continuaient à lui donner raison, mais la sphère de son activité se restreignait de plus en plus. Déjà, en Septembre 1930, *L'Internationale communiste* avait publié sous la signature du secrétaire du Komintern, Manouïlski, une critique serrée de

la direction de Togliatti, critique qui allait plus loin encore que celles de Blasco et de ses amis :

« Le P.C.I. n'existe pas en tant que facteur politique... On peut affirmer que le Parti est une chose et le mouvement ouvrier une autre... Le mouvement se développe en dehors de notre parti. J'ai lu dans la presse italienne des déclarations relativement optimistes : manifestations de rues, grèves, etc... Tout cela est exact, mais il ne faut pas exagérer ces progrès... La première question qui se pose concerne le rôle joué par le parti communiste dans ces manifestations spontanées. Où sont les organisations du parti dont nous a parlé Ercoli, où sont les liens que vous avez établis avec les usines ? Il est certain qu'en l'occurrence, le P.C.I. se trouve en dehors du mouvement. Il existe des cercles fermés d'amis visiblement composés de vieux camarades... Pour le moment, nous n'avons pas d'organisation en Italie, nous avons plutôt des sociétés de propagande. Je dirai que toute l'organisation du parti, du sommet à la base, revêt un caractère de cénacle. »

Toute la ligne politique adoptée par Togliatti était critiquée par le Secrétaire de l'Internationale.

« Vos organisations n'ont pas donné signe de vie, mais cela ne l'a pas empêché de poser la question de la grève politique en masse... Votre défaut principal est de poser ce problème de façon trop abstraite. Vous avez perdu de vue le chemin qui conduit à la grève générale politique par les revendications partielles des ouvriers... Il faut remédier au plus vite à vos oublis... Est un révolutionnaire l'homme qui sait effectivement attirer les masses vers la lutte, qui sait les mobiliser, qui sait participer au mouvement en le liant au mot d'ordre de la chute de la dictature fasciste, en expliquant aux masses les raisons qui font que par des batailles partielles on peut arriver aux batailles décisives pour le renversement de la dictature. Mais l'homme qui reste tranquillement devant sa table à écrire des résolutions, celui-là n'est pas un révolutionnaire, mais un bavard. »

Le « bavard ».

C'était ce que Blasco et ses amis avaient soutenu et qui les avait fait exclure du parti. Inutilement ils avaient indiqué tout ceci dans les numéros du 26 Septembre et du 3 Octobre de *La Vérité*, ajoutant que le « bavard » Ercoli n'avait fait

que suivre dans tous leurs détours les directives de l'Internationale. La confirmation donnée par les faits ne servait pas à réhabiliter les vaincus. Le « centralisme démocratique » dans le mouvement communiste excluait toute possibilité d'alternative du pouvoir. Avoir eu raison pouvait, au contraire, être une lourde faute.

Ainsi le groupe Togliatti était-il resté à la tête du parti et, après la catastrophe allemande, l'Internationale se préparait-elle à un nouveau « tournant » sans reconnaître les erreurs du passé. Le péril fasciste, qui existait également en France, exigeait un rapprochement effectif avec les socialistes et une politique de « front unique » imposée par les choses.

Sous la pression des « Croix de Feu » du Colonel de La Rocque et des autres groupements de l'extrême droite française qui réclamaient ouvertement un gouvernement en dehors et au-dessus du Parlement en avançant le nom du Maréchal Pétain, la banlieue ouvrière parisienne s'apprêtait à la contre-attaque.

Tout d'abord, les communistes demeurèrent indécis. Durant les manifestations convulsives des 6 et 7 février 1934, le slogan de « la social-démocratie, complice du fascisme » fut répété. Mais désormais l'Internationale était prête pour le tournant et la manifestation commune des socialistes et communistes, le 12 février, ôta l'initiative aux organisations fascistes.

Sous la poussée des groupes dissidents, y compris les trotskystes, Maurice Thorez qui, cette année-là, devint secrétaire du parti français, inaugurait une politique d'accord au sommet avec les Socialistes. Pour le parti communiste italien, l'heure approchait aussi des « pactes d'unité d'action ».

Blasco n'ignorait pas l'importance et les possibilités de la social-démocratie et n'était pas hostile à une telle politique. La prise de position léniniste dominait sa vision idéologique mais ne l'incitait plus à se débattre sur des positions contradictoires comme celle-ci par exemple : « Je lui ai posé clairement le problème : devons-nous spécifier : nous sommes pour le droit de réunion, d'organisation et de presse, mais à l'égard de qui ? Des masses ouvrières, ai-je affirmé. Non, m'a-t-il répondu, nous sommes pour la liberté pour tous. Même pour Turati ? ai-je demandé. Oui, même pour Turati. Eh ! bien je ne suis pas pour la liberté de

Turati : mais pour la liberté des masses ouvrières. Si ces masses elles-mêmes décident, en un second temps, de donner la liberté à Turati, qu'elles la lui donnent. »

C'étaient les mêmes paroles prononcées lors de son intervention de l'année précédente, verbalisée sans date. Or son jugement était devenu plus souple et son aversion pour les petites intrigues inévitables dans les groupes restreints d'exilés, lui avait fait abandonner l'organisation italienne. En 1932, par une déclaration-interview dans le *Nuovo Avanti*, il était entré avec Santini (Ravazzoli) dans le P.S.I. (20).

Pour lui et pour Barbara le sens de la lutte était clair désormais : contre le fascisme et contre le stalinisme.

La Guerre d'Espagne : Nenni rappelle Berneri.

« Oui, Blasco, j'ai peur ». Barbara était sur l'escalier raide conduisant au quatrième étage d'un immeuble adossé au cimetière du Père Lachaise. Blasco avait plaisanté en la retenant tandis qu'il montait : « C'est un mort qui te tire par les pieds », et elle avait sursauté. Puis ils étaient redevenus sérieux : « Il ne faut pas que tu aies peur des morts mais des vivants seulement ».

Depuis peu, ils habitaient ce petit logement d'allure tout-à-fait bourgeoise. De leurs fenêtres, ils voyaient les enterrements et parfois, la cérémonie finie, les prêtres qui ne se croyant pas observés relevaient leur soutane pour sauter par dessus les tombes afin de gagner plus vite la sortie.

Les événements politiques se précipitaient. De nombreux Italiens émigrés combattaient en Espagne pour défendre la République, mais, de son côté, le stalinisme moisonnait ses victimes. Piétro Nenni, inaugurant à Paris, durant l'été 1937, le Congrès du Parti Socialiste en exil, avait dit : « Si l'anarchiste Berneri était tombé sur une barricade de Barcelone, en combattant contre le Gouvernement populaire, nous n'aurions rien à dire et dans la sévérité de son

(20) Tresso et Ravazzoli adhèrent par la suite au Parti Socialiste Italien dirigé, en exil, par Nenni, Saragat, Modigliani, Buozzi, Faravelli, etc. Ils y maintinrent leur position classiste et internationaliste qui n'a rien de commun avec les intérêts de puissance de l'U.R.S.S. Il s'agit, on le sait, de positions qui ont toujours constitué un des éléments fondamentaux du socialisme italien.

destin nous retrouverions la sévère loi de la révolution. Mais Berneri a été assassiné et nous devons le dire... »

L'anarchiste italien Camillo Berneri, antifasciste bien connu dans les milieux de l'émigration, n'avait pas été la seule victime. Parlant de la situation espagnole, la *Pravda* avait écrit le 17 Décembre 1936 que « l'épuration des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes a commencé en Espagne et sera exécutée jusqu'au bout avec la même énergie avec laquelle on l'a exécutée jusqu'au bout en U.R.S.S. »

Ce n'étaient pas vaines paroles. En mai 1937, les dissensions entre staliniens et opposants de gauche, qui avaient trouvé leur expression dans le combattif POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista) avaient explosé durant les tragiques journées de Barcelone. Les communistes avaient réussi à faire déclarer le POUM hors-la-loi et les équipes de la Guépéou procédaient à l'extermination de ses militants. A Paris, on s'attendait depuis longtemps à quelque chose de semblable mais personne n'avait été capable de conjurer la tragédie. Victor Serge, qui, grâce à sa popularité en Occident avait réussi à s'enfuir des lieux de déportation soviétiques, avait reçu, en mars, les confidences d'une jeune femme : « une communiste influente, arrivée d'Espagne, est venue voir mon mari. Je l'ai entendue dire qu'on prépare à Barcelone la liquidation de quelques milliers d'anarchistes et de militants du POUM et que tout va pour le mieux... »

Victor Serge ne s'était pas contenté de mettre en garde les hommes du POUM. Il s'était aussi rendu chez les dirigeants de l'Internationale Socialiste, Fritz Adler et Oscar Pollak. « Que voulez-vous que nous fassions ? Les Russes sont maîtres de la situation parce qu'ils envoient des armes en Espagne. »

Ainsi avait disparu Andrés Nin, un des membres les plus qualifiés du POUM. On avait commencé par le calomnier en le dénonçant comme un « agent de Franco, Hitler et Mussolini ». Puis il avait été kidnappé et enfermé dans une villa isolée aux environs de Madrid, à Alcalá de Henares, non loin d'un aéroport occupé par l'aviation soviétique.

Un comité formé de Madeleine Paz, Félicien Challaye et Georges Pioch s'était rendu à la Légation d'Espagne à Paris. « En ce qui concerne Nin — avait répondu un secrétaire de l'ambassade — rien, rien, je ne sais rien, je ne

puis rien dire... » Andrés Nin avait été torturé et assassiné après un kidnapping simulé.

La mémoire de tous ceux qui tombaient était systématiquement souillée par les calomnies qui enveloppaient les rares survivants d'un cercle de haine.

L'appel aux fascistes (21)

Blasco n'était pas allé en Espagne. En ces années, son attention était tournée vers les événements italiens et les occasions perdues par le parti communiste. En effet, durant la guerre d'Afrique, le P.C.I. n'avait pas fait preuve d'excessive cohérence. A la fin de la victoire fasciste, le Comité Central avait approuvé un appel, rédigé par Togliatti, qui demandait aux fascistes et antifascistes de surmonter leurs divisions : « Donnons-nous la main, fils de la Nation Italienne ! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions. Donnons-nous la main et marchons côte à côte pour arracher le droit d'être des citoyens d'un pays civilisé comme est le nôtre. Nous souffrons les mêmes peines. Nous avons la même ambition, celle de faire l'Italie forte, libre heureuse. Que chaque syndicat, chaque organisation des loisirs, chaque association devienne le centre de notre unité retrouvée et opérante... »

L'unité « dopolavoriste » (22) aurait du avoir pour programme le programme fasciste de 1919, et l'appel s'adressait explicitement aux partisans de Mussolini :

« Travailleur fasciste, nous te donnons la main parce qu'avec toi nous voulons construire l'Italie du travail et de la paix. Nous te donnons la main parce que nous sommes, comme toi, fils du peuple, nous sommes tes frères, nous avons les mêmes intérêts et les mêmes ennemis... C'est l'heure de prendre la matraque contre les capitalistes qui

(21) Cet appel paru dans *Lo Stato Operaio*, n° 8, août 1936, est intégralement reproduit dans le livre : « Togliatti et Staline », de G. Seniga. On ne rappellera jamais assez que, tandis que Gramsci et les plus dévoués militants communistes et antifascistes languissaient dans les prisons fascistes, Togliatti à Moscou, alors que d'une part il lançait des sentences contre les vrais révolutionnaires, de l'autre, offrait par cet appel aux mussoliniens la main de la fraternelle collaboration.

(22) Dopolavoro (Assistance Nationale des Loisirs).

nous ont divisés afin qu'ils nous restituent ce qu'ils nous ont enlevé ! Nous te donnons la main parce que, ensemble, nous voulons faire forte, libre et heureuse notre belle Italie. »

Cet appel chez les socialistes ne trouva pas grand écho et la collaboration qui durait désormais depuis deux ans demeura incertaine. Blasco prit plus tard prétexte de ces événements pour son essai paru en Août 1938 dans la *Quatrième Internationale* sous le titre de « Stalinisme et Fascisme ». Avec beaucoup de courage, il y démasquait le mythe de l'antifasciste réservé aux communistes officiels.

« Le stalinisme se présente bien lui-même dans le monde comme la seule force luttant de façon résolue et raisonnée contre le fascisme. Quiconque n'est pas disposé à lui reconnaître ce titre, à se soumettre à ses déclarations, quiconque a l'audace de lui arracher son masque et de le montrer aux masses tel qu'il est, avec sa dépravation et son hypocrisie révoltantes, tombe inexorablement sous les coups de sa haine sans bornes et de ses calomnies effrontées ; la menace pèse alors sur lui d'être mitraillé à un coin de rue, ou kidnappé, ou porté disparu et cela par le fait d'une des innombrables bandes de la Guépéou. Malgré cela, les faits restent les mêmes et l'on s'aperçoit de plus en plus que le stalinisme avec son « idéologie », sa politique, son gangstérisme sur tous les plans et dans tous les domaines, avec ses mœurs, ses provocations et ses assassins, bien loin de constituer une barrière au fascisme en facilite l'emprise sur les masses et devient un auxiliaire de ses victoires. »

L'essai montrait quelles étaient les responsabilités staliennes dans la faillite des révolutions chinoise et allemande et s'élevait jusqu'à des considérations profondes sur les conséquences et la nature de la politique de l'Internationale :

« C'est la politique suivie par les staliniens en Chine et en Allemagne qui est la cause que le fascisme représente aujourd'hui un danger mortel pour tous les pays du monde. Non moins clair est désormais le sens réel du Front Populaire que les staliniens cherchent à établir en France, en Espagne et dans d'autres pays. La lutte contre le fascisme n'a été et n'est encore qu'un prétexte. Le but réel est autre et consiste à trouver de nouveaux alliés à la bureaucratie soviétique. Peu importe si ces alliés sont des « démocrates », des réactionnaires ou des fascistes. En effet, la ligne de démarcation établie par les staliniens entre « amis » et « ennemis » n'est absolument pas celle entre fascistes et

antifascistes. Encore moins cette démarcation est-elle basée sur des critères de classe. Non, les « amis » sont ceux qui acceptent — dans le sens le plus large du terme — la politique du Gouvernement de Moscou ; les « ennemis » étant ceux qui ne l'acceptent pas. Les premiers sont présentés comme des « amis de la paix », des hommes « probes », « honnêtes » même s'ils sont réactionnaires ou fascistes. Les seconds sont traités de « bandits », « espions » et « fascistes » même si toute leur vie — et parfois par leur mort — ils se sont montrés les ennemis les plus implacables du fascisme. »

Après quelques exemples d'hommes politiques d'idées conservatrices prônés, à cette époque, par le communisme international, Blasco passait aux stalinien italiens :

« Cette politique qui n'a d'antifasciste que le nom (et même ce nom est parfois abandonné — nous le prouverons) mais dont le contenu rend les plus grands services au fascisme, se manifeste avec un relief particulier, dans le secteur réservé aux stalinien italiens, »

Le jugement était sévère mais, on le voit, non exclusivement motivé par des ressentiments momentanés. L'article continuait en consacrant de nombreuses pages à la guerre d'Éthiopie jugée par Blasco une occasion unique pour les masses ouvrières de renverser la dictature fasciste.

« Pour ce faire, deux conditions étaient nécessaires : démontrer au peuple italien, par une attitude fermement internationaliste, que la lutte contre la guerre d'Abyssinie n'avait rien de commun avec la tentative de couvrir les rapines coloniales de l'impérialisme anglo-français ; en même temps, développer par tous les moyens la lutte de classes à l'intérieur du pays. La réalisation de cette seconde condition était, de toute évidence, fonction de la réalisation de la première. Or, non seulement les stalinien italiens n'ont rien fait dans ce sens, mais ils ont tout mis en œuvre pour empêcher que de telles conditions se réalisent. »

Suivant Blasco, les communistes se seraient surtout préoccupés de ne pas effrayer les bourgeoisies italienne et anglo-française, en cherchant au contraire à miser sur leur appui pour faire tomber Mussolini, liquider la guerre d'Afrique, favoriser un rapprochement entre l'Italie et les démocraties occidentales de tendance anti-allemande. Mais une telle politique aurait répété l'erreur de l'Aventin et n'aurait fait que consolider le fascisme. Blasco plaçait dans ce cadre les

considérations parues dans la presse communiste officielle sur les « intérêts honnêtes » de l'Italie dans les Balkans.

« Notre Gouvernement (je veux dire le gouvernement dont Mussolini est le chef), écrivaient dans leurs journaux les bureaucrates italiens, au lieu de faire la guerre aux Abyssins et de chercher aventure dans la Méditerranée, devrait organiser et défendre les justes et honnêtes intérêts de l'Italie en Europe Centrale et dans les Balkans. En faisant cela, il travaillerait pour la paix, pour la Civilisation, pour l'honneur de notre pays bien-aimé, l'Italie. Comme on le voit, le plan qu'offraient les stalinien italiens à l'impérialisme italien est complet. »

Ainsi, avec une grande clarté, Blasco expliquait-il l'appel aux travailleurs fascistes que nous venons de rappeler, comme une dernière tentative pour faire passer l'Italie toute entière, avec son régime, ses groupes dirigeants et son gouvernement, du camp hitlérien à celui des démocraties alliées de l'Union Soviétique.

« Il faut détacher l'Italie (fasciste) de ses amours avec Hitler et l'amener à combattre pour la « démocratie ». A cet effet, « nos frères en chemise noire » peuvent nous être d'un grand appui. L'ennemi n'est plus le fascisme, mais l'hitlérisme. Ne parlons plus d'antifascisme. Il n'y a plus en Italie ni fascistes, ni anti-fascistes, comme il n'y a plus depuis longtemps dans les « documents » stalinien ni prolétaires, ni bourgeois, ni paysans riches, ni paysans pauvres, ni exploités, ni exploités. Il n'y a en Italie que des *italiens* et des *anti-italiens*. Mais ces derniers se trouvent ailleurs que chez les fascistes. *Signori*, on liquide. On liquide les « comités prolétaires antifascistes » ; on liquide le terme antifasciste. Les malheureux militants de base qui ne savent pas ce qui se passe et continuent à se déclarer antifascistes se font tirer les oreilles et, s'ils ne comprennent pas, sont dénoncés comme anti-italiens, agents d'Hitler, espions de la Gestapo, etc... « Tous les Italiens sont frères » proclament les stalinien, sauf les trotskystes qui veulent la lutte contre leurs « frères en chemise noire » et font le jeu d'Hitler dont ils sont les agents. »

« La presse italienne découvre tous les jours de nouvelles merveilles en Italie. L'Italie redevient « le plus beau jardin du monde ». Les syndicats fascistes ne sont plus les géhennes au sein desquelles le prolétariat est ligoté et baillonné. Cela c'est une calomnie « trotskyste ». Les syn-

dicats fascistes sont les « syndicats des travailleurs italiens ». Les institutions fascistes se transforment par enchantement en institutions du peuple italien. Parmi les enfants de la même patrie, il y eut malheureusement des malentendus, des équivoques. Les uns se sont appelés « fascistes », les autres « antifascistes ». L'incompréhension a été commune, mais surtout chez les antifascistes qui n'ont pas apprécié comme il le fallait le grand amour des « frères en chemise noire » pour l'Italie. Si les « frères en chemise noire » ont péché, ce fut par excès d'amour. Il faut donc les excuser. En tout cas, tout ceci n'est qu'un triste souvenir du passé. Désormais, c'est fête générale, embrassement général. Plus d'insignes antifascistes qui seraient des provocations contre « nos frères ». « Nos frères », d'ailleurs, comprendront à leur tour que leurs insignes n'ont plus de sens. Tous fils de la même Patrie, nous n'aurons qu'un seul drapeau tricolore. Et, en avant contre Hitler !... »

Les années du terrorisme italien.

Naturellement une telle politique ne pouvait avoir d'autre résultat — toujours d'après Blasco — qu'un durcissement de la lutte contre toutes les oppositions communistes et, en particulier, contre l'opposition « trotskyste ». « *La lutte à mort contre les « trotskystes » est le complément nécessaire de la politique stalinienne de fraternisation avec les fascistes, les classes et les groupes de la bourgeoisie italienne.* » Et ceci partout, en Espagne comme en France, comme en Italie. Toutefois, dans cette orchestration du « folklore anti-trotskyste » Blasco voyait les communistes italiens en tête, aussitôt après les Russes.

« Depuis quelque temps cependant il s'agit d'autre chose que de folklore. Toute une série de faits montrent que les stalinistes italiens se proposent d'aller plus loin. Déjà la suppression du leader anarchiste Berneri (un « trotskyste », lui aussi) et de son compagnon Barbieri à Barcelone, porte cette marque d'origine *C'est parmi les staliniens italiens que se trouvent les instigateurs et les exécuteurs de ces sales assassinats...* Les « trotskystes » qui se trouvent dans les prisons et dans les îles de Mussolini en Italie sont de plus en plus victimes d'agressions, de jour et de nuit, de la part de la « mafia » stalinienne qui s'est constituée dans ces endroits. Ceux qui sont en liberté sont ouvertement désignés par la

presse stalinienne à l'OVRA fasciste, à laquelle sont communiqués les noms et les lieux de rendez-vous. Le « trotskyste » Damen (en réalité il s'agit d'un partisan de Bordiga), vétéran des prisons italiennes pour son activité antifasciste, a été il y a quelques mois arrêté de nouveau à Milan à la suite de dénonciations circonstanciées de mouchards staliniens. Dans l'émigration, chaque fois que l'occasion s'en présente, les « trotskystes » sont dénoncés par leurs noms, prénoms et pseudonymes dans le but de les faire expulser par la police. Récemment, à la suite d'un incident de nature politique, survenu dans la section italienne de la Ligue des Droits de l'Homme, à Paris, la presse stalinienne s'est distinguée dans cette sale opération de mouchardage. Des listes entières de noms et prénoms de militants revenant des tranchées espagnoles sont publiées par la presse stalinienne. Ces militants en général n'ont pas de papiers et la police leur donne la chasse pour qu'ils quittent la France. Or, la publication de leurs noms et prénoms les oblige à « rester tranquilles » et à ne pas dénoncer les saletés accomplies par les bureaucrates staliniens en Espagne contre les révolutionnaires. En outre certains « trotskystes » reçoivent des lettres de menaces anonymes ornées d'une tête de mort. La même méthode que les « frères en chemise noire » avaient employé en Italie pour terroriser les militants prolétariens et surtout leurs familles. D'autres sont « charitablement » avertis qu'ils ne doivent pas rentrer tard le soir s'ils veulent éviter des surprises. D'autres encore se voient épiés par de louches individus. Tout ceci prouve que l'Ovra stalinienne existe aussi sur le sol italien, qu'elle travaille et se prépare à asséner des coups redoublés. »

L'article de Blasco reposait fermement sur une vision internationale de la lutte prolétarienne. De son côté, l'Union Soviétique de la dictature de Staline et du « Socialisme dans un seul pays » tendait de plus en plus à se servir du Komintern comme auxiliaire docile et prompt de sa propre diplomatie et de sa propre raison d'Etat. La dissidence ne pouvait être guérissable. C'est pourquoi le « Vieux », Trotsky, alors que se préparait désormais la seconde guerre mondiale, avait décidé de fonder un nouvel organisme international. Ce n'était pas tâche facile pour lui, ni pour ses rares disciples.

Quelques jours avant la fondation officielle de la IV^e Internationale, un de ses jeunes secrétaires, Rudolf

Klement, disparut de Paris, avec les archives du Secrétariat de l'opposition internationale.

Pierre Naville lut par hasard dans un quotidien la nouvelle qu'on avait repêché, dans la Seine, à Meulan, près de Saint-Germain, le cadavre d'un jeune homme. L'autopsie devait avoir lieu le jour même au début de l'après-midi.

En toute hâte, il passa chez un de ses jeunes camarades, l'avocat Jean Rous et tous deux sautèrent dans un taxi en criant l'adresse du Commissaire de Police de Meulan. Ils arrivèrent au moment où l'on aller fermer les portes. Le cadavre repêché était sans tête, mais les deux hommes reconnurent, sans l'hombre d'un doute, le corps robuste de Rudolf Klement.

Le pacte Hitler-Staline.

La seconde guerre mondiale avait débuté sous de fâcheux auspices. Le parti communiste français, suivant l'impulsion de la politique du Front Populaire, avait maintenu pendant presque toute l'année 1939 une position anti-hitlérienne. Mais dans la nuit du 24 au 25 Août, Staline avait porté un toast au dictateur allemand. « Je sais, avait-il dit en levant sa coupe, combien la nation allemande aime son Führer. C'est pourquoi j'ai le plaisir de boire à sa santé. » Les délégations allemande et soviétique étaient arrivées à un plein accord sur le pacte de non-agression et sur le protocole secret concernant le partage de la Pologne et la répartition des sphères d'influence dans la Baltique.

Le contre-coup en France avait été extrêmement douloureux. Tous sentaient que la guerre était devenue inévitable et que personne désormais ne pouvait arrêter la marche d'Hitler. Le même jour, le groupe parlementaire communiste avait tenu une réunion agitée. Le député Gustave Sausset, exprimant les préoccupations de beaucoup avait proposé d'envoyer une délégation à l'Ambassade Soviétique pour demander une déclaration formelle d'intervention russe en cas d'attaque allemande à Dantzig. En communiste, Maurice Thorez avait répondu : « Nous ne devons pas nous mêler des affaires extérieures de la Russie. Une telle position est une trahison. C'est montrer que nous n'avons plus confiance en Moscou. »

Malgré cela, les communistes, jusqu'à la seconde moitié de Septembre, n'avaient pas substantiellement changé de

front. Ils s'étaient bornés à dire, devant l'hostilité grandissante de l'opinion publique, que le pacte de Moscou servait la paix et affaiblissait l'Allemagne. Mais le 17 les Russes entraient en Pologne et, vers le 20, Raymond Guyot apportait finalement les instructions soviétiques. Les communistes étaient hostiles à la guerre jugée « impérialiste » et fomentée par la Grande-Bretagne. On réclamait la paix en lançant une propagande défaitiste.

En conséquence, le Parti Communiste français fut mis hors-la-loi le 26 Septembre. Maurice Thorez, déjà parti pour l'armée sous les vivats des militants, désertait le 4 Octobre pour gagner la Belgique d'abord, puis l'Union Soviétique. Mais le mythe de la Russie, patrie des travailleurs du monde entier, continuait à être agité dans la presse et les tracts clandestins. Seulement, il jouait maintenant en faveur d'Hitler.

« Le but de la guerre des puissances occidentales est criminel ! » avait déclaré le 3 Octobre, à Moscou, le Président du Conseil, Molotov, et les Communistes français avaient reproduit son discours dans un tract diffusé clandestinement :

« Trois faits importants — explique Molotov — ont, au cours de ces derniers mois, modifié la situation mondiale. Le premier est le changement complet des rapports entre l'Allemagne et la Russie Soviétique, changement qui conduit à l'établissement d'une amitié durable entre les deux plus grands Etats d'Europe. Le second est l'anéantissement militaire de la Pologne et la ruine de l'Etat polonais. Le troisième, la continuation de la guerre entre l'Allemagne, d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre. » Le chef du Gouvernement soviétique — continuait le manifeste communiste — évoque à ce propos de façon sarcastique le but de guerre que prétendent poursuivre les Puissances Occidentales, c'est-à-dire la « destruction de l'hitlérisme ». Molotov déclarait qu'un tel but de guerre poursuivi, de plus, sous le drapeau des démocraties, est simplement criminel. On peut repousser ou accepter des idées politiques comme celles des nationaux-socialistes, mais il est insensé et criminel de déclarer qu'elles constituent une raison de guerre... « L'Union Soviétique suit avec une compréhension profonde la lutte menée par l'Allemagne pour mettre fin au système (introduit par le traité de Versailles) parce que son point de vue est qu'une Allemagne forte est la condition indis-

pensable de la paix en Europe. La tentative des Puissances Occidentales de contraindre l'Allemagne à se soumettre à un nouveau système de Versailles est dangereuse et pourrait causer la ruine de ces Etats. »

La façon dont les Communistes étaient sortis de la situation embarrassante où ils se trouvaient à la fin d'Août consistait en un renversement radical de la politique poursuivie depuis des années. Mais elle leur permettait de renforcer une attitude loyaliste envers l'Union Soviétique et de reprendre les traditionnels arguments autimilitaristes du mouvement ouvrier.

Encore une fois, les défections et les crises, bien que nombreuses, ne parvinrent pas à se concrétiser en une politique mais demeurèrent dans la sphère des consciences individuelles. Certaines assumèrent un caractère dramatique, comme dans le cas de Maurice Naile, maire de Clichy qui, démissionnaire du Parti le 19 Décembre, se tua avec sa femme le jour de l'entrée des troupes allemandes à Paris. Pour les groupes dissidents de la Gauche, surtout ceux qui appartenaient à l'émigration italienne, la situation s'aggravait. Les risques de lutte politique devenaient de jour en jour plus grands.

« *Je me faisais Juif* »

Le 12 Juin, dans l'imminence de l'arrivée des Allemands à Paris, Blasco avait convaincu Barbara d'accepter l'invitation d'une famille amie qui lui offrait refuge dans les montagnes de l'Auvergne. Barbara était partie à pied, se mêlant aux interminables files de réfugiés de ces jours-là. Puis la retraite des troupes françaises avait été plus rapide que prévu et Blasco vécut des heures d'angoisse qu'il confia à son bloc-notes :

« 18 Juin, 16 h 30 : ...il y a un moment, une femme d'Argenteuil qui s'était mise en route vers Orléans et qui est revenue, m'a dit que la forêt de Fontainebleau avait été brûlée et que des milliers de femmes et d'enfants y avaient péri « grillés ». Quand ? demandai-je. Le 15. C'est-à-dire trois jours après ton départ, c'est-à-dire quand toi aussi tu devais être dans ces parages... Il y a vraiment de quoi devenir fou... Et penser que c'est ma faute ; que si j'avais voulu, si j'avais dit un seul mot, si j'avais fait un seul geste, tu serais restée ici près de moi. Tu attendais précisément ce

mot, tu attendais ce geste ; et moi au contraire je t'ai poussée à partir. Si un malheur t'est arrivé, je serai, dans ma conscience, un assassin. Quel cauchemar, mon Dieu... 19 Juin, 18 h 30 : ...Où peux-tu être ? Quelle direction as-tu prise ? La Porte d'Orléans, la Porte d'Italie ou quelle autre ? Si au moins je le savais... Aujourd'hui pourtant, je ne sais pourquoi, je suis calme. Ma concierge m'a assuré que la Forêt de Fontainebleau n'a pas brûlé et Accorsi, d'habitude bien au courant, m'a dit la même chose. Certes un malheur peut tout de même t'être arrivé, mais les probabilités me semblent beaucoup moindres. Ce qui n'empêche pas que je n'arrive pas à me faire une raison... En sept jours, tu as perdu ton travail, perdu ta maison, perdu ton compagnon et tu es obligée de dormir sur la route bombardée et mitraillée par les Allemands. 20 Juin, 16 h 30 : ...Je continue à consulter la carte et à faire calculs sur calculs pour voir où tu pouvais te trouver le samedi 15 et le dimanche 16 Juin, c'est-à-dire les deux jours les plus critiques depuis que tu es partie. Tu devrais être sortie par la Porte d'Italie, le 12 vers 17 heures. Le temps était pluvieux, donc tu ne peux avoir beaucoup marché. En admettant que, suivant les conseils que je t'avais donnés, tu aies marché une partie de la nuit, tu serais arrivée au maximum à Ivry ou au cimetière de Thiais. Tu t'es remise en marche le 13, tu as dépassé Corbeil de 10 à 15 km. Le 14, tu as atteint 4 ou 5 km au-delà de Fontainebleau. Le 15 tu as marché entre Fontainebleau et Montargis mais tu n'as pas pu dépasser Suppes. Le 16, tu peux être arrivée à Montargis qui se trouve à plus de cent kilomètres de Paris. Tu t'es donc trouvée en pleine bagarre, prise entre les deux feux des forces françaises qui battaient en retraite et ceux des Allemands qui avançaient... Je peux espérer aussi qu'au dernier moment tu as trouvé quelque moyen de transport plus rapide qui t'ait permis de franchir la Loire avant que celle-ci n'ait été attaquée par les Allemands. Mais ce ne sont là qu'hypothèses...

21 Juin, 10 heures : ...L'illusion que tu pourrais rejoindre l'Auvergne et passer là-bas, dans la montagne, quelques semaines de tranquillité m'a fait perdre la tête... L'incertitude de mon sort m'a décidé à t'éloigner de moi... Quoique, en ces jours, mon calme intérieur eût été absolu, l'idée de mon arrestation possible pendant que tu étais ici, m'était très pénible... Quelle sottise j'ai commise !... »

L'inaction et le doute poussaient Blasco dans l'angoisse.

se, mais aussi à l'indignation morale et à la confiance dans l'avenir :

21 Juin, 20 heures : ...Il vaut mieux, mille fois mieux affronter toutes les difficultés de la vie que d'être supprimé par une balle dont on ne sait même pas d'où elle vient. La bestialité, la lâcheté, la mesquinerie, la pingrerie sont vraiment sans limites. Ces jours-ci, j'en ai moi-même la nausée. Bientôt ce sera pis encore. Mais justement pour cela, au lieu de s'avouer vaincu, il faut se redresser et faire front. Si je le pouvais, je me ferais Juif ; et devant la meute famélique des limiers et des prostituées qui déjà se préparent à lyncher les fils d'Isaac et de Jacob, je serai fier de pouvoir crier : merde et puis merde et puis merde encore au méprisable troupeau de misérables. Je t'assure qu'en écrivant ceci je ne pense pas aux Allemands, hitlériens ou non ; je pense au contraire à ces soit-disant Français qui au lieu d'avoir au moins la pudeur de se taire dans l'immense catastrophe qui s'est abattue sur leur pays, prennent le langage et se servent des insultes des vainqueurs pour en accabler leurs propres compatriotes. Quelle boue, quelle ordure ! mais le peuple de France lavera ces souillures au besoin par le fer et par le feu. »

Après le retour de Barbara la lutte avait repris dans des conditions presque désespérées. Le 20 Août, la haine de Staline avait atteint le « Vieux » (Trotsky) dans son dernier exil à Mexico. Des vieux amis de Blasco, beaucoup, comme Santini, étaient morts. La guerre et l'occupation allemande avaient en partie dispersé le centre de l'émigration italienne. Les bruyantes réunions à la *Chope de Strasbourg*, Faubourg Saint-Denis, où Blasco apportait chez les Socialistes italiens son esprit léniniste, n'étaient plus qu'un souvenir. Le simple fait de vivre dans l'illégalité était une entreprise des plus dangereuses.

Arrêté et torturé par la Gestapo.

En 1941, certainement à la suite d'une dénonciation, la Gestapo se présenta au logement clandestin de Blasco, à Paris, pour l'arrêter. Blasco et Barbara avaient été avertis juste à temps pour se réfugier à Marseille en zone non occupée.

Il arrivait à Barbara de s'attarder dans une bibliothèque sur des pages de curiosités historiques. Un soir, elle fut frappée par le sort des Conventionnels qui avaient voté

la mort de Louis XVI. Aucun d'eux n'échappa aux persécutions. Autour des anciens militants du mythe de Lénine, le cercle se resserrait aussi. Blasco tenta de gagner le Mexique. Silone avait intéressé à son cas Antonini, président de la *Italian Dress and Waistmakers Union* de New-York et avait réussi à lui procurer un visa régulier pour ce pays. Malheureusement, il ne possédait plus de papiers à son véritable nom et ne put démontrer qu'il était Pietro Tresso. Il fut donc obligé de rester à Marseille où il s'employa activement à la Résistance.

En été 1942, furent distribués en ville des tracts contre le Gouvernement de Vichy. C'était un des rares gestes retentissants que pouvait se permettre l'opposition clandestine mais, à cause de l'inspiration nettement trotskyste du tract, Blasco et Barbara furent arrêtés en Juin par les « brigades spéciales » envoyées tout exprès par Vichy.

Pendant leur interrogatoire, Blasco fut torturé en présence de Barbara. Il ne parla pas mais fut tout de même déféré au Tribunal militaire de Marseille, en même temps que d'autres, sous l'inculpation générale d'« activités anti-nationales ».

En automne Blasco fut condamné. Les journaux du 2 Octobre en publièrent simplement la nouvelle sous le titre : « Militants de la IV^e Internationale sévèrement condamnés ». Le texte n'ajoutait pas grand-chose : « Le Tribunal Militaire en session spéciale a jugé dix accusés qui avait exercé à Marseille une activité illégale en militant pour la IV^e Internationale ». Suivaient les noms des condamnés dont deux étaient condamnés aux travaux forcés à vie. Blasco avait été condamné à dix ans ; Barbara, dont l'identité ne fut pas prouvée, fut libérée.

Parmi les condamnés à vie se trouvait un jeune partisan français, Albert Demazière qui, ayant échappé à ces événements, évoqua plus tard en un récit, encore inédit, ses jours de prison avec Blasco. Les condamnés furent transférés du Fort Saint-Nicolas à Marseille à la prison militaire de Lodève (Hérault), puis à Mauzac (Dordogne) et enfin au Puy-en-Velay.

Demazière raconte que, pour ce dernier transfert, Blasco et lui étaient attachés l'un à l'autre par une chaîne fixée à leur main droite. Blasco commentait : « nos accompagnateurs nous ont offert un bel exemple de solidarité prolétarienne ».

Ils avaient eu de bons renseignements sur leur nouvelle prison et Demazière projetait d'organiser avec Blasco un bureau d'études. Une sorte d'Université prolétarienne où ils pourraient achever d'approfondir, entre autre, *L'accumulation du Capital* de Rosa Luxembourg. Le Commandant de la prison était « plus grossier que méchant » et les détenus politiques étaient traités avec une certaine bienveillance.

Les nouveaux prisonniers furent réunis à d'autres communistes qui se trouvaient déjà en prison, mais l'atmosphère était viciée par la haine des staliniens. Un vieux détenu, un certain Salini, était à toute extrémité. Demazière raconte :

En prison avec les staliniens de Thorez.

« ...Les staliniens ont reçu de l'extérieur l'ordre de mettre les trotskystes à l'index. Plein succès pour la discipline. Dans la chambrée, même ses plus vieux camarades, ceux avec lesquels il est en cellule depuis des mois ne lui adressent plus la parole. Ils ne partagent pas leurs paquets avec lui et n'acceptent rien de lui. Il est défendu de lui donner du feu. Devant les geôliers, la consigne de ses compagnons de prison est d'ignorer sa présence et de l'exclure tacitement de la communauté. Le premier jour, il a demandé à l'un de ses compagnons, un paysan limousin avec lequel il avait été en bons rapports, la raison de cette attitude nouvelle. Le vieux a attendu qu'ils fussent seuls pour lui répondre (et après il ne lui a plus adressé la parole). « Ce sont les ordres ». Les responsables de la collectivité sont allés demander au directeur de la prison de l'enlever de leur chambrée. C'est un trotskyste : ce n'est pas un patriote. C'est tout. Salini n'a pas eu envie de rire. Il ne mange plus, il ne se tient plus debout, souvent il a senti sa raison vaciller, on se demande comment cela aurait fini si les autres n'étaient pas arrivés. »

Blasco était préparé à cela aussi. Demazière écrit : « Blasco en a vu bien d'autres. Lui, il a sauvé sa peau des mains des staliniens presque autant de fois que de celles des fascistes. »

Le dégoût et l'inquiétude s'emparèrent au contraire de Demazière qui, pour rompre la glace, alla vers un stalinien la main tendue. Dans un silence subit, après une très longue pause, le salut lui fut rendu, mais en général les choses ne

changèrent pas. Les conversations des staliniens entre eux n'étaient pas rassurantes : « Maintenant — demandait l'un d'eux — faudrait-il que nous marchions avec Blum ? — Qu'est-ce que cela te fait ? Blum, on lui fera son affaire comme à Trotsky. »

Le rappel de l'assassinat du « Vieux » préoccupait particulièrement les détenus.

Barbara était aussi dans l'anxiété. Sa situation était toujours précaire à cause de la difficulté à se procurer des papiers. Entre temps, une tentative proposée par Emilio Lussu, pour préparer l'évasion de Blasco, avait échoué.

Vers le mois de Février 1943, Barbara entreprit un voyage, en compagnie d'une amie, pour rendre visite à Blasco. Les difficultés majeures furent d'obtenir une autorisation, toujours à cause de l'absence de papiers. Puis elle put entrer dans la prison. Les cellules étaient disposées en cercle autour d'un grand espace surmonté par un pont. Un moment, Barbara put voir Blasco, la tête rasée, avec son costume à raies et des pantoufles de cuir noir aux pieds. Mais ils ne purent se parler que dans un réduit à travers une grille qui ne leur permettait pas de se voir. Blasco demandait des nouvelles du front africain. Barbara était trop émue pour lui répondre convenablement...

Mais ces heures de prison étaient les rares moments de pause que son ardeur au travail permettait. Comme nous l'avons déjà dit, les lettres que Blasco écrivait de sa prison ne sont pas celles d'un vaincu. Elles témoignent plutôt de l'élargissement, de la détente, d'une conscience mûrie qui sait dominer l'indignation et les angoisses personnelles. Son rôle politique s'était soldé par une défaite et la pire était encore à venir. Blasco le savait, mais il n'y avait pas chez lui de regrets pour le rôle qu'il avait assumé ou qu'il assumerait encore. Il y avait seulement une grande tendresse pour sa compagne et l'élan d'une vitalité généreuse que seule l'habitude d'un sévère contrôle de soi-même pouvait contenir dans les limites de l'activité d'un prisonnier. De Lodève, il écrivait le 17 Octobre : « Je te recommande de te distraire le plus possible. L'automne est splendide et il faut que tu en profites. Soigne ta santé et aussi ton esprit avec les beautés de la mer et de la campagne. Ne t'inquiète pas pour moi, ma prison est située au milieu des collines inondées de soleil. De notre cellule, nous entendons les bruits de la rue, nous voyons les enfants aller à l'école et

en revenir... Le réveil est à sept heures et quart du matin. Nous sautons en bas de nos paillasses et pendant trente minutes nous faisons de la gymnastique. Puis nous prenons notre première soupe (bouillon de légumes chaud et assez savoureux). A huit heures, nous retournons dans notre cellule (où nous vivons à quatre) pour lire et étudier... Tâche de récolter, parmi nos amis, du papier blanc, le plus possible ; j'en aurai besoin pour écrire... »

Et, à sa belle-sœur, toujours de Lodève :

« La fenêtre de ma cellule donne sur la place du village et les collines environnantes. Parfois j'ai l'impression de me trouver devant le même panorama que j'admirais le soir, assis en haut de l'escalier, devant la porte de la cuisine de la maison paternelle. »

C'était la continuation de l'idéal de sa jeunesse ressenti en pleine conscience :

« C'est justement parce que nous sommes encore jeunes que nous nous trouvons en dehors des diverses églises. Les mêmes aspirations morales qui, dans notre jeunesse, nous ont poussés vers un parti, nous ont poussés à le quitter quand nous nous sommes trouvés en désaccord avec lui. Si nous étions devenus vieux, nous aurions écouté la « voix de l'expérience », nous serions devenus « sages », nous aurions eu recours — comme tant d'autres — au mensonge, à la fourberie, au sourire, à la révérence envers les divers « fils du peuple » (23). Mais ce ne m'était pas possible. Pourquoi ? Parce que nous sommes restés jeunes. C'est pourquoi nous sommes toujours insatisfaits de ce que nous avons, pourquoi nous aspirons toujours à quelque chose de mieux. Et ceux qui ne sont pas restés jeunes sont en réalité devenus cyniques. Pour eux, les hommes et l'humanité ne sont que des instruments, des moyens qui doivent servir à leurs buts personnels, même quand ces buts sont voilés sous des phrases d'ordre général. Pour nous, les hommes et l'humanité sont les seules, les vraies réalités existantes. Naturellement, ce que je dis est bien abstrait. Et il serait encore nécessaire d'établir un lien entre les forces morales qui sont en nous et la réalité quotidienne. Et c'est là que surgissent les véritables difficultés.

« Une chose cependant est certaine : il est impossible

(23) L'allusion concerne le secrétaire du P.C.F., Maurice Thorez, qui se nommait lui-même « fils du peuple ».

de supporter en silence ce qui heurte les sentiments les plus profonds de l'homme. Nous ne pouvons admettre comme justes les actes que nous savons être injustes. Nous ne pouvons dire que ce qui est faux est vrai et que ce qui est vrai est faux, sous le prétexte que cela peut servir à telle ou telle force en présence. Définitivement cela retomberait sur l'humanité entière, c'est-à-dire sur nous-mêmes et cela briserait la raison même de tous nos efforts... »

Dans la même lettre, quelques lignes plus haut, il avait écrit :

« Malgré tout nous sommes optimistes et pensons sortir de prison bien avant le terme de la condamnation qui nous a été infligée par le Tribunal Militaire. Dans toute notre existence ici le point obscur ce sont nos rapports avec les staliniens. Pour ces messieurs, nous sommes naturellement des « vipères lubriques » et autres choses immondes. En conséquence, nos rapports avec eux se réduisent à un manque absolu de rapports. Ils nous ignorent et nous les ignorons. Personnellement, cela ne me gêne nullement, mais je vois que leur haine contre nous est sans bornes. Tant pis... »

« Libéré » et fusillé.

Comme Blasco l'avait prévu, sa détention ne dura pas longtemps. En Octobre 1943, le mouvement communiste partisan organisa l'évasion en masse des quatre-vingt détenus politiques. Albert Demazière, qui s'évada avec Blasco et les autres, nous raconte les événements de la nuit du 1^{er} au 2 Octobre. Dans ce récit, il parle de lui-même à la troisième personne en adoptant le pseudonyme de Granet :

« Un soir, il entend un bruit.

« Granet — murmure une voix — Il se lève doucement et s'approche de la porte. Dans l'entrebaillement, il distingue le visage de Chapelle, un jeune homme plutôt sympathique, récemment arrivé en prison. « Ce soir, on quitte le camp. Habillez-vous en silence, l'un après l'autre, puis recouchez-vous sous une couverture. Rassemblez vos affaires et faites un paquet de vos provisions. Rien d'autre. Quand vous entendrez onze heures, soyez prêts. Quelqu'un frappera à la porte, alors mettez-vous en file indienne et attendez. Bonne chance !

« Granet écoute en silence et ne pose pas de questions. Si les bruits d'une évasion sont parvenus jusqu'à eux, une provocation des gardiens est aussi chose possible. N'y a-t-il pas depuis deux mois des G.M.R. dans la cour de la prison — deux postes de trois hommes chacun, armés de mitraillettes ?... »

» L'un après l'autre les hommes se lèvent, s'habillent, roulent leurs couvertures, s'étendent de nouveau. Le dernier à se lever, Salini, l'économe de la cellule, a fait quatre parts du sucre qui reste... Neuf heures, dix heures... Voilà que le temps de nouveau a un sens. Dans la cellule et partout c'est le silence : l'espoir de la liberté est entré dans la prison. Ni enthousiasme, ni grande anxiété... A travers les barreaux, Réboul surveille la cour. Il murmure à ses compagnons : « Ils vérifient les mitraillettes » ; on entend le cliquetis du métal. Les G.M.R. seraient-ils en état d'alarme ? Granet entend enfin sonner onze heures. Ils se lèvent tous les quatre et Granet colle son oreille à la porte. D'abord un bruissement, puis le bruit d'une porte, de deux portes qui s'ouvrent. Pas furtifs sur les marches d'escaliers qui conduisent au premier étage. Granet compte mentalement pour mesurer le temps. Arrivé à 700, il entend de nouveau un bruit de pas, toujours furtifs. Aucun doute, des pieds chaussés d'espadrilles, des pieds de camarades... Le loquet est tiré et une voix l'appelle : Etes-vous prêts ? S'ils sont prêts !... L'une après l'autre les portes de toutes les cellules s'ouvrent comme dans le final d'un ballet. Les prisonniers sortent, pâles, barbus, la tête rasée, hilares et silencieux. Le ballet se termine en quadrille quand les occupants d'une aile semblent aller à la rencontre des occupants d'en face. En haut, sur le pont, Granet reconnaît Sadek, un camarade du parti qui, mitraillette au poing, surveille les opérations. Personne ne parle. Granet suppose que le personnel de la prison n'est pas encore complètement neutralisé. Il a raison : voici qu'arrivent sous bonne escorte, revolvers aux reins, un, deux, trois, quatre geôliers. Le directeur ferme le rang. Tête nue, livide, il a enfilé sa vareuse sur son pyjama ridicule. Tous ces messieurs sont à leur tour enfermés sans qu'aucun éprouve le besoin de faire un commentaire. Puis la langue des prisonniers se dérouille brusquement. Les groupes, jusqu'alors immobiles devant les cellules, se disloquent. Radieux, Granet court embrasser Blasco qu'il n'a pas revu depuis leur transfert dans cette prison. Il serre des

mains, beaucoup de mains qui se tendent. Il apprend que les maquisards entourent la prison et font bonne garde ; tant pis pour les passants attardés ! Ils seront retenus jusqu'à ce que l'affaire soit terminée. Si l'idée venait à quelque salaud d'aller informer le bataillon de jeunes Fritz qui stationne en ville ? A l'intérieur, toutes les précautions ont été prises : fils téléphoniques coupés, issues gardées par des camarades armés. Les femmes de l'économe et du gardien en chef ont été enfermées avec leurs enfants dans une pièce de l'appartement. Visite à la caisse : ne contient-elle pas l'argent des détenus ? Récupération des vêtements civils qui, par miracle, ont pu suivre leurs propriétaires malgré de multiples déménagements. Granet revoit bientôt Marval en étrange équipage : les bras chargés d'armes diverses. Le temps de choisir, puis il tend à Granet un revolver de gendarme avec ceinturon et tout. Il lui dit en riant : « Cet idiot me suppliait de ne prendre que ses armes et de lui laisser les buffleteries qui lui appartiennent ! »

« Enfin on part. Un à un les évadés passent le seuil au-delà duquel, dans l'obscurité, une chaîne de partisans leur montre le chemin à suivre pour arriver à la route et aux camions. Sans le voir, Granet sent Blasco à sa gauche, devant lui il devine le pas de Reboul. Puis, brusquement, les masses sombres des camions sont à la portée de leurs mains... »

Albert Demazière ne revit plus Blasco. Depuis cette nuit, ses traces commencent à s'effacer...

Vaines recherches de Barbara

Dès la libération, Barbara commença le triste pèlerinage des recherches. A la prison du Puy en Velay, elle ne put obtenir autre chose que la liste des 80 détenus politiques qui s'étaient évadés dans la nuit du premier Octobre. Les annonces dans les journaux, dans les longues listes sous le titre « Recherche de disparus », demeurèrent sans réponse. Elle parvint seulement à savoir qu'un partisan, Yves de Boton, fusillé par la Gestapo, avait confié à sa sœur que dans la Haute-Loire, certains partisans, considérés comme trotskystes, parmi lesquels Blasco, étaient gardés prisonniers par des maquisards communistes et contraints aux durs travaux que les autres refusaient de faire.

En mars 1945, Barbara réussit à parler à l'un des éva-

dés, Salvatore Moro, métayer à Beaucaire. Moro parla d'une « débandade » survenus au camp vers la mi-novembre et à la suite de laquelle Blasco et Abraham Sadek, autre évadé trotskyste, auraient disparu. Mais le commandant du camp. Theodore Vial, dit Massat, ne sut pas répondre aux questions de Barbara, nia la « débandade » et prétendit ne pas reconnaître la photographie de Blasco.

Dans la montagne, non loin du maquis, au village de Queyrière, un vieux cultivateur, un certain Nicolas, reconnu au contraire la photographie de Blasco. « J'ai vu arriver les évadés — raconta-t-il à Barbara — ils avaient la barbe longue et les pieds ensanglantés et ils étaient morts de fatigue. J'ai été surpris de voir que les jeunes gens, qui se trouvaient depuis quelque temps au maquis, les recevaient et les accompagnaient le revolver au poing. Une drôle de façon de les recevoir ! »

Mais l'unique indication importante demeure peut-être celle que Barbara reçut le 2 Novembre 1944 du Docteur Schmirer, socialiste, valeureux combattant de la Résistance :

« Chère Madame, en rentrant à Paris, après une assez longue absence, je trouve vos trois lettres. Comme vous, je suis très inquiet sur le sort de Tresso. Comme vous le savez, j'ai appris, par pur hasard, d'un partisan des F.T.P. de retour de la Haute-Loire, que Tresso se trouvait dans ce maquis avec un certain nombre de ses ex-compagnons de prison.

« Il continuait à être considéré, dans ce maquis, comme suspect et traité comme un prisonnier. J'avais alors prié ce camarade et également un membre de la Direction du MLN, de tenter d'obtenir sa libération, mais je ne crois pas qu'ils aient pu réussir dans leur projet.

« Le camarade qui m'avait donné ces renseignements a été malheureusement arrêté et fusillé par la Gestapo, je ne sais par quels moyens je pourrais avoir des nouvelles sur le sort de Tresso. Je manque en effet de précisions sur la position de ce maquis et comme il s'agit probablement d'un groupe qui se déplace fréquemment, il ne sera pas facile maintenant de le retrouver. Je m'efforcerai également de faire faire une enquête par les camarades M.L.N. de la Haute-Loire. Peut-être réussirons-nous à retrouver une trace de Tresso...

« Naturellement je vous tiendrai au courant de ces enquêtes... »

Les informations dont parle le Docteur Schmirer, il les tenait de l'historien Marc Bloch, fusillé, comme on le sait, par la Gestapo.

La nouvelle que Blasco, libéré en même temps que les autres de la prison pétainiste, était gardé prisonnier par les partisans stalinien, était également parvenue à Ignazio Silone. Celui-ci se rendit aussitôt à Genève où il y avait une représentation du Comité Français de Libération dirigé par l'actuel ambassadeur de France à Vienne : M. Soutou. Par ce dernier il réussit à obtenir qu'on intervienne promptement auprès du parti communiste français, et reçut des assurances à cet égard.

La réhabilitation.

Mais peut-être était-il trop tard, ou bien la solidarité antifasciste n'était-elle qu'un aspect du double jeu des communistes.

Ainsi, sur ce fil ténu aussitôt coupé, de vivants qui ont oublié et de morts qui ne peuvent plus parler, se perd l'histoire de Blasco. L'histoire même de Barbara, après ces jours, n'a plus qu'un intérêt privé.

Par contre, le parti né à Livourne du mythe de Lénine, demeure. Mais c'est désormais tout autre chose que le petit groupe de militants enthousiastes et dévoués. Les survivants n'évoquent pas volontiers Blasco et les autres tombés sur les chemins de l'évolution dictatoriale et terroriste.

Même les dénonciations de Khrouchtchev sur les aberrations staliniennes n'ont pas modifié les jugements officiels, cristallisés dans l'image et dans les répétitions des rites. Récemment, le dernier survivant des opposants de 1930, un homme alors enclin à l'opportunisme et de caractère essentiellement pliant et conformiste, a demandé et obtenu de rentrer au sein du P.C. Dans l'*Unità* du 17 Février 1962, il a payé son sordide tribut à la « justesse de la ligne du P.C.I. et au « mérite » de Palmiro Togliatti, en répétant l'acte de foi : « un communiste n'a raison que dans le Parti et avec le Parti. »

Officiellement, Blasco n'a pas encore été « réhabilité ». Mais ce n'est plus chose possible pour aucune bureaucratie de parti. C'est plutôt aux nouvelles générations de travailleurs à établir la vérité et à demander enfin compte aux bureaucrates de mauvaises foi de toutes leurs calomnies et de tous leurs méfaits.

NOTE. — Pierre Naville, militant et écrivain français bien connu, actuellement membre du Bureau National du Parti Socialiste Unifié, autrefois secrétaire international du mouvement dirigé par Trotsky, nous a écrit à propos de Blasco, les lignes suivantes :

« Je me rappelle très bien comment Blasco chercha, en 1930, le contact avec l'opposition internationale de gauche et Trotsky. Blasco ne connaissait pas les militants français de la Ligue Communiste, mais il lisait notre journal *La Vérité*, et le nom de Rosmer lui était plus familier que le nôtre. Blasco et Feroci (Leonetti) se rendirent donc chez Rosmer pour l'informer de la situation au sein du Bureau Politique et lui demander de publier dans notre presse les documents de la « nouvelle opposition » italienne.

« La situation était délicate, car nous étions en relations avec la gauche bordigiste, qui considérait d'un œil assez sceptique la crise de la direction du parti communiste italien. Rosmer, qui se retirait à ce moment-là de l'action de la Ligue Communiste, demanda à Blasco et à Feroci de s'entendre avec moi, qui étais secrétaire du premier Secrétariat International de l'opposition communiste de gauche, et avec la Commission Exécutive de la Ligue Communiste. C'est ainsi que nous fîmes connaissance, en mai 1930, dans notre bureau du Boulevard de la Villette. Blasco nous avait apporté le document qu'il avait présenté avec ses camarades au Bureau Politique. Nous en discutâmes, et nous le publiâmes dans le numéro de juillet 1930 de *La Lutte de Classes*, en même temps que des réponses de Trotsky à ce groupe et aux bordigistes.

« A cette époque, Blasco doutait déjà, je crois, de la possibilité de combattre efficacement la majorité du P.C.I. dans l'émigration. Il me semble qu'il pensait que les oppositionnels italiens devaient travailler étroitement avec la Ligue Communiste française, et même dans son sein. Il craignait l'isolement d'un petit groupe d'émigrés, alors que les staliniens italiens disposaient de toutes les ressources du parti communiste français et de la C.G.T.U. C'est pourquoi il orienta assez vite son activité vers la Ligue Communiste, puis vers le Parti Ouvrier Internationaliste qui en prit la suite après un passage épisodique dans la S.F.I.O. Blasco fit partie de la direction de nos organisations, participa largement à l'élaboration de notre politique, et je peux dire que le travail que nous avons fait à cette époque, entre 1931 et 1938, lui doit beaucoup.

« Blasco avait plus d'expérience que nous, ou que la plupart d'entre nous. Il était aussi plus âgé. Son esprit d'entreprise ne se relâchait jamais, quoique les conditions matérielles de sa vie l'aient souvent obligé de se « retirer » quelque temps. Il a rédigé de nombreux documents relatifs à la situation en France. Il était devenu l'un des dirigeants réguliers de notre tendance, en attendant que les événements puissent lui permettre, s'ils étaient favorables, d'assumer de nouveau des responsabilités dans le mouvement italien. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi. »

II

PIETRO TRESSO

PROBLEMES REVOLUTIONNAIRES DE L'ITALIE FASCISTE

1. Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences. 1930 .
2. Stalinisme et fascisme. 1938.
3. « Naissance du Fascisme ». 1938.
4. Un grand militant est mort : Gramsci. 1937.

LES PROBLÈMES
RÉVOLUTIONNAIRES DE L'ITALIE
ET NOS DIVERGENCES

Les problèmes dont il est question dans cet article ne sont qu'une partie des problèmes sur lesquels existe un antagonisme entre l'opposition communiste et la bureaucratie qui dirige aujourd'hui le Parti Communiste Italien. A ces problèmes d'autres encore pourraient être ajoutés, ce que l'on fera certainement dans la suite. Particulièrement, il faudra souligner les divergences qui existent sur les questions internationales, aussi bien que sur les questions italiennes. Sur le terrain des questions internationales, l'Opposition Communiste devra réexaminer à fond toutes les positions adoptées par l'I.C. après le IV^e Congrès, de manière à porter sur ces questions, en collaboration avec l'Opposition de Gauche Internationale un jugement découlant de l'application du marxisme révolutionnaire aux faits réels, et non du criterium strictement bureaucratique qui consiste à vouloir être d'accord avec la hiérarchie officielle de l'I.C. Il est certain, par exemple, que sur des événements d'importance mondiale, tels que la Révolution chinoise, la grève des mineurs et la grève générale des travailleurs anglais, le développement de la situation russe et la tactique appliquée par la direction de l'I.C. dans différentes occasions — la presse officielle internationale en général, et celle du P.C.I. en particulier, n'a rien fait qui puisse les éclairer. Au contraire, elle a fait de son mieux pour les garder dans l'ombre. Au lieu d'une ample discussion, d'une sévère auto-critique, vraiment bolchévique, elle n'a fait qu'une campagne de calomnies, de potins, contre tous ceux qui ont dénoncé à temps les erreurs qu'on aurait commises, et qui ont lutté pour les empêcher.

Sur ce terrain aussi la nouvelle opposition est sur des positions fortes. Elle n'aura qu'à développer jusqu'aux conséquences nécessaires quelques positions, comme par exemple, sur la révolution chinoise et sur le Comité anglo-russe, qui avaient été adoptées, à l'époque où ces événements se sont vérifiés, au sein même du C.C. du P.C.I.

De la critique des positions opportunistes et aventuristes de la direction actuelle du P.C.I. il faut arriver à la critique

de toute la ligne si riche en zigzags de la direction de l'I.C. Voilà une des tâches les plus impérieuses pour l'Opposition Communiste. En effet, le funambulisme opportuniste que nous voyons dans la direction du P.C.I. — comme, du reste, dans toutes les autres sections de l'I.C. — plutôt que la cause, est l'effet de la façon dont, depuis plusieurs années, est dirigée l'I.C. La direction de l'I.C. et les directions officielles de ses différentes sections, sont poussées aujourd'hui, par la bureaucratie régnante, à résoudre les problèmes du Parti et de la classe ouvrière en fonction des formations instables de majorité et de minorité : la méthode parlementaire et la méthode bureaucratique l'emportent sur la méthode marxiste-révolutionnaire.

Or, c'est précisément à travers une sévère application de cette dernière méthode que l'Opposition Communiste est arrivée à une complète séparation d'avec l'opportunisme aventuriste qui règne aussi dans le P.C.I. Et à cette méthode l'Opposition Communiste restera fidèle.

Sa tâche, actuellement, n'est pas des plus faciles. Des difficultés considérables barrent son chemin. Elle a pourtant quand même l'orgueil de pouvoir affirmer que *les faits* ont tout de suite prouvé combien sa critique contre l'opportunisme des dirigeants du P.C.I. masqué par des phrases de gauche, était entièrement justifiée, et combien cette critique était indispensable au Parti.

Cette critique devra être continuée avec fermeté, sans fléchir. Non seulement la base du Parti devra être clairement informée sur les combinaisons sans principes en honneur au sommet, mais elle devra être appelée partout et de toutes les manières à intervenir pour faire cesser ces combinaisons, pour que le Parti Communiste Italien ait à nouveau une direction ferme révolutionnaire, digne de lui et digne de l'esprit de sacrifice du prolétariat italien.

LA SITUATION ITALIENNE

Première cause de divergences entre nous et la majorité du C.C. du P.C.I. : l'appréciation différente que nous faisons de la situation italienne. Nous résumons ici en quelques lignes comment, pour accorder son jugement sur la situation italienne (nous disons *accorder* !) avec les décisions du X^e Plénum, la majorité prétend voir aujourd'hui la situation italienne :

a) La crise du capitalisme italien est arrivée à un stade extrêmement aigu, et va *rapidement empirant, de semaine en semaine*. Cette crise n'est pas seulement une crise de conjoncture, mais elle est essentiellement une crise organique qui débouchera *directement* dans la guerre ou dans la révolution. La crise de conjoncture qui se vérifie aujourd'hui dans tous les pays est particulièrement grave pour l'Italie, où manquent les matières premières, où manquent les capitaux pour renouveler rapidement les installations industrielles ; où l'on est dans l'impossibilité de réduire comme il faudrait le prix des produits pour résister à la concurrence étrangère et la vaincre ; où le problème des débouchés s'aiguise de jour en jour ; où la rationalisation est réalisée essentiellement par une réduction des salaires ouvriers ; où le marché intérieur s'appauvrit constamment ; où il existe une crise agraire ruinant les petits propriétaires et les petits colons par milliers ; où il existe une armée permanente d'environ un million de chômeurs dans l'industrie et l'agriculture.

b) Le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan est déjà réalisé. Au Parti Communiste ne se pose plus le problème de gagner soit une partie du prolétariat, soit les alliés de la révolution (paysans et en particulier les millions de paysans pauvres, misérables, du midi de l'Italie, et les minorités nationales) : mais l'unique tâche qui se pose aujourd'hui est de « se mettre à la tête des masses en mouvement ».

c) Les partis intermédiaires (républicains, démocrates, populaires-catholiques, l'Eglise elle-même, et la social-démocratie) n'ont plus aucune importance dans la société italienne. Le fascisme a détruit (à part l'organisation de l'Eglise catholique) par la violence les organisations des partis intermédiaires, leurs sièges, leurs journaux ; donc, le Parti Communiste n'a plus à se préoccuper de ces partis. La social-démocratie, dont une partie est exilée à l'étranger, « fait rire », elle « ne pourra pas, malgré ses bonnes intentions, être le bureau du prolétariat italien ». Les bases sociales de ces partis (paysans, journaliers agricoles, techniciens d'industrie, employés et petits commerçants, une partie des intellectuels) sont tellement « radicalisées », qu'elles se placent déjà sous la direction du Parti Communiste. « Aujourd'hui, en Italie, le prolétariat en entier et les larges masses travailleuses se posent le dilemme : Fascisme ou Communisme ! »

d) Les larges masses des ouvriers et des paysans sont sorties de la passivité dans laquelle elles étaient plongées à

la fin de 1927 ; elles ont repris énergiquement la lutte, les armes à la main. D'après l'affirmation des « majoritaires », aujourd'hui en Italie nous avons les « masses des paysans qui se battent contre les Podestats » ; les « colonnes de chômeurs manifestent pour revendiquer du pain et du travail en mettant en déroute les miliciens fascistes » ; les « groupes d'ouvriers qui, par des manifestations violentes de rue, ont réussi à arracher quelque chose, à arracher la reconnaissance totale ou partielle de leurs droits ». Puis encore : « Avec leur essor, leur décision, leur esprit d'offensive, ils ont réussi à neutraliser, à briser (même seulement pour un moment) l'appareil de répression fasciste ! »

Comme conséquence de cette vision toute arbitraire de la situation italienne, la majorité affirme — bien entendu avec les habituelles ambiguïtés de langue destinées à permettre aux opportunistes du calibre d'Ercoli de se retirer à tout moment en bon ordre — que les tâches du Parti sont essentiellement les suivantes :

a) Mobiliser les masses pour la grève politique et pour l'insurrection armée. Tout ce qui n'est pas directement lié à ce but immédiat, devient tout de suite d'importance secondaire, est négligé, sinon bafoué. Sur le papier, par un dernier reste de pudeur, on parle encore de revendications économiques et aussi de revendications politiques partielles ; mais on ajoute tout de suite que sans la lutte armée des travailleurs il n'y aura pas d'amélioration, pas de soulagement même transitoire dans la situation actuelle. Bref : la position sur le terrain de l'agitation est la suivante : « Ou bien vous, les travailleurs, vous êtes capables de vous battre les armes à la main contre les fascistes, ou bien votre lutte est inutile ! » Il est clair qu'une agitation menée d'une telle façon, bien qu'enveloppée dans des phrases ultra-extrémistes, mène directement à la passivité des masses et favorise cette passivité, pour la simple raison que les masses ont conscience de leur actuelle impossibilité de se battre sur le terrain de la lutte armée contre le fascisme, et que, par conséquent, elles devraient rester les bras croisés !

Le premier pas pour la réalisation de la mobilisation des masses en vue de la grève politique et de l'insurrection armée, est celui qui consiste à « épurer le Parti des opportunistes ! ». Il suffit de se rappeler que cette « épuration » est effectuée sous la direction d'Ercoli pour savoir tout de suite quels seront les « opportunistes » à éliminer des postes responsa-

bles et du Parti. En réalité la lutte est livrée aux meilleurs militants, à ceux qui possèdent la plus grande expérience politique et d'organisation, qui sont toujours restés à leur poste responsable, mais qui n'acceptent pas de s'incliner, ni devant l'opportunisme tel qu'il a été pratiqué jusqu'à hier encore par le Centre dirigeant du P.C.I., ni devant l'aventurisme qui est en honneur aujourd'hui et qui, d'autre part, n'est autre chose qu'un déguisement de l'opportunisme ancien.

b) La lutte contre la social-démocratie, et, en général, contre la Concentration Antifasciste qui a son centre dirigeant à Paris, est une lutte purement académique, à mener simplement pour garder sa bonne humeur. Il est clair en effet qu'aucune lutte sérieuse ne peut être menée contre un adversaire que l'on estime ridicule et incapable de devenir le bourreau du prolétariat. Dans cette question aussi le Centre du Parti passe de l'opportunisme le plus dégoûtant à l'extrémisme le plus ridicule. Jusqu'au VI^e Congrès de l'I.C., le centre dirigeant du P.C.I. considérait que la social-démocratie italienne avait une nature différente de celle de la social-démocratie internationale. En particulier, tandis qu'il reconnaissait que la social-démocratie des autres pays devenait une force toujours plus réactionnaire, et évoluait vers ce qu'aujourd'hui on appelle « social-fascisme », il affirmait, qu'au contraire, la social-démocratie italienne avait creusé un abîme entre elle et le fascisme ; qu'aucun accord n'était désormais possible entre les deux, et que la social-démocratie italienne se radicalisait chaque jour davantage, comme le prouvaient ses formules politiques (remplacement par la formule « République démocratique des Travailleurs » des précédentes formules plus générales revendiquant un retour aux libertés constitutionnelles et au Statut de Charles-Albert).

Aujourd'hui, au contraire, sous l'aiguillon de l'I.C. et en particulier pour racheter les péchés opportunistes d'hier, le Centre de notre Parti ne voit dans la social-démocratie italienne autre chose qu'un instrument du fascisme, qu'un collaborateur du régime fasciste ; il nie que la social-démocratie (toujours dans l'intérêt de la bourgeoisie) pourra lutter contre le fascisme ; et il affirme que cette social-démocratie italienne est la social-démocratie des cafés de Montparnasse et de la débâcle.

Ainsi, tandis que jusqu'à hier on avait une obsession de la social-démocratie et de la Concentration Antifasciste, et

qu'on la combattait en masquant la solution communiste et les mots d'ordre liés à cette solution — aujourd'hui on tombe dans une faute qui conduit aux mêmes conséquences pratiques. Que ce soit comme hier, lorsque, pour combattre la social-démocratie, on abaissait le Parti au niveau de la social-démocratie, ou comme aujourd'hui, lorsqu'on affirme que la social-démocratie « fait rire » — on empêche en réalité le Parti de combattre à la manière bolchévique un ennemi qui, malheureusement, n'est ni mort, ni pourri, et possède encore une influence considérable dans de larges couches de travailleurs italiens.

c) Les revendications économiques et partielles, comme nous l'avons dit, demeurent encore, en partie, sur le papier, mais dans la réalité elles sont complètement négligées. Au lieu de considérer la grève générale politique comme le résultat du développement de toute une série de luttes de caractère économique et politique, luttes que le Parti a pour tâche de susciter, d'élargir, de coordonner jusqu'à ce qu'on puisse arriver à la grève générale politique, à l'insurrection armée du prolétariat et des larges masses — la direction, comme cela se passe désormais dans toutes les sections de l'I.C., fait de la grève politique une espèce de prémisses à toute autre affirmation du prolétariat. Tandis qu'on rencontre d'énormes difficultés pour mettre en mouvement les ouvriers pour des revendications de caractère économique immédiat, telles, par exemple, que la lutte pour une aide plus large aux chômeurs, contre l'augmentation des loyers ou pour la défense et l'augmentation des salaires, — la « majorité » fait de grandes proclamations pour la grève générale politique, sans d'ailleurs indiquer les objectifs concrets pour lesquels la grève générale politique devrait être déclenchée. Par suite, elle porte la plus grande confusion non seulement parmi les « masses » influencées par le Parti, mais parmi les membres du Parti eux-mêmes.

L'opposition, au contraire, soit sur la situation italienne, soit sur toute une autre série de problèmes, a exprimé des idées bien différentes.

L'opposition a été la première à souligner les signes de la gravité de la situation italienne. Cette gravité apparaît par maints indices. La balance commerciale italienne se solde par un passif de plus de 6 milliards. Dans les dernières années, l'industrie italienne a largement recouru aux emprunts à l'étranger afin d'effectuer sa rationalisation. Mais aujourd'hui,

d'hui, presque toutes les branches de l'industrie italienne sont frappées par une crise de surproduction à laquelle correspond une sous-consommation vraie et propre. Les industries du textile, de l'automobile, les mécaniques, les constructions navales, les constructions de matériel pour les chemins de fer sont particulièrement frappées. Toutes ces industries sont frappées par la concurrence sur les marchés étrangers. Mais elles le sont aussi, malgré la haute protection douanière dont elles sont l'objet, sur le marché intérieur, au moins pour une grande partie.

La crise est très grave aussi dans l'agriculture. Le problème qui est à la base de la crise agraire en Italie aussi, est le problème des prix de revient. Suivant un économiste bourgeois, tandis que les prix, par rapport à l'avant-guerre, avaient augmenté de 49 %, le prix de revient de la production agricole a augmenté de plus de 120 %. La presse fasciste a exalté, il y a un an, les résultats de la « bataille du blé » pour le fait que la récolte du blé en Italie avait atteint environ 70 millions de quintaux de blé : à savoir, dix millions de quintaux en plus de la production *moyenne* des années précédentes. Ce résultat, suivant la presse fasciste, découle du développement de la technique agraire et des engrais chimiques.

Il faut, au contraire, affirmer, qu'un tel résultat est dû essentiellement à la saison favorable, ce qui est prouvé par le fait que presque tout le surplus de blé obtenu provient des régions du midi, où, justement, la technique agraire et les engrais chimiques sont, aujourd'hui encore, à un niveau très bas. Quoi qu'il en soit, cette augmentation de la production du blé, qui s'est vérifiée parallèlement à l'allure favorable de la production de blé dans presque tous les pays producteurs n'a nullement été favorable à l'économie italienne. Au contraire, elle a provoqué l'aggravation des conditions et la ruine de nombreux petits paysans. En effet, la chute des prix intérieurs du blé, malgré l'augmentation continue des tarifs douaniers, a été très sensible ; et de nombreux petits et moyens producteurs de blé en ont été et en sont encore frappés. Par-dessus le marché l'augmentation de la quantité de blé à l'intérieur a diminué la nécessité de l'importation de blé étranger, ce qui provoque un déséquilibre assez sensible dans le budget de l'Etat, qui perd le prix des taxes douanières sur le blé correspondant aux millions de quintaux qui ne sont pas importés.

En plus de la crise du blé, nous avons en Italie la crise de l'olivier, la crise dans la production du vin, la crise dans la production du chanvre, etc. Les hommes d'Etat se consolent et cherchent à consoler les autres en affirmant que la crise industrielle ou agraire ne frappe pas seulement l'Italie, mais encore plus durement les autres pays.

Crise industrielle donc, et crise agricole. Crise de surproduction et crise de sous-consommation. Ruine de petits commerçants, des petits industriels, des petits cultivateurs. Concentration puissante : bancaire, industrielle, commerciale, et aussi agricole. Réduction des salaires (les salaires actuels sont en moyenne inférieurs de 40 et même de 50 % aux salaires conquis par les ouvriers en 1919-20) ; augmentation des heures de travail (dans plusieurs industries on doit travailler 12 heures par jour, dans l'agriculture on travaille même 13 et 14 heures par jour), augmentation des impôts : sur les ouvriers, sur les paysans, les petits commerçants ; un chômage ouvrier et agricole qui atteint au moins le chiffre d'un million de chômeurs, dont moins de la moitié bénéficie de l'allocation chômage de 3,25 lire par jour. *Les perspectives immédiates sont les perspectives d'une aggravation ultérieure de la situation*, même si la reprise des travaux agricoles réussit, en partie, à atténuer le phénomène du chômage parmi les travailleurs des champs. Mais la question n'est pas de « photographier » la situation économique actuelle : le problème est de savoir si *cette* crise sera la dernière du capitalisme italien ou bien si, à la faveur de circonstances déterminées (intérieures ou internationales) le capitalisme ne pourra pas éventuellement se ressaisir encore pour une période plus ou moins longue.

Concrètement : si nous nous représentons la crise actuelle comme une ligne, aurons-nous un segment qui aboutit tout droit à la guerre ou à la révolution, ou bien aurons-nous une ligne en zigzag, ce qui montrerait que, bien qu'en allant toujours plus vers un empirement général de la situation, le capitalisme italien aura encore quelque répit ? La majorité du centre dirigeant est d'avis que le capitalisme italien se précipite *directement* et *rapidement* vers sa chute finale. Nous pensons, au contraire, qu'on ne peut pas exclure la possibilité que cette crise aussi puisse être provisoirement surmontée.

Il existe déjà des facteurs objectifs qui tendent à rendre moins lourde au capitalisme italien la situation actuelle. Tandis qu'au commencement de l'hiver le capitalisme italien

était tenaillé par l'impossibilité de donner du travail au moins à une partie des ouvriers chômeurs, à présent les travaux d'été à la campagne lui donnent la possibilité de considérer le problème avec moins de préoccupation. En outre, le krach boursier américain — provoqué par une crise profonde de surproduction, a libéré une certaine quantité de capitaux qui affluent à présent avec plus d'abondance sur le marché européen. Le taux d'escompte a été abaissé, ce qui soulage les industriels et les propriétaires agraires (et aussi les petits commerçants et les petits cultivateurs), qui entrevoient la possibilité de produire à un prix de revient inférieur et, par conséquent, d'augmenter la vente. Il s'agit pour le moment d'éléments très faibles qui servent plus à retarder la précipitation à la crise, qu'à la surmonter. Mais en politique — retarder une crise, reculer l'aggravation — *signifie souvent aussi la possibilité de surmonter cette crise*, même si cela implique un approfondissement et un élargissement des causes générales de la crise et qui lui donneront plus tard un caractère plus aigu et plus difficilement surmontable. A ces facteurs plus faibles, il faut ajouter le facteur principal : la faiblesse révolutionnaire du Parti et l'esprit de lutte des masses.

Pour ce qui est de la capacité d'intervention du Parti dans la situation italienne, notre avis n'est pas seulement basé sur les forces numériques dont le Parti dispose, forces très faibles comme effectifs ; ni sur les conditions pénibles où son centre dirigeant est réduit maintenant, — mais il est basé surtout sur les conditions politiques et d'organisation dans lesquelles se trouve aujourd'hui la base du Parti, et sur les difficultés que cette base rencontre pour se frayer un chemin parmi les masses. La majorité de nos membres actuels possèdent une capacité politique très limitée. Plusieurs dirigeants actuels de nos Fédérations, de nos secteurs, de nos cellules, sont des camarades hier encore incapables de diriger même une petite cellule. Nos meilleurs cadres, nos anciens (anciens par l'expérience politique et l'ancienneté dans le Parti, mais jeunes d'âge) secrétaires fédéraux, nos secrétaires de Régions, les secrétaires de nos cellules de rue et d'usine qui ont vécu l'expérience du Parti dès sa naissance et de toute la lutte contre le fascisme, sont aujourd'hui en prison ou surveillés très strictement. Nous les avons remplacés une, deux, trois, quatre fois, jusqu'à ce que nous ayons été obligés de placer comme dirigeants des organisations des cama-

rades disposant certainement d'une très grande bonne volonté et d'esprit de sacrifice, mais qui en réalité étaient auparavant un peu la « réserve » de l'armée prolétarienne. A cette capacité affaiblie des camarades de la base correspond une augmentation, bien que relative, des difficultés du travail parmi les masses ; difficultés dues à la chasse impitoyable de la police, au manque de moyens techniques, à la terreur qui règne encore parmi les masses.

Pour ce qui est de l'esprit de lutte des masses, nous sommes aussi en désaccord avec la direction du Parti. Elle voit « les larges masses dans la rue ». Pour elle la tâche consiste seulement à porter le Parti « à la tête de ces masses déjà en mouvement ». Elle voit, comme nous l'avons déjà dit, les « masses » de paysans luttant les armes à la main contre les Podestats, « contre les fascistes » ; les « colonnes de manifestants mettant en fuite les miliciens fascistes » ; « la milice en déroute devant les masses en mouvement ». Et tout cela non seulement comme des faits importants mais épisodiques, mais comme un phénomène général, se produisant journellement d'un bout à l'autre de l'Italie. Malheureusement toute cette vision n'est pour 90 % que pure fantaisie. Celui qui, à l'étranger, lit aujourd'hui la presse illégale de notre Parti, reçoit d'emblée l'impression qu'en Italie nous sommes en plein mouvement révolutionnaire des masses. Ce qui ne sert qu'à satisfaire Piatnitsky à Moscou. La réalité est que les masses ouvrières italiennes en sont, aujourd'hui encore, aux premières tentatives pour sortir de la passivité. Elles sont mécontentes. Elles ridiculisent le fascisme et quand c'est possible, en disent grand mal. Mais de cet état effectif de mécontentement sourd à l'action ouverte des larges masses, il y a un grand pas à franchir. Les masses ne sont encore actives pour plusieurs raisons : 1) parce que notre Parti n'est capable de développer qu'une activité très limitée de propagande et d'agitation parmi les masses ; 2) parce que les masses sont privées de toute organisation légale qui ne soit directement contrôlée par le fascisme ; 3) parce que les masses ont encore peur du Tribunal Spécial et surtout du chômage. En outre, les masses sont encore idéologiquement dispersées. Non seulement il est faux, ce que la majorité affirme, qu'en Italie le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan soit un fait accompli ; non seulement il est faux que « le prolétariat en entier et les larges masses travailleuses se posent aujourd'hui le dilemme : Fascisme ou Communisme » — mais il est vrai

au contraire, que même des ouvriers, même des camarades militant depuis plusieurs années dans le Parti, espèrent que le salut viendra de la social-démocratie, du Pape, ou du Prince héritier... Sur le terrain syndical, par exemple, le fascisme n'a pas réussi à s'attacher les ouvriers, pas plus qu'il n'y a réussi sur le terrain idéologique général, ou sur le terrain politique. Les ouvriers sont contre le fascisme. Et en général un ouvrier se considère comme cruellement offensé si on l'appelle fasciste... Mais malgré tout les fascistes sont à même de contrôler très strictement les masses ouvrières. A travers toute une série d'institutions (sportives, éducatives, d'amusement), ils enrôlent des millions d'ouvriers. Dans une ville comme Turin, par exemple, où notre Parti a des traditions bien enracinées, où les luttes révolutionnaires du prolétariat ont été très âpres, chaque samedi, toutes les demi-heures, partent des trains bondés d'ouvriers (jeunes hommes, femmes) qui vont faire de petits voyages d'agrément sous le contrôle du « Dopolavoro » fasciste. Un autre phénomène est la renaissance du sentiment religieux. Toujours à Turin, pour nous borner à cette ville, dans un quartier où notre Parti avait jadis été puissant, quartier strictement ouvrier où, en 1919-20, pas un chien n'allait à l'Eglise, tous les dimanches matin l'église est littéralement bondée et les personnes qui écoutent la messe débordent dans la moitié de la rue.

Cet aperçu de la situation qui, peut-être, pourrait être jugé un peu sombre, correspond à la réalité. Cela n'empêche pas qu'il y ait des épisodes de lutte, et une certaine reprise parmi les masses.

Et si ces épisodes et cette reprise sont confrontés avec la situation italienne, on voit tout de suite qu'ils sont extrêmement importants.

1) En novembre dernier les paysans de Sulmona (petite ville des Abruzzes en Italie centrale) ont fait une démonstration spontanée au cri de « Dehors les Autrichiens » et contre l'octroi. La manifestation, bien que notre Parti n'ait pas eu la possibilité d'avoir des informations directes, doit avoir été très importante, car la presse fasciste elle-même, quelques mois après, a été forcée de reconnaître cette importance. En réalité, les dispositions adoptées récemment par le gouvernement fasciste d'abolir l'octroi dans toutes les villes italiennes, signifient l'acceptation des remontrances des paysans, remontrances qui ont explosé dans les « faits de Sulmona ».

2) A Turin, à la « Fiat » (usine la plus importante de la ville) un ouvrier fasciste a giflé un contremaître, lui aussi fasciste. Et ceci, comme signe de protestation contre l'attitude des entrepreneurs qui, faute de travail, envisageaient la fermeture de quelques ateliers de l'usine.

3) A Carpi, en Emilie, a eu lieu une démonstration d'ouvriers chômeurs (1.500 environ) ; manifestation toute pacifique, tellement pacifique qu'elle s'est dissoute tranquillement et sans un cri lorsque le Podestat fasciste a prié les manifestants de regagner leurs maisons, leur assurant qu'on allait envisager le moyen de donner à manger aux plus misérables.

4) A Faenza (Romagne), un ouvrier, sympathisant communiste, a tué deux fascistes pour des raisons, au fond, politiques. Les fascistes ont immédiatement mobilisé et ils se sont livrés aux violences habituelles (bastonnades, dévastations et pillages des maisons des éléments connus comme antifascistes, etc., un ouvrier a été tué). Comme ces violences atteignaient aussi les antifascistes de la campagne, la famille Sangiorio, sympathisante communiste, s'est barricadée dans sa maison et s'est défendue les armes à la main contre les fascistes. La reddition a eu lieu seulement lorsque la milice fasciste a été retirée et que les gendarmes (carabinieri) sont arrivés sur place. Ce fait est très important, car depuis plusieurs années, en Italie, on n'avait plus vu d'épisodes de résistance armée par un groupe d'ouvriers ou par une famille, aux violences fascistes.

5) Récemment encore on a eu les faits de Martina Franca.

Mais bien d'autres épisodes d'importance moindre pourraient encore être énumérés. Ceux que nous indiquons sont pourtant les plus caractéristiques, les plus importants, ceux qui servent le mieux à éclairer la situation. Comme on le voit, il s'agit à présent seulement d'épisodes de réaction spontanée des masses contre quelques-uns des aspects les plus hideux de la domination fasciste et contre quelques dispositions adoptées par des industriels à la suite du manque de travail. Mais nous sommes encore très loin des larges mouvements de masse dont parle la presse illégale du Parti, de même que la presse légale éditée à l'étranger. En plus, tous ces épisodes de lutte se sont déroulés en dehors de l'intervention directe du Parti. Le Parti en a eu connaissance seulement après coup. Ce qui prouve d'un côté que la situation

italienne est grave et que le mécontentement des masses est aigu, car si ces masses cherchent à se mettre en mouvement spontanément c'est parce qu'elles jugent la situation désormais intolérable ; et d'autre part, cela prouve la faiblesse de notre Parti qui ne réussit pas à se trouver présent dans toute la mesure où l'exige la situation.

Or, si l'essor des masses vers la lutte est encore si faible, si des couches très larges de la population travailleuse italienne, et même de nos camarades, espèrent que l'affranchissement de l'esclavage fasciste viendra du Pape, de la social-démocratie ou du Prince héritier, ou de l'Armée Rouge, ou de la révolution chinoise ou hindoue victorieuse ; bref, de tout, sauf de ses propres forces et de sa propre lutte, si, en même temps, la faiblesse du Parti est telle qu'il est dans l'impossibilité de bien orienter même ses membres — comment est-il possible de nier que le capitalisme italien a peut-être encore la possibilité de surmonter la crise actuelle comme il a surmonté les précédentes ? Pour que le capitalisme italien n'ait plus de possibilité de surmonter la crise actuelle, deux choses au moins sont nécessaires : 1) que le Parti soit réellement capable de se mettre à la tête des masses ; à savoir : que le Parti réussisse, au cours de la lutte, à conquérir et à organiser les masses et avant tout les couches décisives du prolétariat ; 2) que les masses interviennent dans la lutte avec un tel essor que les rapports de force actuels en soient renversés. Si ces deux conditions ne se vérifient pas (et elles se conditionnent mutuellement), alors le capitalisme italien aura la possibilité de surmonter et la crise actuelle et d'autres crises encore qui se présenteront à l'avenir. Croire autre chose c'est s'amuser avec des phrases et être bien convaincu, au fond, que la révolution victorieuse nous sera donnée comme un cadeau par le développement spontané des événements ; tout comme ce même développement spontané nous aurait fait cadeau en Italie de la formation toute prête du bloc révolutionnaire ouvrier-paysan.

SUR LA NATURE DU FASCISME

Ercoli, Tasca et Compagnie ont toujours considéré essentiellement le fascisme comme un mouvement des masses petites-bourgeoises de la ville et de la campagne. Ils considèrent le fascisme comme l'expression politique d'intérêts qui ne sont pas les intérêts de la bourgeoisie, ni ceux du prolé-

riat, mais les intérêts des couches moyennes. D'après eux, le fascisme était à l'origine un mouvement politique « autonome » s'opposant aussi bien au prolétariat qu'à la bourgeoisie et, en particulier, aux grands intérêts financiers. Il en aurait été ainsi jusqu'à la Marche sur Rome. Avec la prise du pouvoir le fascisme aurait subi une sorte de métamorphose, de changement dans sa propre nature. Il aurait cessé peu à peu d'être l'expression des intérêts des couches moyennes de la ville et des campagnes pour devenir toujours plus l'élément unificateur des intérêts du capital financier, de la grande industrie, des grands propriétaires fonciers.

En partant de cette manière de considérer la nature et le développement du fascisme, le centre dirigeant de notre Parti est arrivé à la formule : « Fascisme équivaut Capitalisme », ce qui signifie que le fascisme est *devenu* (auparavant il ne l'était pas) l'équivalent du capitalisme. Sur la base de cette appréciation de la nature et de l'évolution du fascisme, le Centre dirigeant de notre Parti en est arrivé à toute une série de positions complètement opportunistes.

Au moyen d'un procédé logique très compliqué, la première conclusion à laquelle notre Parti est arrivé, en plein accord avec l'Internationale Communiste, a été la suivante : en Italie, à l'ordre du jour il n'y a pas une révolution prolétarienne à accomplir, mais une « révolution démocratique bourgeoise ». Cette perspective, que nous estimons en frappant contraste avec tout le développement historique de la société italienne, et qui aboutit à faire reculer la société italienne jusqu'aux années précédant 1870, trouve son expression parachevée dans une résolution adoptée à Moscou en janvier 1927 où elle est résumée dans la formulation synthétique de la « Révolution populaire ». Donc : première erreur capitale, fondamentale : la confusion de deux périodes historiques essentiellement différentes, et l'erreur de confier à une classe la tâche de refaire une révolution qui a déjà été faite par une classe qu'il faut actuellement enterrer. De cette erreur en découle une autre : celle de la « période de transition ». De l'idée qu'en Italie c'est la révolution démocratique-bourgeoise qui est à l'ordre du jour (au lieu de la révolution prolétarienne) on est arrivé à l'affirmation (qui, au point de vue politique a une grande importance, bien qu'elle puisse paraître comme un lieu commun étant donné certaines prémisses), qu'entre la chute du fascisme et l'instauration de la dictature du prolétariat nous aurons en Italie une « période

de transition » plus ou moins longue, caractérisée par des luttes plus ou moins profondes suivant les rapports de force qui s'établiront et la capacité des masses, sous la direction de notre Parti, de *transformer la « Révolution populaire » qui renversera le fascisme, en une révolution prolétarienne.*

La « période de transition », on le voit tout de suite, a ici un caractère très précis : elle est donnée par la « Révolution populaire » qui renversera le fascisme et qui constituerait le passage nécessaire pour arriver après la Révolution prolétarienne.

Or, nous jugeons tout cela comme une véritable salade, confectionnée au four opportuniste, incapable de saisir les faits tels qu'ils sont et tels qu'ils se développent.

Nous repoussons la conception selon laquelle le fascisme aurait été essentiellement le mouvement et l'expression des intérêts des couches moyennes des villes et des campagnes jusqu'à la conquête du pouvoir, et serait devenu, cette conquête achevée, l'équivalent du capitalisme. Nous repoussons aussi toutes les conséquences découlant de cette position que nous jugeons fausse.

A notre avis le fascisme, *dès son origine*, doit être interprété comme l'ensemble des moyens que, dans la situation particulière italienne, la bourgeoisie italienne a été forcée d'adopter pour se défendre contre la vague révolutionnaire montante des masses, pour résoudre certaines questions inhérentes à sa propre réorganisation intérieure, et pour assurer sa propre situation de classe dominante. Bref, on doit affirmer que le fascisme italien n'est que la méthode particulière de domination à laquelle la bourgeoisie italienne, dans sa phase impérialiste actuelle a été réduite à recourir pour assurer sa propre domination.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la bourgeoisie italienne, qui a réussi pour toute une période historique à assurer et à développer sa propre domination au moyen de l'application de la méthode démocratique, s'est aperçue à un moment donné que cette méthode ne répondait plus désormais à son but. A la fin de la guerre les contradictions intérieures de la société italienne étaient extrêmement graves. D'un côté il y avait les larges masses d'ouvriers animés d'un esprit révolutionnaire considérable, disposés et décidés à la lutte pour le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat à l'exemple du prolétariat russe ; (avec les ouvriers proprement dits il y avait

les larges masses des salariés agricoles, des journaliers, des petits paysans et une partie considérable de la petite bourgeoisie urbaine). De l'autre côté se tenait la bourgeoisie, dans son ensemble. A l'usine, dans les campagnes, la discipline capitaliste était piétinée. Les grèves à caractère économique ou politique éclataient à tout moment. Les ouvriers obéissaient aux Commissions Intérieures de l'usine, à leurs propres Conseils d'Usines, et non pas aux représentants des patrons. Partout apparaissait l'emblème de la Faucille et du Marteau. Pour endiguer ce mouvement ouvrier impétueux et chaotique, manquant d'une discipline révolutionnaire (car alors manquait encore le Parti révolutionnaire) la bourgeoisie italienne créa dans un premier stade la *Guardia Regia* sans rencontrer la moindre protestation de la part des députés socialistes au Parlement. Mais la *Guardia Regia* ne suffisait pas à atteindre le but. D'abord sa composition sociale ne la destinait pas tout à fait pour faire face aux ouvriers dans la rue. En outre, comme elle était un organe légal de l'Etat, elle devait agir suivant des règles déterminées qui parfois, à la suite de la situation politique générale, en ralentissaient l'emploi. En troisième lieu, le gouvernement ne pouvait pas trop recourir à la *Guardia Regia* pour ne pas se heurter à une opposition parlementaire trop forte qui, à cette époque, faisait « peur ». Enfin, la *Guardia Regia* servait particulièrement les intérêts d'un groupe bourgeois (le groupe Nitti) et pouvait être manœuvrée contre l'autre groupe qui s'était particulièrement distingué pour l'intervention de l'Italie dans la guerre mondiale et pour l'aventure de Gabriele d'Annunzio à Fiume. Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie, après l'armistice, comprit la nécessité où elle se trouvait de susciter un autre mouvement susceptible d'être manœuvré au moment donné. Cet autre mouvement existait déjà, en réalité ; il était représenté par le mouvement de l'interventionnisme soi-disant révolutionnaire que la bourgeoisie italienne (en collaboration avec les millions de la bourgeoisie française) avait créé avant la guerre. Ce nouveau mouvement fut le mouvement fasciste. Dès sa naissance, celui-ci fut financé par la bourgeoisie italienne et on peut l'affirmer, alors qu'il n'était encore qu'un mouvement d'intervention. Les « squadre di azione » (équipes d'action) étaient formées par d'anciens bagnards qui s'étaient « rachetés » au moment de la guerre, par des résidus de bataillons d'assaut de la guerre impérialiste, par des éléments du « Lumpenproletariat » et elles étaient dirigées par des offi-

ciers de l'armée, en service actif pour une grande partie. La « création » du mouvement fasciste a permis à la bourgeoisie italienne d'allier la méthode démocratique légale de répression avec la méthode extra-légale de la violence directe. Où l'on jugeait bon de les employer on appelait les policiers, la *Guardia Regia*, les gendarmes. Là où ils n'étaient pas jugés opportuns, on appelait l'équipe fasciste d'action, qui, il ne faut pas l'oublier, opérait toujours sous la protection des forces de l'appareil étatique. Les gros industriels, la Banque d'Etat, la presse bourgeoise, chacun de son côté, contribuait par l'argent, par la fourniture d'armes et de moyens techniques, par l'exaltation dans les journaux, etc., à valoriser, à glorifier les « squadre d'azione » fascistes et les coups qu'elles infligeaient au prolétariat. Naturellement cette action n'était pas limitée au jeu des poignards et des bombes : elle était aussi une action politique. La stratégie de la bourgeoisie italienne sur ce terrain a été très simple. D'un côté elle s'efforçait d'endormir le prolétariat par l'opium du réformisme, par des paroles démocratiques et progressistes prononcées à la Chambre des Députés ; de l'autre côté elle opérait pour séparer du prolétariat les paysans et la petite bourgeoisie urbaine. La tactique consistait à illusionner le prolétariat par des formules démocratiques et par certaines « concessions », tout en luttant pour abattre ce même prolétariat sous les coups de poignard et les bombes des « squadre d'azione » fascistes. En même temps les fascistes arboraient un programme fait exors pour séparer les paysans et les couches moyennes urbaines du prolétariat et les mobiliser contre lui. Dans ce programme on parle de « la terre aux paysans », de « l'abolition des « Mense vescovili » (prébendes de l'organisation de l'Eglise) », de « lutte contre la ploutocratie », de « république », etc., etc. Mais ce programme n'était en réalité qu'une manœuvre tactique accomplie par la bourgeoisie à travers le mouvement fasciste dans le but de mieux réaliser ses propres desseins. A peine le prolétariat fut-il affaibli ou battu, que la lutte commença contre les paysans « blancs » (catholiques) que les fascistes appelaient des bolchéviks en soutane. Et ainsi de suite. La défaite du prolétariat amena la défaite de l'ensemble des masses travailleuses italiennes.

Tandis qu'à un premier stade le mouvement fasciste extra-légal complétait la répression légale de l'Etat bourgeois, par la suite le mouvement extra-légal acquit une importance toujours plus grandissante. Le pouvoir étatique devint un élé-

ment subsidiaire, de couverture dans la lutte armée contre le prolétariat. On arrive ainsi à la Marche sur Rome, qui ne représente nullement la conquête du pouvoir par la petite bourgeoisie, comme le disent Tasca, Ercoli et Compagnie, mais qui représente au contraire, le passage ouvert de la machine étatique aux mains du capital financier. Avec la Marche sur Rome la petite bourgeoisie et les couches moyennes se voient barrer toute possibilité d'intervention directe dans les affaires de l'Etat. C'est donc justement le contraire de ce que les « majoritaires » ont affirmé, qui s'est produit dans la réalité.

Cette question aurait besoin d'être développée ultérieurement. Mais les quelques mots que nous en avons dits suffisent à notre avis à bien établir que le fascisme ne doit pas être compris comme un mouvement autonome de masses petites-bourgeoises qui, avec la Marche sur Rome, s'emparent du pouvoir, mais comme une méthode particulière de domination de la bourgeoisie dans une période donnée et dans un milieu historique donné. La bourgeoisie a certainement réussi à mobiliser grâce à cette méthode de larges couches paysannes et petites-bourgeoises urbaines et même des couches ouvrières. Mais la direction effective du mouvement fasciste est toujours demeurée aux mains de la grande bourgeoisie qui, par son entremise, a eu la possibilité de reprendre le contrôle politique et de briser le mouvement du prolétariat.

DE LA PERIODE DE TRANSITION

Nous avons vu ce que la direction du P.C.I. appelait « période de transition ». Actuellement — surtout sous l'aiguillon de notre critique et pour rester à la surface avec le nouveau cours dans l'I.C. — cette direction a quitté soit ses positions de la « révolution populaire », soit ses positions sur la « période de transition ». Mais elle les a quittées à la légère, sans bien comprendre ce qu'elle mettait de côté, et sans bien comprendre par quoi elle remplaçait ces positions abandonnées. Si bien que nous assistons au changement de scène suivant : tandis qu'hier encore on jugeait exalté ou pire celui qui osait lutter contre la perspective de la « révolution populaire » en Italie et contre la période de transition de type opportuniste, on menace de mesures d'organisation le malheureux camarade de l'appareil ou de la base qui n'a pas encore réussi à bien se rendre compte du revirement de ses « chefs ». La

majorité actuelle du C.C. de notre parti ne se borne pas aujourd'hui à nier et à bafouer ce qui hier encore de l'air le plus sérieux elle avait appuyé et défendu. Avec le zèle propre aux opportunistes désireux de faire oublier à tout prix les péchés du passé, la majorité tombe à présent dans l'excès opposé, bien que cet excès soit en réalité lié en fin de compte aux fautes identiques d'hier. Aujourd'hui la majorité du C.C. du P.C.I. nie que la bourgeoisie italienne puisse encore tenter la manœuvre inverse de celle accomplie il y a huit ans, c'est-à-dire qu'on nie toute possibilité pour la bourgeoisie italienne de tenter d'une manière quelconque et avec quelque résultat, une manœuvre qui puisse ramener, au moins dans ses apparences extérieures, l'Etat italien sur des bases démocratiques. Elle estime que l'Etat italien ne peut que se « fasciser » d'avantage et elle nie que sur cette ligne de « fascisation » il puisse y avoir des interruptions et des reculs.

Nous sommes au contraire d'avis qu'il n'est pas possible de nier d'une façon absolue la possibilité pour la bourgeoisie de tenter et d'accomplir des manœuvres très vastes qui puissent donner, pour une période indéterminée, l'illusion aux masses que la dictature ouverte du fascisme est terminée et que dorénavant on reviendra sous l'empire de la loi « égale pour tous les citoyens » égaux entre eux. Nous estimons qu'il est faux d'identifier la ligne historique de développement d'un mouvement donné avec les étapes de ce mouvement qui, dans leur ensemble, servent à déterminer cette ligne historique. Par exemple : pouvons-nous exclure pour l'Italie la possibilité d'une situation dans laquelle la méthode fasciste de domination aura déjà fourni à la bourgeoisie tout ce qu'elle pouvait lui apporter ? A un moment donné du développement des contrastes de classe, quand le prolétariat aura recommencé à lutter d'une manière générale, quand le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan sur le terrain de la lutte sera un fait accompli et que la bourgeoisie constatera que même avec la méthode fasciste elle ne réussit plus à garder sa domination et qu'au contraire, l'application ultérieure de cette méthode ne ferait que hâter la catastrophe — à ce moment-là pourquoi donc la bourgeoisie n'essaiera-t-elle pas une diversion (la forme fasciste de sa domination ayant sauté sous l'action révolutionnaire des masses), des formes évidemment différentes des précédentes, la forme de sa dictature démocratique ? Ne voyons-nous pas déjà sur la scène politique tout un personnel politique lié à de larges couches

de la population italienne, qui gagne toujours davantage d'adhésions parmi les couches de paysans, de petits-bourgeois et aussi dans une partie de la bourgeoisie, qui se détachent et s'éloignent de la direction idéologique et politique du fascisme ? Ce personnel politique n'est-il pas fourni par les cadres de la Concentration Antifasciste, composés de républicains, de social-démocrates, de maximalistes, jusqu'à réunir, au point de vue politique, certains éléments bourgeois possédant encore une large influence et qui, peut-être, l'étendront encore (au sein de leur propre classe), tels que les ex-ministres Nitti, Storza, etc ? Et la bourgeoisie ne pourra-t-elle pas, à travers ce nouveau personnel politique et avec une réadaptation à la méthode démocratique, reprendre le contrôle politique et d'organisation sur une partie au moins de ces couches sociales qu'elle perd aujourd'hui ? Et la forme actuelle d'organisation de l'État, brisée par le développement de la Révolution prolétarienne, pourra-t-elle l'empêcher d'accomplir cette manœuvre ?

Il est clair que la réalisation d'une telle manœuvre est subordonnée à toute une série de facteurs qui serviront à établir à ce moment donné et sur le terrain de la lutte réelle, les rapports concrets de force entre les classes. Par conséquent, comme il est absurde d'affirmer, dès aujourd'hui, que la bourgeoisie ne pourra pas accomplir une telle manœuvre, il est également absurde d'affirmer que cette manœuvre sera sans aucun doute tentée et effectuée. Mais, en raisonnant en marxiste, il est nécessaire de tenir compte aussi de la possibilité d'une telle éventualité car au point de vue historique et politique elle n'est nullement exclue, et c'est seulement de cette manière que le Parti réussira à mobiliser les masses pour l'éviter ou pour la briser aux mains de la classe dominante. Le danger, au point de vue politique, est très grave, car la révolution prolétarienne n'est pas la résultante de procédés mécaniques : mais le résultat de l'intervention politique active de larges masses d'hommes prêts à tous les sacrifices pour atteindre la victoire. Or, une manœuvre politique qui trouve les masses non préparées à lui tenir tête, peut semer l'incertitude parmi ces masses, et même provoquer leur désagrégation pour une période plus ou moins longue. Et l'incertitude et la désagrégation des masses au point culminant de la lutte, lorsqu'il faut passer décemment le Rubicon, ou bien être vaincu, peut signifier la perte d'une occasion révolutionnaire pour des années entières.

Une manœuvre de ce genre a été tentée par la bourgeoisie italienne après le crime Matteotti, en 1924. Elle n'a même pas eu besoin de l'effectuer, car il a suffi de la promettre pour désagréger d'un coup le soi-disant Aventin et pour déterminer des oscillations très sensibles parmi les éléments dirigeants de notre Parti. Devant le mouvement de masses, Mussolini lança la promesse des élections générales. Et cette promesse a suffi pour faire s'écrouler d'un seul coup les plus fiers propos (il ne s'agissait que de propos) de lutte de la coalition aventinienne. A peine l'Aventin laissa-t-il percer son impuissance, que Mussolini réavala sa promesse d'élections et prononça le discours du 3 janvier 1925 dans lequel il finit par disperser l'Aventin lui-même.

Donc, lorsque la direction du P.C.I. nie d'une façon absolue la possibilité pour la bourgeoisie d'une manœuvre du genre de celle que nous venons d'indiquer, elle ne fait que commettre une erreur énorme, de caractère infantile, en se berçant des illusions les plus fantasques. D'autre part, cette erreur est liée à la caractérisation que la dite direction donne du fascisme considéré par elle dans un premier temps comme l'expression politique et idéologique des intérêts des couches moyennes, et transformé ensuite en capitalisme sous la poussée de circonstances extérieures. La majorité considère le fascisme comme quelque chose qui s'est collé à la robe de la bourgeoisie le long du laborieux chemin de celle-ci. Aujourd'hui la bourgeoisie ne pourrait plus se libérer de cette espèce de parasite, car il a pénétré trop profondément sa chair jusqu'à se confondre avec elle. Le fascisme ne permettait plus à la bourgeoisie de le chasser ; il réagirait les armes à la main, etc., etc. Comme nous l'avons vu, considérer le fascisme de cette manière, c'est une erreur qui contraste avec les origines, le développement et la nature elle-même du mouvement fasciste en Italie.

DE LA NATURE DU PARTI

Mais nous sommes en désaccord avec la direction actuelle du Parti Communiste Italien non seulement sur l'analyse de la situation économique italienne, sur la nature du fascisme, etc., mais encore sur toute une série d'autres problèmes que nous avons déjà abordés en partie, mais sur lesquels il faudra revenir.

Ainsi nous sommes en opposition aussi sur le problème

particulièrement important de la nature du Parti de la classe ouvrière, du Parti Communiste. Cette divergence a surgi apparemment en une circonstance occasionnelle : en réalité elle existait avant qu'une discussion avec Ercoli eût donné à cette opposition une forme précise et définie. La définition récemment donnée par Ercoli dans une discussion à Moscou sur la nature du Parti est la suivante : « *Le Parti est une chose artificielle.* » Parmi toutes les définitions qui ont été jusqu'ici données du Parti, celle d'Ercoli brille par son caractère aventuriste, par son manque de tout lien avec la classe et avec la situation dans laquelle la classe agit et lutte. Mais cette définition du Parti comme une chose artificielle correspond exactement à la politique que le centre dirigeant du P.C.I. a menée et veut continuer à mener en Italie. Si le Parti est une chose artificielle, il est clair qu'artificiels sont aussi les rapports qui s'établissent entre le Parti et sa classe : la classe ouvrière. Mais alors les rapports qui s'établissent entre la classe ouvrière et les autres classes de la société sont aussi artificiels. Et comme la société n'est qu'un système de rapports entre les classes, il en résulte que la société elle-même, toute entière, est une chose artificielle ; et artificiel est le milieu dans lequel la société vit... etc. En poursuivant sur cette voie, on arrive à admettre que la société et l'univers sont produits par l'esprit : à savoir, l'on arrive à Dieu ! Ercoli n'est pas encore arrivé à Dieu, mais il est quand même allé si loin, qu'il a révélé ce qu'il a toujours été : un petit bourgeois opportuniste, imprégné de lieux communs philosophiques, incapable de toute élaboration personnelle des problèmes, désireux de rester toujours à la surface, et capable de changer d'opinion sur le même problème à chaque instant s'il s'aperçoit que cette conversion lui permet de rester du côté du manche.

Justement parce que le Parti est considéré comme une « chose artificielle », justement parce qu'on juge que tout est artificiel dans la société, il arrive que la méthode dialectique du marxisme est remplacée par des schémas intellectuels. A l'étude et à l'interprétation des faits réels on substitue les « produits de l'esprit ». De cette manière on voit le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan tout prêt. On voit les masses paysannes chassant le fascisme, les colonnes de chômeurs, les « marches de la faim », se ruant et mettant en déroute les gendarmes, etc., etc. On arrive à voir tout ce qu'on veut. Mais ce que l'on voit n'existe, en réalité, que dans la pensée, dans l'imagination. Il est clair que de cette manière on se barre le

chemin non seulement d'une bonne politique prolétarienne, mais aussi celui d'une politique quelconque ; on oscille continuellement d'un pôle à l'autre de l'opportunisme le plus avéré à l'ultra-gauchisme le plus fanfaron.

Avec la conception que les dirigeants actuels se font du Parti on arrive nécessairement à fausser toute chose. Aussi les faits réels sont-ils adaptés et présentés sous un jour entièrement faux. Le fait que des fascistes frappent jusqu'au sang un ouvrier est décrit comme un conflit armé entre fascistes et ouvriers dans la rue. Les mots d'ordre du Parti au lieu d'être lancés en fonction de la ligne générale du mouvement et en tenant compte des rapports de force réels entre le prolétariat et les masses laborieuses et leurs ennemis, découlent de constructions purement abstraites. La ligne politique du Parti change à tout moment et devient un galimatias incompréhensible. En un mot : on foule aux pieds le marxisme et l'on tombe quatre-vingt ans après la parution du *Manifeste des Communistes*, dans l'utopisme contre-révolutionnaire.

Nous sommes persuadés au contraire, que le Parti communiste est et doit être l'avant-garde de la classe ouvrière, sa partie la plus consciente, la plus combattive, la partie capable de résoudre tous les problèmes en fonction des intérêts de classe du prolétariat, et qui est capable de mener le prolétariat à la lutte et à la victoire. Au fond, c'est justement de ces deux conceptions opposées qu'on a de la nature et de la fonction du Parti, que découlent les différends entre l'opposition et la bureaucratie de la direction officielle, au sein du P.C.I.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La social-démocratie italienne est divisée en trois courants déterminés politiquement et par l'organisation.

Le premier courant se rattache au groupe *Problemi del Lavoro*, revue légalement éditée en Italie. A ce groupe appartiennent presque tous les anciens dirigeants de la C.G.T. italienne et des plus importantes fédérations nationales de métier. Ses personnalités les plus en vue sont : Rinaldo Rigola, Ludovico d'Aragona, Battista Maglione, Reina, Azimonti, etc. L'organisation de ce groupe (organisation légale) est essentiellement une organisation de cadres. Elle possède des ramifications dans les villes les plus importantes du Nord, particulièrement à Turin, Milan, Gênes. Dès la promulgation des

lois d'exception (novembre 1926) jusqu'à aujourd'hui l'organisation des « *Problemi del Lavoro* » a tenu des conférences dans lesquelles elle a fixé les lignes de son programme et de sa tactique. Bref : la position de ce groupe est la suivante : elle proclame les idées fondamentales du socialisme réformiste et sa confiance dans le triomphe final du socialisme. Elle affirme la lutte de classes ; mais elle juge que cette lutte doit être comprise « non comme un élément de désagrégation de la société », mais, surtout dans les périodes de crise, elle doit savoir faire place à la collaboration de classe. Elle se déclare contre le fascisme, mais elle accepte la situation de fait telle qu'elle est, et reconnaît que, sous certains aspects, le fascisme n'a fait que réaliser une partie du programme réformiste, surtout en ce qui concerne l'intervention de l'État dans les différends entre « capital et travail », dans la législation sociale. Elle accepte l'organisation syndicale fasciste corporative, mais elle voudrait que dans cette organisation tout privilège fût aboli, et surtout elle voudrait que « les saines énergies du travail » eussent la possibilité de mieux marquer leur influence et leur poids. Elle voudrait avant tout que le corporatisme fasciste masque un peu mieux son contenu politique, de manière à pouvoir entraîner les masses dans son sillon avec plus de facilité, à ce qu'elles y adhèrent spontanément sans avoir besoin d'y être incorporées de force, comme cela se passe actuellement. En ce qui concerne le gouvernement fasciste, elle a adopté une position de collaboration à peine limitée par quelques réserves en ce qui concerne le régime « totalitaire », qui ne permet pas à toutes les forces « soucieuses du bien commun » de collaborer directement avec le gouvernement.

Ce groupe est celui qui, pour ne pas créer de difficultés au fascisme, a proclamé en janvier 1927 la dissolution de la C.G.T. italienne. Ce groupe entretient des rapports « de cordialité » avec Amsterdam. En effet, Citrine et Sassenbach ont fait un voyage en Italie précisément pour prendre des contacts avec lui et pour examiner avec lui toute une série de questions. Le groupe « *Problemi del Lavoro* » affirme que sa ligne de conduite envers le fascisme rentre en plein dans le programme et la tactique d'Amsterdam qui, on le sait, collabore dans tous les pays avec les différentes bourgeoisies nationales soit sur le terrain économique-industriel, soit sur le terrain politique. Il ne voit pas par conséquent quelles raisons pourraient empêcher la social-démocratie italienne de collaborer avec sa

propre bourgeoisie, même si cette bourgeoisie, à un moment donné, est devenue fasciste.

Le deuxième courant de la social-démocratie italienne est formé par le noyau dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens, constitué après la scission de Rome en 1922. Parmi ces personnalités notons : Filippo Turati, Claudio Treves, Bruno Buozzi, Modigliani. Ce courant, qui se rattache directement aux positions de Matteotti, est proscrit par le gouvernement fasciste. Ses cadres dirigeants vivent dans l'émigration, en France, où a été transférée la direction du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens qui édite une revue à lui, paraissant tous les quinze jours : *Rinascita Socialista*.

Les positions politiques de ce courant sont dans leur substance celles de la social-démocratie internationale. Ce courant considère le fascisme comme un phénomène pathologique d'après-guerre. Il n'est pas l'expression des intérêts nouveaux et des nécessités nouvelles de la bourgeoisie en un moment historique donné et dans des conditions déterminées, mais il incarne l'irruption morbide de tous les sentiments, de toutes les rancunes, de toutes les haines allumées par la guerre au sein de la société et qui, comme tels, peuvent aussi être exploités par la bourgeoisie (et particulièrement par ses couches les plus parasitaires) pour ses propres intérêts. Pour ce courant, le fascisme est en définitive indépendant des classes et vit en exploitant soit le prolétariat soit la bourgeoisie sur laquelle il opère un chantage. Par conséquent le fascisme ne sera pas renversé par la révolution prolétarienne, mais par tout le peuple italien (bourgeoisie comprise), qui s'insurgera contre cette espèce d'armée d'opresseurs. Dans cette lutte contre le fascisme, le courant social-démocrate dont nous nous occupons, fixe, mais seulement en paroles, une grande tâche au prolétariat. Il affirme que le prolétariat doit être à la tête de la lutte libératrice, que sa tâche principale est d'affranchir la société italienne du fascisme. Et pour atteindre un tel but le prolétariat devra abandonner toute idée de « domination de classe », tout résidu de bolchévisme, et se placer entièrement et sans réserve sur le terrain de la démocratie.

Ce courant est le courant officiellement reconnu par l'Internationale de Zürich et par l'Internationale d'Amsterdam. Ses bases sociales sont constituées en partie par le prolétariat, par de larges couches de salariés agricoles, par des couches d'intellectuels des professions libérales et de paysans. À l'étranger, ce courant est la colonne vertébrale de la « Con-

centration Antifasciste », espèce de cartel entre les différents partis politiques qui se réclament de l'antifascisme et exerçant une certaine influence parmi les masses italiennes paysannes émigrées dans le sud-est de la France.

En Italie ce courant a gardé ses cadres presque intacts. Ses cadres sont formés par les anciens rédacteurs des journaux socialistes locaux, par d'anciens secrétaires de Fédérations provinciales, par d'anciens organisateurs syndicaux, secrétaires de Bourses du Travail, de Ligues de résistance, par des membres d'anciennes Commissions Intérieures d'usine, par quelques anciens secrétaires de Fédérations syndicales nationales, par d'anciens députés à présent en prison ou déportés. Ces derniers temps ce courant s'est renforcé à la suite de la scission du Parti Socialiste Italien (maximaliste) dont l'aile droite (plus de la moitié des affiliés actuels) a décidé de fusionner avec le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens.

Au sein de ce courant officiel de la social-démocratie italienne il se fait depuis longtemps une discussion relative à la thèse sur la nécessité de faire renaître en Italie le Syndicat libre, vu qu'au point de vue légal ce syndicat n'aurait pas été dissous par décret fasciste. Ce point de vue est appuyé de façon particulière par Modigliani, ex-député réformiste de Livourne. Concrètement il s'agirait de reconstituer en Italie, et légalement, l'ancienne Confédération Générale du Travail que d'Aragona et associés avaient proclamé dissoute. La tâche du Syndicat libre devrait être la suivante : défendre à la fois les intérêts des ouvriers et des entrepreneurs mieux que ne le fait le syndicat fasciste. D'après Modigliani le syndicat fasciste coûte très cher, aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons ; il représente une sorte de pompe aspirante suçant le sang des ouvriers et des industriels. Le « Syndicat libre » pourrait donc, en concurrence avec le syndicat fasciste, défendre à la fois les intérêts ouvriers et patronaux et devenir à la fin l'élément d'organisation unificateur du prolétariat et de la bourgeoisie « intelligente et progressiste », contre le fascisme réactionnaire et voleur.

Telle est la thèse ouvertement appuyée. Mais en réalité cette thèse n'est qu'un déguisement pour mieux tenter une « compromission » avec le fascisme. Le prix de ce « compromis » devrait justement être la concession effective de la part du fascisme du droit syndical. Ceci pour le moment. Après on verra.

Le troisième courant de la social-démocratie italienne est constitué par le Parti Socialiste Italien qui, lui aussi, a transféré son siège à l'étranger, de même que son organe central l'*Avanti*, qui s'édite actuellement en format réduit et hebdomadaire à Paris. L'élément le plus représentatif de ce courant est Angelica Balabanova. Le Parti Socialiste Italien qui, en 1920, avait environ 200.000 adhérents en est actuellement réduit à en glaner quelques centaines éparpillés dans tous les pays du monde. Depuis janvier 1921 (date de la fondation du P.C.I.) jusqu'à aujourd'hui ce parti est passé par toute une série de scissions. La première a donné naissance à notre Parti ; de la seconde naquit en 1922 le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens ; la troisième, en 1924, portait au Parti Communiste la fraction Troisième-Internationaliste représentée par Serrati ; la quatrième qui s'est produite en mars dernier, a porté la majorité des affiliés survivants du Parti Socialiste Italien dans les rangs du P.S.I. des Travailleurs. Actuellement ce troisième courant de la social-démocratie italienne exerce une influence presque nulle tant parmi les masses émigrées, qu'en Italie même. Sa base est ouvrière, mais presque entièrement d'aristocratie ouvrière. Son journal fait un usage abondant de phraséologie révolutionnaire, mais sa politique est platement suiveuse. Ce courant a toujours suivi les réformistes dans toutes leurs manœuvres politiques, tout en se réservant le droit aux « distinguo » et aux murmures quand la possibilité s'en offrait. Ses chefs en Italie se sont presque tous disqualifiés par des compromissions personnelles avec le fascisme, et à l'étranger il est représenté par Angelica Balabanova, ce qui suffit à souligner la constance idéologique et politique de ce courant.

On ne peut pas parler de la social-démocratie italienne et de ses différents courants sans parler aussi de la « Concentration Antifasciste ».

Cette Concentration Antifasciste, nous l'avons dit, est un cartel de Partis qui trouvent chacun leur dénominateur commun au sein de la Concentration en question. Y adhèrent : le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens, le Parti Socialiste Italien et le Parti Républicain Italien. Y adhèrent aussi : le Bureau de Paris dirigé par Buozzi et la Ligue Italienne des Droits de l'Homme (L.I.D.U.). Dans un premier moment y adhéraient aussi les Populaires catholiques émigrés qui en sont sortis par suite de divergences trop graves d'ordre politique et idéologique.

En réalité cette Concentration Antifasciste, ce Cartel de Partis, doit être considéré comme une espèce de parti social-démocrate unifié, accordant une large autonomie aux différentes fractions qui le composent. Ce cartel existe en effet depuis trois ans déjà et mène une lutte politique contre le fascisme sur laquelle tous les partis adhérents sont d'accord. Le programme de la Concentration Antifasciste est le suivant : « Lutte contre le fascisme ; retour à la démocratie ; République démocratique des Travailleurs Italiens ».

L'organe officiel de la Concentration Antifasciste, *la Libertà*, est édité à Paris avec un tirage de 8.000 exemplaires.

La Concentration Antifasciste a aussi ses ramifications en Italie, vivant sur la même base qu'à l'étranger, celle de petits cartels locaux de Parti. Naturellement son organisation est secrète ; mais la démonstration de son activité nous est donnée par la parution (plus intense ces temps derniers) de sa presse clandestine dans différentes villes d'Italie comme Milan, Udine, Vicenza, Rome, Naples, Turin, etc.

Quelles sont les perspectives en ce qui concerne ces courants social-démocrates et la Concentration Antifasciste ? Concrètement : quelles sont les perspectives quant au rôle de la social-démocratie italienne dans la crise italienne ?

La majorité du C.C. pense que la social-démocratie italienne *s'insérera* dans le fascisme, en suivant sur ce terrain le chemin parcouru par le groupe Rigola-d'Aragona. En même temps la majorité du C.C. note dans la social-démocratie italienne un large processus de désagrégation politique et moral qui la condamne à la nullité politique. Comme nous l'avons dit, pour la majorité, la social-démocratie « fait rire », elle « ne pourra pas être le bourreau du prolétariat italien ».

A une telle perspective nous opposons :

1) Que *l'insertion* du groupe Rigola-d'Aragona dans le fascisme est toute relative. En effet, ce groupe, bien que collaborant aujourd'hui avec le fascisme sur le terrain que le fascisme lui a assigné, confirme ses principes social-réformistes. Ce fait a une double importance : a) ce groupe réussit *aujourd'hui* à entraîner une partie de la classe ouvrière et des masses laborieuses à la collaboration avec le fascisme, ou tout au moins à la non-résistance à sa politique ; b) ce groupe a la possibilité de ne pas se couper toute issue pour l'avenir, de façon qu'au moment d'une crise profonde et quand la méthode de domination ouverte du fascisme se révélera usée et désormais inutile, il pourra constituer l'instrument d'une nouvelle

manœuvre de la bourgeoisie italienne qui, en abandonnant quelques formes extérieures de sa propre domination, pourra mieux assurer la substance de cette domination.

2) Lorsqu'on parle de la social-démocratie italienne, il ne faut pas avoir uniquement en vue les quelques chefs qui se trouvent aujourd'hui dans l'émigration ; il faut voir ses bases sociales et les cadres qu'elle possède en Italie. Or, il est indéniable que, plus la crise politique italienne empirera, plus les bases sociales de la social-démocratie (opprimée par le fascisme) deviendront actives contre le fascisme ; et il est certain aussi qu'une partie des cadres actuels de la social-démocratie sera à leur tête tout au moins pour leur donner des conseils de prudence et pour éviter que, avec la *forme* fasciste de domination bourgeoise en Italie, elles ne renversent aussi la *substance* de cette domination. Nous aurons donc certainement des couches très larges de social-démocrates qui, non seulement *ne s'inséreront pas* dans le fascisme (comme l'a fait le groupe Rigola-d'Aragona), mais qui se batront sous des formes plus ou moins aiguës contre le fascisme.

3) En ce qui concerne les chefs de la social-démocratie, on ne peut pas exclure évidemment, que des phénomènes d'insertions personnelles dans le fascisme aient lieu. Mais cela n'a rien à voir avec le rôle de la social-démocratie en tant qu'organisation politique. Il est possible qu'une compromission se fasse entre social-démocratie et fascisme sur des bases plus ou moins larges de possibilités de manœuvre de la part de la social-démocratie. On sait, en effet, qu'un émissaire fasciste a eu une rencontre avec Bruno Buozzi pour l'inviter (avec ses camarades) à rentrer en Italie où il aurait obtenu des postes responsables. Buozzi a répondu par une lettre ouverte publiée dans la presse concentrationniste de l'émigration, dans laquelle les conditions suivantes sont posées à un retour éventuel en Italie :

- a) amnistie aux prisonniers politiques ;
- b) liberté de réunion, d'organisation et de presse sur la base de la démocratie.

Conditions qui, en fait, impliqueraient l'élimination du fascisme. Mais il n'est pas permis d'exclure que ces conditions puissent subir des atténuations, et que la social-démocratie puisse se contenter de quelque chose de moins pour rentrer en Italie et développer au grand jour un travail politique déterminé. Cela dépendra surtout de l'allure de la crise italienne, de son développement plus ou moins rapide. Mais nous ne

voyons pas, en tout cas, pour quelles raisons la social-démocratie irait volontairement vers son suicide en s'insérant dans le fascisme, c'est-à-dire en devenant elle-même fasciste. Une manœuvre de ce genre signifierait pour la social-démocratie ne pas apporter les masses, c'est-à-dire ses bases sociales, au fascisme, mais passer au fascisme sans les masses, c'est-à-dire capituler purement et simplement devant le fascisme. Une telle manœuvre ne servirait ni à la social-démocratie, ni au capitalisme italien. Le rôle de la social-démocratie n'est pas de défendre la méthode fasciste de la domination bourgeoise, mais de défendre la bourgeoisie par l'application de la méthode susceptible d'entraîner dans le sillon de l'Etat bourgeois les masses sur lesquelles la social-démocratie s'appuie, c'est-à-dire par l'application de la méthode « démocratique ». De son côté la bourgeoisie n'a pas besoin de la capitulation d'un petit groupe de généraux sans soldats : elle a besoin de l'adhésion politique à sa propre domination des plus larges masses possibles. Or, à mesure que la crise empire, la bourgeoisie perd le contrôle politique non seulement sur les bases sociales de la social-démocratie, mais aussi sur les bases sociales des anciens partis démocrates. Une nouvelle liaison politique avec ses masses ne peut donc se vérifier par un simple passage des chefs social-démocrates au fascisme, mais par un changement plus ou moins profond des méthodes de domination politique et par un remplacement plus ou moins large du personnel politique attaché à la direction des organes dirigeants de l'Etat. Voici alors apparaître l'utilité de la social-démocratie en tant qu'élément de conservation et de défense de la société bourgeoise ; non dans le sens d'un passage de la social-démocratie au fascisme, mais parce qu'elle permet à la bourgeoisie de changer encore sa propre méthode de gouvernement, sans que cela puisse signifier, implicitement, faire sauter sa propre domination de classe.

Il est clair que ce que nous venons de dire ne signifie nullement qu'il faille attribuer à la social-démocratie italienne un caractère révolutionnaire en face de la situation italienne et du régime fasciste. Au contraire, le rôle de la social-démocratie est franchement contre-révolutionnaire, aussi — et surtout — en Italie. Ce rôle réactionnaire *ne commencera pas demain* quand le fascisme périclitera ; il est en action depuis plusieurs années. Pour s'en convaincre il suffit de se rappeler que la social-démocratie lutte contre le fascisme non pour renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat, mais

pour restaurer la démocratie. Or, *une telle restauration ne pourrait être qu'une nouvelle défaite de la révolution prolétarienne en Italie*. Il est clair aussi que la social-démocratie au pouvoir n'hésitera pas à recourir à la violence légale et extra-légale contre le prolétariat révolutionnaire toutes les fois que les intérêts de classe généraux de la bourgeoisie le réclameront. Ce qui est prouvé par l'expérience internationale. Et le reproche que les social-démocrates italiens se font à eux-mêmes, c'est de ne pas avoir prévenu le fascisme, par une lutte violente contre les révolutionnaires et les communistes.

Nous aurions maintenant quelques autres problèmes à traiter, et surtout celui de l'organisation et le problème des Communes, sur lesquels la discussion a été très animée au sein des organes dirigeants du P.C.I.

Pour le moment nous nous bornerons à souligner seulement que sur le problème de l'organisation, la ligne indiquée par l'opposition s'est montrée entièrement juste ; et c'est sur cette ligne que le Parti devra travailler encore pour longtemps s'il veut substituer le travail effectif et la lutte réelle contre le fascisme à la phrase creuse et au bluff qui le démoralise et le désagrège. Quant au problème des Communes, nous remarquons que faute d'arguments, les bureaucrates de la direction officielle en sont réduits à fausser sciemment et grossièrement les positions adoptées par les camarades de l'opposition communiste. Leur crainte de la discussion sur ce problème est telle, par exemple, qu'en dépit d'une décision précise du Bureau Politique, ils se sont refusés à intervenir dans la discussion sur ce sujet pendant le Présidium du mois de février. Notons aussi que le Parti a maintenant un mot d'ordre (la Commune aux travailleurs) de pure marque centriste. C'est un mot d'ordre nettement anti-léniniste et qui repose sur la théorie social-démocrate de la possibilité, pour l'Etat bourgeois et pour ses organes, de se transformer d'instrument d'oppression en instrument d'émancipation du prolétariat et des masses laborieuses. Voilà le fond de la critique de l'opposition communiste au mot d'ordre concernant les Communes, qui a été lancé par la direction officielle. Quant aux points de vue personnels des camarades de l'Opposition sur ce sujet, nous n'avons aucune difficulté à déclarer qu'ils ne sont pas unanimes. D'ailleurs le problème est tellement

important non seulement pour l'Italie mais pour nombre de pays capitalistes qu'on peut très bien concevoir que le dernier mot ne soit pas encore écrit là-dessus.

Mais n'anticipons pas. Nous nous réservons de traiter dans d'autres articles ce problème d'un intérêt extrême pour le P.C.I. et pour toute l'Internationale.

BLASCO

La Lutte de Classes, n° 23, Juillet 1930.

STALINISME ET FASCISME

Le stalinisme se présente lui-même, dans le monde entier, comme la seule force qui lutte d'une façon décidée et conséquente contre le fascisme. Quiconque n'est pas disposé à lui reconnaître ce titre, quiconque ne se soumet pas à ses déclarations, quiconque a l'audace de lui arracher le masque et de le présenter aux masses tel qu'il est, avec sa dépravation et sa duplicité répugnantes, quiconque ose cela, tombe inexorablement sous le coup de sa haine sans bornes, de ses calomnies effrontées ; sous la menace d'être mitraillé au coin de la rue ou enlevé et fait disparaître par une des innombrables bandes de la Guépéou. Cependant les faits sont têtus ; et de plus en plus il s'avère que le stalinisme, avec son « idéologie », sa politique, son gangstérisme sur tous les plans et dans tous les domaines, avec ses mœurs, ses provocations et ses assassinats, loin de constituer un barrage au fascisme, facilite l'emprise de celui-ci sur les masses et devient un auxiliaire de sa victoire.

Il serait oiseux de rappeler l'apport que le stalinisme a fourni au fascisme avec sa politique qui aboutit à l'écrasement de la Révolution chinoise en 1927. Il est inutile aussi de rappeler le rôle joué par la criminelle politique stalinienne dans la montée et dans le triomphe du fascisme en Allemagne. Aujourd'hui il est clair pour tout le monde que la capitulation honteuse et sans combat du stalinisme allemand devant l'hitlérisme, faisait partie du « plan » politique de Staline qui, avec le génie qui le distingue, pensait par ce moyen avoir comme allié une Allemagne plus forte contre l'impérialisme anglo-français. Comme il avait offert en 1927 à Chang-Kai-Chek la tête de la révolution chinoise pour avoir son alliance, Staline en 1932 sacrifia la révolution allemande pour acheter l'alliance avec Hitler.

C'est essentiellement par suite de la politique suivie par les staliniens en Chine et en Allemagne que le Fascisme représente à l'heure actuelle un danger mortel pour tous les pays du monde. Non moins claire est désormais la signification réelle du Front Populaire, suivie par les staliniens en

France, en Espagne et dans les autres pays. La lutte contre le fascisme n'a été et n'est encore qu'un prétexte. Le but réel de cette politique est autre et consiste dans la tentative de trouver de nouveaux alliés pour la bureaucratie soviétique ; peu importe si ces alliés sont des « démocrates » ou des réactionnaires fiéffés ou des fascistes. En effet, la ligne de démarcation effective établie par les staliniens entre « amis » et « ennemis », n'est nullement celle des fascistes et des antifascistes. Cette démarcation est basée encore moins sur des critères de classe. Non, les « amis » sont ceux qui acceptent — dans le sens le plus large du mot — la politique du gouvernement de Moscou ; les « ennemis » sont ceux qui ne l'acceptent pas. Les premiers sont ménagés comme des « amis de la paix », des hommes « probes », « honnêtes », et tout le tralala, même s'ils sont des réactionnaires ou des fascistes ; les seconds sont qualifiés de « bandits », d'« espions » et de « fascistes », même si, par tous les actes de leur vie — et parfois par leur propre mort — ils se sont montrés les ennemis les plus acharnés du fascisme.

Lord Cecil, par exemple, qui a déclaré péremptoirement à une éminente personnalité française qu'il était favorable à la victoire de Franco en Espagne, mais qu'il était d'accord contre l'Allemagne et contre le Japon, reste pour les staliniens un « grand ami », une « grande illustration » du « peuple et de la politique anglaise ». Les réactionnaires français qui sont d'accord pour le maintien du pacte franco-soviétique sont soit épargnés, soit loués sous toutes les formes. Le maréchal Rydz-Śmigły, à l'occasion de sa venue à Paris, fut salué par Thorez en des termes d'une platitude inouïe, bien que sur ses mains le sang des grévistes et des paysans polonais tombés sous les balles était encore frais. Mais par contre, les ouvriers révolutionnaires qui, par exemple lors des événements d'Espagne se sont précipités les premiers aux barricades et dans les tranchées contre Franco et pour le triomphe du socialisme (ne pas lutter pour le socialisme, ainsi que le font les staliniens, c'est en réalité servir Franco) ; ceux qui veulent en fait, lutter contre l'exploitation bourgeoise, ceux qui n'entendent pas offrir spontanément leur peau pour la prochaine boucherie impérialiste dans le camp des « démocraties », ceux-là ne sont que pègre, espions, « agents de la Gestapo » qu'il faut exterminer comme des chiens enragés.

Cette politique qui n'a « d'antifasciste » que le nom (et parfois, comme on le démontrera par la suite, même le nom

est abandonné), mais dont le contenu rend les plus grands services au fascisme, se manifeste avec un éclat particulier, dans le secteur réservé aux staliniens italiens. Pour le démontrer, nous nous limiterons à présenter quelques faits et quelques attitudes qui sont typiques, et dans lesquels se concentre en quelque sorte, et se résume, la politique du stalinisme italien.

LA GUERRE D'ETHIOPIE

Cette guerre, par son caractère nettement impérialiste, par les moyens particulièrement odieux avec lesquels elle a été préparée et conduite, par les louches marchandages auxquels elle a donné lieu avant, pendant et après les « sanctions », par les conséquences, enfin, qu'elle devait avoir pour toutes les masses travailleuses d'Italie, offrit — après la « crise Matteotti » de 1924 — une occasion unique au prolétariat italien pour terrasser le régime fasciste et ouvrir la voie au triomphe de la révolution prolétarienne dans la Péninsule. Un parti, dont les dirigeants n'auraient pas été des bureaucrates pourris jusqu'à la moelle, des lâches et des traîtres, et qui n'aurait pas piétiné avec un entrain vraiment sadique les enseignements élémentaires du bolchévisme, un tel Parti aurait pu sans grandes difficultés, devenir le facteur déterminant de la situation italienne ; il aurait pu gagner les millions de prolétaires et les grandes masses des campagnes et des villes pour les lancer en vagues puissantes contre le régime bourgeois-fasciste d'Italie, jusqu'à le démanteler, le détruire.

Deux conditions étaient nécessaires pour cela : démontrer au peuple italien par une attitude farouchement internationale, que la lutte contre la guerre d'Abyssinie n'avait rien de commun avec la tentative de couvrir les rapines coloniales de l'impérialisme anglo-français. Que, au contraire, la lutte contre le féroce impérialisme fasciste était en même temps le moyen le plus sûr pour faire sauter aussi les bases de l'impérialisme anglo-français. Et, en même temps, développer par tous les moyens la lutte de classes à l'intérieur du pays. La réalisation de cette deuxième condition était, de toute évidence, en fonction de la réalisation de la première.

Or, non seulement les staliniens italiens n'ont rien fait dans ce sens, mais ils ont tout mis en œuvre pour empêcher que ces conditions se réalisent.

Dans le domaine extérieur, toute leur activité s'est déve-

loppée derrière et sous le patronage de la S.D.N., c'est-à-dire derrière et sous le patronage des intérêts de l'impérialisme anglo-français. Les sinistres mascarades des « Congrès antifascistes », les délégations à Genève — le tout monté avec l'argent stalinien — les campagnes de presse, tout était fait pour donner à l'impérialisme anglo-français l'assurance que seule la victoire de « l'antifascisme » lui aurait garanti l'exploitation pacifique de ses dominions et de ses colonies.

L'Italie fasciste — plus précisément, l'Italie dirigée par Mussolini — constitue un danger pour les conquêtes impérialistes anglo-françaises, tandis qu'une Italie libérée de Mussolini serait une garantie pour les digestions laborieuses des magnats de Londres et de Paris. Voilà la thèse, parfois masquée, parfois ouverte, mais toujours réelle, des staliniens et de « l'antifascisme » officiel italien.

C'était justement la thèse dont avait besoin Mussolini pour disqualifier d'un trait de plume, tout « l'antifascisme » d'au-delà des frontières, et pour resserrer autour de lui les masses italiennes. Voyez, disait la presse fasciste, ces messieurs antifascistes qui vivent à l'étranger et se targuent d'être des « italiens », voyez-les : ils sont *contre notre* conquête de l'Empire, mais ils ne soufflent mot contre l'Empire de ceux qui font cinq repas par jour et qui dominent sur des centaines de millions de coloniaux. Et non seulement cela : mais encore ils se mettent au service des impérialismes riches et les poussent à agir contre nous qui sommes pauvres, qui n'avons que des colonies de sable et qui cherchons à avoir nous aussi, notre part au soleil.

L'influence de « l'antifascisme » était liquidée.

Mussolini avait obtenu une énorme victoire. La politique stalinienne avait abouti à resserrer autour de lui les masses qu'il s'agissait de mobiliser pour l'abattre.

Dans le domaine intérieur, la politique « habile » des staliniens et de tout « l'antifascisme » officiel, fut, si c'est possible, encore plus idiote. Elle n'a été, du reste, que le prolongement inévitable de la politique qu'on menait sur le plan extérieur. Cette politique trouva son expression achevée dans le « Congrès antifasciste », convoqué en 1936 à Bruxelles, en pleines « sanctions » genevoises et se résuma par les deux formules : « *Via Mussolini dal Governo* » et : « Ne rien faire qui puisse épouvanter la bourgeoisie italienne (et anglo-française). Avec la première formule les staliniens et « l'antifascisme » officiel déclaraient ouvertement que leur but immé-

diat n'était pas le renversement du régime fasciste, mais seulement l'éloignement de Mussolini. Et avec la seconde ils disaient aux masses : Attention, exigez l'éloignement de Mussolini du Gouvernement ; mais... ne bougez pas, car autrement vous obligeriez la bourgeoisie à se faire protéger encore par lui.

En termes clairs, ces deux formules signifiaient ceci : Vous, Monarchie, vous, Vatican, vous, bourgeoisie, vous, propriétaires fonciers, si vous restez accrochés à cet aventurier de Mussolini, vous êtes perdus. Eloignez-le donc, et en échange, nous vous promettons, et nous vous donnons déjà en gage, la « tranquillité » des masses. Ainsi, la formule « habile » des staliniens, qui devait « mobiliser toutes les couches » du peuple italien « contre l'aventurier » Mussolini, n'était qu'une camisole de force passée au cou du prolétariat et des masses travailleuses d'Italie pour les empêcher de bouger.

C'était, en somme, la répétition, mot pour mot, de la politique suivie par l'*Aventin* en 1924, pendant la crise Matteotti. Mais sans scission parlementaire, sans ébranlement des masses, et menée non à Rome, mais à Bruxelles. La politique de l'*Aventin* a servi à consolider le fascisme. Celle des staliniens, suivie pendant la guerre d'Abyssinie, l'a servi et consolidé deux fois. Il n'est pas hasardeux d'imaginer que Mussolini, en lisant les discours et les « résolutions » de Bruxelles devait se tordre dans de gros éclats de rire. « Les masses exigeront... en restant tranquilles ». Donc, pas de grèves, pas de défaitisme, pas de sabotage, pas d'occupation de terres, pas de refus de payer les impôts. En un mot, pas de guerre civile en Italie. Tout cela n'est que littérature réservée aux périodes creuses, pour justifier les appointements des bureaucrates. Mais si les masses restent tranquilles, si elles ne prêtent pas l'oreille à la « démagogie des provocateurs trotskystes » (c'est encore au « Congrès antifasciste » de Bruxelles que l'on s'exprime ainsi) la bourgeoisie, les gros propriétaires, et tutti quanti, même s'ils en avaient envie (ce qui, d'ailleurs, est loin d'être vrai), seront bien incapables de mener la bagarre.

Mussolini se frotte les mains. Il a gagné une deuxième bataille.

LES INTERETS « HONNETES » DE L'IMPERIALISME ITALIEN

Les assurances données par les staliniens à toutes les couches et à tous les clans de la bourgeoisie italienne sur le

maintien de la « tranquillité » sociale en Italie, étaient toutefois considérées comme insuffisantes par les staliniens eux-mêmes. D'autant plus qu'aucune de ces couches ou de ces clans ne s'empressait de répondre à leur appel. D'autant plus aussi que les assurances données à l'impérialisme anglo-français sur l'intégrité de ses dominations coloniales, enlevait à la bourgeoisie italienne toute perspective impérialiste. Ce qui était, évidemment, désagréable pour elle, outre mesure. Mais les staliniens italiens sont des hommes aux grandes ressources. C'est pourquoi ils découvrirent en un tournemain, les « *Intérêts honnêtes* » de l'Italie (impérialiste et fasciste) dans l'Europe centrale et dans les Balkans. « Notre gouvernement » — c'est-à-dire, le gouvernement dont le chef est Mussolini — écrivaient dans leur presse les bureaucrates staliniens, au lieu de faire la guerre aux abyssins, au lieu de chercher des aventures dans la Méditerranée, doit organiser et « *défendre les intérêts justes et honnêtes de l'Italie (sic) en Europe Centrale et dans les Balkans. Ce faisant, il travaillera pour la paix, pour la Civilisation, pour l'Honneur de notre pays bien-aimé : l'Italie.* »

Comme on le voit, le plan que les staliniens italiens offraient — et offrent — à l'impérialisme fasciste italien, est complet. En fait, il est vrai, le barrage vers l'Afrique et vers la Méditerranée, mais uniquement pour offrir tout de suite — mais seulement sur le papier — une compensation infiniment plus « avantageuse » au-delà de l'Adriatique. Car il faut bien que l'impérialisme italien trouve à casser sa croûte quelque part.

Seulement, « Notre Gouvernement » — le gouvernement fasciste dont le chef est Mussolini — n'est pas entièrement du même avis que les staliniens. Il pense, lui, qu'à l'heure actuelle, l'expansion vers l'Afrique et vers la Méditerranée comporte, somme toute, moins de risques que la « défense » des intérêts « honnêtes » indiqués par ses entreprenants collaborateurs. Il se peut qu'il se trompe et — nous le souhaitons de toutes nos forces — qu'il finisse par se casser le cou. Mais ce qui importe c'est que les staliniens, avec leur plan, ont effacé toute divergence de principe entre eux et le fascisme quant à l'expansion impérialiste du capitalisme italien. Le plan stalinien ne vise plus à abattre l'impérialisme italien, mais s'efforce de lui offrir les meilleurs moyens pour sortir de l'impasse. La « lutte » entre staliniens et Mussolini s'engage désormais pour savoir lequel des deux sera le valet le plus pers-

picace de l'impérialisme italien. A cause des staliniens, le prolétariat et les masses travailleuses d'Italie, ne sont plus appelées à choisir entre leur esclavage sous la coupe impérialiste et leur libération, comme de celle des autres peuples, mais entre deux directions différentes de la politique impérialiste : expansion vers le sud-est, ou expansion vers le nord-est.

Or, encore une fois, si l'on confine la lutte entre ces termes, la victoire du fascisme est certaine. D'abord parce que le fascisme combine à la fois les deux directions de l'expansion italienne. Pour lui, les marches vers le sud-est et vers l'est-ouest, ne s'annulent pas, mais sont complémentaires l'une de l'autre. Il arrache à droite et à gauche en s'appuyant, ou en faisant tour à tour le chantage aux « démocraties » et à « l'hitlérisme ». Et il faut avouer que jusqu'à présent le jeu lui a assez bien réussi. Ensuite parce que le « plan » stalinien lie, socialement, politiquement et moralement, le prolétariat et les masses travailleuses d'Italie au sort de l'impérialisme italien. En effet, si « notre Gouvernement » (le gouvernement fasciste dont le chef est Mussolini), est appelé à défendre les intérêts « justes et honnêtes » dans un endroit quelconque, il faut le soutenir, et non l'abattre.

D'autre part, si l'expansion au-delà de l'Adriatique est « juste » et « honnête » parce qu'elle s'oppose à l'Allemagne (qui n'a pas de colonies), pourquoi l'expansion vers la Méditerranée et vers l'Afrique serait-elle malhonnête et injuste ? Peut-être parce qu'elle s'oppose à l'Angleterre et à la France ? Mais quel *cafone* italien serait assez naïf pour admettre cela ? Enfin, réduite à ces limites, la « lutte » se terminera toujours par la victoire du fascisme, car toute véritable mobilisation des masses sera impossible contre lui. En effet, les masses ne comprendront jamais la nécessité d'une insurrection ayant pour but, non d'écraser leurs exploiters, mais de les obliger à manger au râtelier de gauche plutôt qu'à celui de droite. Elles comprendront encore moins cette nécessité si la « prime » de l'insurrection doit être un renforcement du joug impérialiste qui pèse sur eux.

Celui qui gagne dans tout cela, c'est Mussolini, encore une fois.

« LES FRÈRES EN CHEMISES NOIRES »

Sur la fin de la guerre d'Abyssinie, lorsqu'arriva de Moscou, comme d'un pays « démocratique » quelconque, la philosophie selon laquelle il valait mieux laisser brûler la bâtisse

dans le désert (la bâtisse était l'Abyssinie) que de risquer de mettre le feu à l'Europe, les staliniens italiens, toujours alertes sur la direction du vent, comprirent que vraiment le temps des demi-formules était passé. Finalement on pouvait parler haut et clair. Les ex-souris du service de censure (c'est-à-dire du service d'espionnage contre les soldats révolutionnaires et mécontents) pendant la grande guerre ; les ex-trafiquants de sacristie, les ex-porte-queue de Mussolini dans sa trahison et dans son interventionnisme, toute la bande de lâches et d'esclaves qui « dirige » actuellement le Parti soi-disant communiste italien, pouvait enfin respirer à pleins poumons. La contradiction insurmontable entre les restes des formules bolchéviques qui avaient encore cours dans le Parti, et leur nature à eux, les beefsteackards de toutes les tables, était désormais écartée. C'étaient eux qui triomphaient.

Il s'agissait, bien entendu, toujours de la Paix, de la Démocratie et de la Liberté. Devant ces trois déesses, toute nouvelle hésitation aurait été un crime. Il est vrai, auparavant la Monarchie, le Vatican, la grosse bourgeoisie des villes et des champs, avaient fait la sourde oreille. Mais Mussolini, lui, comprendrait certainement. Eh, Mussolini, disaient ses ex-compagnons de trahison, lui n'est pas un fossile. Oui, peut-être, c'est peut-être un aventurier, mais c'est un homme politique. C'est un esprit réaliste. Rien n'exclut donc qu'on puisse faire un bout de chemin ensemble et, qui sait, avec ce Mussolini, rien n'exclut non plus qu'on puisse cheminer ensemble jusqu'au bout. Voilà le « plan ».

Il faut arracher l'Italie (fasciste) à ses amours avec Hitler, et la porter à combattre pour la « démocratie ». Pour cela, « nos frères en chemise noire » pourront nous apporter le plus grand appui. L'ennemi n'est plus le fascisme, c'est l'hitlérisme. Assez, donc, d'antifascisme. Il n'y a plus, en Italie, ni fascistes, ni antifascistes, comme il n'y avait plus depuis longtemps, sur les « papiers » staliniens, ni prolétaires, ni bourgeois, ni paysans pauvres, ni paysans riches, ni exploités, ni exploités. En Italie, il n'y a plus que des *italiens et des anti-italiens*. Mais ces derniers se cachent bien ailleurs que parmi les fascistes. Messieurs, on liquide. On liquide les « Comités prolétariens antifascistes » ; on liquide la « démagogie antifasciste » ; on liquide le mot « antifasciste ». Les malheureux militants de base, qui ne savent pas ce qui se passe et qui continuent à se déclarer antifascistes, se font tirer l'oreille ; et s'ils ne comprennent pas, ils sont vite dénoncés comme

anti-italiens, agents de Hitler, espions de la Gestapo, etc., etc. « *Tous les italiens sont des frères* », proclament les staliniens, sauf les « trotskystes » qui veulent la lutte contre les « frères en chemise noire », qui font le jeu d'Hitler, dont ils sont les agents.

La presse stalinienne découvre tous les jours de nouvelles merveilles en Italie. L'Italie redevient à nouveau « le plus beau jardin du monde ». Les syndicats fascistes ne sont plus les géhennes à l'intérieur desquelles le prolétariat est muselé et ligoté. Cela, c'est de la « calomnie trotskiste ». Les syndicats fascistes sont les « syndicats des travailleurs italiens ». Les institutions fascistes se transforment comme par enchantement en institutions du peuple italien. Entre les fils de la même patrie il y a eu, malheureusement, des malentendus, des équivoques. Les uns se sont appelés fascistes, les autres « antifascistes ». L'incompréhension a été commune à tous, certainement, mais surtout aux antifascistes, qui n'ont pas apprécié comme il le fallait le grand amour des « frères en chemise noire » pour l'Italie. Si les « frères en chemise noire » ont péché, eux aussi, c'était par trop d'amour. Donc, il faut les excuser. En tout cas, tout cela n'est qu'un triste cauchemar du passé. Désormais, fête générale, embrassade générale. Plus d'insignes antifascistes qui seraient des provocations contre « nos frères ». « Nos frères », du reste, comprendront vite que leurs insignes aussi n'auront plus de sens. Tous fils de la même Patrie, nous n'aurons tous qu'un seul drapeau tricolore. Et en avant, contre Hitler...

En se grattant la tête, le militant de base demandait : Quoi ? Quoi ? Les membres des escouades fascistes qui ont tué, violé, mutilé au sein de ma famille ? « Frère en chemise noire », ripostaient les bureaucrates. Les petits argousins qui, dans les villes et les villages exercent encore la bastonnade et la terreur ? « Frère en chemise noire ». Les bureaucrates fascistes qui, dans les usines, dans les syndicats et partout surveillent les ouvriers et les livrent à la vengeance des patrons et de la police ? « Frères en chemise noire ». Les gros manitous des grandes Corporations Fascistes, les Rossoni, les Ciardi et compagnie ? « Frères en chemise noire ». Mais enfin, demande le pauvre militant de base, entièrement abruti par la surprise d'avoir tant de frères insoupçonnés : et Mussolini ? « Frère, frère en chemise noire », ripostent imperturbablement les bureaucrates staliniens. Nous ne sommes pas des antifascistes, donc Mussolini aussi est un frère.

Et pour que cela soit bien net et clair, la presse stalinienne publiait une déclaration officielle du Parti dans laquelle les staliniens se déclaraient prêts à marcher « la main dans la main avec tous les fascistes *quel que soit le grade qu'ils occupent dans la hiérarchie du Parti et de l'Etat.* » L'invitation au « frère en chemise noire », Mussolini, ne pouvait être plus nette. Et toute cette orgie, toute cette débauche de fraternisation stalinienne envers les fascistes, y compris Mussolini, eut lieu à la fin et après la guerre d'Abyssinie, lorsque les conséquences désastreuses de celle-ci se faisaient le plus sentir et lorsqu'il était encore possible de dresser les masses contre le régime. Encore une fois, les staliniens serviront « honorablement » leurs frères fascistes.

SUS AUX « TROTSKYSTES »

Aux avances réitérées qui lui étaient faites, Mussolini répondit par l'intervention en Espagne et par la consolidation de l'axe Rome-Berlin. Ces deux faits ont considérablement refroidi les ardeurs philo-fascistes des bureaucrates staliniens. Refroidi, mais non éteint. Un exemple suffit à le prouver. Au moment de l'occupation de l'Autriche par les nazis, la presse stalinienne menait une campagne effrénée contre Mussolini, responsable d'avoir mis « notre chère Italie à genoux devant Hitler ». Mussolini, donc, est de nouveau sur la sellette. De « frère » il s'est transformé en « mauvais esprit ». Mais la main n'en reste pas moins tendue aux fascistes. On peut même dire que la reprise d'une certaine phraséologie « antifasciste » ne sert qu'à couvrir le contenu d'une politique plus « fraternelle » que jamais envers les fascistes.

En effet, si jusqu'à hier l'axe Rome-Berlin n'était qu'une perspective qu'il fallait éviter à tout prix, aujourd'hui elle est devenue une réalité. La conclusion qu'en tirent les staliniens, c'est qu'à l'ordre du jour se trouve de nouveau, en Italie, le problème de la « lutte » *pour l'indépendance nationale.* Et cette indépendance nationale peut être assurée, non à travers le déchaînement de la guerre civile contre les exploiters directs du peuple italien, mais grâce à l'union de toutes les classes contre les « tedeschi ». C'est pourquoi le leitmotiv de toute la presse stalinienne est le suivant : Le Peuple italien est sous le talon d'Hitler et des « tedeschi ». Nos journalistes (il s'agit des journalistes fascistes), sont obligés d'écrire sous la dictée des agents « tedeschi ». L'Italie est envahie par les « tedeschi » qui, dans les usines, dans les bureaux, dans

les salles de rédaction, partout, exercent la terreur contre le peuple italien. Ce ne sont pas les fascistes et les capitalistes italiens qui oppriment les travailleurs d'Italie, ce sont les « tedeschi ». Mussolini, et quelques autres chefs fascistes, ainsi qu'une demi-douzaine de gros truateurs sont évidemment de sales valets de l'Allemagne. Il faut les chasser. Mais le fascisme italien, en tant que tel, est toujours hors de cause. C'est contre les allemands, contre les « tedeschi » (dans la presse stalinienne, le terme « tedeschi » a la même signification de mépris que le « boche » pour les français) qu'il faut concentrer le feu. Donc, guerre aux « tedeschi ». *Bastone tedesco l'Italia non doma* (le bâton boche ne domine pas l'Italie), c'est le refrain le plus cher des staliniens. Et leur chauvinisme fasciste va bien plus loin encore. Il surpasse probablement tout ce que la presse hitlérienne a déballé contre les « juifs ».

Pour preuve, nous n'en voulons qu'une correspondance, « venant d'Italie », publiée dans l'organe en langue italienne que les staliniens italiens publient à Paris. Dans cette correspondance, provenant « d'une grande personnalité de la littérature et de l'antifascisme italien », disait le journal, le peuple allemand (non les hitlériens, mais tout le peuple allemand) était outragé d'une manière atroce. Tout son contenu avait pour but ceci : démontrer que les « tedeschi » (les boches) ne sont qu'un tas de porcs, et que pour le bien de l'humanité il faut, comme à des porcs, leur planter le couteau dans la gorge. Cette publication vraiment ignoble souleva des protestations générales au sein de l'émigration italienne ; ce qui obligea la rédaction du journal à exprimer, après coup et après lui avoir fait une publicité tapageuse, des réserves hypocrites en trois lignes.

C'est pourtant contre les « trotskystes » que la haine stalinienne se manifeste sans trêve. Ici, pas d'interruption, pas de « pause ». Les fascistes peuvent devenir des « frères », les hitlériens peuvent se transformer en « compagnons », mais les « trotskystes » restent toujours les ennemis numéro un pour les bureaucrates staliniens. Dans aucune presse du monde, celle de l'U.R.S.S. exceptée, le « folklore anti-trotskyte » n'est aussi abondant et aussi varié que dans celle des bureaucrates italiens. Ce n'est pas que les Italiens se fatiguent les méninges plus que leurs confrères des autres pays pour trouver quelque chose d'original. Loin de là. Mais ils copient plus abondamment que les autres la presse russe. Il faut bien, les malheureux, justifier le beefsteak.

Depuis quelque temps, pourtant, il s'agit aussi d'autre chose que de folklore. Toute une série de faits et de symptômes démontrent que les staliniens italiens se proposent d'aller plus loin. Déjà la suppression du leader anarchiste Berneri (lui aussi un « trotskyste ») et de son camarade Barbieri, à Barcelone, porte la marque d'origine. *C'est parmi les staliniens italiens que se trouvent les mandants et les exécuteurs de ces lâches assassinats.* La réaction de la presse stalinienne à une note faite en son temps par le journal socialiste, le *Nuovo Avanti* sur la fin de Berneri, est un aveu. Et voici ce qu'il y a encore. Les « trotskystes » qui se trouvent dans les prisons et dans les îles de Mussolini, en Italie, sont de plus en plus victimes d'agressions, pendant le jour et pendant la nuit, de la « mafia » stalinienne qu'on a constitué dans ces lieux. Ceux qui sont en liberté, sont ouvertement indiqués par la presse stalinienne à l'*Ovra* fasciste, à laquelle on communique les noms et les lieux de leurs rencontres. Le « trotskiste » Damen (il s'agit en réalité d'un bordiguiste), vétéran des prisons italiennes pour son action antifasciste, a été depuis quelques mois, arrêté de nouveau à Milan à la suite de dénonciations circonstanciées des mouchards italiens. Dans l'émigration, chaque fois que l'occasion s'en présente, les « trotskystes » sont dénoncés par leurs noms, prénoms et pseudonymes dans le but de les faire expulser par la police. Tout récemment, à la suite d'un incident de nature politique survenu dans la section italienne de la Ligue des Droits de l'Homme, à Paris, la presse stalinienne s'est distinguée dans cette sale besogne de mouchardage. Des listes entières de noms et de prénoms de militants, de retour des tranchées espagnoles, sont publiées dans la presse stalinienne. Ces militants se trouvent, en général, sans papiers et la police les traque pour les jeter hors de France. Or, la publication de leurs noms et prénoms a pour but de les obliger « à se tenir tranquilles » et de ne pas dénoncer les saloperies accomplies par les bureaucrates staliniens en Espagne contre les révolutionnaires. Ensuite : des « trotskystes » reçoivent des lettres anonymes pleines de menaces, avec une tête de mort dessinée au milieu. C'est le même procédé que les « frères en chemise noire » utilisaient jadis en Italie pour terroriser les militants prolétariens et surtout leurs familles. D'autres sont « charitablement » prévenus de ne pas rentrer tard le soir s'ils veulent éviter des surprises. D'autres encore se voient espionnés par des individus suspects. Tout cela démontre que l'*OVRA* stalinienne

existe aussi sur le sol italien, travaille et se prépare à des coups redoublés.

Et pourquoi cela ? En dehors des basses, mais très réelles considérations du beefsteak et des tâches générales qui leur sont dévolues par la Guépéou, en dehors aussi des motifs d'ordre personnel, c'est-à-dire de la biographie chargée de trahisons et de lâchetés des quelques manitous qui tiennent (ou se donnent l'air de tenir) les rênes du parti stalinien italien, les causes profondes de la haine particulière des bureaucrates italiens contre les « trotskystes » sont exposées dans cet article. *La lutte à mort contre les « trotskystes » est le complément nécessaire de la politique de fraternisation envers les fascistes et envers les couches et les clans de la bourgeoisie italienne, menée par les staliniens.*

Nos camarades italiens, dans la mesure extrêmement limitée de leurs possibilités, dénoncent cette politique abra-cadabrante et traîtresse. Les ouvriers italiens, surtout ceux qui reviennent des tranchées espagnoles et de l'U.R.S.S., tournent le dos aux misérables charlatans qui jonglent avec les « frères fascistes » et qui, dans tous les problèmes importants ont fait et font le jeu de Mussolini. En Italie, dans les prisons et dans les îles de déportation, si l'on excepte quelques fonctionnaires préoccupés du soutien de leur famille et de leur assiette pour demain, la révolte est générale contre les profiteurs éhontés de leurs sacrifices. C'est assez pour que les bureaucrates véreux, à l'âme d'esclaves, vouent aux « trotskystes » une haine éternelle. Ce qui n'empêche pas nos camarades italiens d'accomplir leur travail révolutionnaire avec fermeté et succès.

Z. [BLASCO]

Quatrième Internationale
Numéro 11, août 1938.

«NAISSANCE DU FASCISME
L'ITALIE DE 1918 A 1922 »

par A. ROSSI [Angelo TASCA]

L'auteur de ce livre, A. Rossi, se propose « d'expliquer, c'est-à-dire reconstituer avec la plus grande approximation possible, le drame social qui aboutit, le 29 octobre 1922, à l'avènement du fascisme italien au pouvoir. » ,

Pour y parvenir, A. Rossi commence son étude en prenant l'Italie au moment où l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie traversa l'Europe comme un éclair en la précipitant dans l'effroyable carnage impérialiste de 1914-1918. A ce moment l'Italie se trouvait en pleine crise politique et sociale. A peine sortie de la guerre de Lybie, elle était traversée par une agitation profonde, dont le moment culminant fut la « semaine rouge » d'Ancône, qualifiée par Rossi de « révolte anarchiste », mais qui fut, en réalité, une explosion grandiose du grave mécontentement qui étreignait depuis des années les masses travailleuses de la Péninsule, à cause surtout de la corruption des classes dirigeantes italiennes et de leur impuissance à résoudre les problèmes posés par l'histoire. La « semaine rouge », pendant laquelle le prolétariat de la province d'Ancône et des Romagnes laissa plus de cent de ses fils sur le pavé, fut le tocsin indiquant que l'Italie était vraiment imprégnée de Révolution.

Mussolini, alors directeur de l'organe central du Parti Socialiste Italien l'*Avanti !*, exalte dans des articles enflammés le mouvement, tandis que les chefs réformistes du parti et de la C.G.T. le désavouent et le dénigrent.

Puis, c'est la guerre mondiale. Mussolini est d'accord, ainsi que tout le Parti Socialiste, farouchement « neutraliste ». Il dénonce les vrais buts impérialistes de la guerre ; il se moque de la « farce sentimentale » échafaudée autour de la « Belgique martyre », et il invite le prolétariat à ne pas tomber dans le filet que lui tendent les compères réactionnaires et démocratiques pour l'entraîner dans le massacre pour leurs louches intérêts de classe. Mais à l'improviste, illuminé par les sacs d'or qui, par Marcel Cachin, lui sont envoyés par l'Ambassade de France, il retourne sa veste, passe dans le camp des « interventionnistes », fonde le

Popolo d'Italia, constitue les « Faisceaux d'Action révolutionnaires » et se lance dans une campagne effrénée qui réussit, par l'action de rue, à entraîner l'Italie dans le conflit.

C'est dans ces « Faisceaux d'action révolutionnaires » qu'on doit situer l'origine du mouvement qui, avec des transformations successives, deviendra le fascisme sous le joug duquel les travailleurs plient encore aujourd'hui.

La guerre n'a résolu aucun des problèmes devant lesquels se trouvait déjà quatre ans auparavant l'Italie. Elle les a tous aggravés, en y ajoutant d'autres encore plus graves et plus épineux. Faisant partie du Bloc des Etats vainqueurs, l'Italie s'est trouvée, en réalité, dans la situation d'un Etat presque vaincu. Dans le partage du butin impérialiste, le brigand italien s'est vu en quelque sorte spolié par ses compagnons de route, les brigands de l'impérialisme anglo-franco-américain. Au mécontentement des masses travailleuses qui savaient avoir fait la guerre pour le compte de leurs exploités, et dont aucune des promesses qui leur avaient été faites pour les maintenir au front n'avaient été tenues, s'ajoute donc le mécontentement des « responsables » du carnage qui, eux aussi, s'aperçoivent qu'ils ont été les dupes du « roi de Prusse ». La tension politique en Italie devient énorme. C'est un formidable volcan dont la lave jaillit par toutes les fissures de la société italienne. Toutes les classes sont en ébullition. Les ouvriers et les salariés agricoles se lancent, au cours des années 1919-1920, dans des grèves presque à jet continu, poussés à cela non seulement par un état d'esprit qui voulait « changer le monde », suivant l'exemple de leurs frères russes qui, en 1917, avaient conquis le pouvoir, mais aussi par la nécessité de défendre leurs conditions immédiates d'existence, empirant dans le marasme général et par la montée du coût de la vie.

Les « victoires » les entraînent ; les échecs les trempent. Les étapes de cette agitation débordante, profonde et spontanée, sont données : par le refus de départ des troupes envoyées en Albanie, refus qui marque tout le degré de désagrégation de l'armée italienne et l'état d'esprit révolutionnaire qui régnait parmi les troupes ; par le vaste mouvement contre la cherté de la vie, mouvement qui embrasa en quelques jours l'Italie du Nord au Sud, et au cours duquel des rabais jusqu'à 50 % furent imposés sur tous les

prix pratiqués à la vente. La puissance de ce mouvement fut telle que presque partout les commerçants se présentèrent aux Bourses du Travail et aux sections syndicales pour leur confier les clefs de leur négoce. Les soldats fraternisaient avec les foules en les aidant dans leur action contre les « spéculateurs » et en leur offrant des armes. Vient ensuite la grève d'Avril 1920, à Turin. Grève provoquée par le patronat sous prétexte d'introduire « l'heure légale », mais en réalité pour tenter d'en finir avec les « Conseils d'Usine » qui, surtout dans cette ville, avaient pris un sérieux développement. Et enfin on a les occupations d'usines au mois de septembre 1920, occupation qui ne se limita pas aux danses et aux jeux de belote comme en France en 1936, mais constitua une remarquable tentative de mettre effectivement la main sur l'appareil de production.

De leur côté, les salariés agricoles marchaient sans hésitation sur le même chemin tracé par leurs frères, les ouvriers des villes. Dans toutes les provinces d'Italie ils réussirent à imposer des contrats de travail et complétèrent leur mouvement revendicatif des grèves par des tentatives et aussi par d'effectives occupations des terres. Les couches moyennes suivaient, surtout au commencement, avec sympathie l'irréfrénable mouvement.

De l'autre côté de la barricade, mais avec des caractères complexes qui auraient pu, dans une grande mesure, être utilisés, même directement par le prolétariat, on a eu le mouvement des « Légionnaires fiumains » (i « Legionari fiumani ») dont le chef était Annunzio et dont l'exploit principal fut l'occupation de la petite ville-frontière de Fiume pour l'incorporer à l'Italie. Et on a eu la naissance et le développement... du fascisme.

Il nous est impossible de résumer ici toutes les vicissitudes à travers lesquelles le mouvement fasciste a réussi à s'affermir jusqu'à s'emparer du pouvoir. Le livre de Rossi étaye avec une abondance remarquable les diverses phases de cette montée rapide ; foudroyante. Mais, à notre avis, il passe toujours à côté ou nie carrément les véritables problèmes. De toute évidence A. Rossi, à travers la description, parfois saisissante, du débordement fasciste et de l'incapacité, du « nullisme » politique des partis prolétariens, vise à justifier et à exalter la politique de « Front Populaire » qui a triomphé en France en 1936. Du livre de Rossi il se dé-

gage nettement que c'est une politique de Front Populaire qui aurait préservé l'Italie du fascisme.

Le dilemme devant lequel se trouvait — et se trouve l'Italie — : socialisme ou fascisme, non seulement est nié par Rossi, mais est caractérisé comme « perfide ». Pourtant, « perfide » ou non, c'est bien ce dilemme que l'histoire pose devant nos yeux et — comme le démontre le développement de la lutte dans tous les pays du monde — pas seulement en Italie. Rossi a raison lorsqu'il affirme que le mouvement ouvrier a été vaincu en Italie, non par le fascisme, mais par l'inaptitude, par la décomposition intérieure, par l'inexpérience des partis qui devaient le conduire à la victoire. C'est un fait que le fascisme, s'est frayé la voie non sur la base de la destruction directe des organisations prolétariennes (et cela malgré l'appui et la collaboration active qu'il a obtenue de la part de tous les gouvernements « démocratiques » qui se sont succédés en Italie depuis la fin de la guerre jusqu'à Octobre 1922) mais sur celle du piétinement sur place, de l'impasse dans laquelle, à un certain moment le mouvement ouvrier s'est trouvé cloué. Mais les recettes que Rossi indique comme susceptibles d'éviter la catastrophe si elles avaient été employées, nous paraissent plutôt des cataplasmes inutilisables et en tout cas, absolument inaptes à sauver les masses travailleuses d'Italie de l'esclavage fasciste.

Pour Rossi, le véritable problème à résoudre en Italie était celui de l'intégration des larges masses populaires et avant tout du prolétariat, dans l'Etat. Il fallait créer l'Etat populaire italien. Concrètement, cela veut dire qu'à l'Etat bourgeois, menacé de dislocation sous les vagues opposées des forces de la société italienne, il fallait donner une base de masse pour le sauver et pour empêcher en même temps que cette base lui soit fournie par les forces hostiles au prolétariat.

Rappelons d'abord que cette idée n'a rien d'original, même sur le terrain italien. On peut affirmer que depuis 1900, elle a inspiré toute la politique du plus grand corrupteur de la vie politique italienne : Giolitti. Elle a inspiré aussi la politique des réformistes. C'est cette politique qui fit faillite déjà dans le climat relativement tranquille de l'avant-guerre, car l'intégration des masses populaires dans l'Etat (bourgeois) ne pouvait signifier pour celles-ci, surtout en Italie, que la renonciation passive à toute amélioration

et à tout progrès réel. Elle ne pouvait signifier aussi que la mort de toute conscience de classe du prolétariat italien, dont les divers tronçons n'auraient servi que de suppôt de la politique des divers groupements industriels et agraires de la Péninsule. Les « *Eccidi proletari* » (les massacres des prolétaires) qui ensanglantèrent, avec une fréquence tristement fameuse, la vie politique italienne dans les 14 années qui précédèrent la guerre mondiale, ont démontré que cette *intégration* (intégration *volontaire* et de *collaboration*, bien entendu : l'intégration par la force, le fascisme l'a effectuée) n'était qu'un rêve. D'autant plus chimérique devait-elle paraître — et était-elle — dans la situation d'après-guerre, lorsque toutes les masses étaient lancées en avant vers de nouvelles conquêtes politiques et sociales, et lorsque, pour pouvoir continuer d'exister, les classes exploiteuses avaient besoin de les chasser en arrière. Intégrer les masses dans l'Etat, après la guerre, aurait signifié non leur permettre, ainsi que le pense Rossi, d'utiliser les leviers de celui-ci pour consolider et étendre leurs conquêtes, mais aurait signifié briser leurs forces et les soumettre spontanément (au moyen des mitrailleuses social-démocrates) à l'exploitation renforcée des capitalistes et des agrariens.

Mais est-ce qu'au moins cela aurait épargné à l'Italie la domination fasciste ? Répondre par un oui ou par un non à cette question, cela a l'air un peu hors du temps... Les événements ont résolu le problème à leur façon. Toutefois il faut considérer ceci : nous avons déjà des expériences similaires à celles préconisées par Rossi : entre autres, en Autriche et en Allemagne, et plus récemment en France et en Espagne. Dans les deux premiers cas le fascisme a vaincu presque sans combattre. La résistance opposée par les ouvriers viennois en 1934 va à l'encontre des moyens préconisés par Rossi. L'*intégration* des masses dans l'Etat opérée en Autriche et en Allemagne par la collaboration de la social-démocratie au gouvernement a servi uniquement à arrêter la marche de la révolution, comme premier pas, pour lui tordre définitivement le cou.

En France, le passage de Blum au gouvernement n'a modifié en rien l'attitude de l'Etat en faveur de la classe ouvrière. Il a seulement réussi à faire avaler à celle-ci une politique d'ensemble qu'aucun gouvernement non de « Front Populaire » n'aurait été capable — dans les rapports de force donnés — de lui imposer. Sitôt que Blum

esquissa un geste de résistance (si l'on peut dire...) il a été mis à la porte gentiment. En Espagne, le coup d'arrêt contre Franco a été donné par les masses insurgées contre la tentative fasciste et contre... l'Etat « républicain ». Celui-ci, non seulement dans tous ses rouages, mais jusque dans les membres de son gouvernement, ou passe ouvertement à Franco, ou était prêt à la capitulation. Dans la mesure où les masses de l'Espagne « républicaine » ont été « intégrées » dans l'Etat bourgeois depuis juillet 1936, la guerre civile contre le fascisme a été transformée toujours plus en une guerre entre clans liés aux impérialistes rivaux. Les buts spécifiques du prolétariat et des larges masses dans la lutte contre le fascisme sont chaque jour plus mis à l'écart, et à leur place on introduit des buts bourgeois-impérialistes. De sorte que les masses voient toujours moins clairement *pourquoi* elles versent leur sang ; ce qui se traduit par une aide considérable à Franco. Les vrais défaitistes de la lutte antifasciste sont encore une fois ceux qui, au service de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme étranger, enlèvent aux masses les raisons essentielles de leur dévouement et de leur résistance jusqu'à la mort.

Ces quelques exemples nous autorisent à affirmer que l'intégration des masses italiennes dans l'Etat (en admettant qu'elle fut possible) n'aurait pas évité le fascisme. Peut-être lui aurait-elle frayé un autre chemin pour arriver au but. Il faut souligner en outre que le fascisme n'est pas seulement un moyen pour garantir à la bourgeoisie l'exploitation « pacifique » des masses à l'intérieur du pays. C'est surtout un moyen pour développer sa puissance extérieure. Exploitation « pacifique » à l'intérieur et puissance extérieure sont les conditions nécessaires sans lesquelles toute bourgeoisie nationale est vouée à la décadence et à la mort. La question se pose donc : ou les masses « intégrées » se présentent volontairement, spontanément, à la politique d'auto-esclavage et de pillage impérialiste, ou elles sont vite « désintégrées » et écrasées sans ménagement. C'est-à-dire qu'elles sont « intégrées » dans l'Etat à la manière fasciste. Il n'y avait pas d'autres alternatives possibles en Italie pour ceux qui, comme Rossi, se basent sur le maintien du capitalisme et de son Etat.

De cette position initiale découle aussi la position de Rossi sur tous les autres problèmes soulevés dans son livre. Nous sommes obligés d'aller vite.

Toute la critique de Rossi contre la social-démocratie italienne se réduit à ceci : *elle devait entrer dans le Gouvernement*. Pourquoi faire ? Pour empêcher que la place... soit occupée par d'autres ! Seulement, il ne suffit pas d'occuper la place, il faut aussi, entre autres, décider qui paye la casse de la guerre. Est-ce la bourgeoisie ? Mais alors il ne reste plus d'autres ressources que de l'exproprier et de l'abattre. Mais Rossi sait très bien que ce n'est pas pour cela que la collaboration socialiste était sollicitée. Du reste, cela aurait été la seule collaboration à laquelle les « socialistes » à la Turati se seraient résolument refusés de toutes leurs forces. Est-ce donc le prolétariat et les masses travailleuses ? Sans doute... Mais alors il faudra les mâter, car déjà elles ne peuvent et ne veulent plus vivre dans leur situation présente. Le dilemme « perfide » se représente toujours. Les « socialistes » qui étaient foncièrement hostiles à toute révolution en Italie ont certainement commis un crime en se refusant à la collaboration gouvernementale. Il aurait été mille fois mieux qu'ils jouent leur rôle ouvertement (et dans ce cas, même indirectement, la classe ouvrière pouvait en tirer des avantages) que de se réduire à poignarder la révolution dans les coulisses. Car le « nullisme » maximaliste et l'inexpérience, plus tard, des jeunes cadres communistes ne peuvent nullement « justifier » ou atténuer la trahison des autres.

Du reste, envisagée ainsi que le fait Rossi, la collaboration des socialistes au gouvernement n'aurait que réduit ceux-ci au rôle de simples pantins aux mains de leurs « alliés ». Rossi, en effet, pose la question en ces termes : sur le terrain de la force dans le pays, le prolétariat et les masses travailleuses ne peuvent être que battues. Il faut donc entrer au gouvernement pour utiliser les forces de l'Etat. Mais si cela est vrai, alors ceux qui entrent dans le gouvernement doivent le faire en acceptant les conditions imposées par l'adversaire (l'adversaire des masses travailleuses). Et celui-ci n'est pas assez bête pour offrir à celui qui se trouve à sa merci les armes pour se faire abattre ; d'ailleurs tous ceux qui ont offert la « collaboration » aux socialistes (Nitti, Giolitti, etc.) leur ont tenu ce simple langage : ou vous entrez dans le gouvernement et nous aidez à étrangler le mouvement ouvrier, ou nous serons forcés de le faire avec la Garde royale et avec les bandes fascistes. Toute la stratégie de Rossi consiste dans l'acceptation de cette collaboration.

C'est pourquoi il n'a que du mépris pour ces pauvres socialistes bolonais qui, devant les menaces fascistes protégées ouvertement et ostensiblement par le gouvernement qui offrait aux socialistes de collaborer, décident de se défendre eux-mêmes. Il fallait, selon lui, demander à l'Etat de défendre ses propres institutions. Et après ? Si l'Etat considère que pour défendre ses institutions il faut y pousser les socialistes élus par les masses ? Si, pour y arriver, il arme les fascistes, les encadre d'officiers de l'armée et les pousse à l'attaque protégés par les forces de la police ? Les prophètes désarmés sont voués à la défaite ; mais celui qui se met sous la protection des armes de l'adversaire qui veut l'abattre n'a pas de meilleures chances d'y échapper. Rossi critique à juste titre Mateotti lorsque celui-ci invite les paysans de Polisine à ne pas résister par les armes aux fascistes. Mais il critique parce que, selon lui, la non-résistance à la base devait avoir comme complément une action encore plus énergique à Rome. Mais quelle *action* énergique pouvaient-ils mener à Rome ceux qui y arrivaient des provinces en quémandeurs, la queue et les oreilles déchirées par les morsures des loups fascistes que Rome protégeait et armait ? N'est-il pas évident qu'ils ne pouvaient qu'être l'objet de la politesse ironique des concierges des ministères ? N'est-il pas évident que pour peser à Rome il fallait être en condition de détruire les nids fascistes que la capitale organisait dans les provinces ? Et dans ce cas, où aller trouver la « collaboration » ?

Rossi discute dans son livre aussi le problème des Soviets, des Communes et des Bourses du Travail. Au lieu de poursuivre de fantomatiques Soviets étrangers à l'expérience italienne, il fallait, selon Rossi, s'appuyer sur les Bourses du Travail et sur les Communes. Ces deux organismes auraient pu substituer avantageusement les Soviets. Substituer pour quoi faire ? Pour entrer dans une combinaison ministérielle la corde au cou ? Sans doute, pour faire cela les Soviets sont inutiles. Mais l'expérience italienne a démontré, elle aussi, que le Soviet n'est nullement un organisme spécifiquement russe. Dans les usines, au cours des grèves, pendant les manifestations contre la chèreté de la vie, en mille et mille occasions, les ouvriers, les masses, ont spontanément donné vie à des organismes qui les réunissaient et les dirigeaient en dehors et au-delà des limites des Bourses du Travail (sans parler des communes, institutions de l'Etat bourgeois).

Le fait que les dirigeants du Parti Socialiste Italien (les Bombacci, les Gennari et autres abrutis de cette espèce), au lieu de s'appuyer sur l'expérience des masses, voulaient créer des « soviets » tels qu'ils les concevaient dans leur pauvre cerveau, n'enlève rien au fait que ces organismes étaient trouvés, au moins dans leur forme embryonnaire, spontanément par les masses chaque fois qu'elles en avaient besoin. Cela déplaisait beaucoup aux mandarins réformistes et à leurs avocats mais cela était un fait.

En dépit des idées de son auteur, nous recommandons particulièrement aux jeunes la lecture du livre de Rossi. Ils pourront y apprendre beaucoup de choses. Avant tout l'incapacité, la carence, la trahison des dirigeants des partis prolétariens italiens face au fascisme leur enseigneront (il faut l'espérer) à trouver d'autres chemins pour vaincre ce terrible ennemi. Et ensuite ils verront par quels moyens le fascisme italien, dirigé par Mussolini, est parvenu au pouvoir. Ils verront avant tout que le fascisme s'est présenté du premier moment comme une organisation de combat, une organisation armée. Il a su exploiter à fond les moyens légaux et les moyens illégaux pour atteindre son but. Il a utilisé largement les forces de l'Etat pour protéger son action, mais il s'est préoccupé à chaque instant d'avoir une force armée à lui, ne dépendant que de lui. Et pas seulement une force armée, mais aussi une police, des moyens de communication et de liaison : en somme tout ce que doit avoir une organisation, un parti qui veut réellement conquérir le pouvoir. Du livre de Rossi il se dégage des leçons de stratégie et de tactique politique de la plus haute importance pour les jeunes qui, rompant avec le socialisme à la Blum et avec le stalinisme, se rangent sous le drapeau de la Quatrième Internationale pour vaincre là où les autres ont perdu, failli et trahi.

R. [BLASCO]

Quatrième Internationale,
n° 11, Août 1938

Un grand militant est mort...

GRAMSCI

Après onze ans de prison, Antonio Gramsci est mort d'une apoplexie à Rome, dans une clinique, où la bestiale répression fasciste s'était vue obligée de le transférer il y a deux ans, pour éviter que l'homme le plus aimé du prolétariat d'Italie, finît par mourir au fond de son cachot.

Antonio Gramsci était venu au socialisme dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre de 1914, lorsque, jeune étudiant, fils de paysans pauvres, de sa Sardaigne natale, il alla à Turin dans le but de continuer ses études. Ce fut dans la capitale du Piémont, au contact du prolétariat industriel le plus concentré et le plus expérimenté d'Italie, qu'il fit ses premiers pas sur le chemin de la révolution. Quoique d'un extérieur extrêmement négligé et d'un physique pénible, il faisait du premier abord la plus grande impression sur ceux qui avaient l'occasion de s'entretenir avec lui. Mussolini, qui, en 1914, avant son reniement, avait été appelé à Turin par le groupe des étudiants socialistes, dont Gramsci, se souvenait justement de lui, huit ans plus tard lorsqu'il écrit que le Parti Communiste avait pour tête un petit bossu, extraordinairement intelligent et malin...

La tourmente de 1914 et l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 trouvèrent Gramsci, encore ignoré, encore obscur, à son poste de combat. Il ne fléchit point. Les racontars selon lesquels il aurait eu des hésitations ou même des sympathies pour le mouvement *interventionniste*, ne sont que des insinuations habilement répandues par certains « disciples » à retardement dans le but de justifier leur désertion et leur lâcheté. En 1917, dans l'année la plus dure de la guerre, au moment où la réaction s'acharne impitoyablement contre le révolutionnaire, tandis que Ercoli, par là (l'actuel secrétaire de l'I.C.) reniait le Parti au nom de la « Magna Anglia », Gramsci continue sa modeste besogne, assure le service de correspondance avec l'organe central du Parti « l'Avanti » comme il assure les liaisons avec les camarades restés à Turin, ou qui reviennent de la zone de

guerre. Gramsci m'a affirmé lui-même, en 1922, qu'il n'avait jamais été interventionniste.

Mais c'est seulement en 1919 que Gramsci révèle entièrement toutes ses qualités de polémiste, de tête et de cœur de la classe ouvrière et plus particulièrement du prolétariat industriel du Piémont.

En 1919, le prolétariat italien est en pleine effervescence révolutionnaire. Les reculs successifs de la bourgeoisie rapprochent extraordinairement aux yeux de la classe ouvrière et des masses laborieuses la possibilité de la victoire définitive, du triomphe de la révolution. Les nouvelles provenant de Russie sur les victoires et la consolidation du pouvoir soviétique, emportent les masses d'enthousiasme. L'emblème de la faucille et du marteau couvre les murs des villes et des villages d'un côté à l'autre de l'Italie. Les noms de Lénine et de Trotsky sont acclamés comme des défis de combat par des millions d'ouvriers, de soldats, de petits paysans. Le Parti Socialiste, qui grossit de jour en jour se révèle absolument impuissant pour coordonner le mouvement des masses, pour *organiser* la révolution. Même les éléments révolutionnaires les plus conscients et décidés avancent d'un pas irrésolu et incertain.

Deux noms émergent : Bordiga et Gramsci.

Bordiga, déjà connu des jeunes avant la guerre, qui connaît mieux que Gramsci les hommes du Parti Socialiste, et le Parti lui-même, fonde à Naples l'hebdomadaire « Le Soviet » et organise d'un bout à l'autre de l'Italie sa fraction qui plus tard sera appelée la « fraction des abstentionnistes » parce qu'elle préconisa l'abstention des élections parlementaires. Le combat de Bordiga est le combat pour la scission d'avec les réformistes et les centristes ; le combat pour la construction du Parti de la révolution. Il est seul à se battre déjà depuis plus d'une année pour ce but. Gramsci ne voit pas encore cette nécessité. De l'expérience toute fraîche de la révolution d'octobre et des révolutions des autres pays, il retient surtout le phénomène de la croissance et du développement des « Conseils de Fabrique ». Il voit dans ces Conseils la forme révélée par l'histoire de l'auto-gouvernement des masses travailleuses, les cellules vivantes de *l'Ordre Nouveau*.

L'Ordine Nuovo sera donc le titre de l'hebdomadaire qu'il fonde à Turin et dont il prend la direction. Toute la vraie personnalité de Gramsci, son originalité, sa grandeur,

se trouvent dans ce journal. Pendant deux ans, dans des articles à forme très personnelle, mais qui reflètent tout le tourment et tout l'effort créateur de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat de Turin, Gramsci dévore les trésors de son intelligence, de sa culture et de sa passion révolutionnaire pour impulser les Conseils d'usine, pour en démontrer la valeur destructive de l'ordre capitaliste et nécessaire en tant que cellules constitutives de l'Ordre Nouveau, de l'ordre socialiste et communiste. Les ouvriers avancés des grandes usines de Turin, les membres des « Commissions Internes », se serrent autour de lui. Les bureaucrates syndicaux l'accusent de saper l'autorité et les fonctions des syndicaux, mais lui-même répond en gagnant à son point de vue les majorités syndicales et en transformant ainsi les syndicats en puissants soutiens des Conseils d'usines au lieu d'en être les adversaires.

La défaite subie par le prolétariat italien en septembre 1920 à la suite de l'abandon des usines occupées sera la fin aussi de ce mouvement des Conseils d'usines, auxquels Gramsci a donné le meilleur de sa vie. « *L'Ordine Nuovo* », d'hebdomadaire se transforme en quotidien, mais il sera désormais *autre chose* que celui qu'il avait fondé.

Les philistins et les bureaucrates, ceux qui, aujourd'hui, cherchent à exploiter Gramsci au profit de la trahison et de l'escroquerie stalinienne, nous présentent déjà un Gramsci truqué, méconnaissable à ceux qui l'ont connu et à lui-même s'il était encore vivant.

Nous croyons pouvoir dire, par contre, que Gramsci, malgré ses qualités éminentes, s'est lui aussi trompé, et sur des problèmes importants. Et nous pouvons ajouter que lui en avait pleine conscience et ne craignait pas de le dire. La preuve en est que pendant des années il s'est refusé à recueillir en volume ses écrits. A la fin, il s'était décidé à le faire, mais il avait commencé à écrire une préface (il en avait déjà écrit environ 100 petits papiers de sa très petite mais claire calligraphie) dans laquelle il se critiquait soi-même avec cette honnêteté intellectuelle qui le caractérisait.

Ce projet a été brisé par son arrestation au moment des lois exceptionnelles et maintenant, par sa mort.

Nous ne savons pas quelle a été l'évolution de Gramsci au cours des onze années de prison, mais nous pouvons affirmer ceci : toute l'activité de Gramsci, toute sa conception du développement du Parti et du mouvement ouvrier s'op-

pose de façon absolue au Stalinisme, à ses crapuleries politiques, à ses falsifications éhontées. Un des derniers actes politiques de Gramsci avant son arrestation, en 1926, a été celui de faire approuver par le B.P. du Parti italien, une lettre adressée au B.P. du Parti russe en lui demandant de se contenir vis-à-vis du camarade Trotsky dans les limites d'une discussion entre camarades, et de ne pas adopter les méthodes qui fausseraient les problèmes controversés et empêcherait le Parti et l'Internationale de se prononcer en pleine connaissance de cause. Cette lettre fut approuvée aussi par Grieco (Garlandi), Camilla Ravera et Mauro Scoccimarro.

Mais elle fut envoyée sur « une voie de garage » par Ercoli qui, étant à Moscou et en ayant pressenti les destinataires, a cru bon de la garder dans sa poche.

Nous pouvons affirmer aussi, que au moins depuis 1931, et jusqu'en 1935, la réputation morale et politique de Gramsci avec le Parti stalinisé était complète. La preuve est donnée seulement par le fait que pendant ces années la presse a mis la sourdine à la campagne pour la libération de Gramsci, mais aussi par le fait que Gramsci avait été officiellement destitué en tant que *Chef* du Parti et que, à sa place, on avait dressé ce clown bon à tout faire qui s'appelle Ercoli ! Les camarades sortis de prison nous ont communiqué aussi, il y a deux ans, que Gramsci avait été exclu du Parti, exclusion que la direction avait décidé de tenir cachée au moins jusqu'à ce que Gramsci aurait été dans la possibilité de parler librement.

Et dans cela dans le but de pouvoir exploiter la personnalité de Gramsci à ses fins. En tout cas, les bureaucrates staliniens s'étaient arrangés pour ensevelir Gramsci politiquement avant que le régime mussolinien ne l'achevât physiquement.

Gramsci est mort, mais pour le prolétariat, pour les jeunes générations qui viennent à la révolution au travers de l'enfer fasciste, il restera toujours celui qui mieux que tout autre a incarné les souffrances, les aspirations et la volonté des ouvriers et des paysans pauvres d'Italie, au cours des vingt dernières années.

Il restera un exemple de droiture morale et de probité intellectuelle absolument inconcevable pour la congrégation des pique-assiettes staliniens dont le mot d'ordre est « s'arranger ».

Gramsci est mort, mais après avoir assisté à la décomposition et à la mort du Parti qu'il avait puissamment aidé à créer et après avoir entendu dans ses oreilles les coups de revolver chargés par Staline et qui abattirent toute une génération de vieux bolchéviks.

Gramsci est mort, mais après avoir su que des nouveaux vieux bolchéviks, comme Boukharine, Rikov et Rakovski étaient déjà prêts pour l'abattoir.

Gramsci est mort d'un coup au cœur, on ne saura peut-être jamais qui a contribué le plus à le tuer : les onze années de souffrance dans les prisons mussoliniennes ou les coups de pistolet que Staline a fait tirer dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Piatakov et de leurs camarades dans les caves de la Guépéou.

Adieu Gramsci.

O. [BLASCO.]

La Lutte Ouvrière,

n° 44, 14 Mai 1937.

III

PIETRO TRESSO

LETTRES DE LA PRISON

1942-1943

Pietro Tresso à Barbara

Lodève, le 15 octobre 1942

Ma chère, ma très chère petite,

j'ai reçu ta lettre du samedi ainsi que la photographie de Cocola (Barbara). Je suis particulièrement content pour la photo. J'aime bien avoir ma petite auprès de moi, quoique je l'eusse déjà bien vivante devant mes yeux. Je la vois surtout à son retour du travail, bien contente pour la besogne accomplie et toute heureuse de me trouver à la maison, et pouvoir me raconter les faits de la journée. Je la vois aussi pendant le petit parcours qu'on fit ensemble sur le camion, quand, les yeux mouillés de larmes, elle me disait : courage, courage. Oui, j'en aurai du courage, autant qu'il en faudra et pour toutes les circonstances ! Je regrette beaucoup que ma lettre t'aies un peu choqué. Que veux-tu, ma bonne et douce amie, mon langage est bien déterminé par les circonstances. Et il ne faut pas y faire trop d'attention. Je ne t'ai pas encore raconté comment je passe ma journée ici et quel est le régime auquel nous sommes soumis. Je ne le ferai pas non plus cette fois, car nous sommes encore un peu en l'air. Je peux te dire que pour l'instant nous sommes logés dans une vaste pièce, avec deux grandes fenêtres où l'air et la lumière ne manquent absolument pas. Notre sortie dans la cour est, pour le moment, absolument irrégulière, mais en moyenne c'est presque satisfaisant. C'est presque certain, néanmoins, que notre régime au grand air sera amélioré. Pour le reste, nous avons toute la journée à notre disposition pour étudier ou faire ce que bon nous semble. Tu vois, donc, que ma vie est presque enviable par rapport à la tienne, car j'imagine bien tous les petits et gros problèmes que tu es obligée de résoudre à chaque pas. A commencer par celui du travail et du pain quotidien ?...

Ce que je te recommande le plus, c'est de soigner ta santé. Choisis bien tes amitiés en te rappelant qu'il vaut mieux

être seuls que mal accompagnés (1). Ecris-moi sur tes lectures, sur tes amusements et aussi sur tes chagrins. Profites — si tu as la possibilité — de ces magnifiques journées d'automne pour visiter les alentours de Marseille. Je sais que tu les aimes beaucoup.

PIERRE

★★

Pietro Tresso à Barbara.

Pierre Tresso, matricule 494 — Lodève, 20 oct. 1942.

...Le résultat de l'analyse de mon crachat est négatif. Tant mieux. Une fois de plus, pourrais-tu m'envoyer le livre de Naville et celui de Joseph Conrad... Je suis content de savoir que tu as accompagné Michou à voir Blanche-Neige. Tâche de te distraire le plus possible. Quant à savoir si les sentiments de justice (car, au fond, il me semble qu'il s'agit de cela) exprimés par les gosses, sont innés ou non, il faudrait beaucoup de pages pour l'établir convenablement. Pour mon compte je crois que le problème est plutôt mal posé. Les sentiments et les idées de justice, me semble-t-il, ne peuvent surgir et se développer que dans la société. Les uns et les autres marquent le degré et la nature du développement des rapports entre les hommes. Au cours du développement de la société, l'idée et les sentiments de justice se modifient et parfois changent de fond en comble. L'idée chrétienne de justice, par exemple, diffère profondément de l'idée païenne. L'idée de justice qui s'exprime à travers la déclaration des droits de l'homme, est, en réalité, opposée à celle qui s'exprime à travers beaucoup de formules « dernier-cri ». Mais d'autre part, les sentiments et les idées de justice présupposent, non seulement l'existence de la société humaine, mais aussi celle de l'homme. C'est-à-dire l'existence d'un être organisé d'une certaine façon et pas d'une autre. Ce qui revient à dire que, ainsi qu'il est impossible de concevoir l'homme en dehors de la société, il est impossible aussi de le considérer en dehors de certains sentiments et idées de justice. Ces sentiments et idées ne sont pas innés, mais, en même temps répondent ou expriment des nécessités organiques de l'espèce humaine. Quand l'enfant applaudit à la mort de la mauvaise fée, il

(1) Il s'agit d'une recommandation pour éviter une nouvelle arrestation.

n'exprime pas seulement quelque chose d'appris, mais aussi quelque chose de vital pour lui-même. La mauvaise fée est celle qui lui peut causer du mal, donc, à bas la mauvaise fée ! Mais glissons... Ne t'en fais pas : je n'ai aucun rapport avec les dévôts de Joseph, et cela, du reste, pas par ma faute. Je les ignore autant que possible. A part ça, je me porte bien d'esprit et de corps... Combien de peines as-tu pour vivre ? Ah, que je voudrais être à tes côtés en ce moment. De tous les points de vue je serais plus utile en dehors qu'en prison... Je viens de recevoir une belle lettre de S [ilone]. Prière de lui écrire en le remerciant et en m'excusant de ne pas pouvoir lui répondre directement, car je n'ai que deux lettres par semaine que je réserve pour toi...

★★

Pietro Tresso à Gabriella Maier (1)

Prison de Lodève, prison militaire novembre 1942

Ma chère Gabrielle,

je viens de recevoir votre belle carte du 31 octobre. Vous me demandez si j'ai reçu votre lettre ? Voici ce que j'ai reçu de Suisse : votre carte du 7-10, adressée au Fort St-Nicolas et qu'on m'a fait suivre ici ; votre lettre du 18-10 et votre dernière carte. Ensuite, j'ai reçu une lettre de Silone, datée du 17-10. A aucune de ces lettres je n'ai pu répondre directement. Je ne dispose que de deux lettres par semaine et pour des nécessités pratiques ainsi que pour des raisons que vous imaginez bien, je dois les réserver à votre sœur. C'est pourquoi j'avais prié Barbara de m'excuser auprès de vous. Mais certainement elle n'aura pas eu le temps et la tête pour le faire. D'autre part, que vous dire maintenant ? Vous êtes certainement renseignée sur mes conditions de vie ici. Depuis les premiers renseignements que je vous ai donné, aucune modification n'est intervenue. Je me trouve dans une cellule avec trois autres amis, dont deux étaient impliqués dans la même affaire que moi et un troisième que j'ai retrouvé ici. Notre cellule a une cubature de 63 mètres. Une grande fenêtre nous ouvre la vue sur une grande place du pays et sur les collines environnantes. A certains égards j'ai presque l'impression de me trouver devant le

(1) Sœur de Barbara.

même panorama que j'admira le soir, assis en haut de l'escalier, devant la porte de ma cuisine dans mon patelin natal ! Pour la nourriture, tout va bien jusqu'à maintenant. Entre l'ordinaire, les colis et la cantine nous nous apercevons presque pas des restrictions. Je suis convaincu que votre sœur a beaucoup plus de mal que moi pour se nourrir suffisamment. A part le temps de récréation au grand air — 2 h., parfois 4 h. par jour — nous passons notre temps à lire, à étudier ou à causer et à jouer (très rarement) aux échecs entre nous. Nous avons déjà toute une petite bibliothèque à nous. Nous pouvons recevoir des livres de caractère scientifique et de toute sorte, excepté des livres directement politiques. Naturellement il peut arriver qu'un livre soit jugé — à tort ou à raison — comme politique et dans ce cas il peut être retenu. J'ai porté ici avec moi trois livres traitant des problèmes financiers. (« Les expériences Financières d'après-guerre », de Bonnet, édition d'Armand Colin ; « D'où vient tout cet argent » de Ernst Wageman et « La science de la Bourse » de O. Doumer). Nous avons des livres sur la théorie de la relativité de Einstein, sur les théories généticiennes de Jean Rostand, sur l'histoire de la médecine, de la chimie, etc. Votre sœur m'a envoyé 9 petits volumes de la collection des classiques. Nous avons des grammaires anglaises et allemandes, quelques romans et quelques livres d'histoire. Nous avons aussi des traités d'algèbre et de géométrie ainsi que de physique. En somme, pour l'instant nous avons de quoi occuper notre temps. Naturellement si nous devons rester ici pendant dix ans nous aurons le temps de lire tout cela et autre chose encore !... Mais nous sommes, malgré tout, des optimistes et nous pensons devoir déménager d'ici bien avant le terme qui nous a été fixé par le Tribunal Militaire.

Le point noir pour nous ici, ce sont nos rapports avec les staliniens. Pour ces messieurs nous sommes, naturellement, une bande de vipères lubriques et tout le tralala que sans doute vous connaissez. Par conséquent nos rapports avec eux se résument dans le manque de tout rapport, quel qu'il soit. Eux nous ignorent et nous les ignorons. Au point de vue personnel cela ne me gêne nullement, mais leur haine contre nous est sans bornes. Tant pis. Quant aux possibilités de me rendre visite, cela est plus difficile. D'autre part les visites ont lieu derrière un double grillage métallique en présence d'un gardien et pendant une demi-heure. Ce

qui fait que les visites ne sont nullement sollicitées par les prisonniers. En tout cas, on verra cela d'ici quelques mois.

Dans une lettre que j'ai écrite à votre sœur j'ai touché quelque peu un argument indiqué par Silone à propos de Pietro Spina. Je m'en voudrais de répéter ici la même argumentation. Je dirai seulement que c'est justement parce que nous sommes restés jeunes que nous nous trouvons pratiquement en dehors des diverses « églises ». Les mêmes aspirations morales qui nous ont poussés, dès notre jeunesse, à l'intérieur d'un parti, nous ont poussés en dehors dès qu'elles se sont trouvées en désaccord avec ce qu'on appelle les nécessités pratiques. Si nous avions vieilli, nous aurions entendu la voix de l'expérience ; nous serions devenus des « sages », nous nous serions adaptés, ainsi que beaucoup d'autres, à la ruse, au mensonge, au sourire obséquieux envers les divers « fils du peuple », etc. Mais cela nous a été impossible. Pourquoi ? Parce que nous sommes restés jeunes. Et pour cela toujours insatisfaits de ce qui est et aspirant toujours à quelque chose de mieux. Ceux qui ne sont pas restés jeunes, sont, en réalité, devenus des cyniques. Pour eux les hommes et toute l'humanité ne sont que des instruments, que des moyens qui doivent servir à leurs buts particuliers, même si ces buts sont couverts avec des phrases d'ordre général ; pour nous les hommes et l'humanité sont les seules véritables réalités existantes. Naturellement tout ceci est bien générique. Encore faudrait-il établir la liaison nécessaire entre les forces morales qui sont en nous et la réalité quotidienne. C'est ici que les véritables difficultés surgissent. Mais une chose me paraît certaine : il est impossible de supporter en silence ce qui heurte les sentiments les plus profonds de l'homme. Nous ne pouvons pas admettre comme justes les actes que nous sentons et nous savons être injustes ; nous ne pouvons pas dire que ce qui est vrai est faux et ce qui est faux est vrai sous prétexte que cela sert à telle ou à telle autre des forces en présence. En définitive, cela retombe sur l'humanité toute entière et, donc, sur nous-mêmes ; et cela briserait la raison même de notre effort... Excusez-moi, ma chère amie, de cette digression. Dites-moi plutôt comment vous vous portez, vous et les vôtres...

Bonne poignée de main et au revoir !...

Votre Pierre

Pietro Tresso à Barbara.

Prison de Lodève, 7-10-42.

...Tu seras bien aimable de faire connaître les bonnes nouvelles (seulement les bonnes) que je t'enverrai à ma famille. A ce propos, j'ai reçu une lettre de ma nièce Mariuccia. Elle me dit que tout le monde se porte bien, mais que ma mère ne sait encore rien de mon sort. Heureusement, autrement la bonne vieille pourrait difficilement supporter le choc d'une telle nouvelle. Elle a toujours été courageuse et forte, mais actuellement elle a 76 ans et en plus j'ai toujours été son enfant le plus chéri. Alors... Que te dirais-je encore ? Oh ! J'aurais infiniment des choses à te dire, surtout sur ce qui se passe dans mon âme depuis plus de trois ans. Mais cela m'amènerait trop loin. Je pense à Pietro Spina et au vieux prêtre, son professeur, et à leur rencontre après tant d'années de séparation. Se sont-ils compris à ce moment-là ? Pietro Spina a-t-il vraiment tout dit à son vieux maître, ce qu'il avait sur le cœur ? Je ne le pense pas. Je crois, au contraire, qu'il ne fit que balbutier les premières phrases de sa confession... Mais passons. Peut-être que je te parlerai de tout cela un autre fois...

Pietro Tresso à Barbara.

Vendredi, le 23-10-1942.

Ma chère et douce amie,

j'ai reçu tes lettres du 18 et du 21 de ce mois, ainsi que le mandat de 70 frs... Je crois qu'il sera bien inutile d'aller voir le père [dominicain]. Pour moi il ne peut rien faire. Quant à tes visites, je ne saurais dire s'il pourra les faciliter. En tout cas, si tu le visites, il ne te mangera pas. Mais ne te fais pas d'illusions. Peut-être le seul moyen de nous revoir sera... de nous marier ! Ne fais pas d'attention à l'ordre (ou désordre) de mes lettres, car je les écris par bribes et par morceaux. Par exemple, celle-ci, je l'ai commencée ce matin et je la terminerai après-demain, dimanche, avant de la donner pour l'expédition. Comme ça tu auras mes nouvelles d'à peu près tous les jours !

Et maintenant quelques mots sur un problème soulevé par Silone : « Nous nous sommes comportés comme des enfants qui parient des millions qu'ils ne possèdent pas

à un jeu dont ils ignorent les règles ». Hélas, quant aux règles du jeu de la vie sociale humaine, les connaissons-nous jamais ? Car, à mon avis, ces règles n'existent pas. Chaque jour a ses problèmes, et pour les résoudre il est inutile de s'en référer à l'expérience du jour précédent. Chaque jour est — on peut le dire — unique ; et il commande des « règles » qui ne valent que pour lui. Aujourd'hui nous croyons voir les choses et leurs rapports mieux de ce que nous ne le voyions il y a vingt ans. Mais en sommes-nous bien sûrs ? Oui, nous nous sommes comportés comme des enfants, mais les millions que nous avons pariés, nous les avons. Nous les avons dans notre jeunesse et dans notre cœur, qui débordaient d'un besoin d'action et de sacrifice presque infinis pour faire de l'Humanité quelque chose de meilleur que ce qu'elle est maintenant. Nous avons parié plus que des millions là-dessus, nous avons parié notre vie. Et nous avons été à un certain moment, littéralement assommés par la découverte de tant de mesquinerie, de bassesse, de misère morale autour de nous. Nous parlions le même langage que les autres, mais sa signification était, pour les uns et pour les autres, différente et même opposée. Pour nous, nous disparaissions dans l'humanité ; pour les autres, l'humanité commençait par eux-mêmes. Et, au fond, avons-nous réellement changé ? Sommes-nous, aujourd'hui, réellement plus sages qu'il y a vingt ans ? Et pourquoi sommes-nous, donc, reportés vers notre enfance et notre adolescence ? Car, il serait vain de le nier, c'est dans les sentiments et dans les aspirations de notre première jeunesse et de notre adolescence que nous puisons aujourd'hui les forces pour continuer notre route. À un certain moment nous avons cru trouver la possibilité de développer nos sentiments par le moyen d'une certaine formation politique, mais la « réalité » nous a bientôt rejetés sur le rivage. Et cela démontre, justement, que nous sommes des enfants. Pietro Spina (1), aussi, et aussi son vieux Professeur, se sont trouvés, à un certain moment, rejetés hors du courant. Tous les deux, pour se rencontrer, ont dû, d'abord, être hors de leur « Eglise » respective. Tous les deux étaient virtuellement des bannis ; et ils étaient des bannis parce que la vie, qui avait usé leurs corps, avait rajeuni leur cœur et les avait ramenés à leur point de départ. Nous avons, parfois, apparemment

(1) Personnage d'un livre de Silone.

oublié et même combattu certains principes moraux appris presque en même temps que la parole, mais, en réalité, en étions-nous bien détachés ? Et si au lieu d'être restés des enfants, nous étions devenus des vieux, que pourrions-nous dire à la jeunesse d'aujourd'hui, de demain et de toujours ? Mais je dois terminer ma lettre. Peut-être la continuerais-je une autre fois... Je reçois ta lettre très triste du 23. Je répondrai à la prochaine... Donnes-toi du courage, ma chère petite. Espérons que les choses iront mieux dans l'avenir. Ecris-moi autant que possible. Bien, bien affectueusement. ton Pierre.

Pierre Tresso, matricule 494.
Prison militaire Lodève (Hérault).

**

Pierre Tresso à Barbara.

Prison Départementale Le Puy (Hte-Loire)

Le 30 janvier 1943

Ma bien chère, cette lettre, je ne la donnerai que demain soir, dimanche, mais je veux l'écrire aujourd'hui-même pour pouvoir m'entretenir un peu plus avec toi. Et d'abord, j'accuse réception de tes lettres du 21, 25 et 26 et de tes cartes du 22 et 26 courant. Je tâcherai de te répondre en détail...

Je suis très content du fait de la récupération du petit souvenir. Gardes-le toujours avec toi ou déposes-le en lieu sûr, de façon qu'il ne s'égaré pas. Monsieur Kuns s'est démontre vraiment chic pour l'occasion... (1)

Les clefs de ma logeuse sont ici avec moi. Je ne sais pas encore si j'ai le droit ou non de les faire expédier. Je voudrais bien pouvoir le faire car dans ce cas j'en profiterais pour te faire parvenir aussi ma montre ; souvenir à la fois de ma mère et de la guerre de 1914. Pourrais-tu m'indiquer l'adresse de l'éditeur de la « Psychologie Américaine » de Pierre Naville ? (2) Je voudrais demander à celui-ci

(1) Chancelier du Fort Saint-Nicolas qui, contrairement au règlement de la prison, avait rendu à Barbara deux piécettes d'or suisse, souvenir donné par elle à Blasco, et qui servirent à acheter un colis.

(2) Il s'agit de *La psychologie, science du comportement*, publié en 1942. Cet ouvrage avait fait l'objet d'une enquête de la police de Vichy, qui établissait une relation entre le contenu « américain » de ce livre et les accusations contre Pierre Tresso (relations avec les Etats-Unis).

de m'envoyer une copie gratis en... signe d'amitié ! Le livre de Paul Nizan dont tu me parles dans la lettre du 21, est-il intéressant ? Vaut-il la peine que je le lise ? Pour le thermos ne te donne pas trop de peine : on nous donnait chaque matin un quart d'eau chaude avec laquelle nous pouvions nous faire un peu de tisane. Mais depuis deux jours l'eau est disparue. Pourquoi ? Mystère. Dans ma deuxième lettre je vous parlerai de Cocola [Barbara]. C'est d'elle, surtout que je me préoccupe. Pour l'instant je te salue bien, bien affectueusement.

Pierre.

**

Pietro Tresso à Barbara.

Prison Le Puy, le 11 avril 1943.

...Je lus d'un seul trait le livre de Lussu que j'ai trouvé très passionnant. Il parle d'endroits qui me sont familiers et que j'ai encore bien clairs devant les yeux. Pourtant, au cours de l'offensive autrichienne de 1916 je ne me trouvais pas dans le même secteur que la brigade de Lussu. Nous nous sommes portés sur le haut-plateau d'Asiago par la gauche au lieu que par la droite. Notre route était Vicenza-Piovene...Monte Panval Carcaelia et Punta Corbin. Notre batterie, postée sur les côtes de Monte Sum. devait battre les positions autrichiennes qui se trouvaient en avant de Velo d'Astico, aux environs de « La Madonnina », la villa très renommée d'Antonio Fogazzaro, l'auteur du *Piccolo mondo antico*, etc. etc. Après nous nous sommes portés à Punta Corbin et notre tâche était de battre le fond de la Val d'Astico et le haut-plateau de Tonezza. Tout en étant, donc, sur le même massif du haut-plateau d'Asiago, notre secteur d'opération était autre. Plus tard j'avais changé de régiment et je changeais encore de secteur en montant sur le Pasubio... Tout cela est déjà vieux de bientôt 27 ans, et, pourtant, il me semble que c'est hier. Le livre de Lussu, que je relirai encore, m'a fait revivre cela avec une intensité poignante. Un autre livre, mais d'un caractère tout différent, que j'ai lu cette semaine, est *La guerre des Boutons* de Pergaud. Tu le connaissais déjà et je me souviens que tu t'amusais infiniment sur ces pages riantes et fraîches comme est riante et fraîche la jeunesse...

**

Pietro Tresso à Barbara.

Le Puy, le 4 avril 1943.

...je pense aux chasseurs alpins que toi, étendue au fond d'une barque et bercée par les vagues, tu as entendue chanter « con qual cuor morettina tu mi lasci » tandis qu'ils clouaient des planches. Les pauvres, aujourd'hui ils chantent et demain, peut-être, ils seront morts ou ils détruiront d'autres jeunes, aussi insouciantes qu'eux-mêmes. Ainsi comme tu le sais, ces chasseurs alpins sont originaires d'une des régions les plus pauvres de la péninsule. Leurs mères, leurs pères sont des paysans qui sur la fin de leur vie espéraient et espèrent se reposer sur le travail de leurs enfants... Et entre temps ils mènent une vie de misère, de douleur et de chagrin. Dans leurs maisons les repas sont ceux du « hareng du pousse-pousse ». Tu ne sais pas ce que cela veut dire. Je te renseigne tout de suite. Dans les familles des paysans très pauvres en Vénétie on prend un hareng et on le suspend avec une ficelle au plafond de façon qu'il tombe juste à la hauteur de ceux qui sont assis autour de la table pour manger. Chacun de la famille a devant soi deux ou trois tranches de polenta dont une bouchée est déjà prête dans la main. Alors le chef de famille, avec sa bouchée de polenta donne le premier coup de pousse au hareng en le dirigeant vers le fils qui se trouve à sa gauche; et sitôt le coup donné il jette dans sa bouche la bouchée de polenta « graissée » par son contact instantané avec le hareng. Le fils qui se trouve à la gauche du père, lorsque le hareng arrive à sa portée, lui donne aussi un coup de pousse avec la bouchée de polenta qu'il tient dans sa main, en le dirigeant — le hareng — à son tour envers celui de ses frères ou sœurs, qui se trouve à sa gauche. Et, comme le père, sitôt le coup de pousse donné, il jette la bouchée de polenta « graissée » dans sa bouche. Le troisième répète l'opération de son père et de son frère, le quatrième, idem, et ainsi le cinquième, le sixième, etc. jusqu'à ce que le hareng, ayant fait le tour de la table, revient devant le père, et alors l'opération, c'est-à-dire un nouveau tour, recommence. Et cela continue jusqu'à ce que tout le monde aura fini son assiette de polenta ! Tu vois, donc, du commencement à la fin du « repas », le hareng, suspendu par la queue, faire le tour de la table, poussé par les coups successifs de tous les commensaux. Si un des commensaux, âgé de plus de sept ans, ne réussit pas à donner le « coup » de pousse au hareng

qui lui passe devant le nez, tant pis pour lui, il doit manger sa bouchée de polenta sans la « graisse » du hareng ! Ainsi que tu peux imaginer, un hareng « mangé » de la sorte, suffit comme « companatico » [fricot] pour toute une saison pour une famille de six, sept, dix personnes et même plus !... Ceci est sans doute une caricature des repas réels des paysans pauvres de la Vénétie, mais toute caricature n'est-elle pas une manière d'exprimer la réalité ? J'éprouve donc pour ces pauvres chasseurs alpins une immense pitié, car il me semble qu'ils font vraiment partie de ma chair et de mon sang.

Pietro Tresso à Barbara.

Le Puy, le 4 avril 1943.

...Peut-être dois-je faire l'hypothèse que encore une de tes lettres s'est égarée. Car je suis certain que tu m'as écrit. Dans des cas pareils je deviens terriblement et, peut-être, injustement soupçonneux. Parfois le gardien de service confie la distribution du courrier à des jeunes condamnés politiques, qui, tous, sont des dévôts de Staline. Alors, je me demande, si par hasard ils n'ont pas reçu de leurs chefs la suggestion de subtiliser notre courrier dans la mesure du possible. Je répète que cette hypothèse est peut-être injuste, mais comme je les connais, les staliniens, j'ai bien raison d'être méfiant. En tout cas, on verra. Ce qui est regrettable, c'est que je devrai attendre jusqu'à dimanche prochain avant de te répondre. En revenant au courrier, je dois ajouter que non seulement deux lettres adressées à moi se sont égarées mais aussi une lettre adressée à Reboul et je crois — une lettre adressée à Sadek. Par hasard ou autre chose ? On verra... Que dois-je te dire encore ? Que nous attendons toujours avec une grande anxiété les publications admises, dans l'espoir d'y trouver les nouvelles que nous souhaitons le plus. Mais, hélas, elles n'arrivent pas souvent les bonnes nouvelles. D'ailleurs, pour moi, la seule bonne nouvelle que j'attends est celle de la paix. Une paix dont aucune nation n'aurait à se plaindre, car toutes devraient trouver en elle le moyen de se développer...

Pierre Tresso à Barbara.

De la prison de Le Puy, 22-4-1943

Ma bien chère amie, ainsi que je t'en avais avisé dans ma dernière de dimanche, notre courrier sera retiré, exceptionnellement cette semaine, deux jours à l'avance. Cela, d'un côté, a ses avantages, d'abord, cela me permet de t'écrire avant l'écoulement de l'entière semaine, et, ensuite, te permettre d'avoir de mes nouvelles — malgré les vacances de Pâques — au plus tard mardi prochain. Mais, d'un autre côté, cela a aussi ses inconvénients étant donné que je dois écrire celle-ci avant d'avoir une réponse à ma lettre de dimanche dernier et que je devrais, après, attendre dix jours — jusqu'au dimanche après Pâques — avant de t'écrire de nouveau. Dix jours... presque un siècle. Mais on ne peut avoir tout à la fois ! J'ai bien reçu ta lettre de samedi 17 c.m. avec les pronostics de Payot (1). Ils sont intéressants mais je me garderai bien de me laisser influencer par eux. Tous les pronostics faits par qui que ce soit au cours de cette guerre se sont avérés inconsistants, excepté ceux, malheureusement, qui affirmaient que le conflit sera long... Passons. J'ai reçu aussi tes cartes du 19 (réproduction de la vierge au lapin du Titien) et celle du 20. Ton colis avec le pain d'épice, olives, etc. avec l'assiette de bakelite, la branche de fleurs, le bouton de rose et le rameau de buis est arrivé en ordre. Aussi en ordre sont arrivés les 6 « alouettes », l'orge gonflée et le reste. Je te remercie particulièrement pour les fleurs. Elles sentaient bon, très bon et je les mettrai dans le même bouquet avec les violettes et la branche de mimosas qui est toujours devant moi. Tu est vraiment bien gentille, ma bonne amie. Si mes remerciements vont surtout pour les fleurs, il va de soi que je n'oublie pas le reste. Mais sur cela je crois de mon devoir de répéter une fois encore que tu fais trop pour moi. Tu te saignes littéralement et cela n'est pas bien du tout. Si tu as quelques moyens, utilises-les pour toi-même et pas pour moi. Ça sera le meilleur moyen pour... Le temps est splendide en ce moment (5 h. de l'après-midi) ma cellule est inondée de soleil. La pièce est claire et presque gaie : ce qui me permet non seulement de supporter plus facilement ma réclusion mais presque d'aimer le pauvre réduit dans lequel je me trouve. Quel être merveilleux que c'est l'hom-

(1) René Payot, du *Journal de Genève*.

me ! Il réussit à s'adapter et même à se complaire dans des situations qui, vues de dehors (j'entends vue de dehors de soi-même) lui semblent intolérables. J'éprouve ici à peu près le même sentiment que j'éprouvais dans la tranchée pendant la guerre 1914-1918. Je me souviens qu'au moment de partir en permission — et Dieu sait si mes permissions ont été rares — deux sentiments se combattaient en moi : l'un qui me pressait à me mettre les pieds au cou pour me précipiter hors de l'enfer de la guerre, l'autre, par contre, qui m'obligeait à rester encore un peu, encore un tout petit peu dans la boue, parmi les hommes qui souffraient tant et qui, néanmoins, savaient s'amuser, encore au contact de tout ce qui pouvait d'un moment à l'autre être englouti par la mort. N'est-ce pas la preuve que la souffrance est aussi nécessaire à l'homme?... Je divague ! je suis en train de relire « Les Faux Monnayeurs » de Gide. Je trouve le livre, si possible, encore mieux de ce que je l'ai trouvé à la première lecture. Non que je partage en tout ou en partie ses idées ; il ne s'agit pas de cela, quoique quelques-unes de ses observations soient bien pertinentes. Mais il a le grand mérite de nous faire toucher en quelque sorte l'homme dans les coulisses de soi-même. Et cela avec des moyens apparemment très simples, parfois avec une simple phrase, un seul mot. Parfois encore en étalant les « qualités » visibles, apparentes, extérieures, du sujet. Quelques observations cueillies au passage : « A mesure qu'une âme s'enfonce dans la dévotion elle perd le sens, le goût, le besoin, l'amour de la réalité ». Et cette autre : « je reste ahuri devant l'épaisseur du mensonge où peut se complaire un dévôt. » Appliquez cela, par exemple aux innombrables « dévôts » de la politique et tu seras édifiée. Lorsque autour de moi j'entends certaines conversations, je suis obligé de me demander quel est le cerveau le plus bouché, si celui d'une paysanne qui croit à un bon Dieu avec barbe et moustaches, assis sur les nuages, ou celui des dévôts de St-Joseph [Staline] ! En tout cas, je t'assure qu'il y a de quoi être ahuri devant « l'épaisseur de mensonge » devant lequel ils se complaisaient ! J'ai donné à lire à M. Albert [Albert Demazière, impliqué dans le même procès que Blasco] le livre de Lussu. Il en est enchanté. Chaque fois qu'on se rencontre au préau il éprouve le besoin de m'en parler et il me demande : as-tu lu le tel épisode et le tel autre, et l'autre encore. Et quoiqu'il sache que j'ai, par deux fois, lu et

relu le livre, il me raconte de nouveau les divers épisodes et il se marre littéralement. Pour lui, c'est surtout le comique qui se dégage des pages lourdes de tragédie, qui le frappe, pour moi c'est la tragédie elle-même. Deux tempéraments différents, deux diverses façons d'acception de la réalité. En tout cas, Lussu a obtenu ici, en prison, un véritable succès. Quel dommage qu'il ne puisse le savoir ! Choses pratiques : s'il t'est possible à la première occasion, envoie moi un dentifrice (quelconque), une règle à calcul et un petit rapporteur. La règle à calcul et le rapporteur, tu les trouveras dans la Librairie scolaire, qui se trouve à droite sur le Bld. Garibaldi, en montant de la Canebière vers la Bibliothèque Municipale. Si tu trouves « L'allemand sans peine » ou une grammaire allemande, achètes-la pour Margot, la femme de M. Reboul (1). Celui-ci craint qu'autrement son père ne se débrouille jamais pour l'acheter. M. Demazière a reçu les livres et te remercie.

Cette semaine je t'écris une seule lettre mais je crois que tu ne perdra pas beaucoup, quand même. J'ai l'impression — en observant ton écriture — que ces derniers temps tu sois plus nerveuse que d'habitude. A cause de la situation générale sans doute, mais à cause aussi — c'est ce que je crains — de tout le travail que tu dois faire pour les uns et pour les autres. Eh bien ! Plaques tout et penses d'abord à toi-même. J'aimerais beaucoup savoir où tu en es avec ton arithmétique. Quel martyr que cela doit être pour toi. Mais il faut de la force de volonté pour réussir en quoi que ce soit. D'ici deux jours il sera Pâques et samedi prochain le Premier Mai. Lorsque je dois attendre pour t'écrire le temps me paraît infiniment long, mais en général j'ai l'impression qu'il s'en va avec la rapidité de l'éclair. Voici encore une contradiction ! Ainsi est la vie. Ne te décourages pas, ma chère petite, si les événements ne te semblent plus aller assez vite. Quoi y faire ? Tâches plutôt, de trouver dans les circonstances, un peu de bonheur et de joie... Moi aussi je parle souvent, très souvent, avec toi, et j'aimerais bien pouvoir te dire à tout moment : fais ceci, ne fais pas cela, et j'aimerais en même temps que tu fasses à ta tête, à ton caprice. Quand cela sera-t-il possible ? Mieux vaut ne pas y penser. Maintenant je dois te laisser. Bonnes Pâques, Bon Premier Mai. Courage, courage. Au

(1) Arrêtée, puis déportée et morte en concentration.

revoir, au revoir. Cocola [chérie en patois venitien] a-t-elle reçu le certificat ? (1) Mille baisers pour elle. Bien, bien affectueusement, Pierre.

P.S. — Je reçois à l'instant ta lettre du 21. Je te répondrai dimanche prochain. Tu n'étais pas ridicule en appelant mes nièces « bambine », mais cela fait naturellement rire ceux qui les voient de près. Entre faire rire et être ridicule il y a une différence et, dans ce cas, une très grande différence. Tu me parles de Charles et Philippe, et je m'efforce inutilement de comprendre (2). J'espère que tu auras trouvé des pommes de terre pour les « gnocchi ». Salutations à Bébé et à sa sœur (3). Amuse-toi autant que possible. Au revoir. Baisers. Pierre.

Pietro Tresso à Barbara.

Le 9 mai 1943 (dimanche)

Ma bien chère et bonne amie, je reçois à l'instant ta carte du 6 et me rend très bien compte de ton angoisse pour ce retard exceptionnel dans ma correspondance (4). J'espère, néanmoins, qu'à présent tu seras tranquillisée, car j'imagine que M. le Surveillant en chef aura bien voulu répondre à ton télégramme. J'espère aussi que ce retard, dû à des circonstances spéciales, ne se vérifiera plus. Ne t'effrayes donc pas outre mesure. Ma santé est aussi bonne que possible et je n'ai été ni puni ni — tu le sais bien — envoyé à travailler en Allemagne !... Si tu es préoccupée pour moi, je le suis pour toi et me demande toujours comment tu réussiras à te tirer d'affaire. En tout cas, je te répète, tout doit être subordonné à ta santé [sécurité] et à ton bien être. Surtout, ne retombes pas malade [ne te fais pas arrêter]. Après ta longue maladie [détention en prison] de l'année dernière une imprudence, même légère, pourrait te recoucher qui sait pour combien de temps... D'ici six jours ce sera ton anniversaire. Et tu seras toute seule à passer cette date qui, tout de même représente quelque chose dans la vie d'une femme.

(1) Un certificat de baptême, difficile à obtenir.

(2) Il s'agit sans doute de Charles de Gaulle et de Philippe Pétain.

(3) Deux jeunes filles antifascistes courageuses et dévouées : Valentine et Albertine Monti.

(4) Correspondance bloquée par suite d'une première évasion de quelques F.T.P.

Mais, sinon de corps, je serai d'esprit tout avec toi pour te donner du courage, et pour t'aider à supporter sans trop de chagrin cette lourde période de séparation. Et maintenant, je te dois quitter, ma chère amie, ces lettres sont bien courtes : elles sont aussi courtes que les quarts d'heures des visites. Tout est court ici, tout, excepté les jours et les mois d'attente d'événements qui tardent à venir. Baisers infinis à Cocola. Bien affectueusement, ton Pierre.

**

Pietro Tresso à Barbara.

Le 23 mai 1943, Le Puy

Ma chère et bonne amie, j'ai bien reçu tes cartes du 17, 18 et 20 c.m. ainsi que ta lettre du 19. Ton colis-gare aussi est bien arrivé avec tout son contenu en ordre... Un certain Pierre Lanivé [Pierre Naville] m'a envoyé de Toulouse un mandat-poste de 150 francs. Si par hasard tu le connais et si l'occasion se présente, tu le remerciera de ma part. Au lieu de m'envoyer des mandats ici, je préférerais qu'il fasse un dépôt auprès d'un libraire pour que je puisse recevoir des livres. Moi je ne peux pas lui écrire car mes lettres sont déjà destinées ailleurs. Quel dommage que ta tentative de travail n'ait pas marché. Dommage, soit pour ton gagne-pain, soit pour ton équilibre moral. Mais ne te laisses pas abattre : tu auras plus de veine une autre fois. Et la possibilité d'entrer aux assurances s'est-elle évanoui ? Si tu as des difficultés matérielles, je répète que tu dois commencer par réduire ou supprimer mes colis. Si tu ne recevrais plus l'aide de ta sœur, je pourrais demander un prêt pour toi à..., je suis sûr qu'il m'ouvrirait un crédit illimité sur parole. En même temps j'écrirais à ma famille pour qu'elle rembourse en la prélevant sur mon héritage la somme prêtée, sitôt que la situation le permettra... Ceci est malheureusement tout ce que je peux te proposer. Même si je devais crever, ma mère ou mon frère rembourserait sûrement ta sœur aussitôt possible. Réfléchis-y et donne moi ton avis. Affectueusement, ton Pierre.

**

Pietro Tresso à Barbara.

Le 30 mai 1943.

...Il y a une année, presque jour pour jour, nous allâmes passer l'après-midi de dimanche le long de la Corniche.

Assis sur la corniche sur les rochers nous chassâmes les images sur la beauté de la mer. Ce fut une demi journée vraiment « gemütlich ». Le soir nous allâmes au cinéma. Et en rentrant à la maison nous étions loin de soupçonner quel coup de foudre nous attendait le lendemain. Heureux sont ceux qui ne savent ce que la vie leur réserve... Je regrette surtout pour toi, ma bonne et chère amie, car ta souffrance morale, ton angoisse et ta détresse n'ont pas eu et n'ont pas de bornes. Comme celle du Christ dans le jardin de Gethsémani, ton âme est triste jusqu'à la mort. Mais courage, pour nous aussi les beaux jours viendront. Au moins il nous faut l'espérer... Mes colis je les partage avec mes trois co-détenus de cellule, dont Sadek et deux staliniens très pauvres...

**

Pietro Tresso à Barbara.

Le 13 Juin 1943

Ma très chère, j'ai bien reçu tes cartes du 5, 6, 7, 9 courant. J'ai reçu aussi en ordre parfait les deux colis-poste que tu as envoyé cette semaine (celle du 30 avril au 6 juin ; j'ai reçu, le mardi et le vendredi, deux colis-gare que je t'ai écrit — et reproché — dans ma lettre du dimanche 6 juin... Tu te plains que mes lettres sont courtes, mais tu ne sais pas que nous ne devons pas dépasser les 30 lignes par lettre ? Je vois que tu as un chat pour te tenir compagnie. C'est bien, mais il ne sera jamais comme Jerry! (1)

**

Pietro Tresso à Barbara.

Le Puy, le 27 Juin 1943

Ma très chère amie, liquidons d'abord les choses pratiques... As-tu des nouvelles de mon frère Olibrius [Rigal] ? Et maintenant, autre chose. A propos de ma santé, rien de nouveau, ni dans mon train de vie non plus. Aujourd'hui c'est dimanche. Ce matin, au préau, j'ai fait mon petit bain de soleil. Ensuite on nous a apporté de l'eau chaude et je me suis fait un bon café. Puis la soupe. Puis la distribution des hebdomadaires qu'on peut cantiner, et maintenant me voici à t'écrire. Au dehors la voûte du ciel est pure, le soleil chaud et les cloches de la cathédrale sonnent, sonnent sans cesse. Ici on a l'impression d'un calme absolu,

(1) Chat ramassé dans la rue par Barbara en 1926, à l'époque de son travail illégal avec Blasco, près de Gênes.

d'une paix immense. Même les rares avions qui presque tous les jours passent au-dessus de nos têtes, ont déserté l'air. Il n'y a que le gazouillis des oiseaux qui rompt le grand silence qui nous entoure... On a presque envie de devenir poète ! Mais notre âme n'est pas à l'unisson avec l'ambiance. Nous pensons à ceux qui nous sont chers, à ceux qui pleurent et qui meurent à la suite de ce grand carnage qui afflige le monde. Et dans notre souffrance (je devrais dire : dans ma souffrance) on a encore conscience d'être des privilégiés par rapport à toute la jeunesse, à tous les enfants et aux vieillards qui tombent déchiquetés ou d'inanimation à tous les coins du monde. Et je suis sûr que la même pensée te hante aussi, ma bien chère et que même une plus grande angoisse t'étreint. Car, plus que moi, tu as été frappée par la douleur et plus que moi tu es faite pour la comprendre. Pourtant, tout cela ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est toujours du courage et de la volonté de tout surmonter, de tout entreprendre et de toujours recommencer. Je sais que ce courage et cette volonté ne te fait pas défaut ma chère amie. Tu es comme le petit fantassin qui a toujours assez de force pour faire encore un pas, encore un pas pour arriver au but. Et cela est pour moi un grand réconfort. Toutes les épreuves qui encore peuvent nous attendre, tu les sauras, j'en suis sûr, les surmonter avec la même force d'âme que par le passé. Et c'est dans cette certitude que je termine cette lettre en te serrant les mains, en t'envoyant mon salut le plus affectueux. Ton Pierre.

**

Pietro Tresso à Barbara.

Le 4 juillet 1943

Ma chère et charmante amie, je viens de demander à Monsieur le Vaguemestre si mes lettres de dimanche dernier étaient sorties. Il m'a répondu que le courrier n'avait été expédié que vendredi à cause de la fin du mois. Je te communique sa réponse pour que tu ne te fasses pas trop de mauvais sang si un retard semblable devrait se reproduire à la fin de ce mois-ci. J'imagine en tout cas, qu'en ce moment tu seras en possession de mes deux missives et que tes nerfs, si sensibles à la moindre secousse se seront calmés. Et continuons à parler d'affaires. Suspendre pendant ce mois et tout le mois prochain l'envoi de viande ou d'autres denrées périssables... Voici quelques livres que

tu peux me faire envoyer par une librairie quelconque, comme les deux derniers. Collection *A. Colin* n° 174 — « Statistiques et Applications » (par Georges Darmois) ; n° 184, « L'Extrême Orient et Pacifique » (par Roger Lévy). Chez Payot, 106 Bld. St-Germain - Paris, « La Bourse (avec sous-titre : « Les diverses formes de la spéculation dans les grandes bourses mondiales » (par R. Lewinsohn et F. Pick). Je voudrais te demander, en outre, un grand service, que tu me rendras seulement s'il ne te rebarbe trop. Tu devrais chaque semaine m'envoyer un résumé de l'article leader de la chronique économique du *Figaro*. Tu ne feras que copier les passages essentiels. La page économique du *Figaro* paraît le lundi. D'accord ? Le « petit » colis supplémentaire... X ne reçoit rien de sa femme... Tu me demandes quelles sont mes lectures ? Je travaille toujours l'anglais et l'allemand et un peu l'espagnol. Je fais un peu d'algèbre, de géométrie et de trigonométrie. J'ai quelques bouquins d'économie politique (branche financière). En plus, il y a quelques livres à la prison qu'on nous change chaque semaine ou presque. Enfin, je t'assure que je n'ai pas le temps de m'ennuyer ! Dommage que ce soit si loin de toi ! Tu me parles de ce que sont devenus certains en Italie, un tel, un tel... Pauvre Italie ! Et maintenant, je te dois quitter. Sois toujours courageuse et forte. Au revoir, au revoir, ma bien chère. Peg de mon cœur ! Je t'embrasse les deux mains. Affectueusement, Pierre.

**

Pietro Tresso à Barbara.

Ma bien chère amie, je reçois à l'instant ta carte du 15 c.m. Cela m'a fait grand plaisir car on voit que la correspondance commence à reprendre un rythme plus rapide. Espérons qu'il progresse encore. A propos des vacances auprès de ta sœur (1), voici, en toute franchise, mon sentiment : je serais très content si tu t'établissiez chez elle jusqu'à la fin de la guerre, mais pour deux ou trois semaines je n'y vois pas des avantages tangibles. A part la question d'argent, qui a quand même son importance, il resterait toujours ceci : que tu ne serais pas tranquille... à cause de moi ! Tes nerfs, n'y gagneraient donc pas grand-chose. Il est vrai, d'autre part, que cela te permettrait de changer un peu d'atmosphère et aussi, peut-être de rencontrer quelques

(1) Barbara voulait se rendre illégalement en Suisse.

amis (?) comme, par exemple, le mari de Vera [Modigliani]. Peut-être tu pourrais aussi écrire à des amis. Mais est-ce que tout cela compenserait le reste? J'en doute. En tout cas c'est à toi de décider. Si tu sens que vivre pour quelques semaines chez ta sœur te ferait du bien, vas-y sans crainte. Tant, ce ne sont pas mille francs en plus ou en moins qui changeront notre situation. Je comprends que cela te fasse de la peine quand dans mes lettres j'envisage parfois la possibilité que tu sois obligée de vivre sans moi. Mais, pour se trouver mieux il est toujours préférable d'envisager le pire. Tu sais que mon sort personnel m'est entièrement indifférent. Par contre, ton sort à toi me préoccupe constamment. Je voudrais bien que tu sois heureuse avec moi, mais si je devais (touchez du fer) disparaître, j'aimerais que tu sois heureuse quand même. Tu le mérites sous tous les rapports. Ne te chagrine pas trop là-dessus. Pour l'instant je me porte bien et je n'ai aucune envie (cela aussi tu le sais) de me pendre. Aujourd'hui c'est une journée magnifique et je viens de faire un bon bain de soleil. Mes idées sont tournées à l'optimisme! Tu peux m'envoyer des colis comme toujours mais sans « supplémentaire ». Je prend bonne note de tes goûts littéraires. Cette semaine j'ai reçu « David Copperfield ». Je le trouve un véritable chef-d'œuvre jusqu'au trois quarts du premier volume, mais passablement filandreux par la suite. Il a le défaut de tous les romans faits à thèse, et la thèse moralisatrice de David Copperfield est bien étroite et casanière, elle n'est pas au-dessus mais au-dessous du XIX^e siècle. C'est le prêche d'un pasteur de village quoique très bien agencée. Le roman de Huxley, « Le tour du monde d'un sceptique », que tu as lu, est plein d'esprit et d'observations pertinentes. Par exemple, le taureau sacré qui se nourrit de vieux papiers entassés dans la boîte d'ordure dans les rues de Calcutta et d'ailleurs, me revient souvent à la mémoire!... Ici rien de nouveau. Et toi, ma bonne et charmante amie, comment vas-tu? J'imagine que au dehors il doit faire une chaleur du diable. Si tu ne vas pas chez ta sœur ne pourrais-tu aller à la campagne (chez le paysan ou ailleurs?) pendant les mois d'août et de septembre. Les lapins et les poulets à soigner ne te disent rien? Ne te fais pas de mauvais sang pour quelques pourceaux qui engraisseront. Sois calme et sereine. Bien affectueusement, ton Pierre.

Le Puy, le 18 juillet 1943

Pietro Tresso à Barbara.

Le Puy, le 1 août 1943

Ma très, très chère Barbara, j'ai reçu toutes tes cartes du 22 au 28 inclus, y compris les salutations de Veniero qui m'ont fait grand plaisir (1). J'ai aussi reçu les colis pour lesquels je dois renouveler mes ennuies congratulations. Je ne sais pas de qui tu parles dans ta carte, et dont la fille et le gendre auraient été ensevelis au Père Lachaise. Veux-tu me donner leurs noms(2).

Cet hiver, si les cinq pullowers ne me suffisent pas pour chauffer mes côtes, je pourrai toujours utiliser le coton thermogène que tu m'avais envoyé. Compris... Je suis content que Altiero [Spinelli] et Umberto [Terracini] soient rentrés au sein de la famille, quoique pour la famille [le parti] elle-même le risque soit grand de tomber du poêle dans les braises... J'imagine que ta fantaisie, ensemble avec celle de Valentine et Bébé, doit galoper aujourd'hui comme une jument échevelée (3). Et pourtant, et pourtant, je n'entrevois que des malheurs pour tout le monde. C'est vrai que je suis toujours plutôt pessimiste lorsqu'il s'agit des autres! Cela n'empêche que je souhaite de tout mon cœur le bonheur uni de Cocola [Barbara] et de Tito [Blasco]... Je vois d'ici Cocola froter et refroter la maison dans l'attente de Tito. Malheureusement je crains que son retour ne sera pas pour demain. Ainsi, comme tu le vois, je tourne toujours autour du même sujet. Ici rien de particulier. Je me porte bien et j'ai regagné deux kilos de mon poids. Et toi, ma chère, comment vas-tu?... J'attends avec une grande anxiété tes cartes: elles me font beaucoup de plaisir. Et maintenant je te laisse. Au revoir, au revoir, ma bien chère. Espérons que tes malheurs soient prêts de finir. J'embrasse tes deux mains, ton Pierre.

**

Pietro Tresso à Barbara.

Ma bien chère amie, j'ai reçu toutes tes cartes depuis le 30 juillet jusqu'au 5 août. J'ai reçu aussi les colis: tarte, etc. Les magnifiques poires et les œufs. Tout ce que tu

(1) « Salutations de Veniero » signifie une écriture clandestine, des boucles sur certaines lettres formant des mots.

(2) Il s'agit de l'arrestation de la fille et du gendre de Pietro Nenni. Le gendre de Nenni fut condamné à mort.

(3) L'Italie venait de rompre avec l'Axe.

m'avais annoncé est arrivé régulièrement et en ordre. Merci pour le dictionnaire anglais. Est-ce toi qui m'a abonné à *Tempo*?... Ne te tracasses pas pour venir me rendre visite, je suis exactement le même que l'autre fois, et, malheureusement, nous n'aurions pas la possibilité de nous dire grand-chose... En suivant ton conseil j'écrirai aujourd'hui au Consul d'Italie avec beaucoup de scepticisme et sans joie. D'abord, je crois que cela ne servira à rien, ensuite, même si on devrait aboutir à quelque chose, je me demande si cela en vaut la peine. Je vois que Cocola se voit déjà à Rome dans une belle maison ensoleillée ou elle pourra se prélasser tranquille comme une chatte auprès de son Tito ! Je souhaite de tout mon cœur que son espoir puisse se réaliser, mais je regrette infiniment de ne pas partager son optimisme. Elle voit Tito dans le journalisme avec... Mais tu peux être sûre qu'il y aura une véritable curée d'écrivains bons à tout faire autour de ces messieurs. Et Tito, même s'il était d'accord avec eux, n'aura jamais l'échine assez souple pour s'y faire. On sera donc bien content de se passer de quelqu'un qui n'est pas fait pour les servir. De toute façon entrer, ou rentrer, dans le journalisme signifie pour Tito se mettre en pointe non seulement pour quelque chose, mais aussi contre quelque chose ; et tu le sais, il y a une haine tenace qui le poursuit et qui ne désarmera pas. Comment, dans ces conditions, pourrait-il se méprendre sur son sort ? Et comment Cocola, peut-elle envisager avec lui une vie paisible et tranquille s'il entre ou rentre, dans la bagarre ? Je suis littéralement navré d'avoir l'air de toujours couper les ailes à Cocola, mais ce serait mentir, pour moi, de lui parler autrement... Mais assez : le rôle de Cassandre me heurte à la fin et l'avantage qu'on tire de la perte de ses chimères est trop maigre pour s'y entêter... Comment vas-tu, ma chère et fidèle amie ? J'imagine l'état de tes nerfs et tes hauts et bas pour tout ce qui se passe dans le vaste monde. Et que dirais-je, sinon d'avoir du courage ? Ton Pierre...

Le Puy, le 8 août 1943

Pietro Tresso à Barbara.

Puy-en-Velay, 22-8-1943.

...Cette semaine j'ai lu *Ivanhoe* de Walter Scott. C'est un roman de délassément à l'allure historique. Il y a, entre

autres, un procès en sorcellerie contre une belle et jeune Rebecca que — la description du procès — il faudrait faire lire à beaucoup de gogos contemporains. Ne trouves-tu pas que les boucles de Veniero [l'écriture chiffrée] sont trop apparentes?...

Pietro Tresso à Barbara.

Le Puy, 4 septembre 1943

Ma bien chère, je suis obligé de t'écrire sans savoir si mes deux lettres de dimanche dernier te sont parvenues ou non. Comme on avait recueilli la correspondance samedi après-midi, nous espérions que le courrier nous serait distribué au plus tard dans la journée de mercredi, mais notre espoir a été, encore une fois, déçu. Donc, prenons-en note. Je veux croire, quand même, qu'à cette heure-ci mes lettres seront en tes mains ; c'est pourquoi je me dispense de répéter leur contenu. Et d'abord, j'ai bien reçu les colis (avec tarte, melon, etc.) que tu m'as expédié, les derniers jours de la semaine dernière. Auparavant, j'avais reçu le colis avec le... Je suis vraiment confondu pour tout ce que tu fais. La mort tragique de Leso[il] et de Sneev[liet] m'ont peiné et me peinent toujours beaucoup (1). Si encore ils étaient seuls, mais je crains qu'une partie au moins, de leur famille ait subi le même destin. Je suis content que le prof. Pesenti [un stalinien] soit de retour au sein de sa famille. J'espère que sa santé ne sera pas définitivement compromise et que d'ici quelque temps il pourra reprendre sa place. Si l'occasion se présente je te prie de lui faire avoir toutes mes salutations et tous mes souhaits. Personnellement je suis content aussi pour Terracini et Negarville [un jeune et un vieux de la Direction du P.C.I.] mais je crois qu'il n'y ait rien à attendre d'eux sinon des déboires. Je serai bien curieux de savoir si... a fait quelque chose pour Tito [Blasco]. Au point de vue personnel il n'est pas méchant, bien au contraire, mais c'est, parfois, si commode d'oublier les autres ! J'ai reçu tout ton courrier du 27 août au 1^{er} septembre inclus. Mais ta carte de jeudi 27 ne m'a été remise que hier matin, vendredi. Et pour cause. Je vois avec plaisir que tu continues à travailler. Je ne sais pas si cela durera long-

(1) Léon Lesoil, l'un des dirigeants de l'opposition communiste de gauche belge, est mort en déportation. H. Sneevliet, dirigeant du Parti Socialiste Ouvrier Néerlandais, a été fusillé par les Allemands nazis.

temps, mais en tout cas ça aurait été toujours une bonne expérience pour toi. Je voudrais te prier, néanmoins, de ne pas te massacrer avec la besogne de la cuisine, de la lessive et du raccomodage, après ton bureau. Il serait vraiment dommage que tu gaspilles tes énergies de la sorte. Débarrasses-toi donc de toute besogne inutile et concentres-toi sur l'ensemble du travail et sur ton perfectionnement individuel... D'ici un mois tu dois savoir autant et plus que ton directeur... Je t'embrasse, au revoir, au revoir, ton Pierre.

* *

Pietro Tresso à Barbara.

Ma bien chère amie, il me semble que cette semaine la correspondance soit bien boîteuse. Tout ce que j'ai reçu, ce sont tes cartes du 6 et du 7 c.m. Je sais que tu est occupée et que dorénavant tes nouvelles seront moins nombreuses, mais j'ai l'impression aussi que quelques-unes de tes cartes se sont égarées. En effet, entre lundi et mardi de cette semaine on m'a remis... Je n'ai pas trop bien compris les hiéroglyphes de Veniero mais je crois avoir saisi qu'il se porte bien et que Cocola se donne un mal du diable pour l'enfant de Carolinè (1). La nouvelle que me communique le père de Claudine (2) est, au contraire, moins réjouissante. Il paraît que le cousin d'Ercoli [Togliatti] (3) ait décidé de se débarrasser à la première occasion — et celle-ci devrait se présenter bientôt — soit de Bébert (4), soit de sa petite famille réunie autour de lui. Ce sont deux fils du cousin d'Ercoli lui-même qui, choqués, ou mieux, indignés des intentions de leur père, en ont informé Bébert. Evidemment, entre dire une chose et l'accomplir il y a parfois de la marge, mais avec un type pareil la pauvre petite famille de Bébert peut s'attendre à tout. Que faire ? Je suis toujours sans nouvelles de ma mère et mon sentiment est celui-ci : que quelque malheur est arrivé, que tu le sais mais que tu as peur de me le faire connaître dans la situation où je me trouve. Si, par hasard, il en était ainsi, je te prie de me le faire

(1) Après le coup d'Etat de Badoglio, Barbara espérait que Blasco pourrait être extradé en Italie et s'était renseignée au Consulat d'Italie ; l'enfant de Caroline : Blasco, dont la mère s'appelait Caroline.

(2) Claudine, la fille du premier mariage de Demazière.

(3) Un détenu stalinien.

(4) Bébert-Albert Demazière.

savoir. Je ne suis plus un enfant et je puis supporter même les choses les plus atroces. Ecris-moi régulièrement chaque deux ou trois jours si possible, pas davantage. Courage, courage, courage. Je t'embrasse bien affectueusement. Je reçois à l'instant ton colis avec le beurre. Merci, mais tu fais trop pour moi.

Ton Pierre

Le 11 septembre 1943

* *

Pietro Tresso à Barbara.

Le Puy, le 12 septembre 1943

Ma bien chère amie, deux mots seulement pour compléter ma première lettre. Je reçois à l'instant ta carte de jeudi, 9. Par contre, celle que tu devais m'écrire mercredi pour annoncer la réception de mes deux lettres de dimanche, n'est pas encore arrivée. On a reçu les nouvelles concernant l'Italie, mais pour l'instant nous ne savons pas s'il s'agit d'un armistice ou d'une capitulation pure et simple. Les événements semblent se précipiter et le jour de notre libération peut être proche. Pour ce jour-là, je suis certain que tu seras au Puy pour m'attendre à la sortie de la prison et tu m'apporteras une chemise et une cravate. Pour le reste, je me changerai à la maison. Mais nous en aurons certainement encore pour quelques mois, au moins. Courage, courage. Bons baisers. Ton Pierre.

Je ne veux pas plus de deux colis par semaine.

* *

Pietro Tresso à Barbara.

Ma chère petite, je sais que probablement tu ne me répondra pas, mais je veux t'écrire quand même... Quant aux agissements de Don Basilio (1) contre le père de Claudine et toute sa petite famille (2), je crois que Mag (3) en est au courant jusqu'aux détails. Toujours est-il que ce Monsieur, selon ses habitudes bien connues, a commencé par une campagne de calomnies affreuses contre ses victimes désignées, campagne qui lui permet, au moins pour un temps de masquer ses manigances aux yeux de qui les devaient le tenir à l'œil et enfin prendre la poudre d'escam-

(1) Don Basilio : la direction stalinienne du Parti Communiste Italien.

(2) Le père de Claudine : Albert Demazière. Toute sa famille : les détenus trotskystes de la prison du Puy.

(3) Mag : la première femme de Demazière.

pette. Mais il a laissé des disciples qui continuent sa besogne. Quant au genre de ses calomnies, il est tel que je n'ose même pas le répéter. Rien d'original, pourtant : c'est toujours la même rengaine qu'il a exploité contre Nicolas Buca (4), contre Gregorio Zino (5) et contre Léon. Les cochonneries que lui a fait, tour à tour contre les uns et contre les autres, il les attribue à ceux qu'il veut perdre et, malheureusement, il trouve toujours des gogos qui l'écoutent. Mais glissons. Dis-moi : as-tu des nouvelles d'Emilio (6) et du vieux Mené (7). Je t'avoue que je suis fort préoccupé sur leur compte. Ils étaient rentrés en famille pour être tranquilles ; mais je n'ai plus eu aucun renseignement à leur sujet. Et le père (8) et le frère de Mafalda (9) où sont-ils ? N'ont-ils pas échoué, par hasard, à Regina Coeli (10) ? Je t'embrasse de tout mon cœur.

Pierre.

Samedi, le 18 septembre 1943

IV

LETTRES SUR LA DISPARITION DE BLASCO

(4) Boukharine.

(5) Zinoviev.

(6) Emilio Lussu (de l'extrême-gauche du Parti Socialiste Italien).

(7) Mené : Modigliani, de la droite du P.S.I. d'autrefois.

(8) Vittorino : Vittorio Emmanuele III^e, roi d'Italie.

(9) Mafalda, la fille du roi, morte en déportation ; son frère Umberto, prince héritier et ensuite roi (« il re di maggio ») d'Italie pour un mois.

(10) Regina Coeli : la prison de Rome.

LE SORT DE BLASCO

Le 1^{er} Février 1964, Rinascita, organe hebdomadaire du Parti Communiste Italien dirigé par P. Togliatti, a publié, sans commentaires, la lettre suivante :

Cher directeur,

il m'est tombé par hasard entre les mains une publication d'un nommé Alfredo Azzaroni concernant Pietro Tresso (*Blasco*), que j'ai connu en son temps dans l'émigration avant qu'il ait été expulsé de notre parti.

J'écarte toute une série de questions traitées dans cette publication et m'arrête un peu au contraire à la partie du livre qui traite des « groupes de langue italienne » dans la période qui va de 1932 et suivantes, du simple-fait que moi aussi j'ai travaillé en rapport étroit avec les camarades qui dirigeaient ces « groupes ».

L'histoire vraie des « groupes communistes italiens » dans l'émigration, et particulièrement en France, est riche d'héroïsme, d'abnégation et de sacrifices, qu'aucun Azzaroni de ce monde ne pourra entamer. Quand il affirme, par exemple, que le « Secours Rouge » a « abandonné à leur sort des ouvriers italiens victimes du fascisme » parce qu'ils n'étaient pas « persona grata » auprès de ceux qui dirigeaient les « groupes » et de la rédaction de *Vie Proletarienne*, cela signifie qu'il n'a jamais su concrètement comment fonctionnait la glorieuse institution du « Secours Rouge ».

L'auteur du livre, lorsqu'il se réfère à la rédaction de *Vie Proletarienne*, oublie d'ajouter que ce bi-mensuel, entièrement soutenu par les communistes italiens, était clandestin, bien qu'il tirât à des milliers d'exemplaires et parvint dans tous les coins de France. Et cela grâce à la capacité d'initiative et à l'esprit de sacrifice des communistes, tandis que *La Vérité*, organe trotskyste anticommuniste et anti-soviétique, dans lequel écrivaient les expulsés de notre parti,

paraissait légalement et était bien exposée dans les kiosques des *boulevards* malgré tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédés en France pendant cette période, gouvernements qui ont toujours eu comme mot d'ordre : « le communisme, voilà l'ennemi ! ». Mais continuons.

A partir de la page 93 du livre, et la suite, sous le titre « Libéré et fusillé », on lit toute une série d'épisodes difficiles à contrôler étant donné l'époque et la situation dans laquelle ils se sont passés, et aux pages 96 et 97 on lit que « en Haute-Loire, quelques partisans considérés comme trotskystes, parmi lesquels Blasco, étaient retenus dans les conditions de prisonniers des *maquisards* communistes et contraints à des travaux pénibles que l'on n'exigeait pas des autres ». Et encore, « qu'il (Blasco) continuait à être considéré dans le *maquis* comme suspect et en condition de prisonnier ». Et finalement, on perd ses traces et bien entendu, toujours selon Azzaroni, ce seraient des partisans communistes qui l'auraient supprimé, sans qu'il soit jamais fourni l'ombre d'une preuve.

Je dois ajouter que moi aussi, comme tant d'autres communistes italiens, j'ai été expulsé de France, de Belgique, du Luxembourg, de Suisse et d'Amérique ; que j'ai été moi aussi en prison (quatre ans) et frappé, et que moi non plus « je n'ai pas parlé » ; et enfin, que moi aussi je me suis évadé en février 1944 de la fameuse prison de Nîmes, avec l'aide des partisans, et que j'ai rejoint le *maquis* où le chef de camp était un gaulliste et où les communistes n'étaient pas nombreux. Ce camp se trouvait dans les monts de la Lozère, et plus précisément à Giemolhac, à une centaine de kilomètres de Vichy.

Je me souviens bien qu'un jour de mars 1944, un camarade français (communiste) qui maintenait dans un « centre de la Résistance » les liens avec divers *maquis*, sachant que j'étais italien, m'a demandé si je connaissais Blasco et m'a informé que ce dernier se trouvait dans un *maquis* (sans préciser la localité, comme on faisait alors *en respectant les règles conspiratives les plus élémentaires*). Il ajouta que Blasco était *sérieusement malade des poumons* et qu'il était soigné de la meilleure façon possible étant donné les circonstances. Il me dit aussi que, toujours Blasco, avait remis au « chef de *maquis* » une biographie de lui d'où il résultait qu'il avait été un dirigeant du P.C.I. et expulsé de notre parti pour les raisons connues.

J'ai répondu que je connaissais bien Blasco, que sa biographie correspondait à la vérité et qu'il devrait régler sa question avec le parti en Italie après la libération.

J'ai quitté le « camp » vers la fin du même mois et en juillet 1944, quelques jours avant de rentrer clandestinement en Italie envoyé par le parti, j'ai retrouvé le même camarade, qui toujours en se référant à Blasco, m'a communiqué qu'il était décédé par suite de sa maladie, quelque temps auparavant. Je me rappelle toujours la phrase : « *ton gars est mort* ». A peine rentré en Italie, à la fin de Juillet 1944, lors de la première rencontre que j'ai eue avec le camarade Amendola, j'ai rapporté ces informations pour qu'il les communique à qui il devait. Ensuite, pendant mon séjour à Vicence, comme secrétaire de la Fédération, j'ai répété maintes fois les mêmes choses au peu d'anciens camarades qui avaient connu Blasco avant qu'il quitte Schio de nombreuses années auparavant.

J'ai considéré de mon devoir de préciser ce que je savais sur Pietro Tresso, pour répondre en même temps aux fausses accusations contre le Parti Communiste Italien contenues dans le livre d'Azzaroni.

Stefano SCHIAPPARELLI.
(Rome)

Après la publication de la lettre de S. Schiapparelli dans Rinascita, A. Azzaroni envoya la lettre suivante au directeur de cette publication, Palmiro Togliatti. La lettre ne fut pas insérée. Elle fut publiée par l'Avanti!, organe du Parti Socialiste Italien, le 25 février 1964.

A. Azzaroni à P. Togliatti.

Bologne, 10 février 1964.

Monsieur le Député et Directeur,

la lettre publiée dans le n° 5 de *Rinascita*, signée par Monsieur Stefano Schiapparelli, concernant « le sort de Blasco », m'oblige à intervenir, non seulement parce que le rédacteur traite la question avec une légèreté incroyable (il m'attribue, par exemple, des phrases et des jugements de Pietro Tresso), mais surtout parce que la question est trop importante pour qu'on la considère comme close par une lettre de ce genre.

Je me sens pourtant le devoir de préciser, comme auteur de la publication la plus ample et la mieux documen-

tée publiée jusqu'à présent sur la personnalité de Pietro Tresso (Blasco), que j'ai conduit mon travail en me confiant à toutes les sources qu'il m'a été possible de découvrir, en les prenant en considération avec l'esprit critique. Il est vrai que sur la fin de Blasco je n'ai rencontré que des hypothèses et aucune certitude, bien qu'il y ait eu des enquêtes de points de vues divers : du parti communiste français lui-même, des trotskystes français et de la police française, sans parler des recherches personnelles de sa compagne.

Cette publication était évidemment très attendue, comme la démontré l'épuisement rapide de la première édition, et la demande faite ces derniers mois par quelques communistes de Trévisé d'une nouvelle enquête de la part du parti, et la prochaine publication d'une édition française de ce livre par les soins de l'écrivain marxiste bien connu Pierre Naville. Tout cela montre que la question Blasco est plus que jamais ouverte.

Depuis la publication de mon travail, d'autres hypothèses ont aussi été faites, comme celle qu'avance un article du périodique trotskyste italien *Bandiera Rossa*, d'après lequel l'exécution de Blasco serait attribué à une erreur occasionnelle et non à une préméditation. Cette version, bien qu'attribuée à un camarade français, ne paraît pas extrêmement convainquante et, en tout cas, ne paraît pas avoir trouvé grand crédit.

C'est alors que survient l'explication de M. Schiapparelli, dans votre revue responsable qui semble la faire sienne. Cela ne peut ne pas soulever un certain nombre de questions :

1. Pourquoi cette révélation sur la mort de Blasco pour cause de maladie est-elle venue si tard ?
2. Pourquoi les précédentes enquêtes, y compris celle du P.C.F., n'ont-elles rien établi qui puisse être concilié avec cette version tardive ?
3. Pourquoi le député Amendola et les anciens camarades auxquels Schiapparelli a confié la vérité sur la mort de Blasco ne l'ont-ils pas divulguée pour défendre le P.C.I. contre l'accusation d'avoir supprimé un opposant ? Et ne l'ont-ils pas communiquée aux familiers survivants ?

On pourrait enfin souligner diverses autres invraisemblances contenues dans la version de Schiapparelli (entre autres, pourquoi Blasco cessa-t-il de donner de ses nouvelles aux personnes de confiance avec lesquelles il pouvait corres-

pondre malgré les nombreux obstacles de nombreuses censures ?), mais avant de les exposer, on a le droit de savoir si *Rinascita* accepte explicitement la version Schiapparelli et de quelles preuves elle dispose pour la justifier.

C'est pourquoi je vous demande, M. le Député et Directeur, de publier intégralement ma lettre, dans le sens même de la loi sur la presse.

Alfredo AZZARONI.

Le Directeur de Rinascita (Palmiro Togliatti) refusa de publier la lettre de A. Azzaroni. Après sa publication dans l'Avanti!, Rinascita publia la note suivante, rédigée par P. Togliatti :

*Sur le sort de Pierre Tresso
(Rinascita, 22 février 1964)*

La lettre de Stefano Schiapparelli, publiée dans le n° 5 de *Rinascita*, nous a valu deux répliques.

La première est celle du camarade Elio Franzin, qui demande que la position adoptée par Pietro Tresso dans les débats qui eurent lieu dans le parti vers 1930 soient clarifiés à travers des études approfondies de cette période de notre histoire. Nous sommes en cela pleinement d'accord avec lui. Ajoutons cependant que l'étude historique doit être vraiment telle, et pas seulement prétexte à fabriquer des libelles ou à diffuser des légendes diffamatoires.

La seconde lettre est celle d'Alfredo Azzaroni, auteur d'un écrit sur Pietro Tresso. Il reconnaît qu'au sujet de la fin de ce camarade, il existe pour le moment seulement des hypothèses et non une certitude, bien que diverses enquêtes aient été faites, par des communistes français, par l'organisation trotskyste en France, et par la police française elle-même. Aucune de ces enquêtes n'a apporté de résultats que l'on puisse considérer comme sûrs. Aux choses exposées par Schiapparelli il fait cependant quelques observations, relatives au fait que sur leur base il n'a pas été procédé à d'autres recherches.

Répondons. Il est clair que Schiapparelli dit seulement ce qui lui est arrivé à lui et ce qui lui a été rapporté. Il n'était ni dans notre possibilité, ni de la compétence de notre parti de conduire, pour notre compte, une enquête qui devait se développer, comme elle se développe, dans

une atmosphère qui nous est étrangère et qui fut développée par qui devait et pouvait la développer.

La seule chose que l'on peut ajouter est de noter combien on doit condamner toute tendance à se servir d'un fait douloureux, comme celui de la fin de Pietro Tresso, mais sur lequel on est loin de connaître la vérité, pour mener, ouvertement ou de façon implicite, une des campagnes habituelles de diffamation contre le parti communiste.

r. [Palmiro Togliatti]

Le journal Bandiera Rossa, organe du groupe trotskyste italien, a publié un commentaire de ces lettres dans son numéro 3, Mars 1964, sous le titre : « la fin de Tresso et l'hypocrisie de Rinascita ». Nous en extrayons les passages suivants :

« ...Dans la lettre publiée par l'*Avanti* — et résumée dans *Rinascita* de façon nettement tendancieuse — Azzaroni... se demande évidemment pour quelle raison Schiapparelli s'était tu jusqu'à ce jour : et il l'invite à une série de précisions qui nous semblent à nous aussi nécessaires.

« ...Nous aussi nous demandons : pourquoi s'est-il tu jusqu'à présent ? Et pourquoi ne donne-t-il pas toutes les informations dont il dispose ? Pourquoi ne contribue-t-il pas à l'identification des personnages qu'il cite, au repérage des documents auxquels il se réfère ? Devons-nous faire l'hypothèse qu'il s'agit d'une sortie maladroite, ou qu'en *haut lieu* on est en train de préparer quelque chose, peut-être un arrangement à l'amiable, une « réhabilitation » orchestrée, et que Schiapparelli a été invité à faire les premiers pas ?

« Nous verrons. Mais nous dénonçons sans attendre le misérable entrefilet de *Rinascita*, dont on ne sait ce qui révolte le plus : une attitude à la Ponce Pilate sur la question cruciale, ou le jésuitisme onctueux grâce auquel Tresso redevient, comme si de rien n'était, « ce camarade », ou l'intention apologétique ordinaire de celui qui veut éviter une fois encore qu'on lui pose des questions en termes vigoureux.

« ...Si au moins quelqu'un de ceux qui en leur temps, et pour une longue période, ont traité Tresso, à la manière stalinienne classique, de toutes les épithètes les plus ignobles — et non comme un camarade dont la conception et la ligne diffèrent — cherchant à le salir tant qu'il était en vie et à salir ensuite sa mémoire, sentait le besoin de faire une

autocritique obligée (c'est de cela qu'il s'agit, et non de réhabilitation), cela voudrait dire que le cynisme inébranlable et l'incommensurable effronterie de certains personnages admettent quelque ouverture. Mais c'est une question générale qui les concerne surtout, et non Tresso et notre mouvement.

« Quant au problème de la fin de notre camarade, l'affirmation de « r » qu'il « n'était ni dans notre possibilité ni de la compétence de notre parti de conduire, pour notre compte, une enquête qui nous est étrangère et qui fut développée par qui devait et pouvait la développer », est un monument d'hypocrisie. A part le fait que celui dont c'était le devoir ne semble pas avoir tenu compte de la vérité aujourd'hui révélée par Schiapparelli, et sur laquelle *Rinascita* paraît ne pas se prononcer, s'abriter derrière une absurde « incompétence » signifie simplement vouloir éluder le problème, chercher à étouffer la question. »

Livio Maitan, signataire de cet article, demande en conséquence la constitution d'une commission composée de militants du mouvement ouvrier italien, représentant toutes les tendances intéressées, chargée d'enquêter sur les circonstances de la mort de Pietro Tresso, et conclut : « pourquoi le P.C.I. ne pourrait-il pas accepter cette proposition, s'il a intérêt à faire la lumière sur cet événement ? Personne, croyons-nous, ne voudrait répondre en alléguant une « incompétence « territoriale... »

v

POUR UNE ENQUETE
SUR LA DISPARITION DE BLASCO

*Note de la Comission
pour la Vérité sur les Crimes de Staline*

Comment Pietro Tresso a-t-il disparu après sa libération de la prison du Puy en 1944 ? Comment et par qui a-t-il été tué ? Ces questions restent posées vingt ans après.

Jusqu'à présent, tout permettait d'estimer qu'il fut assassiné par des agents staliniens, italiens ou français ; rien ne permettait de penser qu'il fut mort de mort naturelle, après évasion ou non. Depuis la publication de la lettre de Schiapparelli qu'on a lue plus haut (p. 197) une nouvelle version de la mort de Blasco est publiquement mise en circulation (vingt ans après), à la suite de la publication du livre de A. Azzaroni et de la constitution d'un Comité de membres du P.C.I. de Vénétie qui travaille à rédiger une biographie de Tresso, et par suite à faire la lumière sur sa mort. Tresso serait mort « des poumons », tout simplement... Un messager n'aurait eu que ce mot atroce : « ton gars est mort ». Mais où sont les témoins ?

La première question qui se pose est donc de réunir les témoignages de personnes qui ont pu jouer un rôle dans ce drame. Au long des années, la compagne de Tresso s'est efforcée de réunir de tels témoignages, mais elle s'est heurtée à des difficultés explicables par la situation politique de l'époque. D'abord, certains témoins étaient morts, en particulier la plupart des trotskystes compagnons de captivité de Tresso. D'autres témoins, pendant la période 1945-1950, c'est-à-dire une période de terrorisme stalinien dans la Résistance et de pression soviétique sur les milieux libéraux, se taisaient par crainte, par calcul ou par ordre (c'est le cas d'*Alfonso Leonetti*, l'un des anciens membres du Bureau Politique du P.C.I., qui avait suivi l'opposition communiste en 1930, puis entra finalement au P.C.I. en 1945). D'autres encore avaient déjà oublié, ou ne jugeaient pas utile de remuer des souvenirs où personne n'avait joué un rôle bien remarquable.

Certains indices permettent malgré tout d'y voir plus clair, et il suffit des nouvelles allégations de Schiapparelli,

entérinées par *Rinascita*, pour nous mettre sur la voie de la vérité.

S. Schiapparelli fait, en février 1964 (alors que P. Togliatti se trouvait en Yougoslavie), les déclarations suivantes :

1. Tout en étant responsable du P.C. Italien, il appartint, de février à fin mars 1944, au maquis de Gielmolhas (Lozère), soit *pendant un mois et demi environ*. Ce maquis était en relation avec un autre maquis de Haute-Loire où se trouvait Tresso après la libération de la prison du Puy.

2. Un *communiste français* lui a demandé de lire une « biographie » *soi-disant rédigée par Blasco*, que celui-ci aurait remise au chef du maquis. Il admet que cette biographie « correspondait à la vérité » (mais quelle vérité Schiapparelli pouvait-il connaître depuis 1930 ?).

3. En juillet 1944, le même *communiste français* a dit à Schiapparelli que Blasco « était décédé par suite de sa maladie ». Cette déclaration a été faite hors du maquis, que Schiapparelli avait quitté à fin mars. Mais où ? Dans quelle ville ? A Lyon ? A Paris ?

4. En *fin juillet* 1944, Schiapparelli a rapporté ces informations à Amendola, l'un des dirigeants du P.C.I., en *Italie*.

Tels sont les faits soi-disant à la connaissance de Schiapparelli.

Examinons maintenant quelques-unes des informations recueillies et des faits établis par la campagne de Tresso.

1. En 1941, après l'attentat de Nantes, la Gestapo se présente au domicile de Tresso à Paris. Prévenu, Tresso passe à Marseille où il est arrêté le 1^{er} juin 1942 par une Brigade Spéciale de Vichy, dirigée par Pierre Sirinelli. Il passe devant le Tribunal Militaire de Marseille avec Albert Demazière, Jean Reboul, Marguerite Usclat, tous militants trotskystes. Tresso est condamné à 10 ans de travaux forcés, à la dégradation civique et à dix ans d'interdiction de séjour. Il est transféré à Lodève (Hérault) où il se retrouve avec deux autres trotskystes condamnés, Abraham Sadek et Georges Salini (Maurice Ségal), puis à Manzac (Dordogne) et enfin à la prison du Puy-en-Velay (Haute-Loire), où il fait partie du groupe de 80 détenus politiques qui s'évadent, avec l'appui extérieur des F.T.P., dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre 1943. Les évadés, encadrés par les F.T.P., se divisent en deux groupes. Le premier rejoint un maquis du Puy-de-

Dôme. Le second se rend à pied dans un maquis (petites fermes abandonnées) situé au-dessus de Queyrrière (Haute-Loire), à une vingtaine de kilomètres d'Yssengeaux, au lieu-dit « Raffy ». D'après des déclarations formelles, Tresso aurait séjourné dans ce maquis *jusqu'en novembre* 1943 (soit 3 ou 4 semaines) date à laquelle le maquis « se débanda ». C'est depuis ce moment que l'on perd les traces de Tresso.

Or, Schiapparelli affirme qu'un communiste français est venu parler de Tresso à partir de *février* 1944. Où était-il à ce moment-là ? Où avait-il séjourné *entre novembre* 1943 et *février* 1944, c'est-à-dire pendant environ 3 mois ?

2. Divers témoignages (dont celui de Marc Bloch, avant qu'il ait été arrêté et fusillé, qui avait visité des camps F.T.P. pour le compte du Mouvement de Libération Nationale), tendraient à faire admettre que Tresso était effectivement tombé malade au maquis. Il avait été soigné pour tuberculose après 33 mois passés pendant la guerre dans la montagne et dans la neige, sans permission comme punition de ses relations avec la Jeunesse Socialiste Italienne et il a pu souffrir de pneumonie ou de pleurésie. Là se trouve peut-être l'origine du témoignage de Schiapparelli. Mais comment Tresso a-t-il été soigné, s'il l'a été ? Et où ? Par qui ? Pourquoi n'a-t-il pas été transféré dans une ville (ce qui se faisait souvent à l'époque dans ce cas) ?

3. Schiapparelli met en cause « un camarade français [communiste] ». Il a revu ce *communiste français* plusieurs fois. Il sait donc qui il est, même si c'est par un pseudonyme. *Pourquoi ne donne-t-il pas son nom ?* Pourquoi ne le décrit-il pas exactement si par hasard il ne connaît pas son nom ? D'autre part, Schiapparelli déclare que ce communiste français lui a communiqué une « biographie » soi-disant écrite par Tresso lui-même. Quand on connaît les habitudes inquisitoriales et policières de certains appareils des partis communistes, on sait ce que signifie une « biographie » : c'est une pièce à conviction, un témoignage exigé, le résultat d'une enquête. Pourquoi et comment a-t-on exigé de Tresso une « biographie » ? Cette biographie a-t-elle été réellement écrite par lui ? Qui l'a exigée ? Qu'est-ce qui garantit son authenticité ? A qui a-t-elle été transmise ?

En tout cas, l'allégation de Schiapparelli tend à suggérer que *l'affaire relevait du P.C. français* et non du P.C. Ita-

lien. On peut voir là une façon de rejeter la responsabilité de la disparition de Tresso sur les dirigeants communistes français. Ce serait bien dans la manière de Togliatti, sur laquelle nous reviendrons plus loin. De toute façon l'épisode, s'il est authentique, prouve que la présence de Tresso au maquis constituait pour les communistes une affaire importante.

4. A défaut du nom du communiste français qui a apporté à Schiapparelli une « biographie » de Tresso soi-disant dans l'intention de la vérifier, nous en connaissons un autre : c'est celui de *Théodore Vial*, dit *Massat*. Vial était emprisonné au Puy et s'est évadé avec les 80 autres prisonniers politiques. *C'est lui qui était le chef du maquis d'où Tresso a disparu*. Il connaissait déjà la présence de Tresso à la prison du Puy. Il était son chef et son géôlier au maquis de Queyrrière. Son témoignage est capital (1). Vingt ans plus tard, Vial-Massat était membre du Comité Central du P.C.F., mais en a été exclu au Congrès du P.C.F. en Juillet 1964, après la publication de la lettre de Schiapparelli par *Rinascita*.

En août 1945, la campagne de Tresso s'est rendue auprès de T. Vial pour obtenir de lui des informations sur la disparition de Tresso. Bien que la photographie de Tresso lui ait été présentée, il déclara ne pas le connaître. Pourtant, divers témoignages formels indiquent que Vial participa aux discussions entre communistes pour savoir s'il fallait faire participer ou non les trotskystes à l'évasion de la prison du Puy. Vial répéta : je ne sais rien, déclarant qu'il saurait se taire, l'ayant fait devant la police de Vichy et la Gestapo. Il refusa de donner aucune indication pouvant aiguiller les recherches. Pourtant, est-il possible que T. Vial, responsable du maquis de Queyrrières, n'ait rien connu du sort d'un ancien dirigeant du P.C.I. auquel « on » avait demandé une « biographie » ?

(1) Une brochure relate quelques épisodes de la vie du « Camp Wodli », qui était un camp volant. Voir : « *Front National de Lutte pour la Libération, l'indépendance et la grandeur de la France en Haute-Loire. Notre organisation, notre action, notre programme*. Premier numéro spécial de l'hebdomadaire *En Avant*, 3^e édition, Le Puy (1945) ». Cette brochure note différents épisodes de l'action des Francs Tireurs et Partisans Français : « Nuit du 1^{er} octobre 1943 : nous prenons notre revanche au Puy, 90 patriotes sont libérés et une partie rejoint le camp. » (p. 3). « Juin 1944 : le camp se réinstalle à Sestrières. Le capitaine Massat (Vial) prend le commandement » (p. 3).

5. Plusieurs témoignages recueillis indiquent que certains membres du maquis étaient surveillés par les autres. En principe, une surveillance interne et externe était compréhensible. Des éléments instables, des agents ennemis, des aventuriers, des « flottants » pouvaient rejoindre des maquis, et il fallait prendre des précautions. Mais le cas de Tresso et des trotskystes emprisonnés au Puy, condamnés par le régime de Vichy pour des raisons politiques, était tout autre. Il s'agissait de militants connus. Or, il existe divers témoignages formels : ceux-ci étaient surveillés, traités à part, en somme : menacés.

6. Tresso n'a pas disparu seul. Du groupe des trotskystes évadés du Puy, un a pu s'évader du maquis à temps : A. Demazière, qui connaissait la région où il avait été instituteur. Mais *les trois autres ont aussi disparu sans laisser de traces* : Jean Reboul, né le 29 décembre 1919, employé de commerce à Marseille ; Maurice Segal (sous le pseudonyme de Pierre Salini), né le 15 juin 1908 à Paris ; Abraham Sadek, né le 15 mars 1916, épicier à Lyon. Si Tresso était effectivement mort de mort naturelle par maladie, comment se fait-il que ses trois camarades, eux aussi détenus au Puy, aient également disparu sans laisser de trace ?

7. D'une enquête menée en 1945 auprès du Commissaire de Police du Puy, il ressort que celui-ci aurait déclaré : « Il s'agit de trotskystes. Ils ont été exécutés comme traîtres. Le commissaire de Police du Puy de cette époque-là était au courant. » C'est une version qui a souvent été donnée par des militants de la région. Pourtant, personne n'a osé, à l'époque, faire la lumière.

8. Tous ces faits sont suffisants pour montrer qu'aujourd'hui encore une enquête est possible et nécessaire. L'hypothèse la plus probable est que Pierre Tresso a été exécuté par des adversaires politiques, ainsi que ses trois camarades. L'intervention du P.C. italien peut avoir pour objet de suggérer que seuls les responsables du P.C. français sont capables de faire aujourd'hui la lumière sur un événement qui s'est produit sur le sol français.

9. Nous avons dit qu'un Comité s'est formé en Vénétie, au sein du P.C.I. pour étudier la vie de Pierre Tresso, avec le concours d'amis et de parents. Voici le texte de la déclaration adoptée par ce groupe à Magre di Schio, lieu de naissance de Tresso, en décembre 1963 :

« Nous, parents, amis et camarades de « Blasco », militants et étudiants de l'histoire du mouvement ouvrier européen et italien, réunis à Magré di Schio, pays natal d'un indiscutable dirigeant du Parti Communiste d'Italie d'abord, et ensuite du mouvement trotskyste et du Parti Socialiste Italien, conscients des nouvelles valeurs morales, historiques et politiques exprimées par le XX^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S., mais par-dessus tout de la lutte continue et tenace des militants du mouvement ouvrier international contre les effets tragiques de ce qu'on appelle « culte de la personnalité » et des dégénérescences stalinienne, qui ont eu sans aucun doute dans certains pays et dans certaines conditions des répercussions négatives dans le mouvement ouvrier international et italien,

« repoussons avec fermeté les tentatives misérables de ceux qui continuent, plus de vingt ans après la mort tragique survenue en France, terre d'exil, leur campagne calomniatrice contre la mémoire de Pietro Tresso, commencée pendant la période de la dégénérescence stalinienne, et déclarons en même temps repousser toute tentative de confondre l'initiative tendant à donner à Pietro Tresso la place méritée qui lui revient dans l'histoire du mouvement ouvrier italien et européen, avec la campagne de ceux qui tentent ignominieusement, au service de la bourgeoisie italienne et européenne, de salir tout le mouvement ouvrier en profitant des erreurs même graves, commises dans l'histoire longue et tourmentée de la classe ouvrière et par ses dirigeants dans sa lutte pour la construction d'une société démocratique et socialiste. « demandons à tous ceux qui sont en mesure de nous aider : parents, amis, camarades, dirigeants du mouvement ouvrier italien et européen, de nous aider dans notre action et initiative pour que soit connue et répandue la vérité sur la vie, sur la personnalité politique et humaine et sur la mort de « Blasco », ami et compagnon d'Antonio Gramsci. »

A la suite de cette initiative, la section du P.C.I. de Trévisé a accepté d'étudier la formation d'une commission qui examinerait « l'époque particulière de l'histoire interne du P.C. d'Italie à laquelle le camarade Pietro Tresso fut exclu, et en général la figure, l'œuvre et les raisons de la mort de ce dirigeant du P.C. d'Italie. »

10. Pas plus que tant d'autres victimes de la terreur stalinienne en U.R.S.S., Tresso n'a besoin d'être « réhabilité ». Il n'a jamais démerité aux yeux de la classe ouvrière

internationale. Finalement, c'est ce que Togliatti lui-même dut reconnaître, en répondant au secrétaire du Comité de Trévisé. Voici sa lettre, que nous pouvons rendre publique après sa mort, comme l'a été son « testament » de Yalta :

Rome, 17 décembre 1963.

Cher camarade, j'ai reçu ton mot, avec ses allégations, relatif à ce qu'on appelle la « réhabilitation » de Pietro Tresso. Il faut bien s'entendre. Pietro Tresso fut exclu du Parti il y a plus de trente ans. L'exclusion est un fait politique, ce n'est pas un fait infâmant. C'est pour cela que j'estime que l'on ne peut pas parler de « réhabilitation ».

En faisant l'histoire du parti, on pourra discuter si l'exclusion fut plus ou moins justifiée, mais c'est là un problème d'histoire et de politique de ce moment, et rien d'autre. Si Tresso était heureusement encore en vie, probablement que se serait aussi posée pour lui la question du retour au parti comme elle s'est posée à Léonetti, qui l'a demandée et appartient de nouveau à nos rangs. La question se pose autrement en Union Soviétique, où les exclus étaient frappés de condamnations infâmant. Chez nous il y eut des polémiques, quelque fois âpres, de part et d'autre, mais rien en dehors du terrain politique.

Un salut cordial
Palmiro Togliatti

Cette lettre de Togliatti appelle en conclusion diverses remarques :

a) d'abord, il est faux que l'opposition italienne n'ait pas subi d'accusations infâmant. De multiples citations des publications du P.C.I. à l'époque — qui sont à notre disposition — prouvent le contraire. Ce que les P.C. d'Europe ne pouvaient pas infliger, c'étaient des *condamnations*, infâmant ou non. Eussent-ils été au pouvoir, ils n'y auraient pas manqué, comme en U.R.S.S.

b) Si Tresso n'a pas besoin d'être « réhabilité », c'est parce qu'aux yeux de tout ce qui n'est pas stalinien il est resté sa vie entière le militant révolutionnaire qu'il était. Les mémoires qui auraient plutôt besoin d'être réhabilités, si c'était possible, ce sont celles de ses persécuteurs staliens.

c) En associant le nom de Léonetti à celui de Tresso, Togliatti réalise un amalgame injustifié : Léonetti, après avoir suivi l'opposition de gauche en 1930, est revenu au

stalinisme en 1944, comme en témoignent divers textes faciles à produire, en particulier la lettre dans laquelle il demande sa réintégration au P.C.I., publiée par *l'Unità*. Tresso était d'une autre trempe. Ni de lui, ni de ceux qui ont disparu comme lui, on ne peut préjuger des positions politiques qu'ils auraient adopté s'ils avaient vécu. Mais les lettres que nous publions plus haut montrent assez que Tresso n'attendait rien de bon de la venue au pouvoir des staliniens italiens.

II. Il nous reste à réaffirmer que la mémoire de Pierre Tresso n'a besoin que d'une chose : *que la lumière soit faite sur son assassinat*, quels qu'en aient été les conditions et les auteurs. Il ne s'agit pas de « réhabilitation ». Il s'agit de la mise en accusation des « crimes de Staline », exécrables forfaits commis en France, en Suisse, au Mexique ou ailleurs, à l'imitation du gigantesque holocauste exécuté en Union Soviétique.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 25 JUIN 1965
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
« LES ÉDITIONS POLYGLOTTES »
232, RUE DE CHARENTON, PARIS

*Numéro Spécial du Bulletin de la Commission pour la Vérité
sur les Crimes de Staline, Juin 1965.*

Pierre Tresso (Blasco), ancien membre du Bureau Politique du Parti Communiste Italien, devenu oppositionnel en 1930, arrêté et condamné en France en 1942, évadé et passé au maquis en 1943, y a disparu en 1944.

La grande figure de ce militant « exemplaire », selon l'expression de Ignazio Silone, est évoquée dans un récit de Alfredo Azzaroni, dans un choix d'articles politiques de Blasco sur les problèmes révolutionnaires de l'Italie, et dans ses lettres écrites en prison. C'est une page d'histoire en même temps qu'une œuvre de vérité humaine et sociale.

La **Commission pour la Vérité sur les Crimes de Staline** a rassemblé les documents connus sur la disparition et la mort de Blasco. Une enquête nouvelle est devenue nécessaire. Comme le dit Pierre Naville, qui présente le livre : « C'est en faisant toute la lumière sur un cas comme celui de Blasco que la déstalinisation pourrait apparaître enfin comme une action sincère ».

*Le même ouvrage a paru en Italie
sous le titre*

BLASCO

La riabilitazione di un militante rivoluzionario

Edizioni Azione Comune - Milano